

ENVER HOXHA



Les Khrouchtchéviens

Souvenirs

(Institut des études marxistes-léninistes près le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie)

« Les khrouchtchéviens » est un nouvel ouvrage publié dans la série des mémoires du camarade Enver Hoxha. Ecrit en 1976, il comprend des souvenirs et des impressions personnelles des entrevues et des divers contacts que l'auteur a eus avec des dirigeants du P.C.U.S. et d'autres partis communistes et ouvriers de 1953 à 1961. Ce livre paraît en albanais et en plusieurs langues étrangères.

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié aux

Editions «8 NËNTORI» TIRANA, 1980

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

1. A la haute direction soviétique on joue des coudes.....p.7

La mort de Staline. La haute direction soviétique se partage les portefeuilles dès le lendemain. Khrouchtchev gravit les échelons du pouvoir. Désillusion à l'issue de la première rencontre avec les «nouveaux» dirigeants soviétiques en juin 1953. Observations malveillantes de Mikoyan et Boulganine. La fin du pouvoir éphémère de Beria. Rencontre avec Khrouchtchev en juin 1954 : «Vous nous avez aidés à démasquer Beria». Leçon «théorique» de Khrouchtchev sur le rôle du premier secrétaire du parti et du premier ministre. La mafia révisionniste tisse sa toile d'araignée au dedans et au dehors de l'Union soviétique.

2. La stratégie et la tactique de Khrouchtchev à l'intérieur de l'Union soviétique.....p.16

Les racines de la tragédie de l'Union soviétique. Les étapes parcourues par Khrouchtchev vers sa mainmise sur le pouvoir politique et idéologique. La caste khrouchtchéviennne rouille l'épée de la révolution. Ce qui se cachait derrière la «direction collégiale» de Khrouchtchev. Khrouchtchev et Mikoyan, têtes du complot contre-révolutionnaire. Un vent de libéralisme souffle en Union soviétique. Khrouchtchev et Vorochilov se prononcent ouvertement contre Staline. Khrouchtchev érige son culte. Les ennemis de la révolution sont proclamés «héros» et «victimes».

3. Des marxistes-léninistes ? Non, des mercantis.....p.22

Mikoyan, trafiquant cosmopolite toujours hostile à l'Albanie. Négociations économiques difficiles en juin 1953 — les dirigeants soviétiques marchandent leurs aides à l'Albanie. Les «conseils» de Khrouchtchev un an plus tard : «Vous n'avez pas besoin d'industrie lourde», «Nous vous fournirons du pétrole et des métaux», «Ne vous préoccupez pas de la culture des céréales panifiables. Nous pouvons vous en donner tant que vous voudrez». Prise de bec avec Mikoyan. Mécontentement des chefs révisionnistes au Comecon. Ochab, Dej, Ulbricht. La réunion du Comecon de juin 1956 à Moscou. Khrouchtchev : «... Nous devons faire comme a fait Hitler». Nouvel entretien avec Khrouchtchev. Ses «conseils» : «L'Albanie doit progresser dans la culture du coton et des agrumes, dans les ovins et la pêche».

4. La pierre de touche.....p.38

Khrouchtchev vise la Yougoslavie. Premier signe du flirt: la lettre soviétique de juin 1954. Khrouchtchev rejette sur le Kominform la responsabilité de la trahison de la direction yougoslave. Correspondance suivie et cordiale entre Khrouchtchev et Tito. Khrouchtchev décide de réhabiliter les renégats. Notre opposition catégorique : nos lettres de mai et juin 1955. Entretien avec l'ambassadeur Levitchkine : «Comment peut-on prendre si facilement et unilatéralement de telles décisions ?» Invitation insistante à me rendre «en vacances» en Union soviétique ! Rencontre avec Souslov. Mikoyan téléphone à minuit: «Rencontrez Tempo, aplanissez les désaccords.» Entrevue avec S. V. Tempo.

5. Le «parti père» cherche à diriger.....p.51

Khrouchtchev recherche l'hégémonie dans le mouvement communiste mondial. Son attaque contre le Kominform et le Kominform. Les khrouchtchéviens étendent leurs tentacules sur les autres partis. Morts subites de Gottwald et Bierut. Souvenirs inoubliables de mes rencontres avec Dimitrov et Kolarov. Relations correctes mais purement formelles avec la Roumanie. Les zigzags opportunistes de la direction roumaine. Agréables impressions de Tchécoslovaquie, libres promenades et visites en des sites historiques. En Union soviétique atmosphère asphyxiante partout : les *tchinovniks* ne nous lâchent pas d'une semelle. Nos relations avec les Allemands de l'Est.

6. La proclamation officielle du révisionnisme.....p.64

Le XX^e Congrès de P.C.U.S. Les thèses de Khrouchtchev, charte du révisionnisme moderne. Le rapport «secret» contre Staline. Togliatti demande que soient reconnus ses «mérites». Tito en Union soviétique. Molotov est destitué de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères. Tentative avortée du «groupe anti-partis». Fin de la carrière du maréchal Joukov. Une autre victime des menées khrouchtchéviennes de coulisse : Kiritchenko. Mai 1956 : Souslov demande la réhabilitation de Koçi Xoxe et consorts. Juin 1956 : Tito et Khrouchtchev sont mécontents de nous. Juillet 1957 : Khrouchtchev organise un dîner à Moscou pour nous faire rencontrer Rankovic et Kardelj.

7. Le projet d'empire.....p.74

Vers la conversion des pays socialistes en provinces russes. Mutations à la direction bulgare dictées par Moscou. La «montre» de Jivkov est remontée à Moscou. Le complexe danubien et la «rupture» entre Roumains et Soviétiques. La

suppression officielle du Kominform. Les illusions réformistes des partis italien et français. Togliatti, père du «polycentrisme». Rencontre inoubliable avec deux chers camarades français Marcel Cachin et Gaston Monmousseau. Les hésitations de Maurice Thorez. La rupture de l'unité du mouvement communiste, immense service rendu à l'impérialisme mondial.

8. Ma première et dernière visite en Chine.....p.83

Nos rapports avec le P.C.C. et la R.P.C. jusqu'en 1956. Invitations de la part de la Chine, de la Corée et de la Mongolie. Un fait étonnant en Corée: deux membres du Bureau politique s'enfuient en ... Chine ! Ponomarev défend les fuyards. Mikoyan et Peng Teh-huaï «raccordent» les violons de Kim Il-sung. Rencontre avec Mao Tsétoung : «Ni les Yougoslaves ni vous n'avez commis d'erreurs», «c'est Staline qui en a commis», «les erreurs sont utiles». Li Li-san au VIII^e Congrès du P.C.C. : «Je vous prie de m'aider, car je retomberai dans l'erreur». Désillusion et inquiétude suscitées par le VIII^e Congrès du P.C.C. Rencontres à Pékin avec Dej, Yougov, Chou En-laï et d'autres. Bodnaras s'entremet pour nous réconcilier avec Tito.

9. Les «diabes» hors de contrôle.....p.92

La contre-révolution en action en Hongrie et en Pologne. Matyas Rakosi. Qui a préparé la «salade» de Budapest. Entretien avec des dirigeants hongrois. Débat avec Souslov à Moscou. L'«autocritique» d'Imre Nagy. Le renversement de Rakosi. La réaction reprend vigueur. Khrouchtchev, Tito et Gerô en Crimée. Andropov : «Nous ne pouvons pas qualifier les insurgés de contre-révolutionnaires». La direction soviétique hésite. Le Parti des travailleurs hongrois est liquidé. Nagy déclare le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie. Un aspect des coulisses : les lettres Tito-Khrouchtchev. Pologne 1956 — intronisation de Gomulka. Une rétrospective : Bierut. Le programme contre-révolutionnaire de Gomulka. La leçon que nous avons tirée des événements de 1956. Entretiens à Moscou, décembre 1956.

10. Retrait temporaire à des fins de revanche.....p.116

Les Soviétiques demandent l'«unité». La Conférence de Moscou de 1957. Les tractations de Khrouchtchev pour amener Tito à la Conférence. La brève «colère» de Khrouchtchev. Débat sur la formule : «avec à sa tête l'Union soviétique». Gomulka : «Nous ne dépendons plus de l'Union soviétique». Mao Tsétoung : «Notre camp doit avoir une tête, car le serpent aussi en a une». Togliatti : «Frayons de nouvelles voies», «nous sommes contre un seul centre de direction», «nous ne voulons pas employer la formule de Lénine «parti de type nouveau»». Sophismes de Mao : les «marxistes» à 80, 70 et 10 pour cent. La déclaration de Moscou et la réaction des Yougoslaves. Khrouchtchev masque du nom de Lénine sa trahison.

11. La «carotte» et le «bâton».....p.123

Une délégation de notre Parti et de notre gouvernement se rend en Union soviétique. Les manœuvres de Khrouchtchev : à table il nous présente la «carotte», il nous fait don des crédits. Leningrad : Pospelov et Kozlov censurent nos discours. «Ne mentionnons pas les Yougoslaves». Notre entretien officiel avec Khrouchtchev, etc. Khrouchtchev s'énerve : «Vous voulez nous ramener sur la voie de Staline», «Tito et Rankovic, meilleurs que Kardelj et Popovic ; Tempo, un âne... chancelant». Une rencontre au pied levé avec l'ambassadeur yougoslave à Moscou, Micunovic. La visite de Khrouchtchev en Albanie, mai 1959. Khrouchtchev et Malinovski nous demandent des bases militaires : «Nous serions maîtres de toute la Méditerranée, du Bosphore à Gibraltar». Le conseiller à l'extermination des chiens. L'ambassade soviétique à Tirana, siège du KGB.

12. De Bucarest à Moscou.....p.139

Février 1960 : Mikoyan à propos des divergences soviéto-chinoises. Aggravation de la situation entre Moscou et Pékin. Kossyguine rend «visite» à Mehmet Shehu à Moscou. Le complot de Bucarest. Hysni Kapo ne se laisse pas intimider par les pressions de Khrouchtchev. Les Soviétiques mettent en action leurs agents secrets et imposent le blocus de la faim. Lutte à la commission préparatoire à la Conférence de Moscou. Notre délégation à Moscou. Atmosphère glaciale. Les gargantuas soviétiques. Nouvelles pressions, flatteries, provocations. Les maréchaux du Kremlin. Brève rencontre avec Andropov. La tactique de Khrouchtchev : «Pas de polémique». Les mercenaires réagissent à notre discours. Les derniers entretiens avec les renégats khrouchtchéviens.

13. Le dernier acte.....p.163

Unité d'acier dans notre Parti et dans notre peuple. Les Soviétiques veulent occuper la base de Vlora. Situation tendue à la base. L'amiral Kassatonov s'en va la queue basse. Les ennemis rêvent de changements à notre direction. Le IV^e Congrès du P.T.A. Pospelov et Andropov à Tirana. Réponse méritée aux délégués provocateurs grec et tchécoslovaque. Echec de la mission des envoyés de Khrouchtchev à Tirana. Pourquoi nous «invite»-t-on à nous rendre de nouveau à Moscou ?! L'attaque publique de Khrouchtchev contre le P.T.A. au XXII^e Congrès du P.C.U.S. La rupture définitive : en décembre 1961 Khrouchtchev rompt les relations diplomatiques avec la République populaire d'Albanie.

Deux décennies se sont écoulées depuis l'époque où se tint la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers du monde, qui est entrée et demeurera dans l'histoire comme l'un des événements les plus importants dans la lutte livrée entre le marxisme-léninisme et l'opportunisme. A cette conférence, notre Parti ouvrit le feu contre le groupe révisionniste de Khrouchtchev qui dominait en Union soviétique et qui s'efforçait de toutes les manières de soumettre et d'engager dans sa voie de trahison tout le mouvement communiste international, tous les partis communistes et ouvriers du monde.

Notre attaque ouverte et conforme aux principes contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien à la Conférence de novembre 1960 n'était pas une action fortuite. C'était au contraire le prolongement logique des attitudes marxistes-léninistes que le Parti du Travail d'Albanie n'avait cessé d'observer, c'était le passage à une phase nouvelle, supérieure, de la lutte que notre Parti menait depuis longtemps pour la défense et l'application conséquente du marxisme-léninisme.

Les relations du Parti du Travail d'Albanie avec le Parti communiste de l'Union soviétique, depuis l'époque où les khrouchtchéviens prirent le pouvoir et jusqu'au moment où nous nous dressâmes face à eux, suivirent un processus complexe, sinueux, jalonné de périodes d'aggravation ou de normalisation temporaires. Ce fut là un processus de connaissance réciproque à travers la lutte, les heurts, l'affrontement incessant des points de vue. Depuis l'accession au pouvoir des putschistes révisionnistes khrouchtchéviens, notre Parti, se fondant sur les événements qui se déroulaient là-bas, sur certaines attitudes et certains actes, au début mal définis, mais qui, progressivement, se concrétisaient, commença à sentir la nocivité de cette clique de renégats, camouflée derrière une tapageuse démagogie pseudo-marxiste, et à comprendre qu'elle devenait un grand péril aussi bien pour la cause de la révolution et du socialisme en général que pour notre pays.

Nous observions de plus en plus que les points de vue et les prises de position de Nikita Khrouchtchev sur des questions importantes du mouvement communiste international et du camp socialiste différaient des nôtres. Le XX^e Congrès du P.C.U.S. en particulier fut l'événement qui nous fit prendre position contre Khrouchtchev et les khrouchtchéviens. En marxistes-léninistes et dans la voie marxiste-léniniste, nous avions, à l'occasion, fait part aux dirigeants soviétiques de nos réserves et de nos oppositions relatives à leurs attitudes conciliantes envers les révisionnistes yougoslaves, à beaucoup d'aspects de leur politique étrangère qui s'écartait des principes, à nombre de leurs attitudes et actions erronées et nullement marxistes sur les grandes questions internationales, etc. De leur côté, en dépit parfois de quelque prétendu recul, ils poursuivaient dans leur voie, alors que nous, rejetant leurs suggestions, nous soutenions nos vues et appliquions notre politique extérieure et intérieure.

Il s'ensuivit qu'avec le temps nous en vînmes à mieux connaître nos positions respectives et que des deux côtés la confiance s'évanouit. Pour notre part, nous préservions notre amitié avec l'Union soviétique, avec son peuple, nous continuions de construire le socialisme selon les enseignements de Lénine et de Staline, nous soutenions comme auparavant le grand Staline et son oeuvre et combattions sans défaillance le révisionnisme yougoslave. Mais nos doutes à propos des révisionnistes soviétiques allaient croissant et s'approfondissant de jour en jour, car il n'était pas de jour où Khrouchtchev et consorts n'agissaient en opposition avec le marxisme-léninisme.

Khrouchtchev était au courant de nos réserves à l'égard du XX^e Congrès et de la politique qu'il pratiquait avec les titistes, l'impérialisme, etc., mais sa tactique consistait à ne pas se hâter d'envenimer la situation avec nous, Albanais. Il comptait profiter de l'amitié que nous témoignions à l'Union soviétique, pour prendre la citadelle albanaise de l'intérieur et nous mettre dans le sac tout à la fois par des sourires et des menaces, par l'octroi de certains crédits tronqués et par des pressions et des blocus. Khrouchtchev et les khrouchtchéviens pensaient : «Nous connaissons les Albanais, et si entêtés et emportés qu'ils Soient, ils n'ont où se rabattre, car nous les avons cloués et, s'ils font des manières, s'ils se montrent indociles, nous grincerons alors des dents, nous les bloquerons, les boycotterons et renverserons tous ceux d'entre eux qui s'opposeront à nous».

Le groupe Khrouchtchev prépara cette voie à son action, il l'élargit et l'approfondit, en s'imaginant qu'il pourrait parvenir à ses fins «par la douceur» et «sans éclat». Mais les faits le convainquirent que cette tactique ne portait pas ses fruits, en sorte que son impatience et son arrogance ne manquèrent pas de pointer à nouveau. La situation s'envenimait, puis «s'adoucissait» pour s'envenimer à nouveau. Nous devinions où ce chemin conduirait Khrouchtchev et consorts, aussi renforçons-nous notre vigilance et, répondant aux manifestations de brutalité de leur part, nous nous attachions à prolonger la «paix», tout en préservant les principes.

Mais vint un moment où la mesure fut comble. La «paix», qui semblait avoir existé jusque-là, ne pouvait plus durer. Khrouchtchev se lança dans une offensive ouverte pour nous soumettre et nous contraindre à nous rallier à sa ligne totalement opportuniste. Alors, nous lui dîmes non ! haut et clair, nous dîmes halte ! à ses menées de trahison. Cela marqua le début d'une lutte longue et très ardue, dans laquelle notre Parti, pour sa gloire et celle du peuple qui lui a donné le jour et l'a élevé, a défendu constamment les intérêts de sa patrie socialiste, défendu constamment le marxisme-léninisme, le véritable mouvement communiste international.

Beaucoup de gens, à l'époque, ne comprirent pas l'attitude du Parti du Travail d'Albanie ; il se trouva même des sympathisants de notre Parti et de notre pays qui considérèrent cette action comme hâtive, certains n'avaient pas encore pleinement réalisé la trahison des khrouchtchéviens, d'autres pensèrent que nous nous étions brouillés avec l'Union soviétique pour nous rapprocher de la Chine, etc. Aujourd'hui, non seulement les amis mais même les ennemis de l'Albanie socialiste ont compris le caractère de principe de la lutte incessante que notre Parti a menée et qu'il continue de mener contre les opportunistes de toutes les couleurs.

Le temps a parfaitement démontré à quel point le Parti du Travail d'Albanie avait raison de combattre les khrouchtchéviens et de ne pas suivre leur ligne. C'est à cette lutte, qui exigea et exige toujours de grands sacrifices, que notre petite patrie doit sa liberté et son indépendance si précieuses, son heureux développement dans la voie du socialisme. C'est seulement grâce à la ligne marxiste-léniniste de notre Parti que l'Albanie n'est pas devenue ni ne deviendra jamais un protectorat des Russes ou de qui que ce soit.

Depuis 1961, notre Parti du Travail n'a aucun lien ni contact avec les khrouchtchéviens. A l'avenir non plus, il n'entrera jamais en rapports de parti avec eux et nous n'avons ni n'aurons jamais de rapports d'Etat avec les social-impérialistes soviétiques. Notre Parti continuera, comme par le passé, de mener avec esprit de suite sa lutte idéologique et politique pour démasquer ces ennemis du marxisme-léninisme. C'est ainsi que nous avons agi lorsque Khrouchtchev était au pouvoir comme lorsqu'il eut été renversé et remplacé par l'équipe de Brejnev. Notre Parti ne se fit aucune illusion, au contraire il était sûr et certain que Brejnev, Kossyguine, Souslov, Mikoyan, etc., qui avaient été de proches collaborateurs de Khrouchtchev, qui avaient organisé et mis en œuvre avec lui la contre-révolution révisionniste en Union soviétique, s'en tiendraient de manière conséquente à leur ligne antérieure.

Ils ont écarté Khrouchtchev afin de défendre le khrouchtchévisme contre le discrédit que lui portait son maître par ses pitreries sans fin, ils ont éliminé le «père» afin de réaliser plus intensément et plus efficacement la restauration complète du capitalisme en Union soviétique.

Dans cet ordre d'idées, Brejnev et ses acolytes se sont montrés de «dignes disciples» de leur maître de triste renom. A l'intérieur de l'Union soviétique, ils ont instauré et renforcé un régime dictatorial fasciste, et, à l'extérieur, ils ont converti leur politique en une politique chauvine de grand Etat, d'expansion et d'hégémonisme. Sous la conduite des khrouchtchéviens brejnéviens, l'Union soviétique est devenue une puissance impérialiste mondiale et, tout comme les Etats-Unis d'Amérique, elle vise à dominer le monde. Les tragiques événements de Tchécoslovaquie, la domination accrue du Kremlin sur les pays du Pacte de Varsovie, leur assujettissement toujours plus accentué à l'égard de Moscou, les tentacules du social-impérialisme soviétique étendues en Asie, en Afrique et ailleurs, sont autant de tristes témoignages de la politique totalement réactionnaire du social-impérialisme soviétique.

Les justes appréciations et prévisions de notre Parti relatives à la politique intérieure et extérieure réactionnaire de Brejnev se sont avérées et s'avèrent constamment. L'exemple le plus proche en est l'Afghanistan, où les khrouchtchéviens brejnéviens ont entrepris une agression fasciste ouverte et s'efforcent maintenant, par le fer et par le sang, d'étouffer les flammes de la guerre populaire pour prolonger leur occupation social-impérialiste.

Le fait que notre patrie et notre petit peuple n'ont pas subi le sort tragique de tous ceux qui vivent aujourd'hui sous la servitude des impérialistes ou des social-impérialistes, témoigne, on ne peut mieux, de la justesse de la ligne de principe, courageuse et conséquente qu'a suivie et que suit notre Parti du Travail.

Le mérite pour cette juste voie revient à tout le Parti et en particulier à sa direction, le Comité central, qui, pétri des enseignements du marxisme-léninisme et fidèle à la théorie qui nous sert de guide, a conduit et conduit toujours droit notre Parti et notre peuple. Dans les grands remous qu'il nous a fallu surmonter, l'unité du Parti avec sa direction et du peuple autour du Parti a brillé et s'est trempée encore plus. C'est cette unité d'acier qui a aussi donné des forces et des ailes au Parti dans sa lutte ardue mais glorieuse contre les révisionnistes khrouchtchéviens, c'est cette unité qui a été et demeure à la base de la fermeté et de l'assurance avec lesquelles l'Albanie est allée et va de l'avant, en résistant aux pressions et aux chantages, aux sourires et à la démagogie de ses ennemis de tout acabit.

En tant que communiste et dirigeant du Parti, il m'a été donné, à moi aussi, de participer activement et d'apporter ma contribution à cette grande lutte héroïque de notre Parti. A maintes reprises, depuis la Libération de l'Albanie, et en particulier dans les années 1950-1960, je fus chargé par le Parti et sa direction de conduire des délégations du Parti et de l'Etat à des rencontres officielles avec les dirigeants soviétiques et des dirigeants principaux des autres partis communistes et ouvriers. Nous avons eu aussi entre nous de fréquents échanges de visites, j'ai participé à des consultations et à des rencontres internationales des partis communistes, où j'ai exposé et soutenu la juste ligne de notre Parti, ses décisions et ses recommandations. A l'occasion de toutes ces rencontres et visites, j'ai aussi connu de près des dirigeants glorieux, inoubliables, comme Staline, Dimitrov, Gottwald, Bierut, Pieck, etc., de même qu'il m'a fallu contacter et connaître les traîtres khrouchtchéviens, qui, à travers un processus long et complexe, ont usurpé graduellement le pouvoir tant en Union soviétique que dans les anciens pays de démocratie populaire.

Les rapports de notre Parti avec eux et ses attitudes à leur égard au cours de cette période sont reflétés dans les documents du Parti, dans mes écrits publiés par décision du Comité central, ainsi que dans d'autres documents déposés aux Archives centrales du Parti. Je fais paraître maintenant ces notes, qui sont mes souvenirs et impressions des nombreux contacts et affrontements que j'ai eus avec les khrouchtchéviens dans la période allant de 1953, après la mort de Staline, à la fin de 1961, lorsque le groupe Khrouchtchev rompit les relations diplomatiques avec la République Populaire d'Albanie. Dans le cadre des autres documents et matériaux publiés sur cette période, je pense que ces notes serviront aux communistes et aux masses travailleuses à mieux connaître tant l'activité contre-révolutionnaire des révisionnistes soviétiques, au dedans et au dehors de l'Union soviétique, que la lutte toujours juste et conséquente de notre Parti, pour la défense du marxisme-léninisme, de notre peuple et de notre patrie socialiste.

1980

1. A LA HAUTE DIRECTION SOVIETIQUE ON JOUE DES COUDES

La mort de Staline. La haute direction soviétique se partage les portefeuilles dès le lendemain. Khrouchtchev gravit les échelons du pouvoir. Désillusion à l'issue de la première rencontre avec les «nouveaux» dirigeants soviétiques en juin 1953. Observations malveillantes de Mikoyan et Boulganine. La fin du pouvoir éphémère de Beria. Rencontre avec Khrouchtchev en juin 1954 : «Vous nous avez aidés à démasquer Beria». Leçon «théorique» de Khrouchtchev sur le rôle du premier secrétaire du parti et du premier ministre. La mafia révisionniste tisse sa toile d'araignée au dedans et au dehors de l'Union soviétique.

La manière dont a été annoncée la mort de Staline et dont ont été organisées ses obsèques, nous a donné l'impression à nous, communistes et peuple albanais, et à d'autres aussi, que sa disparition était attendue impatiemment par plusieurs membres du Présidium du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

Le lendemain de la mort de Staline, le 6 mars 1953, le Comité central du Parti, le Conseil des ministres et le Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. se hâtèrent de tenir une réunion conjointe. Dans des cas de grandes pertes, comme l'était celle de Staline, de telles réunions urgentes constituent une action utile et indispensable. Mais les nombreuses et importantes mutations qui furent communiquées à la presse le lendemain, attestaient que cette réunion urgente s'était tenue uniquement en vue du... partage des postes! Staline était mort la veille, sa dépouille n'avait pas encore été transportée dans la salle où devaient lui être rendus les derniers hommages, le programme de l'organisation des obsèques n'avait pas encore été arrêté, les communistes et le peuple soviétiques pleuraient cette grande perte, et la haute direction soviétique, elle, ne trouva pas de meilleur jour pour procéder au partage des portefeuilles ! Malenkov fut fait premier ministre, Beria vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, et Boulganine, Kaganovitch, Mikoyan et Molotov se répartirent les autres postes. Ce même jour, d'importantes mutations eurent lieu à toutes les hautes instances du parti et du pouvoir. Le Présidium et le Bureau du Présidium du Comité central du parti se fondirent en un seul organe, de nouveaux secrétaires furent élus au Comité central du parti, certains ministères furent supprimés, d'autres fusionnèrent, des modifications furent apportées à la composition du Présidium du Soviet suprême, etc.

Ces actions ne pouvaient manquer de nous produire une profonde impression, certes nullement bonne. Des questions troublantes venaient d'elles-mêmes à l'esprit : comment ces importants changements ont-ils eu lieu si brusquement en un jour, et non pas un jour quelconque, mais le premier jour de deuil ?! En toute logique, on est porté à penser et à croire que tout cela était préparé d'avance. Les listes de ces mutations étaient rédigées depuis longtemps dans le silence et le secret, et on attendait seulement le moment de les proclamer pour donner satisfaction et à l'un, et à l'autre, et à celui-ci, et à celui-là...

En quelques heures, même en une journée de travail normale, il est absolument impossible de prendre des décisions d'une si haute importance.

Mais si, au début, ce n'étaient là que des sujets d'Interrogation qui nous troublaient et nous étonnaient, le cours des événements et les faits que nous apprendrions par la suite devaient nous convaincre toujours plus que des mains secrètes ourdissaient depuis longtemps un complot et que les conspirateurs attendaient l'occasion d'entreprendre le cours de la destruction du Parti bolchevik et du socialisme en Union soviétique.

Aux obsèques de Staline également, apparut clairement l'absence d'unité au Présidium du Comité central, dont les membres jouaient des coudes pour se mettre au premier plan, pour parler chacun le premier. Au lieu de montrer aux peuples de l'Union soviétique, à tous les communistes du monde, profondément touchés et attristés par la mort soudaine de Staline, leur unité dans l'épreuve, les «camarades» rivalisèrent de zèle pour se mettre le plus en évidence. Khrouchtchev inaugura la cérémonie funèbre, Malenkov, Beria et Molotov prirent la parole devant le mausolée de Lénine. Khrouchtchev et ses complices, qui adoptèrent une attitude hypocrite devant la dépouille de Staline,

étaient pressés de voir se terminer la cérémonie pour s'enfermer à nouveau au Kremlin et y continuer l'opération de partage et de repartage des postes.

Quant à nous, nous pensions, avec beaucoup d'autres, que Molotov, en tant que collaborateur le plus proche de Staline, le bolchevik le plus ancien, le plus mûr, le plus expérimenté et le plus connu au dedans et au dehors de l'Union soviétique, serait élu Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Mais il n'en fut rien. C'est Malenkov qui fut mis à la tête, et Beria se colla à lui. Derrière eux, ces jours-là, un peu plus dans l'ombre, se tenait une «panthère», qui se préparait à dévorer et à liquider les deux premiers. C'était Nikita Khrouchtchev.

La manière dont il effectua son ascension fut vraiment à la fois surprenante et suspecte: d'abord, il fut nommé seulement président de la commission centrale d'organisation des obsèques de Staline et, le 7 mars, lorsque le partage des postes fut rendu public, il ne lui en fut assigné aucun, il ne fut libéré que de sa charge de premier secrétaire du Comité du parti de Moscou, «ses fonctions devant désormais se concentrer au Comité central du parti». Quelques jours seulement après, le 14 mars 1953, Malenkov, «à sa demande», fut exonéré du poste de secrétaire du Comité central du parti (!) et, dans la composition du nouveau secrétariat, choisi ce même jour, Nikita Khrouchtchev figurait en tête.

De telles actions, encore qu'elles ne nous concernaient pas, ne furent guère de notre goût. Nous fûmes fort déçus dans l'idée que nous nous faisons de la stabilité de la haute direction soviétique, mais nous pensâmes que nous n'avions nullement connaissance des situations qui se développaient au sein même du parti et dans la direction de l'Union soviétique. Dans les contacts que j'avais eus avec Staline lui-même, avec Malenkov, Molotov, Khrouchtchev, Beria, Mikoyan, Souslov, Vorochilov, Kaganovitch et d'autres dirigeants principaux, je n'avais pas noté la moindre faille ou discordance entre eux.

Staline avait lutté avec esprit de suite et il avait été l'un des facteurs décisifs de l'unité marxiste-léniniste du Parti communiste de l'Union soviétique. Cette unité dans le parti, à laquelle œuvrait Staline, n'avait pas été créée par la terreur, comme le prétendirent par la suite Khrouchtchev et les khrouchtchéviens, faisant écho aux calomnies des impérialistes et de la bourgeoisie capitaliste mondiale, qui luttèrent pour renverser et détruire la dictature du prolétariat en Union soviétique, mais elle s'appuyait sur les conquêtes du socialisme, sur la ligne et l'idéologie marxistes-léninistes du Parti bolchevik, sur la haute et indiscutable personnalité de Staline. La confiance de tous en Staline était fondée sur son esprit de justice et sur sa capacité de défendre l'Union soviétique et le léninisme. Staline mena judicieusement la lutte de classe, il frappa sans merci (et il fit très bien) les ennemis du socialisme. En témoigne parfaitement sa lutte concrète et quotidienne, la lutte du Parti bolchevik et de tout le peuple soviétique ; en témoignent ses écrits politiques et idéologiques, les documents et les décisions du Parti communiste de l'Union soviétique; en témoignent enfin la presse et la propagande massive de l'époque contre les trotskistes, les boukhariniens, les tenants de Zinoviev et de Toukhatchevski et tous les autres traîtres. C'était là une âpre lutte de classe politique et idéologique pour la défense du socialisme, de la dictature du prolétariat, du parti et des principes du marxisme-léninisme. Et Staline, en cela, a de grands mérites.

Staline fut un marxiste-léniniste éminent, doté d'une claire vision des principes, d'un insigne courage et d'un grand sang-froid, d'une maturité et d'une clairvoyance de révolutionnaire marxiste. Il n'est que de penser à la force de l'ennemi extérieur et intérieur en Union soviétique, à ses ruses et à sa propagande effrénée, à ses tactiques diaboliques, pour apprécier à leur prix les justes principes et actions de Staline à la tête du Parti communiste de l'Union soviétique. Si, dans toute cette lutte juste et titanique, se firent jour aussi des excès, ceux-ci ne furent pas le fait de Staline, mais de Khrouchtchev, Beria et consorts, qui, dans des desseins obscurs et secrets, à l'époque où ils n'étaient pas encore aussi puissants, se montrèrent des plus zélés dans les épurations. S'ils agirent ainsi, ce fut pour se faire valoir en tant qu'«ardents défenseurs» de la dictature du prolétariat, pour paraître «implacables envers les ennemis», afin de gravir les échelons pour usurper ensuite le pouvoir. On sait bien que lorsque Staline éventa les agissements hostiles d'un Yagoda ou d'un Yezov, le tribunal révolutionnaire les condamna sans hésiter. Des éléments de ce genre, de même que Khrouchtchev,

Mikoyan, Beria et leurs apparatchiks, cachaient à Staline la vérité. D'une manière ou d'une autre, ils bluffaient, ils trompaient Staline. Celui-ci ne leur faisait pas confiance et il leur avait dit ouvertement qu' «... après moi, vous vendrez l'Union soviétique». Khrouchtchev lui-même l'a avoué. Et les prédictions de Staline se sont avérées. De son vivant, ces ennemis aussi parlaient d'unité, mais après sa mort ils attisèrent la division. Et ce processus est allé sans cesse s'accroissant.

Au cours des visites successives que je faisais en Union soviétique après 1953, pour discuter avec les dirigeants de là-bas de problèmes de la situation politique et économique ou de quelque question de politique internationale à propos de laquelle les Soviétiques sollicitaient soi-disant notre avis, je voyais toujours plus nettement se durcir les contradictions entre les membres du Présidium du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

Quelques mois après la mort de Staline, en juin 1953, je me rendis à Moscou à la tête d'une délégation de notre Parti et de notre gouvernement pour solliciter un crédit économique et militaire.

C'était l'époque où Malenkov semblait être le principal dirigeant. Il était président du Conseil des ministres. Khrouchtchev, bien que figurant, à partir de mars 1953, en tête de la liste des secrétaires du Comité central du parti, ne s'était pas encore, apparemment, emparé pleinement du pouvoir, il n'avait pas encore préparé son putsch.

Généralement nous présentions nos demandes d'abord par écrit, en sorte que les membres du Présidium du Comité central du parti et du gouvernement soviétiques en avaient depuis longtemps connaissance, et, comme il devait apparaître, ils avaient même déjà décidé ce qu'ils nous accorderaient et ce qu'ils ne nous accorderaient pas. Nous fûmes reçus au Kremlin. A notre entrée, les dirigeants soviétiques se levèrent et nous nous serrâmes la main, après quoi nous échangeâmes les salutations d'usage.

Je les connaissais tous depuis l'époque de Staline. Malenkov avait toujours le même aspect, rondouillet, avec son visage blême d'imberbe. Je l'avais vu quelques années auparavant à Moscou au cours des rencontres que j'avais eues avec Staline, et il m'avait produit une bonne impression. Il adorait Staline et, semblait-il, Staline aussi l'appréciait. Au XIX^e Congrès c'est Malenkov qui avait présenté le rapport au nom du Comité central. Il était un des cadres relativement nouveaux qui avaient accédé à la direction et que le révisionniste masqué Khrouchtchev et ses compagnons devaient liquider par la suite. Mais maintenant, étant président du Conseil, il tenait le haut du pavé. Il était flanqué de Beria, les yeux brillants derrière ses lunettes, qui ne cessait de remuer les mains. Après lui venait Molotov, calme, sympathique, qui, en tant que vieux bolchevik de l'époque de Lénine et proche compagnon de Staline, était à nos yeux l'un des dirigeants les plus sérieux et les plus respectables. C'est l'opinion que nous avons continué d'avoir de lui même après la mort de Staline.

Après Molotov venait Mikoyan, le visage noiraud et maussade, sombre comme la nuit. Ce mercanti avait en main un gros crayon bleu et rouge (un objet qu'on voyait invariablement dans tous les bureaux en Union soviétique) et il faisait des «calculs». Il avait maintenant encore étendu ses compétences. Le 6 mars, jour de la répartition des postes, il avait été décidé que les ministères du Commerce extérieur et du Commerce intérieur se fondraient en un seul, et l'Arménien s'était emparé de ce portefeuille.

Au bas bout de la table se tenait, l'air comme ahuri, le barbu aux cheveux blancs et aux yeux bleu délavé, le maréchal Boulganine.

«Nous vous écoutons !» dit gravement Malenkov. Entrée en matière nullement amicale. Ce serait là une formule consacrée des nouveaux dirigeants soviétiques dans leurs entretiens, et sans aucun doute cette façon d'entamer le débat tendait-elle à marquer une hauteur de grand Etat : «Alors, dis ce que tu as à dire, nous t'écouterons et te donnerons finalement notre avis».

Je ne connaissais pas bien le russe, je ne le parlais pas, mais je le comprenais. Nous conversions avec l'aide d'interprètes.

Je me mis à traiter des problèmes qui nous inquiétaient, surtout des questions militaires et économiques. Je commençai par un préambule sur la situation politique intérieure et extérieure de notre pays, que nous jugions préoccupante. Il me fallait absolument justifier nos besoins et nos demandes tant dans le secteur économique que dans le secteur militaire. Concernant ce dernier, les aides que les Soviétiques nous prêtaient pour notre armée avaient toujours été insuffisantes, minimes, indépendamment du fait que nous exprimions même publiquement notre grande appréciation pour le peu d'aides qu'ils nous accordaient. En même temps que je justifiai nos modestes demandes, je leur exposai la situation de notre pays en rapport avec nos voisins, yougoslaves, grecs et italiens. De tous côtés, nos ennemis menaient une intense activité de subversion, d'espionnage et de sabotage, par air, par mer et par terre. Il nous fallait faire front constamment à l'action de bandes d'agents de subversion et nous avions besoin de matériels militaires.

Dans mon exposé, j'eus bien soin d'être aussi concis et concret que possible, je m'efforçai de ne pas trop m'étendre, et je ne parlais que depuis vingt minutes, lorsque j'entendis Beria, avec ses yeux de serpent, dire à Malenkov qui m'écoutait, immobile comme une momie :

«Si nous lui disions ce que nous avons à lui dire et qu'on en termine ?»

Malenkov, le visage toujours figé et sans me quitter des yeux, (il devait évidemment préserver son autorité devant ses adjoints!) dit à Beria :

«Attends !»

Ces mots me firent bouillir au dedans, mais je conservai mon sang-froid, et pour leur faire comprendre que j'avais entendu et saisi leur propos, j'abrégai mon exposé et dis à Malenkov :

«J'ai terminé.

— *Pravilno !* » [En russe: très bien!] fit Malenkov et il passa la parole à Mikoyan.

Beria, ravi de me voir finir mon rapport, se mit les mains dans les poches, cherchant à deviner à ma mine l'impression que me faisaient leurs réponses. Naturellement, je fus insatisfait de ce qu'ils avaient décidé de nous fournir sur les très modestes demandes que nous leur avions avancées. Je repris la parole et objectai qu'ils les avaient beaucoup réduites. Aussitôt Mikoyan bondit et «expliqua» que l'Union soviétique était pauvre elle-même, qu'elle sortait de la guerre, qu'elle avait aussi d'autres pays à aider, etc.

«Lorsque nous avons rédigé ces demandes, rétorquai-je à Mikoyan, nous avons eu constamment présentes à l'esprit ces considérations que vous venez d'énoncer, nous avons même fait des calculs très serrés. Vos spécialistes qui travaillent chez nous en sont témoins.

— Nos spécialistes ne connaissent pas les possibilités de l'Union soviétique, répliqua Mikoyan. Ces possibilités, c'est nous qui les connaissons, et nous venons de vous exposer notre situation.»

Molotov, lui, avait baissé la tête. Il dit quelque chose à propos des rapports de l'Albanie avec ses voisins, mais sans jamais relever les yeux. Malenkov et Beria étaient les «deux coqs du poulailler». Mikoyan, froid et amer, parlait un peu moins, mais il n'ouvrait la bouche que pour cracher son fiel. A la manière dont ils parlaient, dont ils s'interrompaient, ou se rengorgeaient lorsqu'ils donnaient des «conseils», on décelait des signes de discordance entre eux.

«Du moment que votre décision est déjà prise, dis-je, il est inutile que je m'étende davantage.

— *Pravilno !*» répéta Malenkov et il demanda en élevant la voix : «Quelqu'un a-t-il une observation à faire ?

— Oui, moi, fit Boulganine du bas bout de la table.

— Parle», lui dit Malenkov.

Boulganine ouvrit un dossier et dit en substance :

«Vous avez demandé, camarade Enver, une aide pour votre armée. Nous consentons à vous l'accorder et cela dans la mesure que nous avons fixée, mais j'ai à ce sujet quelques observations critiques à vous faire. L'armée doit être une arme solide de la dictature du prolétariat, il faut que ses cadres soient des éléments fidèles au parti et d'origine prolétarienne, et elle-même sous la direction sûre du parti...»

Et Boulganine de se lancer dans une assez longue tirade truffée de «conseils» et de «morale». Je l'écoutai avec attention, attendant de voir sur quoi porteraient ses critiques, car elles ne venaient toujours pas. Finalement, il laissa tomber : «Camarade Enver, nous disposons d'informations selon lesquelles beaucoup de cadres de votre armée sont des fils de beys, d'agas, d'origine et d'activité douteuse. Nous devons être sûrs des mains dans lesquelles iront ces armes que nous vous donnons ; nous vous conseillons donc d'étudier ce problème de façon approfondie et de procéder à des épurations...»

Je sentis le sang me monter à la tête, car c'était une accusation calomnieuse et une offense pour les cadres de notre armée. J'élevai la voix et demandai au maréchal :

«D'où tenez-vous ces informations dont vous me faites état avec tant d'assurance ? Pourquoi offensez-vous notre armée ?»

Un froid glacial tomba sur la réunion. Tous dirigèrent leurs regards vers moi, alors que j'attendais une réponse de Boulganine. Embarrassé, car il ne s'attendait pas à cette question cinglante, il fixa son regard sur Beria.

Celui-ci prit alors la parole. L'air soucieux, énervé, remuant les yeux et les mains, il se mit à dire que, selon leurs informations, nous avions soi-disant des éléments indignes et suspects non seulement dans l'armée mais aussi dans les appareils de l'Etat et dans l'économie (!), et il cita même un pourcentage à l'appui de ses dires. Boulganine respira, soulagé, et regarda autour de lui sans cacher sa satisfaction, mais Beria lui coupa son sourire. Il s'opposa ouvertement au «conseil» de Boulganine sur les épurations à effectuer, indiquant que «les éléments au mauvais passé qui ont regagné ensuite le droit chemin, ne doivent pas être épurés, mais pardonnés». L'animosité et les contradictions profondes qui existaient entre ces deux hommes se manifestaient tout à fait ouvertement. Comme cela devait apparaître par la suite, les divergences Boulganine-Beria n'étaient pas des divergences purement personnelles, mais le reflet des contradictions, des querelles et des oppositions profondes qui couvaient entre l'arme de la Sécurité d'Etat et les organes de renseignements de l'armée soviétique. Mais cela, nous devrions l'apprendre plus tard. En l'occurrence, il s'agissait d'une lourde accusation portée contre nous, et nous ne pouvions en aucune façon la prendre à notre charge; c'est pourquoi je me levai et dis :

«Ceux qui vous ont fourni ces informations sont des calomniateurs, ce sont donc des ennemis. Il n'y a rien de vrai dans ce que vous venez de dire. Les cadres de notre armée, dans leur immense majorité, ont été des paysans pauvres, des bergers, des ouvriers, des artisans ou des intellectuels révolutionnaires. Il n'y a pas de fils de beys ni d'agas dans notre armée. Et même si l'on en trouve une dizaine ou une vingtaine, il s'agit d'éléments qui ont désavoué leur classe et qui ont versé leur sang, et

quand je dis versé leur sang, je veux dire que durant la lutte ils ont non seulement combattu les ennemis extérieurs l'arme à la main, mais aussi renié la classe dont ils sont issus, et même leurs parents et leurs proches lorsque ceux-ci se sont opposés au Parti et au peuple. Tous les cadres de notre armée ont participé à la lutte, ils sont issus de la lutte et non seulement je rejette ces accusations, mais je vous dis que vos indicateurs vous trompent, qu'ils calomnient. Je puis vous assurer que les armes que nous avons reçues et celles que nous recevrons de vous, seront toujours, comme elles l'ont été, en des mains sûres, que notre Armée populaire a été et est dirigée par le Parti du Travail et par nul autre. C'est tout ce que j'avais à dire !», et je me rassais.

Mon intervention terminée, Malenkov prit la parole pour clore le débat. Après avoir indiqué qu'il s'associait à ce qui avait été dit, et nous avoir donné tout un paquet de «conseils et d'instructions», lui aussi s'arrêta au débat que nous avions eu avec Boulganine et Beria sur les «ennemis» dans les rangs de notre armée.

«Quant aux épurations à entreprendre dans l'armée, je pense que le problème ne doit pas être posé de cette manière», dit-il, désavouant ainsi le «conseil» que Boulganine m'avait donné dans ce sens. «Les hommes ne naissent pas déjà formés, ils peuvent aussi commettre des erreurs dans la vie. Nous ne devons pas avoir peur de pardonner leurs fautes passées à ceux qui se sont trompés. Nous avons chez nous des hommes qui nous ont combattus les armes à la main, mais maintenant nous promulguons des lois spéciales pour leur pardonner leur passé et leur donner ainsi la possibilité de travailler dans l'armée, d'entrer même dans le parti. Le terme d'«épuration» de l'armée, souligna Malenkov, n'est pas approprié», et il mit fin à la discussion.

C'était à ne rien y comprendre : l'un disait gratuitement «vous avez des ennemis» et «épurez-les !», et l'autre déclarait «nous promulguons des lois pour leur pardonner leur passé» !

Quoi qu'il en fût, c'étaient là leurs manières de juger. Nous les écoutâmes avec attention et leur exprimâmes ouvertement notre opposition sur tous les points sur lesquels nous n'étions pas d'accord. Finalement, je les remerciai de leur accueil et, comme en passant, leur fis savoir que le Comité central de notre Parti avait décidé de me décharger, de m'alléger de plusieurs de mes fonctions, de manière que je ne garde que le poste essentiel de Secrétaire général du Parti. (J'étais alors à la fois secrétaire général et président du Conseil, ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères. J'avais assumé ces fonctions dès la libération, alors que le pays avait à surmonter de multiples difficultés, suscitées par nos ennemis extérieurs et intérieurs).

Malenkov jugea cette décision judicieuse et répéta par deux fois son *pravilno* favori. Nous n'avions plus rien à nous dire, nous nous séparâmes après nous être serré la main.

De cette rencontre je tirai d'amères conclusions. J'avais constaté que la direction de l'Union soviétique n'était pas bien disposée à l'égard de notre pays. Le comportement hautain observé envers nous au cours de notre entrevue, le refus de nous accorder le peu de choses que nous demandions et l'attaque calomnieuse à rencontre des cadres de notre armée n'étaient pas de bons signes.

Cette rencontre me permit également de constater qu'au Présidium du Parti communiste de l'Union soviétique l'unité faisait défaut : Malenkov et Beria y dominaient, Molotov ne parlait presque pas, Mikoyan, qui se tenait plutôt dans l'ombre, crachait de temps en temps son venin, alors que Boulganine vomissait sa fange.

On devinait qu'au Présidium du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, les gros bonnets s'étaient mis à jouer violemment des coudes. Malgré leur soin à ne pas donner au dehors l'impression d'une «relève de la garde» au Kremlin, ils ne pouvaient tout cacher. Des mutations avaient eu et continuaient d'avoir lieu dans le parti et dans le gouvernement. Khrouchtchev, après avoir supplanté Malenkov, à qui il ne laissa que le poste de premier ministre, devint lui-même, en septembre 1953, premier secrétaire du Comité central. Il va de soi que lui et le groupe qui lui était proche avaient

tramé soigneusement leur intrigue au Présidium, en attisant les querelles entre les opposants, en éliminant, Beria et, apparemment, en mettant les autres «à la raison».

Sur l'arrestation et l'exécution de Beria, il existe plusieurs versions. On a dit, entre autres, qu'il avait été arrêté par des militaires, conduits par le général Moskalenko, au cours d'une réunion même du Présidium du Comité central du parti. Il semble que Khrouchtchev et consorts, n'ayant pas confiance dans la Sécurité d'Etat, qui avait été pendant de longues années le fief de Beria, chargèrent l'armée de cette «mission spéciale». Le plan avait été dressé à l'avance: pendant que se déroulait la réunion du Présidium du C.C. du parti, Moskalenko et ses hommes étaient entrés subrepticement dans une pièce voisine. A un moment Malenkov pressa le bouton d'une sonnette et, quelques instants après, Moskalenko pénétra dans le bureau où se tenait la réunion et s'approcha de Beria pour l'arrêter. Celui-ci, dit-on, avait tendu la main vers sa serviette qu'il avait près de lui, mais Khrouchtchev, «vigilant» à son côté, s'était montré plus «adroit» et la lui avait arrachée des mains. L'«oiseau» n'avait pas par où s'envoler, l'opération avait été couronnée de succès ! Exactement comme dans les films policiers, et pas un film quelconque: les acteurs étaient membres du Présidium du C.C. du P.C.U.S. !

C'est la version des faits qui fut donnée, et Khrouchtchev lui-même l'a confirmée. Par la suite, un général, conseiller militaire soviétique, venu à Tirana, et qui se nommait, je crois, Sergatskov, devait nous dire aussi quelque chose à propos du procès de Beria. Il y avait été cité comme témoin pour déclarer que celui-ci s'était soi-disant comporté avec arrogance envers lui. Sergatskov dit en confidence à nos camarades : «Beria s'est très bien défendu à son procès, il n'a rien reconnu et il a rejeté les accusations portées contre lui».

En juin 1954, quelques mois après l'accession de Khrouchtchev au poste de Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, nous dûmes, avec le camarade Hysni Kapo, nous rendre à Moscou et nous demandâmes à rencontrer les dirigeants soviétiques pour discuter des problèmes économiques qu'ils ne nous avaient pas aidés à résoudre. Nous y fûmes reçus par Khrouchtchev et Malenkov, qui était encore premier ministre, en présence de Vorochilov, Mikoyan, Souslov et d'un ou deux autres personnages de rang subalterne.

J'avais eu l'occasion de rencontrer une ou deux fois Khrouchtchev en Ukraine avant la mort de Staline. Nous venions de sortir de la guerre et il était naturel, à l'époque, que nous ayons une grande confiance non seulement en Staline, dans l'Union soviétique, dans le Parti communiste de l'Union soviétique, ce qui était indiscutable, mais aussi dans tous les dirigeants du P.C.U.S. Dès ma première rencontre, Khrouchtchev me fit l'impression d'un «bonhomme plein de vie et de faconde», qui ne manquait pas de louer notre lutte, bien qu'il ne sût rien à son sujet.

Il me brossa, juste pour dire quelque chose, un tableau de l'Ukraine, m'offrit un déjeuner dont il m'est resté à la mémoire une assiette de bortsch et un bol de gros yaourt dense à couper au couteau, au point que je ne compris d'abord pas si c'était du yaourt ou du fromage blanc; il me fit don d'une chemise ukrainienne brodée et s'excusa auprès de moi de devoir partir pour Moscou où se tiendrait une réunion du Bureau. Notre rencontre avait lieu à Kiev, et durant les heures qu'il passa avec moi, Khrouchtchev ne ménagea pas ses louanges à l'adresse de Staline. Naturellement, ne voyant que les voyages en avion, de Moscou et pour Moscou, de ces dirigeants qui conduisaient avec une telle maîtrise ce grand pays que nous aimions tant, écoutant toutes ces louanges à l'adresse de Staline, j'étais très satisfait d'eux et je m'enthousiasmai de leurs succès.

Mais la si imprévue et rapide ascension de Khrouchtchev ne nous produisit pas une bonne impression. Non pas que nous eussions alors le moindre grief contre lui, mais nous pensions que son rôle et sa figure en Union soviétique comme dans le monde n'étaient pas assez connus pour qu'il prît si vite la place du grand Staline au poste de premier secrétaire du Comité central du parti. A aucune des rencontres que nous avions eues avec Staline pendant des années, nous n'avions jamais vu Khrouchtchev, bien que presque tous les plus hauts dirigeants du Parti et de l'Etat soviétiques eussent participé à ces entrevues. Néanmoins, nous n'avons jamais exprimé ni mis en évidence notre

impression sur cette si haute promotion de Khrouchtchev. Nous avons considéré cela comme une affaire intérieure du Parti communiste de l'Union soviétique, nous avons pensé qu'ils savaient eux-mêmes ce qu'ils faisaient, et nous souhaitions du fond de notre cœur que les choses en Union soviétique continuent d'aller bien comme du temps de Staline.

Et voilà qu'était venu le jour où nous devions nous trouver, dans notre première rencontre officielle, face à face avec Khrouchtchev.

Je pris la parole le premier. J'exposai brièvement la situation économique, politique et organisationnelle de notre pays, ainsi que la situation de notre Parti et de notre pouvoir populaire. Sachant, de ma rencontre de l'année précédente avec Malenkov, que les nouveaux dirigeants du parti et de l'Etat soviétiques n'aimaient pas vous écouter longuement, je m'efforçai d'être le plus concis possible dans mon exposé et mis surtout l'accent sur les questions économiques à propos desquelles nous avions, deux mois auparavant, écrit une lettre circonstanciée à la direction soviétique. Je me souviens que Khrouchtchev ne m'interrompit qu'une seule fois au long de mon discours. Je parlais des excellents résultats obtenus chez nous aux dernières élections à l'Assemblée populaire et de la puissante unité parti-peuple-pouvoir qui s'était manifestée au cours de cette consultation.

«Ces résultats ne doivent pas vous mettre en sommeil», intervint à ce moment Khrouchtchev, attirant notre attention sur ce que non seulement nous avions nous-mêmes constamment présent à l'esprit, mais que j'avais moi-même évoqué dans mon exposé en soulignant précisément le travail que nous menions afin de tremper cette unité, d'accroître l'amour du peuple pour le Parti et le pouvoir, de raffermir la vigilance, etc. De toute façon, il était de son droit de donner tous les conseils qu'il voulait, nous n'avions pas à nous en formaliser.

Khrouchtchev prit la parole aussitôt après moi, montrant d'emblée sa nature de saltimbanque dans le traitement des problèmes :

«Nous sommes informés de votre situation et de vos problèmes par les matériaux que nous avons étudiés, dit-il. Dans le rapport qu'il nous a présenté ici, le camarade Enver nous a bien expliqué les questions, et pour ma part je qualifierais ce rapport de «rapport commun» à vous et à nous. Mais je suis encore, ajouta-t-il, un mauvais Albanais et je ne vous parlerai pour le moment ni des problèmes économiques ni des problèmes politiques qu'a soulevés le camarade Enver, car, de notre côté, nous n'avons pas encore procédé à un échange de vues pour aboutir à un jugement commun. Je parlerai donc d'autre chose».

Et il se mit à discourir longuement sur l'importance du rôle du parti.

Il parlait à haute voix, accompagnant son discours d'un tas de gestes de la tête et des mains, faisait errer son regard sans le fixer nulle part, s'interrompait par moments, posait une question, puis, souvent sans attendre de réponse, reprenait son exposé en passant du coq à l'âne.

«Le parti, dit-il sur un ton de théoricien, guide, organise, contrôle. C'est lui qui est l'initiateur, l'inspirateur. Mais Beria voulait liquider le rôle du parti», et, après un moment de silence, il me demanda : «Avez-vous reçu la résolution annonçant la condamnation prononcée contre Beria ? — Oui», répondis-je.

Il cessa de discourir sur le parti et se mit à parler des agissements de Beria ; il n'épargna aucune accusation à son encontre, le qualifia de responsable d'une foule de maux. C'étaient là les premiers pas vers la dénonciation de Staline. Pour le moment, Khrouchtchev sentait bien qu'il ne pouvait se dresser contre Staline, contre son œuvre et sa figure, et il avait commencé par Beria pour préparer le terrain. Et même, à notre étonnement, Khrouchtchev nous dit alors :

«Vous nous avez aidés, lors de votre visite de l'année dernière, à découvrir et à démasquer Beria».

Surpris, je fixai mes yeux sur lui pour voir où il allait en venir. Voici quelle fut son explication :

«Vous vous souvenez de la discussion que vous avez eue alors avec Boulganine et Beria à propos de l'accusation qu'ils portèrent contre votre armée. Nous tenions ces informations de Beria, et votre forte opposition en présence des camarades du Présidium nous a aidés à mieux étayer les doutes et les indications que nous avions sur ses agissements hostiles. Nous l'avons condamné quelques jours après votre départ.»

Mais dans cette première rencontre avec nous, Khrouchtchev n'entendait pas évoquer seulement l'affaire Beria. Le dossier «Beria» était clos, Khrouchtchev avait réglé ses comptes avec lui. Il lui fallait maintenant aller plus loin. Il s'arrêta longuement sur l'importance et le rôle du premier secrétaire ou du secrétaire général du parti.

«Pour moi, peu importe, dit-il en substance, s'il se dénommera «premier» ou «général». Ce qui est essentiel, c'est de choisir à ce poste l'homme le plus capable, le plus apte, l'homme qui jouit de la plus grande autorité dans le pays. Nous avons notre expérience à cet égard. Après la mort de Staline, nous étions quatre secrétaires au Comité central, mais nous n'avions pas de responsable, de sorte que nous ne savions pas qui devait signer les procès-verbaux des réunions !»

Après avoir étiré cette question à n'en plus finir sur le plan des «principes», Khrouchtchev ne manqua pas de lancer aussi quelques piques faciles à deviner, naturellement contre Malenkov, sans cependant le citer nommément.

«Imaginez, dit-il avec rouerie, ce qui se passerait si le camarade le plus capable et jouissant de la plus grande autorité était élu président du Conseil des ministres. Tous se rabattraient sur lui, ce qui comporterait le risque que les réclamations présentées à travers le parti ne soient pas prises en considération et que celui-ci soit relégué au second plan, converti en un organe du Conseil des ministres».

Cependant qu'il parlait, je portai plusieurs fois mon regard vers Malenkov. Il avait le teint cendré et la tête, le buste et les mains figés.

Vorochilov, rouge comme une pivoine, me regardait, attendant que Khrouchtchev eût terminé son «discours». Puis il prit lui-même la parole. Il me fit ressortir (comme si je ne l'avais pas su) que, pour telle ou telle raison, le poste de premier ministre également était très important.

«Je pense que le camarade Khrouchtchev, dit Vorochilov sur un ton hésitant, ne sachant trop quel parti prendre, n'a pas voulu dire que le Conseil des ministres n'a pas lui aussi sa propre importance. Le premier ministre également...»

Le visage de Malenkov était maintenant devenu terreux. Vorochilov, qui voulut par ces mots atténuer tant soit peu la mauvaise impression qu'avait donnée Khrouchtchev, en rapport surtout avec Malenkov, ne fit que confirmer la situation tendue qui existait au Présidium du Comité central du parti. Pendant plusieurs minutes Klim Vorochilov nous tint aussi cette petite conférence sur le rôle du premier ministre et l'importance de ce poste.

Malenkov était la «tête de Turc» que l'on me présentait sur un plat pour que j'y «goûte». Ces deux tirades me firent clairement comprendre qu'au Présidium du C.C. du P.C.U.S. la faille allait s'approfondissant, que Malenkov et ses hommes étaient sur la pente. Quant à l'aboutissement de ce processus nous devons le voir plus tard.

A cette même rencontre, Khrouchtchev nous dit que l'«expérience» soviétique quant au choix à faire pour les postes respectifs de premier secrétaire du parti et de premier ministre, avait été également transmise aux autres partis frères afin qu'ils l'appliquent dans les autres pays de démocratie populaire.

«Nous avons traité de ces questions avec les camarades polonais également avant le congrès de leur parti, nous dit Khrouchtchev. Nous les avons bien débattues et nous sommes convenus que le camarade Bierut resterait président du Conseil des ministres et que le camarade Ochab serait nommé premier secrétaire du parti...»

Ainsi, Khrouchtchev, dès le début, du moment qu'il avait insisté pour faire nommer à ce poste Ochab, «un très bon camarade polonais», comme il nous le souligna lui-même, avait été pour l'éloigneraient de Bierut de la direction du parti (puis pour son élimination). Le feu vert était donc donné à tous les éléments révisionnistes, jusqu'à hier cachés, tapis dans l'attente de moments opportuns. Ces moments, c'était maintenant Khrouchtchev qui les créait et, par ses actions, ses prises de position et ses «idées nouvelles», il se faisait le promoteur et l'organisateur des «transformations» et des «réorganisations».

Mais le congrès du Parti ouvrier unifié polonais ne combla pas les vœux de Khrouchtchev. Ce fut Bierut, un camarade marxiste-léniniste résolu, dont je garde un très bon souvenir, qui fut élu premier secrétaire du parti, et Cyrankiewicz, premier ministre.

Khrouchtchev «souscrivit» à cette décision, car il ne pouvait faire autrement. Mais la mafia révisionniste, qui avait commencé à s'animer, pensait à toutes les voies et à tous les moyens possibles pour parvenir à ses fins. L'araignée tissait sa toile. Et si Bierut ne fut pas évincé de la direction du parti à Varsovie, comme l'avait voulu et dicté Khrouchtchev, il devait par la suite être éliminé totalement par un «rhume» soudain à Moscou !

2. LA STRATEGIE ET LA TACTIQUE DE KHROUCHTCHEV A L'INTERIEUR DE L'UNION SOVIETIQUE

Les racines de la tragédie de l'Union soviétique. Les étapes parcourues par Khrouchtchev vers sa mainmise sur le pouvoir politique et idéologique. La caste khrouchtchéviennne rouille l'épée de la révolution. Ce qui se cachait derrière la «direction collégiale» de Khrouchtchev. Khrouchtchev et Mikoyan, têtes du complot contre-révolutionnaire. Un vent de libéralisme souffle en Union soviétique. Khrouchtchev et Vorochilov se prononcent ouvertement contre Staline. Khrouchtchev érige son culte. Les ennemis de la révolution sont proclamés «héros» et «victimes».

Une des orientations principales de la stratégie et de la tactique de Khrouchtchev consistait à prendre totalement en main, à l'intérieur de l'Union soviétique, le pouvoir politique et idéologique et à mettre à son service l'armée soviétique et la Sécurité d'Etat.

Pour réaliser cet objectif le groupe Khrouchtchev devait procéder par étapes. Au début, il ne s'attaquerait pas de front au marxisme-léninisme, à l'édification du socialisme en Union soviétique et à Staline. Au contraire, il s'appuierait sur les réalisations acquises, les exalterait même le plus possible, pour se faire valoir et susciter une situation d'euphorie, afin de parvenir, par la suite, à saper la base et la superstructure socialistes.

En premier lieu, ce groupe renégat devait prendre en main le parti pour annihiler la résistance éventuelle des cadres qui n'avaient pas perdu leur vigilance révolutionnaire de classe, neutraliser les hésitants et les rallier à lui par la persuasion ou la menace, et porter aux postes clés les éléments nuisibles, antimarxistes, carriéristes, opportunistes, qui, naturellement, ne manquaient pas au sein du Parti communiste de l'Union soviétique et dans les appareils de l'Etat soviétique. Dans le Parti communiste de l'Union soviétique, au sortir de la grande Guerre patriotique, se firent jour certains phénomènes négatifs. La situation économique difficile, les dévastations, les grandes pertes humaines dont le pays avait souffert, exigeaient une mobilisation totale des cadres et des masses pour en assurer la consolidation et le progrès. Mais au lieu de cela on constata un avilissement du caractère et de la moralité de nombreux cadres. D'autre part, par leur présomption tapageuse pour les glorieuses batailles gagnées, en cumulant les décorations et les privilèges, et par beaucoup d'autres vices et conceptions nocives, les éléments mégalomanes dépouillaient le parti de sa vigilance, ils l'étouffaient, le rongeaient de l'intérieur. Dans l'armée se créa une caste qui étendit aussi sa domination brutale et arrogante dans

le parti, en en dénaturant le caractère prolétarien. Cette caste rouilla l'épée de la révolution qu'aurait dû être le parti.

Je pense que dans le Parti communiste de l'Union soviétique, avant la guerre déjà, mais en particulier après la guerre, apparurent des signes d'une apathie blâmable. Ce parti jouissait d'un grand renom, il avait obtenu de grands succès dans sa voie, mais en même temps il avait commencé à perdre son esprit révolutionnaire, il était contaminé par le bureaucratisme et la routine. Les normes léninistes, les enseignements de Lénine et de Staline avaient été convertis par les apparatchiks en formules et en slogans rebattus et sans valeur pour l'action. L'Union soviétique était un grand pays, le peuple travaillait, produisait, créait. On disait bien que l'industrie se développait aux rythmes requis, que l'agriculture socialiste progressait, mais ce progrès ne se réalisait pas dans la mesure souhaitée.

Ce n'était pas la ligne «erronée» de Staline qui freinait le progrès, au contraire, cette ligne était juste, marxiste-léniniste, mais elle était souvent mal appliquée, et même dénaturée et sabotée par des éléments hostiles. La juste ligne de Staline était déformée aussi par les ennemis camouflés dans les rangs du parti et dans les organes de l'Etat, par les opportunistes, les libéraux, les trotskistes, les révisionnistes, qu'étaient, comme ils devaient le montrer ouvertement par la suite, les Khrouchtchev, Mikoyan, Souslov, Kossyguine, etc.

Déjà avant la mort de Staline, Khrouchtchev et ses proches collaborateurs du putsch étaient au nombre des principaux dirigeants qui agissaient en sous main, préparant et attendant le moment propice pour une action ouverte et à grande échelle. Il est de fait que ces traîtres étaient des conspirateurs qui avaient bien fait leur profit de l'expérience des divers contre-révolutionnaires russes, de l'expérience des anarchistes, des trotskistes, des boukhariniens. Ils connaissaient aussi l'expérience de la révolution et du Parti bolchevik, seulement ils n'avaient rien appris d'utile de la révolution, ils n'en avaient appris que tout ce qu'il leur fallait pour la saper elle et le socialisme, en échappant à ses coups et à ceux de la dictature du prolétariat. Bref, c'étaient des contre-révolutionnaires et des hommes à double face dans leurs actions. D'un côté, ils chantaient les louanges du socialisme, de la révolution, du Parti communiste bolchevik, de Lénine et de Staline, et de l'autre, ils préparaient la contre-révolution.

Toute cette lie amassée se livrait donc à une action de sabotage par les méthodes les plus subtiles, qu'elle masquait en louant Staline et le régime socialiste. Ces éléments désorganisaient la révolution en organisant la contre-révolution, ils se montraient «sévères» contre les ennemis intérieurs pour répandre la peur et la terreur dans le parti, dans l'administration et dans le peuple. C'est encore eux qui créaient artificiellement une situation d'euphorie dont ils rendaient compte à Staline, mais en réalité ils savaient la base du parti, la base de l'Etat, ils corrompaient les esprits et, s'ils portaient aux nues le culte de Staline, c'était pour pouvoir l'abattre plus facilement demain.

C'était là toute une activité hostile et diabolique qui avait saisi à la gorge l'Union soviétique, son parti communiste et Staline lui-même, lequel, comme devaient le montrer des faits passés dans l'histoire, était entouré d'ennemis. Aucun ou presque des membres du Présidium et du Comité central n'éleva la voix pour défendre le socialisme et Staline.

Si l'on procède à une analyse fouillée des directives politiques, idéologiques et organisationnelles données par Staline dans la direction et l'organisation du parti, de la lutte et du travail, on n'y trouvera pas, dans l'ensemble, d'erreurs de principe, mais si l'on considère la manière dont ces directives étaient déformées par les ennemis et dont elles étaient mises en œuvre on s'expliquera les funestes conséquences de ces pratiques, et il apparaîtra pourquoi le parti commença à se bureaucratiser, à se laisser submerger par un travail de routine, par un formalisme néfaste qui le paralysaient, étouffaient son esprit et son élan révolutionnaires. Le parti se recouvrait d'une rouille épaisse, plongeait dans une apathie politique, car il y dominait l'idée erronée que seule la tête, la direction, est en mesure d'agir et de tout résoudre. Une telle conception eut pour effet que partout et pour toute chose on disait «cela concerne la direction», «le Comité central est infallible», «cela, Staline l'a dit, ça ne se discute pas». etc. Beaucoup de choses que Staline n'avait peut-être pas dites étaient couvertes de son nom. Les

appareils et les fonctionnaires devinrent «tout-puissants», «infaillibles» et ils agissaient dans la voie bureaucratique au nom des formules du centralisme démocratique, de la critique et de l'autocritique bolcheviques, qui en réalité n'étaient plus bolcheviques. Par là même, sans aucun doute, le Parti bolchevik perdit sa vitalité de naguère. Il vivait avec des formules justes, mais ce n'étaient que des formules; il exécutait, mais avait perdu toute initiative ; les méthodes et les formes de travail utilisées dans la direction du parti aboutirent à l'opposé des résultats souhaités.

Dans ces conditions, les mesures administratives bureaucratiques prirent le dessus sur les mesures révolutionnaires. La vigilance n'était plus opérante, car elle n'était plus révolutionnaire, bien qu'elle fût claironnée comme telle. De vigilance de parti et de masse, elle se convertissait en vigilance des appareils bureaucratiques, se muant, sinon entièrement quant à la forme, en fait en vigilance de la Sécurité d'Etat et des tribunaux.

Il est compréhensible que, dans ce cadre, des conceptions et des sentiments non prolétariens, étrangers à la classe, aient pris racine et commencé à être cultivés dans le Parti communiste de l'Union soviétique, dans les rangs des communistes et dans la conscience de beaucoup d'entre eux. Peu à peu, on vit se répandre le carriérisme, la servilité, le charlatanisme, le népotisme morbide, la morale anti-prolétarienne, etc. Tout cela rongea le parti du dedans, étouffait l'esprit de lutte de classe et de sacrifice et encourageait la course à une vie «agréable», tranquille, faite de privilèges, d'avantages personnels, du moins possible de travail et d'efforts. Ainsi s'instaura la mentalité bourgeoise et petite-bourgeoise, qui s'observait et s'exprimait à travers des formules et des jugements comme «Nous avons travaillé, combattu et vaincu pour cet Etat socialiste, jouissons-en maintenant. Nous sommes inviolables, notre passé nous couvre». Le plus grand mal était que cette mentalité avait prise aussi sur les vieux cadres du parti, au bon passé et d'origine prolétarienne, et même sur les membres du Présidium du Comité central, qui se devaient d'être un exemple de pureté pour les autres. Beaucoup de ces cadres se trouvaient à la direction, dans les appareils et ils usaient adroitement de termes et de phrases révolutionnaires, de formules théoriques de Lénine et de Staline, recueillaient les lauriers du travail d'autrui et encourageaient le mauvais exemple. Ainsi se créait dans le Parti communiste de l'Union soviétique une aristocratie ouvrière de cadres bureaucrates.

Ce processus de dégénérescence se développait, malheureusement, sous les mots d'ordre «réjouissants» et «encourageants» que «tout marche bien, normalement, suivant les normes et les lois du parti», qui en fait étaient violées, que «la lutte de classes continue d'être menée», que «le centralisme démocratique est préservé», que «la critique et l'autocritique subsistent comme auparavant», qu'«il existe une unité d'acier dans le parti», qu'«il n'y a pas d'éléments fractionnistes et antiparti», que «le temps des groupes trotskistes, boukhariniens est révolu», etc. Cette situation, ainsi déformée dans les esprits, et c'est en cela que réside l'essence du drame et de l'erreur fatale, était considérée, même par les éléments révolutionnaires, comme une réalité normale dans l'ensemble, et l'on pensait qu'il n'y avait là aucun sujet d'alarme, que les ennemis, les voleurs, les personnes contrevenant à la morale, étaient condamnés par les tribunaux, que les membres indignes du parti en étaient exclus comme d'habitude et que, comme d'habitude, on y admettait de nouveaux membres, que les plans étaient réalisés, bien que certains ne le fussent pas, que les hommes étaient critiqués, punis, loués, etc. La vie donc, selon eux, suivait normalement son cours et il était rapporté à Staline que «tout marche à souhait». Nous sommes certains que Staline, en grand révolutionnaire qu'il était, s'il avait connu la situation réelle dans le parti, aurait frappé d'un poing de fer cet esprit malsain et que le parti et le peuple soviétiques se seraient dressés à son appel, car ils avaient à juste titre une grande confiance en lui.

Les appareils, non contents de lui donner de fausses informations et de déformer bureaucratiquement ses justes directives, avaient aussi créé dans le peuple et dans le parti une situation telle que même lorsque Staline, dans la mesure où le lui permettaient son âge et sa santé, se rendait auprès des masses du parti et du peuple, il n'était pas informé des défauts et des erreurs qui se manifestaient, les appareils ayant inculqué aux communistes et aux gens du peuple l'idée que «nous ne devons pas inquiéter Staline».

Le grand bruit que menèrent les khrouchtchéviens sur le prétendu culte de Staline était en réalité un bluff. Ce culte n'avait pas été entretenu par Staline, qui était un homme simple, mais par toute l'écume révisionniste amassée à la tête du parti et de l'Etat, laquelle exploitait entre autres le grand amour des peuples soviétiques pour Staline, particulièrement après la victoire sur le fascisme. Si on lit les discours de Khrouchtchev, de Mikoyan et de tous les autres membres du Présidium, on verra les louanges effrénées et hypocrites que ces ennemis prodiguaient à Staline de son vivant. Cette lecture inspire du dégoût quand on pense que, derrière ces louanges, ils cachaient leur travail hostile, le dissimulaient aux yeux des communistes et des masses, qui étaient trompés en croyant avoir affaire à des dirigeants dévoués au marxisme-léninisme et à des camarades fidèles de Staline.

Même après la mort de Staline, les «nouveaux» dirigeants soviétiques, et en premier lieu Khrouchtchev, s'abstinrent encore pendant un certain temps de dire du mal de lui ; au contraire, ils le louaient et le traitaient de «grand homme», de «dirigeant d'une autorité indiscutable», etc. Khrouchtchev se devait de s'exprimer ainsi pour acquérir du crédit au dedans et au dehors de l'Union soviétique, pour donner l'impression qu'il était «fidèle» au socialisme et à la révolution, qu'il était le «continuateur» de l'œuvre de Lénine et de Staline.

Khrouchtchev avec Mikoyan étaient les ennemis les plus acharnés du marxisme-léninisme et de Staline. Ils étaient les têtes du complot et du putsch qu'ils avaient préparés de longue date avec des arrivistes et antimarxistes du Comité central, de l'armée et des directions de la base. Ces putschistes n'abattirent pas leur jeu au lendemain même de la mort de Staline, mais, au moment et dans la mesure où il le leur fallait, ils continuèrent de mitiger leur fiel de louanges à l'adresse de Staline. Il faut dire que je n'ai jamais entendu Mikoyan en particulier, dans les nombreuses rencontres qu'il me fut donné d'avoir avec lui, faire l'éloge de Staline, même si, dans leurs discours, les putschistes entonnaient à tout propos et hors de propos des dithyrambes à la gloire de Staline. Ils alimentaient son culte afin de l'isoler le plus possible des masses et, sous le couvert de ce culte, préparaient la catastrophe.

Khrouchtchev et Mikoyan procédèrent suivant un plan préétabli et, après la mort de Staline, ils trouvèrent le champ libre à leur action, notamment, parce que les autres, de Malenkov à Vorochilov en passant par Beria et Boulganine, se montrèrent à la fois aveugles et ambitieux, et que s'instaura ainsi une situation où chacun luttait pour le pouvoir.

Ceux-ci et d'autres, vieux révolutionnaires et communistes honnêtes, s'étaient maintenant mués en de typiques représentants de cette routine, de cette «légalité» bureaucratique qui s'était instituée, et lorsqu'ils voulurent timidement recourir à cette «légalité» contre le complot manifeste des khrouchtchéviens, l'affaire était depuis longtemps réglée.

Khrouchtchev et Mikoyan, en parfaite unité, surent manœuvrer parmi eux, les opposer les uns aux autres. Bref, ils recoururent à la tactique suivante : provoquer la division au Présidium, organiser les forces putschistes à l'extérieur, continuer de vanter Staline pour avoir les masses de dizaines de millions d'hommes avec soi et rapprocher ainsi le jour de la prise du pouvoir, la liquidation des adversaires et de toute l'époque glorieuse, l'époque de la construction du socialisme, des victoires de la Guerre patriotique, etc. Toute cette activité fébrile (et cela nous le sentions) visait à créer la popularité de Khrouchtchev au dedans comme au dehors de l'Union soviétique.

Khrouchtchev, sous le couvert des victoires que l'Union soviétique et le P.C.U.S. avaient remportées sous la conduite de Lénine et de Staline, mit tout en œuvre pour faire en sorte que les peuples et les communistes soviétiques pensent que rien n'avait changé, qu'un grand dirigeant était mort, mais qu'un dirigeant «encore plus grand» montait, et quel dirigeant ! «Tout aussi fidèle aux principes et léniniste, sinon plus, que son prédécesseur, mais libéral, populaire, souriant, plein d'humour et de bons mots !»

Entre-temps, la vipère révisionniste qui s'animait commença à cracher aussi son venin sur la figure et l'œuvre de Staline : au début, sans l'attaquer nommément, mais en le visant indirectement.

Dans une des rencontres que j'eus avec Khrouchtchev en juin 1954, il se mit, soi-disant sur le plan des principes et de la théorie, à m'expliquer la grande importance de la «direction collégiale», les grands maux qu'entraîne la substitution à celle-ci du culte d'une personne, il me cita aussi des passages isolés des œuvres de Marx et de Lénine pour me donner à entendre qu'il appuyait ses dires sur un «fond marxiste-léniniste».

Il ne s'en prit pas à Staline mais déchargea toutes ses batteries contre Beria, l'accusant de fautes réelles et imaginaires. Il faut dire qu'à cette étape initiale de son offensive révisionniste. Khrouchtchev n'avait pas de meilleure carte que Beria pour la réalisation de ses propres plans secrets. Comme je l'ai déjà dit, Khrouchtchev présenta Beria comme le responsable de beaucoup de maux; celui-ci aurait sous-estimé le rôle du premier secrétaire, il aurait nui à la «direction collégiale», il aurait tenté de mettre le parti sous la coupe de la Sécurité d'Etat. Sous le couvert de la lutte contre les torts causés par Beria, Khrouchtchev, d'une part, plongeait ses racines dans la direction du parti et de l'Etat, mettait la main sur le ministère de l'Intérieur, et, d'autre part, préparait l'opinion pour l'attaque ouverte qu'il lancerait un peu plus tard contre Joseph Vissarionovitch Staline, contre l'œuvre véritable du Parti communiste bolchevik de Lénine et de Staline.

Beaucoup de ces actions et changements inopinés n'étaient pas sans attirer notre attention, mais il était trop tôt pour que nous puissions saisir les véritables dimensions du complot qui était mis en œuvre. Et pourtant, dès lors, nous ne pouvions pas noter la nature contradictoire des actes et des idées de ce «nouveau dirigeant» qui prenait les rênes de l'Union soviétique. Or, quelques jours plus tôt, au cours d'une rencontre où il nous avait parlé des rôles respectifs du premier secrétaire du parti et du premier ministre, ce même Khrouchtchev, qui maintenant se présentait en «adepte de la direction collégiale», s'était posé à nous en ardent partisan du «rôle de la personnalité», de «la main forte».

Après la mort de Staline, on eut l'impression que ces hommes «attachés aux principes» avaient établi une direction soi-disant collégiale. Cela était claironné pour faire ressortir que «Staline avait violé le principe de la collégialité», qu'il «avait abâtardi cette norme importante de direction léniniste» et que «la direction du parti et de l'Etat, de collégiale qu'elle était, s'était muée en une direction personnelle». C'était un grossier mensonge et les khrouchtchéviens le répandaient pour se préparer le terrain. Si la collégialité avait été violée, la faute devait en être recherchée non pas dans les idées justes exprimées par Staline sur divers problèmes, mais dans leurs flagorneries et dans les décisions arbitraires qu'ils prenaient eux-mêmes, en déformant la ligne dans les divers secteurs qu'ils dirigeaient. Et comment les agissements de ces éléments antiparti, qui avaient entouré Staline, pouvaient-ils être contrôlés alors que ceux-ci répandaient eux-mêmes l'idée que le «*Tsé-Ka znayet vsio*»?! [En russe : *Le C.C. sait tout.*] Ils voulaient par là convaincre le parti et le peuple que «Staline sait tout ce qui se passe» et qu'«il approuve tout». En d'autres termes, au nom de Staline et à travers leurs apparatchiks, ils étouffaient la critique et cherchaient à convertir le Parti bolchevik en un parti sans âme, en un organisme sans volonté et sans énergie, qui végétait au jour le jour en souscrivant à ce que décidait, tramait et déformait la bureaucratie.

Dans la campagne pour la prétendue instauration d'une direction collégiale, Khrouchtchev s'efforça de jongler adroitement en menant un bruit assourdissant sur la lutte contre le culte de la personnalité. Il n'y avait plus de portraits de Khrouchtchev dans la presse quotidienne, plus de titres en gros caractères à sa louange ; on eut maintenant recours à une autre tactique rebattue : tous les journaux étaient remplis de ses déclarations publiques et de ses discours, de nouvelles annonçant ses rencontres avec des ambassadeurs étrangers, sa présence chaque soir à des réceptions de diplomates, ses contacts avec des délégations de partis communistes, ses entrevues avec des journalistes, hommes d'affaires, sénateurs américains et millionnaires occidentaux, de ses amis. Et toute cette tactique visait à opposer sa méthode de travail au «travail en vase clos de Staline, à son «travail sectaire», qui, selon les khrouchtchéviens, aurait été si néfaste pour l'ouverture de l'Union soviétique au monde.

Cette propagande khrouchtchévienne avait pour but de montrer au peuple soviétique qu'il avait maintenant trouvé «le véritable dirigeant léniniste, qui sait tout, qui apporte une juste solution à tout,

qui est doté d'une vitalité extraordinaire, qui donne une juste réponse à quiconque», et dont l'activité débordante fait qu'«en Union soviétique tout s'arrange, les crimes du passé sont effacés et l'on va de l'avant».

En janvier 1956, si mes souvenirs sont bons, je me trouvais à Moscou à l'occasion d'une réunion consultative des partis de tous les pays socialistes, sur les problèmes du développement économique des pays membres du Comecon. C'était l'époque où Khrouchtchev et les khrouchtchéviens accentuaient leurs menées hostiles. Nous nous trouvions avec Khrouchtchev et Vorochilov dans une villa des environs de Moscou, où étaient invités à déjeuner tous les représentants des partis frères. Les autres n'étaient pas encore arrivés. Je n'avais jamais entendu les dirigeants soviétiques me dire eux-mêmes, de leur bouche, du mal de Staline et, pour ma part, je continuais de parler avec amour et un profond respect du grand Staline. Apparemment, mes paroles ne sonnèrent pas agréablement aux oreilles de Khrouchtchev. En attendant l'arrivée des autres camarades, Khrouchtchev et Vorochilov me dirent :

«Si nous allions faire un tour dehors ?»

Nous sortîmes et nous nous engageâmes dans les allées du parc. Khrouchtchev dit à Klim Vorochilov:

«Parle un peu à Enver des erreurs de Staline».

Je tendis l'oreille, encore que depuis quelque temps j'eusse des raisons de croire à leur malveillance. Et Vorochilov se mit à me dire que Staline avait commis des fautes dans la ligne du parti, qu'il était brutal, violent et que l'on ne pouvait pas discuter avec lui.

«Il a permis aussi, poursuivit Vorochilov, des crimes, dont la responsabilité pèse sur lui. Il a commis également des erreurs dans le domaine du développement de l'économie, aussi l'épithète d'«architecte de la construction du socialisme» dont on l'a gratifié est-elle injustifiée. Staline avait une conception erronée des rapports avec les autres partis...»

Vorochilov débita longuement un tas de choses de ce genre contre Staline. J'en compris certaines et n'en compris pas d'autres, car, comme je l'ai déjà dit, je ne savais pas bien le russe, mais je n'en saisis pas moins l'essence de son discours ainsi que leur but à tous deux, et je m'en indignai. Khrouchtchev marchait devant nous et il effleurait de sa canne les choux plantés dans le parc.

(Il avait fait planter des légumes jusque dans les parcs, croyant passer aussi pour un grand expert en agriculture).

Vorochilov ayant terminé son bafouillage et ses calomnies, je lui dis :

« Comment est-il possible que Staline ait commis de telles erreurs ?»

Khrouchtchev, qui avait rougi, se retourna et me répondit : « C'est possible, camarade Enver, Staline a fait tout cela.

— Vous aviez observé ces choses-là de son vivant. Comment ne l'avez-vous pas aidé à éviter ces erreurs que vous lui imputez ? demandai-je à Khrouchtchev.

— Votre question est justifiée, camarade Enver, mais vous voyez cette *kapusta* ? [En russe : *chou*.] Eh bien, Staline vous coupait la tête aussi facilement que le jardinier coupe ça, et Khrouchtchev frappa un chou de sa canne.

— Tout est clair !» dis-je à Khrouchtchev

Nous rentrâmes. Les autres camarades étaient arrivés. Je bouillonnais de colère. Ce soir-là on devait nous servir des sourires et des promesses d'un «plus grand», d'un «plus impétueux développement» du socialisme, d'«aides accrues» et d'une «coopération élargie dans tous les domaines».

C'était le temps où l'on préparait le XX^e Congrès tristement célèbre, l'époque où Khrouchtchev avançait rapidement vers la prise du pouvoir. Il se créait une image de dirigeant moujik «populaire» qui ouvrait les portes des prisons, les portes des camps de concentration, qui, loin de craindre les réactionnaires et les ennemis condamnés et emprisonnés en Union soviétique, voulait montrer, en les libérant, qu'il y avait peut-être aussi parmi eux des «innocents».

On sait quels trotskistes, quels comploteurs, quels contre-révolutionnaires furent Zinoviev et Kamenev, Rykov et Piatakov, quels traîtres furent Toukhatchevski et les autres généraux agents de l'Intelligence service ou des Allemands. Mais pour Khrouchtchev et Mikoyan, tous ces hommes-là étaient de braves gens, et quelque temps plus tard, en février 1956, ils devaient être présentés comme les victimes innocentes de la «terreur stalinienne». Cette vague était gonflée lentement, on préparait soigneusement l'opinion. Les «nouveaux» dirigeants, qui n'étaient autres que les anciens, à l'exception de Staline, se posaient en libéraux et disaient au peuple : «Respire librement, tu es libre, tu es en démocratie véritable, car le tyran et la tyrannie ont été liquidés. Maintenant tout marche dans la voie de Lénine, nous créons l'abondance, les marchés regorgeront de produits au point que nous ne saurons quoi en faire».

Khrouchtchev, cette odieuse crécelle, camouflait ses astuces et ses roueries de sornettes et de palabres. Malgré tout, par ces pratiques, il créa une situation favorable à son groupe. Il ne se passait pas de jour sans que Khrouchtchev ne fit une démagogie effrénée pour le développement de l'agriculture, n'y changeât les hommes et les méthodes de travail, ne se posât en ce domaine comme le seul «patron compétent» qui y introduisait des «réformes» personnelles.

Khrouchtchev avait «inauguré» aussi son accession au poste de Premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique par un long rapport sur les problèmes de l'agriculture qu'il présenta au cours d'un plénum du Comité central en septembre 1953. Ce rapport, qui fut qualifié de «très important», énonçait les idées et les réformes khrouchtchéviennes, qui portèrent en réalité à l'agriculture soviétique un si grave préjudice que l'on en ressent encore aujourd'hui les tristes effets. Le bruit et le tapage menés à propos des «terres nouvelles» étaient une publicité creuse. L'Union soviétique achetait et continue d'acheter des millions de tonnes de céréales aux Etats-Unis d'Amérique.

Mais la «direction collégiale» et la disparition des portraits de Khrouchtchev des pages des journaux furent des phénomènes éphémères. Le culte de Khrouchtchev était entretenu par les tripoteurs, les libéraux, les carriéristes, les écumeurs de marmites et les flagorneurs. La grande autorité de Staline, fondée sur son oeuvre ineffaçable, fut sabotée au dedans comme au dehors de l'Union soviétique. Son autorité céda la place à celle d'un charlatan, d'un clown, d'un maître-chanteur.

3. DES MARXISTES-LENINISTES ? NON, DES MERCANTIS

Mikoyan, trafiquant cosmopolite toujours hostile à l'Albanie. Négociations économiques difficiles en juin 1953 — les dirigeants soviétiques marchandent leurs aides à l'Albanie. Les «conseils» de Khrouchtchev un an plus tard : «Vous n'avez pas besoin d'industrie lourde», «Nous vous fournirons du pétrole et des métaux», «Ne vous préoccupez pas de la culture des céréales panifiables. Nous pouvons vous en donner tant que vous voudrez». Prise de bec avec Mikoyan. Mécontentement des chefs révisionnistes au Comecon. Ochab, Dej, Ulbricht. La réunion du Comecon de juin 1956 à Moscou. Khrouchtchev : «... Nous devons faire comme a fait Hitler». Nouvel entretien avec Khrouchtchev. Ses «conseils» : «L'Albanie doit progresser dans la culture du coton et des agrumes, dans les ovins et la pêche».

Nous étions décidés à poursuivre et à développer encore la pratique inaugurée du vivant de Staline, et qui consistait à procéder à des échanges de vues avec la direction soviétique et à solliciter son aide pour le règlement de nos problèmes économiques. Dans les huit ou neuf premières années de pouvoir

populaire nous avons obtenu une série de succès dans le développement économique de notre pays, nous avons accompli les premiers pas dans le domaine de l'industrialisation et de la collectivisation de l'agriculture, nous avons créé une certaine base à cet égard et acquis une relative expérience, qui devait nous servir à assurer le progrès continu de notre économie socialiste. Mais nous ne tirions aucune vanité de nos réalisations ni ne cachions nos grands problèmes, nos faiblesses et nos difficultés. Aussi jugions-nous utile de consulter constamment nos amis, et au premier chef les dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique; nous avions également besoin d'aides matérielles et de crédits de leur part. Mais en aucun cas nous ne considérions ces aides comme une aumône et nous ne les avons jamais demandées à ce titre.

Toutefois, très rapidement, dans ce domaine aussi de nos rapports et de nos contacts avec la direction soviétique postérieure à Staline, nous décelâmes des signes qui nous laissaient entendre que les affaires ne marchaient plus comme avant. Quelque chose boitait, était rompu par rapport à l'atmosphère antérieure, lorsque nous allions chez Staline pour lui faire part sans réticence de nos préoccupations et qu'il nous écoutait et nous parlait à cœur ouvert, d'un cœur de communiste internationaliste. En ses successeurs, nous voyions chaque jour, plutôt que des communistes, des mercantis.

Mikoyan en particulier était l'élément le plus négatif, le plus louche, le plus intrigant des membres du Présidium du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Ce marchand, qui faisait claquer son dentier en remuant constamment ses mâchoires, ruminait aussi, comme cela s'avéra par la suite, des plans diaboliques, antimarxistes, comploteurs, putschistes. Cet homme, antipathique aussi par ses traits et d'une grande noirceur d'âme, se montrait très revêché avec ses interlocuteurs et particulièrement avec nous, Albanais. Nos rapports avec ce trafiquant et usurier portaient sur des questions d'ordre économique et commercial. En ce qui concernait l'Albanie, pour l'octroi de crédits comme pour les échanges commerciaux, cet individu regardait tout sous un aspect exclusivement commercial. Il avait banni tout sentiment internationaliste, socialiste, amical.

Pour Mikoyan, l'Albanie était une «notion géographique», un pays avec un peuple sans valeur. Je ne l'avais jamais entendu dire un mot de notre lutte, de notre peuple, des efforts que nous faisons dans notre combat contre les grandes difficultés que posait pour nous le relèvement du pays et de notre économie ruinée par la guerre. Lui, qui s'était rendu dans tous les pays, n'exprima même pas le désir de faire un voyage en Albanie. La direction soviétique, semblait-il, se fondait sur «la grande expérience économique» de ce mercanti cosmopolite, qui, comme l'a montré l'histoire, complotait, en collusion avec Nikita Khrouchtchev, contre Staline, qu'ils avaient même décidé de supprimer, ainsi qu'il nous l'a avoué de sa bouche en février 1960 à Mehmet et à moi. Après le putsch, ils se lièrent à l'impérialisme américain et entreprirent de détruire jusque dans ses fondements la grande œuvre de Lénine et de Staline, du socialisme en Union soviétique. Pour l'Albanie comme pour les autres pays, Mikoyan était l'homme qui décidait des aides qu'accordait l'Union soviétique.

Dans nos rapports avec les Soviétiques, Mikoyan fut non seulement le plus mesquin, mais aussi le plus offensant d'entre eux. Même du vivant de Staline, il fut toujours attaché à cette ligne anti-albanaise. Dans mon livre de souvenirs «Avec Staline», j'ai écrit qu'en une occasion Staline, me parlant des aides internationalistes que nous accorderaient les Soviétiques, m'avait demandé en souriant :

«Et les Albanais eux-mêmes, travailleront-ils ?»

Je devinai aussitôt pourquoi Staline m'avait posé cette question. Deux ou trois jours auparavant, nous avions eu un long débat avec Mikoyan sur notre situation économique et sur les demandes d'aides que nous avions présentées à la direction soviétique. Mikoyan avait tenu des propos offensants sur notre situation et sur nos affaires, allant même jusqu'à nous dire : «Vous faites reposer votre développement uniquement sur les aides de l'extérieur !

— Non, lui répliquai-je. Ce que vous dites là n'est pas vrai. Nous travaillons jour et nuit, nous en perdons le sommeil, mais telles sont nos conditions et nos difficultés». Et je continuai de lui parler du travail inlassable et plein d'abnégation qu'accomplissaient en Albanie les ouvriers, la paysannerie travailleuse, la jeunesse, les femmes, le peuple tout entier, jeunes et vieux.

«Mais voilà, fit le mercanti, cherchant à atténuer ses dires, vous voulez mettre sur pied une industrie. Il vous est difficile d'en créer une et vous ne pourrez vous procurer les équipements nécessaires sans les demander à l'étranger, à nous. Engagez vos forces dans l'agriculture, améliorez la vie de vos campagnes, n'attendez pas de réaliser votre développement uniquement à travers l'industrie.»

Nous continuâmes longuement de nous quereller avec le marchand arménien et, comme toujours, il mit un terme à la discussion en nous disant : «bon, j'en ferais part à la direction». En fait, Staline acquiesça à toutes nos demandes et ni dans ce cas ni dans aucun autre il ne nous fit des observations du genre de celles de Mikoyan. Toujours est-il que celui-ci aussi avait craché son fiel contre nous auprès de Staline.

C'est donc ainsi, en trafiquant, que Mikoyan se comportait avec toutes nos délégations économiques.

«Nous ne disposons pas de ce que vous nous demandez, les crédits que vous sollicitez sont excessifs. Nous ne pouvons pas vous aider à construire la rizerie, la cimenterie etc., que vous nous demandez», nous disait-il, bien que les crédits que nous sollicitions fussent minimes.

Notre modestie et notre hésitation dans nos demandes étaient le propre d'un pauvre qui avait connu la misère, qui avait éprouvé le labeur et la peine, qui connaissait aussi les besoins colossaux de l'Union soviétique dévastée par la guerre, et ses obligations internationales. Même pour la plupart des usines et autres établissements dont les équipements nous avaient été accordés à crédit et que nous étions en train de construire, la voie de l'octroi de ces crédits avait déjà été ouverte du vivant de Staline. Vainement, nous expliquions à Mikoyan la situation lamentable de notre pays, qui n'avait pas hérité la moindre usine de la bourgeoisie, qui avait été incendié et affamé durant la guerre, qui ne possédait pas un tracteur à faire travailler dans ses champs, nous lui faisons valoir qu'il n'était donc pas juste que nous soyons mis sur le même pied que l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, etc. Une fois que Mikoyan s'était mis à me reprocher que nos vaches ne donnaient que 500 à 600 litres de lait par an, j'eus avec lui une vive prise de bec.

«Pourquoi les gardez-vous ? me dit-il, vous feriez mieux de les abattre !»

Irrité, je répliquai :

«Nous ne choisirons jamais la voie consistant à abattre le bétail, mais nous chercherons à mieux l'alimenter et à en améliorer la race. Vous devez savoir que notre peuple lui-même souffre encore d'une alimentation insuffisante, à plus forte raison le bétail en souffre-t-il aussi.

— Chez nous, dit-il fièrement, une vache produit tant et tant de milliers de litres de lait.

— Excusez-moi, lui dis-je, vous êtes un ancien cadre de l'Etat soviétique et vous devez le savoir : vos vaches produisaient-elles tant de lait au lendemain de la révolution d'Octobre, en 1920 ou en 1924 ?

— Non, les choses alors étaient différentes.

— C'est ainsi qu'elles sont aujourd'hui chez nous, et nous ne pouvons atteindre votre niveau quatre ou cinq ans seulement après notre libération. L'essentiel, c'est que nous nous sommes mis à la tâche et que nous aspirons ardemment au développement et au progrès. Ni le désir, ni la volonté ne nous font défaut. Mais il nous faut évaluer justement les choses.»

Après la mort de Staline, ce qui n'apparaissait que sous forme de nuances dans l'attitude hostile du ministre mercanti de l'Union soviétique à rencontre de l'Albanie, se mua en une ligne permanente. Seulement maintenant il n'était plus seul à soutenir cette ligne. Son crayon, qui était enclin à tracer toujours plus de croix et de «non» sur nos modestes demandes, trouva aussi à présent un appui chez les autres. J'ai parlé plus haut de notre rencontre de juin 1953 avec Malenkov, Beria, Mikoyan, etc. à Moscou. A la manière, outre le reste, dont ils se comportèrent avec nous, dont ils traitèrent les problèmes économiques que nous avions soulevés, je sentis que maintenant au Kremlin manquait non seulement le corps de l'inoubliable Staline, mais aussi son esprit large et humain, son attitude prévenante, cordiale, sa pensée d'éminent marxiste-léniniste.

Je parlais à peine depuis quelques minutes de la situation socio-économique en Albanie, de la mobilisation sans pareille des masses travailleuses, des communistes et des cadres au travail, que Malenkov m'interrompit :

«*Nou, tovaritch Enver [En russe : Eh bien, camarade Enver.]* dit-il, vous nous présentez la situation en Albanie comme étant bonne, mais les faits démentent vos dires. Ecoutez plutôt nos constatations.»

Et ils se mirent à nous déverser une avalanche de remarques sur l'état de nos affaires. Quant à la source de ces «données» qu'ils nous sortaient, nous l'ignorions, mais le fait est que les choses étaient exagérées, gonflées à tel point qu'il y avait de quoi en rester interdit. Deux surtout de leurs «observations» se sont bien fixées dans mon esprit.

La première concernait nos appareils d'Etat.

«Votre appareil, avait «constaté» la direction soviétique, est si vaste et gonflé que ni Rockefeller ni Morgan n'oseraient le maintenir !»

Et aussitôt après nous avoir comparés à Rockefeller et Morgan, par une seconde remarque ils nous renvoyèrent à l'extrême opposé:

«Vos paysans n'ont pas à manger, ils n'ont pas de bétail, ils n'ont même pas une poule (eux seuls savaient comment ils avaient fait pour compter les poules en Albanie !) pour ne rien dire des autres objets de première nécessité.»

A la fois Rockefeller et meurt-de-faim ! Comment devais-je comprendre cette logique ?!

Mais la voix de Mikoyan ne me laissa pas réfléchir davantage... En spécialiste des chiffres qu'il était, il m'alignait des pourcentages, des chiffres, des comparaisons, des barèmes. Et l'Arménien continua de pérorer :

«Votre situation économique est précaire, votre agriculture est dans un état lamentable, votre cheptel est numériquement inférieur à celui d'avant-guerre, vous importez 20 pour cent de votre pain, la collectivisation progresse très lentement, la paysannerie n'a pas été convaincue de sa nécessité. Vous exploitez les paysans. Sur le plan financier, vos affaires marchent mal. Vous ne savez pas faire de commerce».

Malgré tout le respect que j'avais pour les dirigeants soviétiques, je ne pouvais pas me taire :

«Nous ne dansons ni ne faisons la noce, lui répondis-je. Nous travaillons, versons notre sueur, mais nous ne pouvons tout arranger en un clin d'œil. Vous aussi, vous avez traversé cette phase, ne l'oubliez pas.

— Non, dit-il, je ne l'oublie pas, mais nous avons travaillé nous-mêmes.

— Nous aussi, nous travaillons nous-mêmes, rétorquai-je, nous n'avons pas de colons chez nous. Nous ne mendions pas, nous vous demandons une aide internationaliste.»

Mes répliques lui firent baisser un peu le ton. Néanmoins il poursuivit :

«Vos plans successifs ne sont pas réalisés. Prenons la construction. Vous avez entrepris des constructions colossales pour votre pays, mais si ces constructions ne se réalisent pas, c'est, d'abord, parce que vous manquez de main-d'œuvre et que vous n'avez pas créé les conditions appropriées à cet effet, et ensuite parce que vous avez entrepris de bâtir de nombreuses usines qui ne vous sont pas nécessaires. Vous vous êtes attaqués à ces constructions sans tenir compte des conditions réelles de l'Albanie. Vous construisez une centrale hydroélectrique sur le Mat. Nous nous demandons où vous utiliserez cette énergie électrique. Nous ne voyons pas où vous pouvez l'employer, vous n'avez pas besoin de tant d'électricité».

Ce raisonnement me sembla ne pas tenir debout et je m'y opposai :

«La centrale sur le Mat, lorsqu'elle sera terminée, aura une puissance d'environ 25.000 kW. Comment pouvez-vous penser que ce soit excessif ?! Considérez bien, camarade Mikoyan, que non seulement nous avons besoin dès aujourd'hui d'énergie électrique, mais que le futur développement planifié de notre économie ne peut être garanti si nous ne prenons pas en temps voulu les mesures requises pour nous assurer l'énergie nécessaire.

— Vos planifications ne sont pas exactes. La centrale vous coûte les yeux de la tête et vous ne saurez que faire de ce courant, insista-t-il. Vous avez également projeté de construire des usines et fabriques inutiles, entre autres une aciérie, une usine de traitement du bois, une papeterie, une verrerie, une usine de traitement du lin et une fabrique de pain. En quoi l'Albanie a-t-elle besoin de toutes ces fabriques ? Pourquoi construisez-vous une raffinerie? [*Il s'agit de la raffinerie de Cerrik, en cours de construction à l'époque.*] Avez-vous suffisamment de pétrole, ou bien bâtissez-vous cette usine pour qu'elle suspende son fonctionnement ? Considérez bien tout cela et supprimez le superflu. La question de l'agriculture est très préoccupante, réduisez donc vos investissements dans l'industrie et renforcez votre agriculture !»

Je l'écoutais parler, et, l'espace d'un moment, j'eus l'impression d'avoir devant moi non pas un membre du Présidium du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et vice-premier ministre soviétique, mais l'envoyé de Tito, Kidric qui, sept ou huit ans auparavant, avait tout mis en œuvre avec ses compagnons pour nous persuader de renoncer à l'industrialisation du pays, de ne construire aucun établissement industriel. «L'agriculture, l'agriculture», insistaient les hommes de Belgrade. «L'agriculture, seulement l'agriculture», entendais-je maintenant, en 1953, me conseiller aussi à Moscou...

Tout cet entretien, qui avait pour objet l'examen de nos problèmes économiques, se poursuivit dans cet esprit jusqu'au bout.

Quelques jours après, nous rencontrâmes à nouveau Mikoyan et deux ou trois autres fonctionnaires soviétiques pour «débatte» encore de nos questions économiques. Voyant les mauvaises dispositions de nos hôtes, nous mîmes nous-mêmes une grande croix sur beaucoup de nos demandes. Nous nous limitâmes à certaines requêtes indispensables, et, indépendamment de leurs «conseils», j'insistai pour obtenir un petit crédit pour notre industrie, en particulier pour les secteurs du pétrole et des mines.

Je ne puis oublier notre entretien final avec Malenkov et Mikoyan.

«Suivant vos conseils, leur dis-je, j'ai discuté avec mes camarades et nous avons décidé de retrancher de nos premières demandes celles concernant la papeterie, la verrerie, l'aciérie et la fabrique de pain, que nous renverrons au prochain quinquennat.

— *Pravilno !* dit Malenkov, cependant que Mikoyan, de son gros crayon, se hâtait de tracer une croix sur la liste.

— De reporter la construction de la centrale hydro-électrique de Mat à 1957 !

— *Pravilno !* répéta Malenkov et hop ! voilà Mikoyan qui trace une autre croix.

— De retrancher de notre plan la construction de la voie ferrée prévue et la bitumerie...

— *Pravilno, pravilno !...*»

C'est ainsi que se termina cet entretien.

«Revenez nous voir ! nous dirent-ils comme nous nous quitions. Etudiez bien les choses et écrivez-nous!»

Nous merciâmes nos amis même de ce qu'ils nous avaient accordé, et regagnâmes l'Albanie.

Bien que les impressions que nous avions recueillies de ce voyage en Union soviétique ne fussent guère bonnes, pour n'en pas dire davantage, nous n'en continuâmes pas moins de garder notre amitié et notre amour au grand pays des Soviets, à la patrie de Lénine et de Staline. Nous conservions au profond de nous-mêmes ce qui nous semblait détonner dans leurs actes et dans leurs gestes, nous en parlions avec préoccupation entre nous, mais notre cœur se refusait à admettre que les choses là-bas eussent pris une direction erronée. Nous nous disions que les camarades soviétiques avaient eux-mêmes de grandes difficultés économiques dans leur pays, que la perte de Staline les avait quelque peu désorientés, qu'il ne leur était pas si facile de prendre entièrement en main les affaires et nous espérions et souhaitions que ce fussent là des phénomènes passagers, qui s'effaceraient avec le temps.

Mais quelques mois plus tard nous eûmes de nouveau à constater une attitude déplaisante et incorrecte de leur part.

Le 22 décembre 1953, nous adressâmes au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique une longue lettre, dans laquelle, après avoir évoqué les mesures que nous avions prises pour le renforcement du pouvoir populaire, pour notre développement économique, pour l'amélioration des conditions de vie dans nos campagnes et le progrès de notre agriculture, nous lui soumettions aussi une série de problèmes, nécessitant à nos yeux une consultation, et quelques modestes demandes d'aide et de crédit pour notre futur plan quinquennal. Nous avons rédigé cette lettre conformément à leur recommandation, en nous appuyant sur une vaste étude menée pendant des mois et les demandes qu'elle contenait étaient, à nos yeux, parfaitement fondées et bien définies. C'était aussi l'avis des spécialistes et conseillers soviétiques qui se trouvaient chez nous dans le cadre de l'aide et de la coopération entre nos pays.

A peine cinq ou six jours après que nous eûmes expédié notre lettre à Moscou, nous parvenait à Tirana la réponse du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Une lettre de pas plus de quinze à vingt lignes. «Vous ne nous brossez pas un tableau exact de la situation», «vous n'avez fait qu'une étude hâtive du problème», «vous n'êtes pas allés au fond des choses», «vous n'avez pas pris les mesures requises», «préparez-vous mieux et récrivez-nous». C'était là toute la teneur de ces quelques lignes signées du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Nous ne pouvions ne pas être froissés par le ton supérieur et vexant de la nouvelle direction soviétique, nous ne pouvions ne pas nous demander avec étonnement : «Comment savent-ils à Moscou si nous avons donné un tableau exact ou faux de nos problèmes, alors que c'est nous et non pas eux, qui vivons et travaillons en Albanie ?!»

Mais nos rencontres antérieures, particulièrement avec Mikoyan, nous avaient maintenant appris ce que nous devons faire pour que notre lettre agréée aux Soviétiques : nous retranchâmes donc plusieurs de nos demandes, nous ôtâmes du projet de plan futur une partie de nos prévisions et de nos propositions, en particulier dans le domaine de l'industrie, et leur écrivîmes une seconde lettre, «corrigée» ou plutôt «mutilée». Nous ne nous étions pas trompés : ils nous firent savoir qu'ils nous attendaient à Moscou «pour conférer avec nous et décider de la question des aides».

Nous nous rencontrâmes donc avec les dirigeants soviétiques le 8 juin 1954. C'est précisément là que Khrouchtchev, étant encore «un mauvais Albanais», comme il nous l'avait dit, refusa de parler de nos problèmes économiques, mais tint sa petite conférence sur les rôles respectifs du premier secrétaire du parti et du premier ministre. Néanmoins, à la fin de son laïus, Khrouchtchev évoqua aussi, soi-disant en général, sous forme d'orientations et de conseils, des problèmes économiques, et en particulier la ligne que nous devons suivre dans notre politique économique. «Dans le développement de votre économie, dit-il, ayez soin de bien faire vos comptes. Prenons par exemple le pétrole. Avez-vous intérêt à faire de si gros investissements dans cette branche ?»

Je compris aussitôt à quoi il faisait allusion. En dépit des «recommandations» qu'on nous avait données de renoncer à la prospection et à l'extraction du pétrole en Albanie, nous ne nous en tenions pas moins, dans notre seconde lettre aussi, à nos vues, et nous demandions à être aidés dans ce secteur. Et maintenant, comme il m'avait interrogé, je trouvai l'occasion d'exposer une nouvelle fois notre pensée.

«Comme vous devez en être informés par notre lettre également, leur dis-je, notre gouvernement et le Comité central de notre Parti, se trouvant confrontés là à un grand problème économique et politique, sont arrivés à la conclusion qu'il nous faut à tout prix poursuivre notre travail d'extraction et de prospection en matière de pétrole, bien que cela soit et doive rester encore pour un certain temps une lourde charge pour notre économie, si notre production de pétrole n'augmente pas. Nous devons, poursuivis-je, continuer de chercher et d'extraire du pétrole, car c'est une matière première d'une grande importance stratégique et économique pour notre pays et pour notre camp. Mais les forages actuels de prospection et d'exploitation sont tout à fait insuffisants. Le débit des puits existants ne cesse de diminuer, ce qui provoque non seulement des déficits considérables dans la production, grevant par là notre économie, mais aussi de grandes fluctuations dans le tableau de nos exportations.

— Etes-vous sûrs que votre sous-sol contient du pétrole ? demanda Khrouchtchev.

— Permettez-moi de vous dire que la mission d'études géologiques sur le pétrole dirigée par des spécialistes soviétiques, qui poursuit ses travaux depuis 1950, est optimiste quant à l'existence de nouveaux gisements en de nombreux points de notre pays. Mais l'on ne peut, sans faire d'investissements, certifier l'existence de nouvelles réserves dans les anciens pas plus que dans les nouveaux gisements. Nous avons engagé de fortes dépenses dans ce secteur, nous construisons une raffinerie, où se trouve engagée la partie la plus militante de la classe ouvrière, nous avons formé des cadres de pétroliers. Nous sommes contraints de reconnaître honnêtement que, au cours de tout ce processus, de nombreuses carences et faiblesses se sont manifestées de notre part dans l'organisation du travail, et nous nous attachons de toutes nos forces à les éliminer. Mais avec les réserves existantes notre marche en avant est incertaine. Les réserves connues jusqu'à ce jour sont minimales et elles pourraient s'épuiser dans une période de deux ou trois ans si nous n'intensifions pas nos recherches.

— Cela ne doit pas vous inquiéter, intervint Khrouchtchev. Nous avons du pétrole en abondance, et nous vous en donnerons.

— Oui, lui répondis-je, nous avons été obligés d'importer dans les années 1948-1953 du pétrole raffiné et des huiles lubrifiantes pour un montant de plusieurs millions de roubles. Mais vous comprenez bien que cela a été et demeure pour nous une très lourde charge et pensez aux fonds importants que nous libérerons si nous trouvons et utilisons le pétrole que renferme notre sous-sol.

«Outre ces raisons si importantes, poursuivis-je, il nous faut à tout prix poursuivre nos efforts en matière de pétrole pour une autre raison, qui est majeure : au cas où notre pays serait en danger et où nos amis n'auraient pas la possibilité de nous approvisionner en carburant, nous nous retrouverions sans une goutte de pétrole et toute activité chez nous serait paralysée.

«Compte tenu de toutes ces circonstances, dis-je à Khrouchtchev, nous avons décidé de poursuivre nos travaux de prospection et d'extraction de pétrole. Mais pour cela nous avons besoin de votre aide. Les données que nous fournissent les spécialistes soviétiques et albanais font apparaître que si nous continuons nos travaux d'exploitation et de recherche avec les équipements dont nous disposons actuellement et sur les lieux où se situent nos modestes réserves, nous ne pourrions pas aller de l'avant plus de deux ou trois ans. Cette période passée, nous serons confrontés de nouveau à de très graves difficultés.

«C'est pourquoi, au vu de cette situation, nous prions le gouvernement soviétique d'étudier notre demande de nous accorder un crédit destiné au pétrole pour les trois années à venir. J'ajouterai que nous ferons fonctionner les équipements que nous possédons et ceux que nous recevrons, par nos propres cadres, et avec le concours d'un très petit nombre d'ingénieurs soviétiques.

— Bon, bon, intervint à nouveau Khrouchtchev, mais il s'agit de bien faire les comptes, la plume à la main, et de considérer la rentabilité de ce secteur. Je sais que votre pétrole n'est pas de ceux que l'on préfère, qu'il contient beaucoup d'autres matières, surtout du bitume, qu'il a une haute teneur en soufre, et que son traitement en réduit encore la rentabilité. Je vous citerai en exemple ce qui nous est arrivé avec notre pétrole à Bakou. Nous avons investi là-bas des milliards de roubles. Pour développer l'industrie pétrolière à Bakou, Beria demandait constamment à Joseph Vissarionovitch des sommes considérables à y investir, du fait que Staline, ayant travaillé lui-même autrefois à Bakou, en connaissait la situation. Mais les gisements que nous avons découverts aujourd'hui dans d'autres régions de notre pays et les analyses que nous avons effectuées, font ressortir que l'exploitation du pétrole à Bakou n'est pas rentable.»

Après m'avoir tenu une longue conférence, avec des chiffres à l'appui, sur les «avantages» et les «désavantages» de l'extraction du pétrole, et afin que je ne tombe pas dans l'«erreur» qu'avait commise Staline (!), Khrouchtchev finit par me dire le fond de sa pensée :

«Ainsi donc, pour les questions économiques, il nous faut, à vous et à nous, faire soigneusement nos calculs et s'il existe chez vous des gisements de pétrole avantageux, très bien, nous vous accorderons des crédits. Mais à bien faire les comptes, pour le moment il apparaît plus avantageux que nous vous fournissions de notre pétrole...

«En toute activité, il convient de considérer la rentabilité, poursuivit Khrouchtchev. Prenons l'industrie. Je suis d'accord avec vous : l'Albanie doit avoir sa propre industrie. Mais quelle industrie ? Je pense que vous devriez développer l'industrie alimentaire, par exemple celles des conserves, du traitement du poisson, des fruits, des huiles. Vous voulez développer aussi l'industrie lourde ? C'est un problème à considérer très attentivement», dit-il, et après avoir suggéré que nous pourrions mettre sur pied une usine mécanique pour la réparation des pièces de rechange, il continua :

«Quant à l'industrie de traitement des minéraux, de production de métaux, ces branches pour vous ne seraient pas rentables. Nous avons des métaux et nous vous en donnerons tant que vous voudrez. Notre production d'une journée satisferait vos besoins de toute une année.

«Il en va de même pour l'agriculture. Vous devez, ajouta-t-il, développer les cultures qui croissent le mieux et qui sont le plus avantageuses. Nous aussi avons commis des erreurs dans ce sens, par exemple nous avons décidé de semer des céréales en Géorgie, de planter du coton en Ukraine, etc. Mais les calculs révèlent qu'en Géorgie nous avons plus intérêt à développer les agrumes, la vigne, les cultures fruitières et autres, et que c'est surtout l'Ukraine qui se prête aux céréales. Pour notre part,

nous avons pris de nouvelles décisions et avons supprimé les cultures qui ne se révèlent pas avantageuses, en Géorgie comme dans d'autres régions. Vous aussi en Albanie, vous devez répandre les cultures qui se développent le mieux et qui fournissent les produits les plus abondants, comme le coton, les agrumes, l'olivier, etc. Ainsi l'Albanie deviendra un beau jardin et nous satisferons nos besoins réciproques.

— En ce qui concerne notre pays, lui répondis-je, une des orientations fondamentales du développement de notre agriculture est celle de l'accroissement de la production des céréales panifiables. Le pain a été et demeure pour nous un grand problème.

— Ne vous préoccupez pas de la culture des céréales panifiables, intervint aussitôt Khrouchtchev. Nous pouvons vous en donner tant que vous voudrez, le surplus de céréales que nous obtenons en un jour quand nous dépassons les objectifs de notre plan suffit pour faire vivre l'Albanie pendant trois ans. Et il ajouta : Nous faisons actuellement de rapides progrès dans notre agriculture. Je vais vous lire quelques statistiques sur la réalisation de notre plan des semailles de printemps : les semailles ont été réalisées à tant pour cent ; les superficies ensemencées dépassent de tant de millions de hectares celles de l'an passé ; de tant de millions de hectares les prévisions du plan», etc., et il continua de nous bourrer de chiffres, qu'il lisait rapidement les uns après les autres pour nous donner à entendre que nous n'avions pas affaire à un dirigeant quelconque, mais à un dirigeant qui connaissait la situation sur le bout des doigts.

Quant aux chiffres, nous n'avions pas de raison d'en mettre en doute l'exactitude, nous nous en réjouissions et souhaitions que l'Union soviétique progresse le plus possible. Mais pour ce qui était des idées et des «orientations» qu'il nous donnait pour notre économie, nous ne pouvions en aucune manière être d'accord avec Khrouchtchev. Je ne veux pas dire que nous ayons, dès cette première rencontre officielle avec lui, en juin 1954, réalisé que nous avions devant nous le futur chef de file du révisionnisme moderne. Non, cela nous devions nous en rendre compte plus tard, mais il n'empêche qu'au cours de cette entrevue déjà nous observâmes que ses vues sur le pétrole ainsi que sur l'orientation à donner à notre industrie et à notre agriculture n'étaient pas justes, qu'elles ne répondaient pas aux besoins de notre pays, qu'elles n'étaient pas conformes aux principes fondamentaux de la construction du socialisme dans un pays, pas plus qu'aux enseignements et à l'expérience de Lénine et de Staline. Nous décidâmes donc de nous opposer à lui et de soutenir nos points de vue.

Mais Khrouchtchev, au cours de cette rencontre, ne laissa pas place au débat.

«Je vous ai exprimé ces idées, conclut-il, pour que vous les ayez présentes à l'esprit. Quant aux questions concrètes que vous avez soulevées ici, concernant le développement de votre économie, nous avons de notre côté désigné un groupe de camarades conduits par Mikoyan, pour en discuter avec vous. A la fin nous nous reverrons et déciderons ensemble.»

Pendant plusieurs jours de suite nous nous sommes disputés avec Mikoyan, qui avait pris maintenant ses grands ciseaux. Pour rejeter les modestes mais fermes demandes que nous avançons pour le développement de notre industrie, lui et ses camarades répétaient, comme d'habitude, la même rengaine :

«A quoi vous servirait une industrie ! Vous ne voyez pas dans quelle situation se trouvent vos campagnes ?»

Naturellement nous connaissions beaucoup mieux qu'eux la situation de nos campagnes, nous connaissions le retard que notre agriculture avait hérité du passé, et, justement parce que nous savions cela, nous avons attaché et attachions une attention et un soin particuliers au progrès de l'agriculture, à l'élévation du niveau de vie dans les campagnes. Nous avons fait et continuons de faire de gros investissements par rapport à nos moyens pour des travaux de bonification, d'irrigation, de défrichement de terres nouvelles, etc. : nous avons fourni à la paysannerie des semences sélectionnées

et des machines agricoles, nous avons mis sur pied un certain nombre d'entreprises agricoles d'Etat, nous avons bien avancé dans la collectivisation, nous n'avons cessé de prendre des mesures en vue de faciliter et d'encourager l'accroissement de la production agricole et l'élévation du niveau de vie dans les campagnes, etc. Mais tout ne se fait pas d'un coup. Et puis, nous connaissions bien la vérité marxiste-léniniste, que nous éprouvions dans la pratique quotidienne, selon laquelle le progrès de l'agriculture doit absolument s'accompagner de l'essor de l'industrie, de la création et du renforcement des branches fondamentales qui assurent le développement harmonieux dans son ensemble de l'économie nationale. Aussi dans ces rencontres également avec les dirigeants soviétiques nous persistâmes dans nos vues et dans nos demandes.

«Notre industrie, leur dûmes-nous entre autres, en dépit des progrès qu'elle a faits, ne produit aujourd'hui qu'un nombre limité d'articles et elle n'est pas en mesure de satisfaire les besoins de nos travailleurs. Dans bien des cas même, notre production est tributaire de produits de provenance étrangère, carburants, aciers, laminés, pneus, produits et engrais chimiques, pièces de rechange, instruments, parmi tant d'autres.

«Notre pays, donc, dépend grandement de ses importations. Notre production industrielle est encore très réduite et, comme nous sommes loin des pays amis, souvent des branches entières de notre industrie suspendent leur production par manque d'une matière première, d'un produit auxiliaire ou d'un outil. Notre Etat n'a jamais disposé d'aucune réserve, si petite fût-elle, pour aucune sorte de produit, des céréales aux crayons. Nous avons besoin d'importer non seulement des produits essentiels, comme les céréales, les carburants, etc., mais aussi des machines et des équipements de tout genre, des outils, des pièces détachées, et une foule d'autres produits, étoffes, chaussures, fils, aiguilles, clous, vitres, cordes, ficelle, sacs, crayons, papier, lames de rasoir, allumettes, médicaments, etc.

«La gravité de cette situation, camarades, avons-nous poursuivi, ne nous rend pas pessimistes, il n'empêche que c'est la réalité. Nous devons chercher de toutes nos forces à surmonter les difficultés pour améliorer cette situation. Mais comment y parvenir ?

«Le Comité central de notre Parti et notre gouvernement estiment que la situation existante ne peut changer que si, parallèlement à l'agriculture, nous développons l'industrie, laquelle nous permettra de nous libérer petit à petit de ce lourd fardeau des importations que nous sommes obligés de soutenir actuellement.»

Finalement Mikoyan et son groupe se rendirent à nos raisons :

«Bon, dit-il, nous rendrons compte à notre direction des questions sur lesquelles nous ne sommes pas tombés d'accord et nous déciderons ensemble au cours de notre rencontre finale.»

A la dernière rencontre que nous eûmes cette fois-là, deux ou trois jours avant notre retour en Albanie, Khrouchtchev fut plus chaleureux, plus ouvert avec nous. A la suite de notre insistance (Mikoyan l'avait sûrement informé sur les débats que nous avons eus) il se montra plus «généreux», il répéta à plusieurs reprises : «Nous aiderons la petite Albanie» et consentit à satisfaire une partie de nos demandes de crédits et d'aides.

Au cours de cette entrevue il fit l'éloge de notre Parti, de son Comité central et le mien et, comme d'habitude, ne ménagea pas les «promesses retentissantes». Nous ne devions pas tarder à comprendre les raisons de cette attitude : il était encore au début de son ascension et de celle de son groupe, et il lui fallait, pour la poursuivre, soigner sa popularité, s'assurer une opinion favorable, accréditer, au dedans comme au dehors de l'Union soviétique, l'idée qu'on avait affaire à un dirigeant bonhomme et chaleureux, habile et avisé, à la fois ferme et souple, pondéré sans être mesquin, parfait calculateur.

C'était donc le temps où Khrouchtchev «investissait» en vue de son action secrète, et il lui fallait à cette fin se montrer, selon le cas, à la fois «généreux», «chaleureux» et «humain». Mais derrière cette

jolie façade soi-disant «amicale», agissait intensément la garde des Mikoyan et des autres fonctionnaires du commerce, qui, dans les discussions sur les problèmes économiques, se comportaient avec nous et avec d'autres comme de véritables trafiquants. C'étaient des gens de Khrouchtchev, lesquels, à son su et selon ses instructions, usaient dans les «rencontres de travail», dans «l'examen concret des questions», de toutes sortes de pressions et de subterfuges pour réduire nos demandes et «aplanir» les questions, de manière que, lorsque nous irions finalement chez Khrouchtchev, il ne lui restât plus qu'à nous prodiguer des sourires, des flatteries et des toasts. Une fois, nous eûmes une violente prise de bec avec Mikoyan à propos de l'octroi d'un crédit pour des produits de consommation courante. Il n'y a pas lieu ici d'évoquer la grave situation que nous connaissions ces années-là pour ce genre de marchandises et les grands et pressants besoins qui étaient alors ceux de notre pays en ce domaine. La direction soviétique connaissait cette situation, mais nous lui avions, à l'appui de la demande de crédits que je viens d'évoquer, écrit une lettre pour lui brosser un bref tableau de la manière dont nous satisfaisions les besoins de notre population. Mais avant même d'examiner notre demande, Mikoyan nous fit un grief :

«Vous dépensez, dit-il, dans d'autres secteurs les crédits que nous vous avons accordés pour le développement de votre économie. Vous vous procurez avec ces crédits des produits de consommation courante.

— Nous avons eu et nous avons toujours, lui répondis-je, de grands besoins de biens de consommation, mais je n'ai pas connaissance de ce que vous affirmez. Nous n'avons jamais permis que les crédits destinés au développement de l'industrie ou de l'agriculture soient employés pour l'achat de ce genre de marchandises.

— Si, si ! répéta Mikoyan. Vous avez dépensé tant de millions de roubles, et il cita un chiffre dont je ne me souviens pas exactement, mais qui dépassait les dix millions.

— C'est la première fois que j'en entends parler, lui dis-je, mais malgré tout nous allons vérifier cela.

— Je peux vous en convaincre !» dit Mikoyan d'un ton rogue et irrité, et il ordonna à un des fonctionnaires qui l'entouraient d'apporter les documents relatifs.

Un moment après, celui-ci revint, tout pâle, et posa les quittances devant Mikoyan.

«Il n'y a pas violation de la part de la partie albanaise, dit-il, elle a acheté les marchandises que vous venez de citer avec le crédit que nous lui avons accordé précisément à cette fin».

Mikoyan, déconcerté, marmonna quelques mots entre ses dents, puis, concernant notre demande d'un nouveau crédit pour l'achat de produits de consommation, nous répondit :

«Nous ne pouvons pas vous accorder des crédits de ce genre, car avec ces produits-là nous commerçons. C'est donnant, donnant.

— Je regrette, répondis-je, de vous entendre poser la question de cette manière, alors que vous savez bien que notre pays se trouve en difficulté et à un moment où nos ennemis italiens, yougoslaves et grecs nous ont encerclés et complotent à notre encontre. Que voulez-vous d'autre de nous ? Nous vous donnons à vous et aux pays de démocratie populaire le chrome, le pétrole et le cuivre que nous extrayons. Ne voudriez-vous pas que nous vous donnions aussi le pain que notre peuple n'a pas encore en quantité suffisante ? Je trouve votre raisonnement non fondé, dis-je à l'Arménien, et je demande que vous reconsidériez cette question».

Ils la réexaminèrent, mais n'acquiescèrent à nos demandes qu'après y avoir fait des coupes sombres. Ils nous accordèrent bien quelques crédits limités, mais nous abreuvèrent surtout de critiques hautaines et de «conseils».

Ils devaient réitérer constamment ces attitudes et d'autres du même genre dans leurs rapports avec nous jusqu'à la Conférence des 81 partis qui se réunit à Moscou en novembre 1960.

Au cours de cette période, nous eûmes avec les dirigeants soviétiques de nombreuses rencontres bipartites où nous discutons de nos problèmes économiques et sollicitons quelque aide et crédit, mais nous eûmes aussi avec eux des contacts dans les réunions, rencontres et consultations organisées dans le cadre du Comecon.

La manière dont étaient organisées ces rencontres et le comportement de nos amis envers nous à propos des problèmes que nous posions, et de nos difficultés, nous portaient à nous demander si nous avions affaire à des marxistes-léninistes ou à des trafiquants. Ulbricht, Novotny, Ochab, Dej, Kadar, Gomulka, Cyrankiewicz, Jivkov et d'autres s'empoignaient entre eux; chacun se plaignait d'être réduit à l'extrémité et criait pour obtenir «plus d'aide» de ses amis, invoquait «les pressions venant d'en bas»; ils jouaient des coudes entre eux, avançaient toutes sortes d'«arguments» et de chiffres, s'efforçaient de se décharger de leurs obligations et d'arracher pour eux-mêmes le plus possible au détriment des autres. En même temps, on voyait Khrouchtchev ou ses envoyés se lever, tenir des conférences sur la «division socialiste du travail», appuyer tel ou tel autre selon les intérêts et les situations données et réclamer l'«unité», la «bonne entente» dans la «famille socialiste». Et dans tout cela il n'était pour ainsi dire pas question de l'Albanie, comme si elle n'avait pas existé.

Ces rencontres et consultations duraient deux, trois ou quatre jours, des dossiers entiers étaient remplis de discours, de demandes, de décisions, de bilans, mais l'Albanie socialiste était traitée par les autres avec mépris comme s'ils nous jugeaient trop collants. Nous connaissions bien notre situation, nous avons conscience du fait que notre potentiel économique n'avait pas de commune mesure avec celui des autres pays, nous savions que ces pays aussi avaient leurs grands soucis et problèmes, mais cela ne pouvait justifier nullement cette manière de nous dédaigner et de nous ignorer. Au prix de beaucoup d'efforts, de rencontres et de discussions, nous parvenions dans certains cas à leur arracher quelque crédit ou aide. Nous les en avons remerciés du fond du cœur, nous avons remercié en premier lieu les peuples frères, mais, de notre côté, tenant nos engagements, nous avons remboursé ces crédits jusqu'au dernier sou, et, dans la mesure de nos moyens, nous nous sommes acquittés honnêtement de toutes nos obligations à l'égard de nos amis. C'est précisément cette sincérité, le véritable esprit internationaliste, qui leur faisait défaut. Quand venait le moment d'exécuter ses engagements dans le cadre de l'aide à notre pays, chacun se retirait:

«Nous avons nous-mêmes des insuffisances et des besoins, disait Ulbricht. Nous subissons des pressions de la part de l'Allemagne fédérale et nous ne sommes pas en mesure d'aider l'Albanie.»
«Nous avons été éprouvés par la contre-révolution, se justifiait Kadar. Nous ne pouvons tenir nos engagements relatifs aux aides».

C'est ainsi qu'ils se dérobaient tous, tour à tour. Et finalement on trouvait la «solution» :

«Le Comecon recommande aux camarades albanais de résoudre avec le gouvernement soviétique, à travers des rencontres bipartites, les problèmes soulevés ici par eux.»

Parmi les nombreuses réunions de ce genre que tint le Comecon j'ai gardé le souvenir de celle de juin 1956 à Moscou. Dès lors, Khrouchtchev avançait au galop dans sa voie de la trahison, mais les autres aussi le suivaient du même train. Le XX^e Congrès du P.C.U.S., dont je parlerai plus loin, faisait son travail. Or le révisionnisme a pour compagnon de route son produit naturel, l'absence d'unité, la division, les contradictions.

Cela apparut dès cette rencontre, trois ou quatre mois après le XX^e Congrès.

Ochab, devenu à l'époque Premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais, prit la parole pour déclarer :

«Nous n'avons réalisé ni ne réaliserons les obligations qui nous ont été fixées dans les charbonnages. Nous ne pouvons accomplir notre plan, il est trop chargé, il nous faut le réduire. Les mineurs vivent mal, ils font un travail harassant.»

Quand il eut terminé son intervention, Gerö, Ulbricht et Dej se levèrent tour à tour et dirent pis que pendre à l'adresse des Polonais. L'atmosphère s'échauffa dangereusement.

«Si vous voulez du coke, investissez en Pologne, protestait Ochab. Nous devons améliorer les conditions de vie de nos ouvriers, la situation en est arrivée au point qu'ils se mettent en grève et abandonnent les mines...

— Et où devrions-nous investir d'abord ?! demandaient les autres. Dans les aciéries d'Union soviétique ou dans vos charbonnages ?!

— Nous devons étudier ces problèmes, disait Khrouchtchev, essayant de calmer les esprits. Quant à la question de la main-d'œuvre, si vos travailleurs à vous, Polonais, ne vous suffisent pas ou s'ils s'en vont, nous pouvons vous en envoyer d'autres pays».

Cette intervention fit bondir Ochab.

«Ce n'est pas juste, s'écriait-il. Vous devez nous aider, nous ne rentrons pas en Pologne si cette affaire n'est pas réglée. Ou bien réduisez les chiffres du plan, ou bien augmentez les investissements...

— Que les décisions prises soient exécutées, lançait Dej.

— Oui, les décisions ne sont pas exécutées, dit Gerö, jetant de l'huile sur le feu. Nous avons quelques usines que l'on nous a recommandé d'affecter à la fabrication d'armes et d'équipements spéciaux, mais personne ne nous achète ces produits.

— Pour les nôtres non plus, nous ne trouvons pas acheteur, s'écria à nouveau Ochab, que devrions-nous en faire ?!

— Ne parlons pas comme des directeurs d'usine, lança Khrouchtchev à Ochab. Ce n'est pas une façon juste de discuter. Il faut avoir en vue la rentabilité. Pour notre part, nous avons modifié l'orientation de beaucoup de nos usines. Par exemple, nous avons converti plusieurs usines d'armements en usines pour la production de pompes à eau. J'ai quelques idées sur ces problèmes», ajouta-t-il et il se mit à lâcher de ces «perles» qu'il avait constamment à la bouche:

«Pour certaines productions industrielles, dit-il entre autres, nous devons faire comme a fait Hitler. L'Allemagne d'alors était seule et il lui fit produire des tas de choses. Nous devons étudier cette expérience et monter nous aussi des entreprises communes pour certains produits, les armes, par exemple».

Nous ne pouvions en croire nos oreilles ! Se pouvait-il que le Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique voulût s'instruire de l'expérience de Hitler et la recommandât aussi à autrui ?! Mais c'était bien le cours que prenaient les choses. Les autres écoutaient et opinait du bonnet.

«Vous devez nous fournir des projets, répliqua Ochab.

— Vous ne méritez pas d'en avoir, s'écria Khrouchtchev en colère, car l'Occident vous les enlève. Nous vous avons passé le brevet d'un avion et les capitalistes vous l'ont volé.

— Oui, c'est vrai, reconnut Ochab, qui inclina légèrement la tête.

— Nous vous avons remis le rapport secret du XX^e Congrès et vous l'avez fait imprimer et vendre à vingt zlotys l'exemplaire. Vous ne savez pas garder les secrets.

— C'est juste ! murmura Ochab qui baissa la tête encore plus.

— Nous vous avons livré quatre autres documents très secrets et vous les avez égarés, ajouta Boulganine en lui montrant quatre doigts.

— Oui, fit Ochab d'une voix maintenant devenue blanche. Quelqu'un nous les a dérobés et s'est enfui avec en Occident.

— Votre situation, à vous, en Pologne n'est pas bonne, reprit Khrouchtchev. Vous menez une politique opportuniste envers l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, pour ne rien dire de ce qui se passe chez vous.

— Dans le cadre de la coopération, intervint Ulbricht, nous devons collaborer avec tous, surtout avec les sociaux-démocrates.»

Pendant un moment, Khrouchtchev resta le bec gelé. La «collaboration avec tous», les réhabilitations, la politique de clémence à l'égard des ennemis, c'étaient bien là ses propres idées, le prolongement de la politique opportuniste et pacifiste qu'il menait lui-même en Union soviétique. Et les autres ne demeuraient pas en reste, certains s'efforçaient même de le dépasser dans ce sens.

«D'accord pour la collaboration, s'écria Khrouchtchev, mais qu'on ne se dresse tout de même pas contre l'Union soviétique et notre camp. Or c'est ce qui se produit en Pologne. Vous devez, dit-il en s'adressant à Ochab et à Cyrankiewicz, qui fumait constamment des gauloises sans dire un mot, améliorer votre situation, renforcer la confiance du peuple en vous.

— Nous avons libéré tous les sociaux-démocrates emprisonnés, lui dit Ochab.

— Vous auriez dû en garder quelques-uns, l'interrompit ironiquement Sabourov ; vous ne voudriez tout de même pas que nous levions aujourd'hui nos verres aux sociaux-démocrates ?!»

Ce fut Khrouchtchev qui lui répondit : «Levons-les à notre collaboration !» Il était évident que les choses dans le camp s'engageaient dans la mauvaise voie. Les «mauvais génies» que Khrouchtchev avait laissés échapper de la bouteille, s'animaient et tiraient la langue à leur sauveur. Il s'efforçait de manœuvrer, de les prendre par la douceur, de les lancer contre l'un d'entre eux, (cette fois c'était le tour d'Ochab d'être sur le banc des accusés) puis, lorsqu'il voyait que la querelle ne s'apaisait pas, il faisait tomber ses menaces et ses avertissements sur leurs têtes à tous. Et, en homme rompu à ce genre de manœuvres, il savait trouver le bon moyen de pression. Cette fois il usa de l'arme de la faim. Un des *tchinovniks* [En russe : fonctionnaires bureaucrates de la Russie tsariste Ce genre de fonctionnaires a fleuri en Union soviétique sous le révisionnisme.] soviétiques du Comecon fit un bref rapport sur la situation de l'agriculture dans le camp et il lança l'alarme à propos des déficits en grains.

Aussitôt Khrouchtchev saisissant l'occasion reprit la parole :

«Le pain est un problème vital, dit-il d'un ton grave où se décelaient clairement à la fois la pression et la menace. Pour notre part, nous vous avons donné ce que nous avons à vous donner. Maintenant, nous ne pouvons rien prélever de plus sur nos ressources. Aussi prenez des mesures pour assurer votre pain, il n'y a pas d'autre issue...»

Après avoir pendant plusieurs minutes brandi le fouet du pain, subitement son visage s'éclaira et il passa béatement à son sujet favori, le maïs ! Je ne me souviens d'aucune rencontre que j'ai eue avec lui, fût-ce sur des problèmes purement politiques ou idéologiques, où il n'ait chanté des dithyrambes à sa plante de prédilection.

«Ces dernières années, dit-il entre autres, nous avons attaché de l'importance au maïs et nous avons obtenu des résultats magnifiques. Avec le maïs, poursuivit-il, nous avons résolu le problème de la viande, du lait et du beurre.

— Sans viande, sans lait, ni beurre, il n'y a pas de socialisme, dit Mikoyan, renchérissant dans le sens de son «chef».

— Non, il n'y en a pas! dit Khrouchtchev, revenant à la charge, qui poursuivit: Tout dirigeant doit attacher de l'importance au maïs! Moi, par exemple, j'ai pris en patronage mon village natal et permettez-moi de vous rendre compte des résultats : j'y avais trouvé soixante porcs, il y a deux ans j'avais porté leur nombre à deux cent cinquante et maintenant il y en a six cents.»

Et après ce compte-rendu «colossal», dont on peut imaginer combien il seyait au numéro un soviétique, il se lança dans des critiques contre tous — Ulbricht, Hegedus, Cyrankiewicz et les autres.

«Pour ce qui est de l'Albanie, ajouta-t-il, je ne peux rien en dire, car je ne la connais pas.»

J'en profitai pour intervenir :

«Nous vous invitons à venir la visiter.

— Je ne peux vous répondre maintenant, nous en reparlerons ensemble», et il se hâta de reprendre son discours, de peur de n'en perdre le fil.

Il développa longuement son sujet, cita des exemples, formula des critiques et ajouta finalement :

«En ce qui concerne la Bulgarie et l'Albanie, qui sont des pays à forte paysannerie, mais surtout l'Albanie, nous devons nous pencher davantage sur leurs problèmes et les aider».

Comme d'habitude, le Conseil décida que nous devons régler avec les Soviétiques les problèmes que nous y avons soulevés. Quelques jours plus tard, nous eûmes une rencontre avec Khrouchtchev et causâmes avec lui pendant près d'une heure.

«D'abord, lui dis-je, nous désirons que vous visitiez l'Albanie. Votre visite contribuera grandement à accroître l'autorité et le prestige de notre pays.

— Moi aussi, j'aimerais venir, me dit-il, mais nous avons quelques difficultés. A quelle distance de Moscou est l'Albanie ?»

Il méritait que je lui réponde «à vingt minutes de plus que Belgrade», du moment que depuis un certain temps il connaissait bien cette ligne, mais je me retins. Je lui dis que le TU-104 parcourait la distance Moscou-Tirana en trois heures environ et j'ajoutai :

«Si nous établissions cette ligne ?

— Mais le TU-104 a un grand nombre de places. Pourrait-il se remplir ?! objecta-t-il, invoquant la «rentabilité».

— Vos camarades et les nôtres font constamment la ligne Moscou-Tirana-Moscou, répondis-je, et il n'y a pas de raison pour que l'avion voyage vide.

— J'aimerais bien venir, répéta-t-il comme pour se justifier, j'ai même dit à Tito que je voulais visiter l'Albanie, mais j'ai besoin auparavant d'une période de repos.

— Vous pourrez vous reposer chez nous. Nous avons et la mer, et de très belles montagnes.

— Ah, si je viens, je ne pourrai pas me reposer !» fit-il pour clore cette question.

Je ne pouvais insister davantage :

«Vous ferez comme il vous plaira», dis-je et je passai aux questions économiques. Je lui exposai brièvement la situation et certains des problèmes qui nous préoccupaient davantage.

«Il s'agit, dit Khrouchtchev, prenant la parole, de penser dorénavant à trouver des sources de revenus, qui permettent à l'Albanie de progresser. C'est ainsi que nos amis doivent aussi considérer ce problème. La question de l'Albanie est très importante, poursuivit-il, car, par l'exemple de votre pays nous visons à attirer l'attention de la Turquie, de la Grèce et de l'Italie, autrement dit à les amener à le suivre. Maintenant il faut bien réfléchir à ce problème et trouver les voies appropriées pour le résoudre.»

Il se tut un moment, apparemment pour trouver une de ces voies, et je pensai qu'il en reviendrait au maïs. Mais je me trompai.

«Plantez-vous du coton ? me demanda-t-il. Quelle superficie affectez-vous à cette culture ? Quels rendements obtenez-vous ?»

Je répondis à ses questions.

«Ce n'est rien, me dit-il, et il reprit : Nous pensons que vous devriez développer la culture du coton de manière qu'elle devienne une grande ressource, car cela vous assurerait d'importants revenus et vous permettrait d'aider aussi vos amis, les démocraties populaires, qui n'ont pas de coton. Le coton, donc, vous procurera de gros avantages. C'est un point, dit-il, et il leva un doigt.

«Ensuite, poursuivit-il, un autre problème qui doit vous intéresser est celui de l'élevage des ovins», et il m'interrogea sur le nombre de notre troupeau d'ovins, sur leur rendement en laine, en lait, en viande, etc. Ayant entendu mes réponses, il continua :

«Les ovins doivent devenir pour vous une autre grande richesse. Elevez des moutons à laine douce. Vous avez des pâturages, dit-il, et vous pouvez développer cet élevage. Vous devez donc choisir la race la plus appropriée, entreprendre l'insémination artificielle à grande échelle et multiplier cette race».

Après nous avoir indiqué aussi la «deuxième voie» de développement, Khrouchtchev passa à la «troisième voie» qui devait nous assurer le salut. Il s'agissait de la pêche.

«La pêche, enchaîna-t-il, peut devenir pour vous une grande ressource. Les pays Scandinaves, par exemple la Norvège, se sont beaucoup enrichis par la pêche, si bien que non seulement la population mange du poisson en abondance, mais il en est exporté aussi de grandes quantités. Ils pêchent et dans leurs eaux territoriales, et en haute mer. Vous devez suivre cet exemple, nous conseilla Khrouchtchev, en sorte que la pêche devienne une grande source de richesse pour l'Albanie. Il vous faut absolument le faire et nous vous aiderons, nous vous enverrons des spécialistes, une flotte, etc.»

Ces trois premières «voies» m'ayant laissé stupéfait, j'attendais, tout curieux, la quatrième. Il ne manqua pas de me l'indiquer.

«Ce qui est également important pour vous, dit-il, c'est la culture des agrumes. Les agrumes aussi doivent devenir pour vous une grande source de revenus, car les citrons, les cédrats, les oranges, etc., sont très demandés.»

Voilà quelles étaient ses orientations «pour la construction du socialisme» en Albanie ! Et il ajouta pour conclure :

«Il faudra penser aussi à d'autres richesses, comme par exemple les minéraux, mais les principales sont celles que je viens de mentionner. Nous vous aiderons à développer la culture du coton, des agrumes, la pêche et les ovins. Et vous, et nous devons étudier ces questions et nous sommes certains que de cette manière l'Albanie s'érigera rapidement en exemple pour la Grèce, la Turquie et l'Italie.»

Il était inutile que je me mette à discuter des «perles» qu'il venait de lâcher. Je le remerciai de ses «conseils» et pris congé.

Maintenant tout devenait plus clair. Le Comecon nous recommandait de résoudre nos problèmes économiques avec Khrouchtchev ; et Khrouchtchev nous recommandait de les résoudre avec du coton, des moutons et par l'opération du... «saint-poisson».

Toutes ces attitudes et ces actions, considérées dans la complexité des autres problèmes politiques, idéologiques, militaires, etc., nous persuadaient encore plus que les affaires dans notre camp, et en premier lieu en Union soviétique, étaient sur la pente. D'autres événements allaient suivre et, en les vivant intensément, nous devions nous instruire et nous préparer encore mieux pour les batailles futures.

4. LA PIERRE DE TOUCHE

Khrouchtchev vise la Yougoslavie. Premier signe du flirt : la lettre soviétique de juin 1954. Khrouchtchev rejette sur le Kominform la responsabilité de la trahison de la direction yougoslave. Correspondance suivie et cordiale entre Khrouchtchev et Tito. Khrouchtchev décide de réhabiliter les renégats. Notre opposition catégorique: nos lettres de mai et juin 1955. Entretien avec l'ambassadeur Levitchkine : «Comment peut-on prendre si facilement et unilatéralement de telles décisions ?» Invitation insistante à me rendre «en vacances» en Union soviétique ! Rencontre avec Souslov. Mikoyan téléphone à minuit : Rencontrez Tempo, aplanissez les désaccords.» Entrevue avec S. V. Tempo.

Notre Parti et sa direction étaient préoccupés par tous les événements qui se produisaient en Union soviétique après la mort de Staline. Certes, pendant cette période, surtout avant le XX^e Congrès, nous fondions nos doutes sur des faits particuliers que les dirigeants soviétiques couvraient de torrents de démagogie. Mais, quoi qu'il en fût, leurs attitudes dans nos rencontres avec eux, leurs actes à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays attiraient notre attention. Nous trouvions particulièrement déplacés les flirts de Khrouchtchev avec Tito. De notre côté, nous continuions à combattre avec le plus grand acharnement le révisionnisme titiste yougoslave et nous défendions les justes prises de position marxistes-léninistes de Staline et du Kominform contre les dirigeants révisionnistes yougoslaves. Nous agîmes ainsi non seulement du vivant de Staline, mais aussi pendant la période de transition que traversa l'Union soviétique après sa mort, puis lorsque le putsch de Khrouchtchev eut triomphé et que celui-ci faisait la loi, et encore après sa destitution. Et c'est cette attitude que nous observerons toujours à l'égard du révisionnisme yougoslave jusqu'à sa destruction totale, idéologique et politique.

Nous suivions chaque action de Khrouchtchev avec vigilance et une grande attention. Nous constatons, d'une part, qu'en général on ne disait pas de mal de Staline, qu'on continuait d'évoquer l'unité au sein du camp socialiste avec à sa tête l'Union soviétique, que Khrouchtchev tenait des propos ronflants contre l'impérialisme américain, qu'il lançait en passant quelque critique à l'adresse du

titisme, mais que par ailleurs il agitait aussi devant eux le drapeau blanc de la réconciliation et de la soumission. Dans cette situation, nous nous en tenions à la voie de l'amitié avec l'Union soviétique, nous luttons pour maintenir et renforcer cette amitié, et cela, de notre part, n'était pas une tactique, mais une question de principe. Néanmoins, nous ne manquions pas de riposter aux actions erronées et aux déviations de ligne lorsqu'elles se furent manifestées.

La lutte contre l'impérialisme américain et le titisme yougoslave était, à notre sens, la pierre de touche permettant de juger, dans l'optique marxiste, les attitudes de Khrouchtchev et des khrouchtchéviens. Il est vrai que Khrouchtchev pérorait contre le capitalisme et l'impérialisme américain, mais nous n'approuvions pas les quatre ou cinq rencontres et «*priyoms*» [*En russe : réception.*] qu'il avait chaque jour avec toutes sortes de sénateurs, de milliardaires et d'hommes d'affaires américains. Khrouchtchev devint un clown qui s'offrait en spectacle quotidiennement et à longueur de journée, en rabaissant la dignité de l'Union soviétique.

«L'ennemi extérieur, s'égosillait-il dans les discours qu'il tenait du matin à tard dans la nuit, nous l'avons mis à bas, nous l'avons maîtrisé, nous pouvons le réduire en cendres au moyen de nos bombes atomiques». Sa tactique était la suivante : créer l'euphorie à l'intérieur, rehausser le prestige de sa clique dans les pays de démocratie populaire et, indépendamment de ses propos ronflants, donner à entendre aux Américains et à la réaction : «Nous ne sommes plus pour la révolution prolétarienne mondiale, nous voulons collaborer étroitement avec vous, nous avons besoin de vous et vous devez comprendre que nous sommes en train de changer de couleur, d'effectuer un grand tournant. Dans ce virage nous rencontrerons des difficultés, aussi faut-il que vous nous aidiez de quelque façon.»

Si notre attitude dans la question yougoslave, limpide à nos yeux, a été rectiligne, celle des khrouchtchéviens, par contre, a connu des fluctuations, des hauts et des bas. Khrouchtchéviens et dirigeants yougoslaves alternaient les injures et les réconciliations. Lorsqu'ils se chamaillaient avec les titistes, les révisionnistes soviétiques nous donnaient raison, puis, aux moments de réconciliation, ils s'efforçaient de nous faire assouplir notre attitude à l'égard des révisionnistes de Belgrade.

Khrouchtchev avait les yeux rivés sur la direction yougoslave et il cherchait à tout prix, sinon à la soumettre, du moins à la rallier à lui. Assurément, il recherchait en Tito à la fois un allié idéologique et un dirigeant qu'il garderait sous son aile, en sa qualité de «frère aîné». En d'autres termes, Tito lui était très cher, en ce qu'il était le premier à avoir attaqué Staline et rejeté le marxisme-léninisme. Sur ce plan ils s'accordaient parfaitement, mais alors que le chef de file de Belgrade agissait sans masque, Khrouchtchev, lui, voulait garder le sien. Dans l'arène internationale, Tito était devenu le «communiste» cher à l'impérialisme américain et au capitalisme mondial, qui le comblaient d'aides et de crédits afin qu'il aboie contre l'Etat et le régime soviétiques et livre en même temps la Yougoslavie aux capitaux étrangers.

Khrouchtchev, lui, voulait manipuler Tito en sa faveur, lui faire baisser un peu son ton contre le régime soviétique, freiner l'ardeur que cet agent américain de Belgrade mettait à saper l'influence soviétique dans les pays de démocratie populaire, répandre en Yougoslavie l'influence de ses idées révisionnistes khrouchtchéviennes et contenir l'orientation manifeste de la direction de Belgrade vers le mode de vie occidental, vers les capitaux américains.

Tito, de son côté, rêvait depuis longtemps de voir l'épicentre du prétendu communisme se déplacer de Moscou à Belgrade, et Belgrade se substituer à Moscou en Europe de l'Est et du Sud-Est. Le plan de Tito piétinait depuis sa rupture avec Staline, lorsque celui-ci dévoila et fustigea sévèrement l'action diabolique de ce renégat. Fort de l'aide américaine, Tito, voyant maintenant Khrouchtchev et son groupe engagés à saper l'œuvre de Lénine et de Staline, ressortit ce projet de ses tiroirs.

Entre Khrouchtchev et Tito, ces deux chefs de file du révisionnisme moderne, allait se livrer un affrontement long et complexe, tour à tour violent ou modéré, où attaques et injures alterneraient avec les flatteries et les sourires. Mais quand ils se disputaient comme quand ils s'embrassaient, ni l'un ni

l'autre ne s'inspiraient des intérêts du marxisme-léninisme, malgré les paroles et les slogans soi-disant marxistes, malgré les serments de Khrouchtchev qui prétendait s'efforcer de ramener Tito aux positions du marxisme-léninisme. Leurs rapports étaient fondés sur l'anticommunisme ; c'est à partir de positions anticommunistes que ces deux larrons allaient faire l'impossible pour se soumettre mutuellement, chacun d'eux n'étant mû que par son propre intérêt.

Notre Parti devait suivre pas à pas ce processus avec la plus grande vigilance. Dans cette évolution il devait se convaincre davantage de la vraie nature de Khrouchtchev et des khrouchtchéviens, de ce qu'ils représentaient en Union soviétique et dans le mouvement communiste et ouvrier international.

Nous reçûmes, dès le mois de juin 1954, le premier signal d'un coup de barre donné par la nouvelle direction soviétique à son ancien cours envers le révisionnisme yougoslave.

Lors de notre séjour à Moscou, la direction soviétique nous remit une longue lettre, signée Khrouchtchev, et adressée aux Comités centraux des partis frères, par laquelle elle nous mettait au courant de ses conclusions sur la question yougoslave. Cette lettre était datée du 4 juin et bien que nous nous trouvions depuis quelques jours à Moscou, où nous avons même eu, le 8, des entretiens officiels avec les principaux dirigeants soviétiques, ceux-ci ne nous avaient pas du tout parlé du problème très important qu'ils y soulevaient. Apparemment, Khrouchtchev, connaissant bien notre attitude résolue et inébranlable à l'égard des traîtres de Belgrade, entendait agir envers nous graduellement et avec circonspection.

Déformant la vérité historique, Khrouchtchev et Cie étaient arrivés à la conclusion que la séparation de la Yougoslavie du camp socialiste et «l'isolement de la classe ouvrière yougoslave du sein du mouvement ouvrier international» étaient uniquement imputables à «la rupture entre le P.C.Y. et le mouvement communiste international» qui s'était produite en 1948. Selon eux, l'attitude qui avait été observée en 1948 et 1949 à l'égard du parti yougoslave, était erronée, car elle aurait poussé «les milieux dirigeants yougoslaves à se rapprocher des USA et de l'Angleterre» (!), à conclure «un accord militaire et politique avec la Grèce et la Turquie» (Pacte des Balkans), à faire «une série de concessions sérieuses au capitalisme», à aller vers «la restauration du capitalisme», etc. Bref, selon Khrouchtchev, le Kominform s'étant montré rigoureux envers la Yougoslavie, celle-ci, par dépit ou par goût, était allée se vendre à l'impérialisme, comme la jeune mariée qui, voulant faire enrager sa belle-mère, alla coucher avec le meunier.

Selon la logique de Khrouchtchev, notre Parti du Travail aussi, quand il se dressa face au révisionnisme khrouchtchévien et coupa les ponts avec lui, aurait dû nécessairement se vendre et vendre le pays à l'impérialisme, faute de quoi il n'aurait pu exister ! Et nous allions entendre ce raisonnement de la bouche même de Khrouchtchev lorsqu'il nous accuserait de nous vendre «à l'impérialisme pour trente deniers» !

Mais ce n'était là qu'une logique antimarxiste et capitaliste. Notre Parti s'opposa héroïquement au révisionnisme khrouchtchévien, comme il s'était opposé auparavant au révisionnisme yougoslave et comme il luttait résolument contre toute autre variante de révisionnisme, mais il ne se vendit ni ne se vendra jamais à l'impérialisme ni à qui que ce soit, car un parti marxiste-léniniste authentique, tant qu'il se veut tel et se respecte à ce titre, ne peut jamais, quelles que soient les conditions et les situations où il se trouve, se vendre ni se laisser acheter, mais il s'en tient résolument à sa voie, la voie de la lutte intransigeante contre l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction.

Aussi, même si la direction yougoslave avait été condamnée injustement en 1949, comme le prétendait Khrouchtchev, il ne lui était permis à aucun titre de glisser dans le giron de l'impérialisme. C'était injustifiable. Au contraire de ce que disait Khrouchtchev, le fait qu'elle renforça encore les ponts la reliant à l'impérialisme et à la réaction mondiale, montra de la meilleure façon combien Staline, le Parti communiste de l'Union soviétique, le Kominform, notre Parti et tous les autres partis avaient raison de l'avoir démasquée et condamnée.

Mais Nikita Khrouchtchev, conséquent dans sa décision de réhabiliter les révisionnistes de Belgrade, accusait dans sa lettre le Kominform, naturellement sans le citer nommément, de n'avoir pas, de 1948 à 1949, «mis entièrement à profit toutes les possibilités..., de n'avoir pas fait assez d'efforts pour régler les questions demeurées irrésolues et les désaccords», ce qui, selon lui, «aurait évité le passage de la Yougoslavie dans le camp ennemi». Khrouchtchev, dans la lettre qu'il nous remit, allait jusqu'à souligner ouvertement que «nombre de questions qui étaient à l'origine du désaccord entre le Parti communiste de l'Union soviétique et le Parti communiste de Yougoslavie..., ne constituaient pas un sujet sérieux de discussion, ou que même les malentendus qui étaient apparus auraient pu être aplanis.» Tito et la direction yougoslave n'auraient pu espérer mieux. Khrouchtchev barrait d'un trait les grands problèmes de principe qui avaient été à la base de la lutte contre le révisionnisme yougoslave, il les qualifiait de «questions peu sérieuses» et de «malentendus», il s'excusait donc auprès des traîtres de les avoir frappés pour quatre sous !

Mais qui étaient les responsables de ces «malentendus» ? Dans sa lettre Khrouchtchev n'attaquait nommément ni le Kominform, ni Staline, ni le Parti communiste de l'Union soviétique, ni les autres partis qui s'étaient solidarisés avec les décisions de 1949 du Kominform. Apparemment, il jugeait qu'il était encore trop tôt pour se lancer dans ces attaques. On découvrit alors les «fautifs» : du côté soviétique, c'était Beria, qui avait provoqué par ses actions «un mécontentement justifié à la direction yougoslave», du côté yougoslave, c'était Djilas, (que Tito avait entre-temps condamné) qui «propageait ouvertement des conceptions liquidatrices» et qui était «un partisan actif de l'orientation de la Yougoslavie vers les pays occidentaux» etc. !

Ainsi donc, le problème, selon Khrouchtchev, apparaissait très simple: à l'origine de la rupture avec la Yougoslavie, il n'y avait pas de véritables motifs, mais seulement des prétextes: «nous nous sommes injustement acharnés sur vous, les coupables ont été découverts: Beria chez nous, Djilas chez vous. Maintenant nous avons, de part et d'autre, condamné ces ennemis, il ne nous reste donc qu'à nous embrasser, à nous réconcilier et à oublier le passé».

Ce maître illusionniste manipulait les questions bien à la légère. Mais nous, communistes albanais, qui, depuis plus de dix ans, luttons coup pour coup contre la clique traîtresse de Belgrade, qui avons éprouvé et affronté courageusement ses infamies, nous n'étions ni ne pouvions jamais être d'accord avec lui sur cette façon de régler le problème yougoslave. Mais on en était encore en 1954. L'attaque contre Staline n'avait pas encore été déclenchée au grand jour, on n'avait encore dit ouvertement rien de mal à son adresse, Khrouchtchev continuait d'user d'une démagogie très raffinée et habilement camouflée, l'Union soviétique conservait à nos yeux les couleurs, bien que pâlistantes, de l'époque de Staline. Qui plus était, dans cette lettre, qui nous troubla profondément, Khrouchtchev jurait qu'il faisait tout cela «pour le bien du marxisme-léninisme et du socialisme», que la direction soviétique et les autres partis frères, par cette nouvelle approche de la question yougoslave, n'avaient d'autre but que de «brouiller les plans des impérialistes américains et anglais et de mettre à profit toutes les possibilités pour renforcer leur influence sur le peuple yougoslave», d'«exercer une influence positive sur la classe ouvrière yougoslave», etc. Il ajoutait que les efforts fournis du côté soviétique et par les autres partis et les pays de démocratie populaire auraient l'avantage de constituer un nouveau pas pour vérifier «dans quelle mesure les dirigeants yougoslaves sont disposés et résolus à suivre la voie du socialisme».

Tout cela nous amena à nous montrer aussi attentifs et pondérés que possible dans notre réponse. Pendant notre séjour à Moscou nous discutâmes longuement de ce problème avec Hysni et les autres camarades de notre délégation et remîmes finalement notre réponse par écrit à la direction soviétique.

Sans nous opposer ouvertement à Khrouchtchev, nous y soulignions notre attitude constante à l'égard de la direction révisionniste de Belgrade, nous apprécions l'importance des décisions du Kominform des années 1948 et 1949 et ne faisons pas la moindre allusion à une révision éventuelle de l'attitude observée auparavant à l'encontre des déviations de ligne de la direction yougoslave.

A l'idée de Khrouchtchev selon laquelle «c'est la rupture des relations qui a conduit les dirigeants yougoslaves dans le giron de l'impérialisme», nous opposâmes dans notre lettre de réponse la thèse selon laquelle c'étaient les dirigeants yougoslaves eux-mêmes qui avaient trahi le marxisme-léninisme et qui avaient engagé leur peuple et leur patrie dans la voie de l'asservissement aux impérialistes américains et anglais et de leur diktat, que leur ligne antimarxiste constituait le facteur qui avait nui gravement aux intérêts vitaux des peuples de Yougoslavie, que c'étaient eux-mêmes qui avaient détaché la Yougoslavie du sein du camp du socialisme, qui avaient converti le parti yougoslave en un parti bourgeois et l'avaient détaché du mouvement international du prolétariat.

Tout en faisant bien ressortir ces vérités, nous indiquions plus bas que nous approuvions les efforts des autres partis communistes pour aider à sauver les peuples de Yougoslavie de l'asservissement et de la misère, mais nous soulignions une fois de plus qu'à notre avis les dirigeants yougoslaves s'étaient engagés à fond dans la voie anti-marxiste, dans la voie de la soumission aux impérialistes américains et anglais.

Indirectement, nous disions ainsi à Khrouchtchev que nous ne partagions pas ses espoirs et ses illusions à propos des dirigeants yougoslaves et en particulier du «camarade Tito», comme il avait commencé à l'appeler. J'exposai aussi ces idées à Khrouchtchev au cours d'un autre entretien que j'eus avec lui, le 23 juin 1954. Mais il fit semblant de ne pas relever la différence de nos positions respectives sur la question yougoslave. Peut-être ne voulait-il pas créer de conflit avec nous dès nos premières entrevues officielles. Peut-être aussi nous sous-estimait-il et ne voulait-il rien savoir de nos objections. Je me rappelle qu'il était en pleine euphorie et qu'il parlait avec l'assurance de quelqu'un qui a le vent en poupe. Il venait de rentrer d'une visite éclair en Tchécoslovaquie (il était maître en toutes sortes de visites : éclair, incognito, officielles, amicales, sensationnelles, silencieuses, diurnes, nocturnes, déclarées, non déclarées, brèves, longues, avec une suite ou strictement personnelles, etc.).

«A Prague, me dit-il, j'ai reparlé du problème yougoslave avec des représentants de quelques partis frères qui se trouvaient là-bas. Tous étaient pleinement d'accord avec moi et ils ont considéré les efforts de notre parti comme très importants.» Puis, me regardant droit dans les yeux, il ajouta :

«Nous-mêmes, les Hongrois, les Bulgares, les Roumains et d'autres encore, avons accompli ces derniers temps des pas positifs vers la normalisation des rapports avec la Yougoslavie...»

Je devinai pourquoi il mettait l'accent là-dessus. Il voulait me dire par là : Tu vois, nous sommes tous d'accord, il ne vous reste donc, à vous aussi, Albanais, qu'à vous rallier à nous. Je lui expliquai brièvement que nos relations avec le parti et l'Etat yougoslaves étaient une longue histoire, la direction yougoslave elle-même étant seule responsable de la dégradation de nos rapports, et que si les rapports albanais-yougoslaves d'Etat à Etat étaient détériorés à ce point, cela ne tenait pas à nous, mais aux prises de position et aux actes réitérés anti-marxistes et anti-albanais des dirigeants de Belgrade.

«*Kanietchno, kanietchno !* [En russe : *bon, bon.*] s'exclama Khrouchtchev et je compris qu'il ne voulait pas me voir m'engager plus avant dans la discussion de ce problème.

«Nous avons pris, dit-il, toutes les mesures. Demain, notre ambassadeur en Yougoslavie ira rencontrer Tito, qui se trouve en ce moment à Brioni. Il y a beaucoup de chances, pensons-nous, pour que nous parvenions à nos fins. Dans le cas contraire, conclua-t-il, nous aurons recours à d'autres méthodes.»

C'est ainsi que s'ébaucha le roman d'amour Khrouchtchev-Tito. Quelques jours après, Khrouchtchev remit par écrit à Tito ses idées ou ses «conclusions» sur la «nouvelle analyse» de la question yougoslave. Naturellement Tito se réjouissait de voir Khrouchtchev mener les choses de la manière dont il l'avait prévu, mais en vieux renard qu'il était, il ne se montra pas si léger que de se jeter dans les bras de Khrouchtchev. Au contraire, Tito, qui au reste s'y employait, entendait que Khrouchtchev, de même qu'il s'était incliné le premier, fit encore le premier pas et vînt lui demander pardon à Belgrade. Par ailleurs, Tito était enfoncé jusqu'au cou dans le borbier de l'impérialisme, il avait les pieds et les

poings liés par lui et si jamais il se risquait à dire quelque mot en faveur du «socialisme» et du «marxisme», encore fallait-il qu'il le fit selon les doses autorisées par ses patrons occidentaux et en premier lieu par les impérialistes américains. Après l'avoir laissé quelque temps dans l'angoisse, pour bien faire jouer ses cordes désaccordées, finalement, vers la mi-août 1954, Tito, lui aussi, répondit par écrit à Khrouchtchev.

La lettre du révisionniste de Belgrade se réduisait en substance à ceci : Je me réjouis beaucoup d'apprendre que toi, Nikita Sergheïevitch, tu te montres raisonnable et large d'esprit, mais ouvre-toi davantage, engage-toi plus nettement dans la nouvelle voie de la réconciliation. Nous, Yougoslaves, nous acceptons de nous réconcilier avec vous, mais, comme vous devez le savoir, nous avons noué de nouvelles amitiés, nous sommes unis à nos nouveaux amis par des liens solides et profonds, aussi notre réconciliation «doit-elle se faire dans le sens qui répond à notre politique de coopération internationale», autrement dit, loin de les dégrader, les Yougoslaves entendaient renforcer encore plus leurs liens avec l'impérialisme.

De même, Tito, sur un ton de diktat, ne manqua pas d'imposer à Khrouchtchev toute une série d'autres conditions à propos de leurs rapports futurs :

Primo, il demandait que la partie soviétique travaillât davantage à liquider les «éléments négatifs», à éliminer les «obstacles» qui avaient influé sur la rupture de 1948 et, bien entendu, le «maître» de Belgrade cherchait par là à réviser ouvertement toute la juste ligne de principe suivie par le Kominform, Staline et tous les autres partis communistes en 1948.

Secundo, la future réconciliation, dictait Tito, ne doit pas impliquer «l'unanimité totale sur l'appréciation des faits et les prises de position à leur égard»; on devait donc se réconcilier, mais chacun continuerait d'agir selon son propre jugement et pour son propre compte.

Tertio, la voie que chacun de nous suit pour la construction du «socialisme» est son affaire, elle ne doit influencer en rien sur la normalisation des rapports ; «je construirai donc le «socialisme spécifique», et toi tu l'admettras sans faire d'histoires.»

Quarto, les responsables du conflit, déclarait Tito, ne sont ni Beria, ni Djila's, ce conflit a des causes plus profondes, aussi faut-il que les Soviétiques, et les autres avec eux, renoncent tout à fait à la ligne de l'époque de Staline, qu'ils renoncent aux principes antérieurs, car par là même les véritables causes du conflit tomberont toutes seules.

Enfin Tito rejeta la proposition de Khrouchtchev d'organiser une rencontre bilatérale au sommet, en lui imposant comme condition «des succès préalables dans la normalisation». En clair, cela signifiait : «Si tu veux me rencontrer et te réconcilier avec moi, fais d'autres pas dans la voie dans laquelle tu t'es engagé, agis plus rapidement et plus hardiment à l'intérieur de l'Union soviétique et dans les autres pays et partis, afin de propager et d'élargir cette voie «nouvelle», qui fut toujours ma voie et qui le demeure.»

Et Khrouchtchev, l'air tantôt fâché, tantôt enthousiaste dans ses actions, commença à se soumettre aux conditions de Tito et à exécuter avec zèle ses recommandations.

Nous qui suivions ce processus avec attention et inquiétude, nous fûmes confirmés dans nos doutes que ces attitudes menaient l'Union soviétique dans la voie antimarxiste. Nous nous persuadions toujours plus que, sous ses clowneries, Khrouchtchev cachait un jeu diabolique. Nous constatons qu'il rabaissait le prestige du Parti communiste et de l'Etat soviétiques, en faisant amende honorable devant Tito. Cela nous contrariait, mais en fin de compte l'amélioration des rapports entre Soviétiques et Yougoslaves était un problème qui les concernait et nous n'avions pas à nous y opposer. Toutefois, nous n'approuvions ni ne pouvions jamais approuver ces efforts de Khrouchtchev pour faire table rase du passé et pour porter, sur les causes et les motifs de la dénonciation des révisionnistes yougoslaves,

un jugement qui ne correspondait nullement à la réalité. Pas davantage, nous ne pouvions, dans ce jeu idéologique et politique dangereux et suspect, accepter de devenir les partenaires de Khrouchtchev. Quant à ce que faisaient les Roumains, les Hongrois ou les Bulgares, c'était leur affaire. Entre nous et les titistes il n'y aurait pas d'embrassades ni de réconciliation.

A part ses convictions révisionnistes, Khrouchtchev fut aussi, sans aucun doute, contraint par Tito à cette démarche antimarxiste. Tito, ne voulant pas s'incliner devant Khrouchtchev, insista pour que ce soit ce dernier qui vienne s'incliner devant lui, et fasse son autocritique à Canossa (Belgrade). Ce qui fut fait. Après une année et quelque de contacts secrets et ouverts par l'entremise d'envoyés spéciaux, après une correspondance suivie et très intime entre le «camarade Khrouchtchev» et le «camarade Tito», finalement celui-ci, en avril 1955, envoya dire à son nouvel amant qu'il acceptait de convoler en justes noces et l'invitait à faire cette «noce» «ou bien à bord d'un bateau sur le Danube, ou bien à Belgrade si vous y consentez.» A notre avis, poursuivait le *kraïl* [En serbe : roi.] de Belgrade, «l'entretien doit être ouvert et rendu public». Khrouchtchev, qui rongea déjà son frein, se rendit à Belgrade, s'embrassa avec Tito, fit son autocritique, effaça «fermement les superpositions du passé» et inaugura «l'époque de l'amitié entre les deux peuples et les deux partis».

Notre Parti condamna la visite de Khrouchtchev à Belgrade et surtout sa décision de blanchir le maculé Tito. Deux ou trois jours seulement avant son départ «pour Canossa», Khrouchtchev nous annonça la démarche qu'il entendait accomplir, mais nous nous y attendions, car les eaux où s'était plongé Khrouchtchev ne pouvaient le conduire qu'à ce moulin. Qu'il allât ou non à Belgrade, c'était son affaire, il pouvait agir comme bon lui semblait. Ce qui nous révolta et nous bouleversa profondément, c'est que par la même lettre il nous annonçait avoir décidé d'annuler, comme étant non fondée, la décision du Kominform de novembre 1949 condamnant la direction yougoslave, de notifier sa nouvelle décision à Tito et de publier à cet effet un communiqué dans l'organe «Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !». Khrouchtchev y soulignait que les partis communistes et ouvriers membres du Kominform avaient soi-disant réexaminé la question de la troisième résolution de la réunion de ce dernier approuvée en novembre 1949 sur le problème yougoslave, et qu'ils auraient décidé de considérer les griefs contre la direction du Parti communiste de Yougoslavie que comportait cette résolution comme étant non fondés, et d'annuler celle-ci.

Nous écrivîmes une lettre au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique à ce sujet et protestâmes énergiquement. Une telle décision à l'égard d'un ennemi du communisme international, qui avait été condamné en commun par tous les partis, ne pouvait être prise unilatéralement par le Parti communiste de l'Union soviétique sans qu'il eût consulté les autres partis, y compris le nôtre. Les autres partis se soumirent à la décision de Khrouchtchev et répondirent au vœu de Tito qu'après Khrouchtchev les dirigeants des partis du camp socialiste se rendent à Belgrade pour lui baiser la main et lui demander pardon. Dej et compagnie y allèrent, mais pas nous. Nous continuâmes la lutte contre les révisionnistes. Vainement Levitchkine, l'ambassadeur soviétique à Tirana, vint nous voir pour nous persuader de renoncer à notre opposition.

Je le reçus et lui exposai une fois de plus sur le plan des principes ce que nous avions écrit dans notre lettre à la direction soviétique.

«Le Parti communiste de l'Union soviétique, lui indiquai-je entre autres, nous a appris à exprimer ouvertement et sincèrement, en internationalistes, notre opinion sur toute question concernant la ligne du parti. Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique nous a déjà informés de sa position sur toutes les questions ayant trait à notre politique commune vis-à-vis de la Yougoslavie, sollicitant aussi notre avis à ce sujet. Nous avons étudié attentivement les vues de la direction soviétique, nous avons aussi exprimé les nôtres sur ces problèmes et, comme vous le savez, nous sommes convenus de nous employer à améliorer nos rapports avec la Yougoslavie.

— Mais dans votre réponse d'hier vous vous opposez à la nouvelle démarche du camarade Khrouchtchev, me dit Levitchkine.

— Oui, lui répondis-je, et nous avons des raisons pour le faire. Nous estimons qu'à propos de la question yougoslave les lettres précédentes de la direction soviétique et sa dernière lettre sont assez différentes par leur contenu.

— A quelle différence faites-vous allusion ? demanda Levitchkine. J'estime que le point de vue de notre parti n'a pas changé.

— Regardons-les, lui proposai-je, et je pris les lettres de la direction soviétique. Voilà, par exemple, dans la lettre du 4 juin 1954 votre direction écrit : «Réexaminant les documents concernant l'histoire de la rupture entre le Parti communiste de Yougoslavie et les partis communistes et ouvriers, ainsi que le retrait successif de la Yougoslavie du camp démocratique, le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique considère que le noyau dirigeant du Parti communiste de Yougoslavie a, sans aucun doute, fait un écart sérieux par rapport au marxisme-léninisme, qu'il a glissé vers les positions du nationalisme bourgeois et qu'il s'est lancé dans des attaques contre l'Etat soviétique. Cette politique hostile, les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie l'ont également étendue aux pays de démocratie populaire, à l'égard desquels ils avaient observé, jusqu'à la rupture, une attitude hautaine et méprisante, en demandant qu'il leur fût reconnu des priorités et des mérites particuliers qui ne leur revenaient pas.»

«De même, dis-je à Levitchkine, dans cette lettre il était souligné que : «La critique faite par les partis communistes et ouvriers aux déviations nationalistes et autres déviations par rapport au marxisme-léninisme, imputables aux dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie, était nécessaire et tout à fait juste. Elle a contribué à tremper du point de vue marxiste les partis communistes et ouvriers, à accroître la vigilance des communistes et à les éduquer dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien.»

— C'est vrai, murmura Levitchkine.

— Même après les premiers efforts de la direction soviétique pour améliorer les rapports avec la Yougoslavie, dis-je encore à l'ambassadeur, la direction yougoslave n'a pas renoncé à sa voie et à ses attitudes antérieures, et il n'y a pas longtemps de cela, deux ou trois mois seulement, en février dernier, les camarades soviétiques nous écrivaient que «la direction du parti yougoslave s'était sérieusement liée avec le monde capitaliste dans ses relations politiques et économiques».

— C'est ça, c'est bien ça ! répéta Levitchkine à mi-voix.

— Alors, lui demandai-je, comment se fait-il que la direction soviétique ait changé si vite et si inopinément d'avis et d'attitude sur ces problèmes très importants ?! Et comment peut-on prendre avec une telle facilité et unilatéralement des décisions aussi importantes que celle de l'annulation de la décision adoptée en 1949 par le Kominform ?!

«Notre Bureau politique a discuté avec beaucoup d'attention et de préoccupation les problèmes soulevés dans votre lettre du 23 mai et, dans notre réponse, nous avons, ouvertement et sincèrement, fait part au camarade Khrouchtchev de toute une série de remarques.

«Premièrement, nous estimons que la ligne générale, le contenu essentiel, de principe, de la résolution de la réunion du Kominform de novembre 1949 est juste, et que le contenu de cette résolution ne peut être dissocié de la résolution de juillet 1948. En témoigne entre autres l'expérience quotidienne de notre Parti dans ses rapports avec les Yougoslaves, aussi bien avant qu'après la rupture de 1948.

«Deuxièmement, nous ne trouvons pas juste la procédure proposée pour annuler la résolution de la réunion du Kominform de novembre 1949. Le délai laissé aux partis communistes et ouvriers membres du Kominform pour exprimer leur point de vue sur le contenu de votre lettre, est trop bref à nos yeux pour leur permettre de décider d'une question aussi importante que celle que pose cette lettre. A notre avis, une décision prise si hâtivement sur une question de grande importance de principe, sans

une analyse approfondie préalable, faite de concert par tous les partis intéressés, et à plus forte raison, la publication de cette décision dans la presse et sa mise à l'ordre du jour des conversations de Belgrade, seraient non seulement prématurées mais même susceptibles de causer de sérieux préjudices à l'orientation générale vis-à-vis de la Yougoslavie.

«Pour ce qui est de notre Parti du Travail, il lutte depuis sept ans pour l'application de sa ligne générale concernant la Yougoslavie, ligne édictée conformément aux résolutions du Kominform et approuvée par le I^{er} Congrès de notre Parti. Nous sommes convaincus que cette ligne générale de* notre Parti, à propos des rapports avec la Yougoslavie, est juste. Mais même si l'on admet un moment qu'il y ait quelque chose à y changer, il faudrait pour cela réunir le Congrès ou tout au moins la conférence du Parti, et ce seulement après avoir analysé à fond la ligne générale de tous les partis communistes et ouvriers vis-à-vis de la Yougoslavie, ainsi que les décisions et les conclusions du Kominform.

«C'est pourquoi, dis-je à Levitchkine, nous proposons que les questions soulevées dans la dernière lettre de la direction soviétique soient analysées dans une réunion des partis membres du Kominform à laquelle, si possible, participe aussi notre Parti pour qu'il dise son mot à ce sujet. C'est seulement là que peut être prise une décision commune sur cette question.»

Levitchkine, qui m'avait écouté, l'air pâle, s'efforça de me faire changer d'avis, mais voyant ma détermination, il n'insista pas :

«Je transmettrai, dit-il, à la direction de mon parti ce que vous venez de me communiquer.

— Dans notre lettre au camarade Khrouchtchev, lui répondis-je pour conclure, nous lui avons écrit tout ce que je viens de vous exposer, mais si je vous répète cela, c'est pour vous expliquer à vous aussi ce qui nous a poussés à adopter cette attitude»

Notre opposition était ; parfaitement juste et conforme aux normes marxistes-léninistes sur les rapports entre partis. Nous savions bien à quel point les analyses et les décisions du Kominform et du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique des années 1948-1949 sur la question yougoslave, étaient justes, motivées et pleinement fondées. Lorsque le Kominform prit la décision de condamner l'activité antimarxiste de la direction yougoslave, nous n'en étions pas membres. Mais pendant cette période, Staline, le P.C.U.S. et les autres ! partis membres du Kominform nous consultèrent à maintes reprises, ils écoutèrent aussi très attentivement ce que nous avions à dire à propos de nos rapports avec la direction yougoslave. Si Staline et ses camarades l'ont fait, ce n'est pas seulement parce que nous étions des partis frères et que, selon les normes léninistes, nous devons procéder entre nous à un long échange de vues, mais aussi parce que, et c'était là un fait important, nous avions, compte tenu de nos liens particuliers, depuis la guerre, avec la direction yougoslave, beaucoup à dire à son sujet.

Parmi les nombreuses rencontres et consultations sur ce problème, je rappellerai mon entrevue incognito avec Vychinski à Bucarest à laquelle assistait aussi Dej, et où nous eûmes un échange de vues à propos de l'attitude commune que nous devons adopter à l'encontre des menées traîtresses de la direction yougoslave. Les nombreux faits et arguments incontestables que j'évoquai au cours de cette entrevue, furent très appréciés par Vychinski et Dej, qui les qualifièrent de précieuse contribution fournie par notre Parti à une meilleure connaissance des agissements hostiles et antimarxistes des dirigeants de Belgrade. Je n'ai pas à m'étendre ici sur cet entretien, dont je garde de riches souvenirs ; je l'évoque seulement pour montrer avec quelle prudence et quelle sagesse Staline et le Kominform procédaient à l'époque dans leurs analyses et dans l'adoption de leurs décisions.

Khrouchtchev et les autres dirigeants soviétiques faisaient maintenant tout à fait le contraire. Eux-mêmes, qui condamnaient à présent le Kominform et Staline pour avoir soi-disant agi et jugé incorrectement, foulaient ostensiblement des deux pieds les règles les plus élémentaires des rapports entre partis, se posaient en maîtres incontestables et ne tenaient aucun compte de l'avis des autres. Cela ne laissait pas de nous décevoir et de nous préoccuper.

Levitchkine vint encore nous voir plusieurs fois ces jours-là. De Moscou on lui demandait, semblait-il, instamment de nous persuader de renoncer à nos vues et de pactiser avec les attitudes de Khrouchtchev. C'étaient des moments fort délicats et difficiles. Nous avons tout lieu de penser que Khrouchtchev était déjà tombé d'accord avec les directions des autres partis sur ce qu'il allait faire à Belgrade. En sorte que notre proposition de réunir le Kominform pour qu'il traite en détail ce problème tomberait dans l'oreille d'un sourd. Après en avoir longuement discuté au Bureau politique, nous décidâmes que je convoquerais encore une fois Levitchkine pour lui exposer plus clairement notre position. Je le rencontrai le 27 mai, le jour où Khrouchtchev se trouvait à Belgrade, et nous écrivîmes à la direction soviétique une deuxième lettre, résumant ce que nous avions discuté avec Levitchkine. Plus tard, Khrouchtchev invoqua notre lettre comme un «argument» pour montrer que dans notre première lettre datée du 25 mai, nous étions soi-disant tombés dans l'erreur et que, deux jours après, nous avions prétendument fait une «autocritique», opéré un «retrait» par rapport à notre opinion antérieure. Mais les assertions de Khrouchtchev et de ses compagnons ne correspondaient pas quant au fond, à la vérité.

Au cours de notre entretien avec Levitchkine, le 27 mai, comme dans notre seconde lettre adressée à la direction soviétique, nous expliquâmes une fois de plus pourquoi, dans ce cas-là, nous nous étions trouvés en opposition ouverte avec eux.

Dans cette lettre nous soulignons encore à la direction soviétique que, bien que nous ayons été et soyons toujours d'accord pour que tous les efforts soient faits afin de résoudre dans la voie marxiste-léniniste les divergences de principe avec la Yougoslavie, nous n'en étions pas moins convaincus que les dirigeants yougoslaves ne renonceraient pas à leur voie ni ne reconnaîtraient leurs graves erreurs.

Nous avons été et nous sommes, écrivions-nous dans cette lettre, particulièrement sensibles à la question yougoslave et surtout à l'activité antimarxiste de la direction du Parti communiste de Yougoslavie, car si elle a mené une activité hostile à l'Union soviétique, aux pays de démocratie populaire et à tout le mouvement du prolétariat, elle l'a fait plus sauvagement encore contre notre Parti et la souveraineté de notre patrie.

Considérant le problème de cette manière, ajoutons-nous, la lecture du passage de votre lettre où il est dit que l'on pourrait éventuellement faire savoir aux Yougoslaves que la résolution du Kominform de novembre 1949 serait annulée et publier à ce sujet un communiqué dans l'organe «Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !», nous a profondément bouleversés et nous avons jugé que cela serait une très grave erreur. Nous pensons que cette résolution ne devrait pas être annulée, car elle reflétait le développement logique des agissements hostiles et antimarxistes dans la pratique de la direction du Parti communiste de Yougoslavie.

Notre raisonnement est le suivant : si la résolution tombe, tout ce qui y figure, c'est-à-dire le procès de Rajk en Hongrie, celui de Kostov en Bulgarie etc., tombera aussi. Conséquemment, le procès de la bande de traîtres, avec à sa tête Koçi Xoxe, doit tomber également. L'activité hostile de cette bande de traîtres avait sa source dans les menées antimarxistes, liquidatrices et nationalistes bourgeoises de la direction du Parti communiste de Yougoslavie et y était liée. La juste lutte de principes contre cette action hostile constituait l'une des orientations de la ligne de notre Parti à son I^{er} Congrès. Nous ne bougerons jamais, soulignons-nous dans cette lettre, de cette juste ligne. Nous avons donc estimé que, si la résolution en question était annulée comme erronée, non seulement la vérité serait déformée, mais que cela entraînerait aussi une situation grave pour notre Parti, il s'y créerait de la confusion, les éléments antiparti et hostiles seraient incités à se mettre en action contre notre pouvoir et notre Parti, ainsi que contre l'Union soviétique. Nous ne pouvons en aucune manière permettre que se crée une pareille situation.

Nous nous sommes trouvés, disions-nous enfin à la direction soviétique, dans une grave situation, et nous avons regretté et regrettons toujours de ne pas pouvoir adhérer à vos vues sur ce point.

C'était là, dans son essence, le contenu de notre seconde lettre envoyée à la direction soviétique.

S'il y a lieu de parler ici de «retrait», ce ne peut être le cas qu'en ce qui concerne le fait que nous n'y renouvelions pas notre proposition d'organiser préalablement une réunion du Kominform. Cette proposition aurait maintenant été sans valeur, car Khrouchtchev nous avait mis devant le fait accompli et il était parti pour Belgrade. D'autre part, bien que nous ayons exprimé nos vues en soutien aux principes, nous ne pouvions pour autant nous opposer ouvertement à la direction soviétique et aux autres à une époque où le problème était encore en évolution. Quoi qu'il en fût, nous aiguisâmes encore plus notre vigilance et ouvâmes encore mieux les yeux. Pour nous, alors comme par le passé, l'attitude à l'égard des révisionnistes de Belgrade était et demeura la pierre de touche pour juger si un parti suivait une ligne marxiste saine ou une voie erronée, antimarxiste. C'est en cela que nous devons, à l'avenir, mettre aussi Khrouchtchev et les khrouchtchéviens à l'épreuve.

Peu de temps après ces événements, à l'été 1955 je reçus une invitation à «aller sans faute passer des vacances en Union soviétique».

A l'époque de Staline j'y allais pour travailler et très rarement pour me reposer. A l'époque de Khrouchtchev on se mit à faire pression sur nous pour que nous allions en vacances là-bas, et il était difficile de refuser, car les Soviétiques posaient la question sur le plan politique. Pour ma part, je n'avais pas envie d'y aller, car, en fait, on ne pouvait s'y reposer et le voyage était fort long. Pour arriver à Moscou il nous fallait d'abord faire huit jours de bateau de Durres à Odessa et cela sur des navires de petit tonnage (comme le *Kotovski*, le *Tchiaturi*) qui vous secouaient rudement. Il fallait aussi deux autres jours de train d'Odessa à Moscou, puis un autre jour en avion de Moscou au Caucase, but de notre périple (Kislovodsk, etc.), c'est-à-dire onze jours pour le voyage aller et tout autant pour le retour, plus quelques jours de réunion; on comprendra donc de quel genre de vacances il s'agissait.

A peine arrivés à Moscou, nous commençons nos entretiens avec les dirigeants soviétiques, mais nous n'y prenons pas le plaisir que nous procuraient ceux que nous avions avec Staline. Ils se déroulaient maintenant dans une atmosphère tantôt d'irritation contenue, tantôt de frictions manifestes.

Il en fut de même cette fois-là au cours des deux entretiens que, à peine arrivé à Moscou, j'eus avec Souslov. Dès l'abord, il me dit que nous discuterions de la question yougoslave, soulignant sur un ton impérieux :

«La direction de votre parti doit bien considérer cette question, vous ne devez pas avoir une vue rigide du problème yougoslave».

Je l'écoutais sans le quitter des yeux et, devant mon mécontentement, il opéra un certain retrait :

«Leurs erreurs restent des erreurs, dit-il, mais notre but est de nous réconcilier et d'avancer dans la voie de l'amitié avec la Yougoslavie. Notre Comité central, poursuivit-il, a, dans sa dernière réunion, analysé une fois de plus nos rapports avec la Yougoslavie et nous allons vous remettre nous-mêmes le rapport qui y a été présenté, car il est très secret.»

Il se tut un instant, cherchant à découvrir l'impression que m'avaient produite ses propos, puis continua :

«L'essentiel, c'est que le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique a examiné la question yougoslave sous un jour réaliste, en tenant compte de l'action traîtresse de Beria, et nous-mêmes avons fait notre autocritique à ce propos. Notre Comité central a conclu que la rupture des relations avec la Yougoslavie avait été une erreur, autrement dit que c'avait été une décision hâtive.

— Comment, hâtive ?! objectai-je. Il fut, à l'époque, procédé à des analyses et à des discussions prolongées et approfondies qui ont permis de mettre au jour les véritables causes idéologiques et politiques des désaccords existants.

— La cause principale de cette rupture, reprit Souslov, ce ne sont pas les questions idéologiques, bien que les Yougoslaves aient commis des erreurs et que celles-ci leur aient été indiquées ouvertement. La cause principale réside dans les calomnies qui ont été lancées contre les dirigeants yougoslaves, du fait de notre impatience en cette affaire. Il fallait discuter des erreurs de principe des Yougoslaves, les démontrer, faits à l'appui, et les aplanir. Cela ne fut point fait.

«De l'analyse de tous les faits, poursuivit-il, il ressort que l'on n'est nullement fondé à dire que les camarades yougoslaves ont dévié et qu'ils ont vendu la Yougoslavie; pas davantage il ne ressort que l'économie yougoslave soit sous la dépendance étrangère.

— Excusez-moi, lui dis-je, mais laissons un moment de côté ce que nous avons analysé et décidé en 1948 et 1949. Ne prenons que votre correspondance de ces deux dernières années avec la direction yougoslave. Non seulement vous l'affirmez vous-mêmes dans certaines de vos lettres, mais les Yougoslaves eux-mêmes reconnaissent dans les leurs qu'ils ont noué de solides liens avec l'Occident. Comment concevoir maintenant vos appréciations contraires sur ces questions ?

— Certaines erreurs ont été commises, mais il faut les considérer attentivement», dit Souslov, et il se mit à m'aligner toute une série d'«arguments» pour me convaincre que les dirigeants yougoslaves ne s'étaient pas engagés dans une voie erronée. Naturellement, lui aussi chercha à rejeter la faute sur Beria et Djilas et sur les efforts de l'impérialisme «pour entraîner la Yougoslavie dans son orbite».

«Molotov aussi, dit-il, a observé une attitude très sectaire sur ce problème. Lui-même a commis des erreurs dans nos rapports d'Etat à Etat avec la Yougoslavie et il a soutenu avec insistance que ce sont les camarades yougoslaves qui sont fautifs. Mais le Comité central lui a demandé de démontrer en quoi les Yougoslaves s'étaient trompés et nous l'avons sévèrement critiqué pour son attitude. Puis, lui aussi a fini par se solidariser avec le Comité central.»

Je pris ensuite la parole et lui fis un exposé détaillé de nos rapports avec la direction yougoslave depuis le temps de notre Lutte de libération nationale. Je lui évoquai les principales activités d'espionnage et hostiles auxquelles elle s'était livrée et se livrait toujours contre nous et lui dis pour conclure :

«Ce sont ces faits et beaucoup d'autres du même genre, l'un plus grave que l'autre, qui nous persuadent que la direction yougoslave n'a pas été et n'est pas dans la juste voie. De toute façon, nous avons été et nous sommes toujours pour le développement normal des rapports d'Etat à Etat avec eux.

— D'accord, d'accord ! acquiesça Souslov. Mais nous devons nous comporter plus généreusement. C'est dans l'intérêt de notre camp ; ne laissons pas les impérialistes nous enlever la Yougoslavie.»

A la fin de cet entretien, il me dit, comme en passant:

«Au cours de ces dernières années, vous avez condamné de nombreux ennemis pour leurs liens avec les Yougoslaves. Reconsidérez leur cas et réhabilitez ceux qui sont à réhabiliter.

— Nous n'avons accusé et condamné personne injustement», lui dis-je sèchement, et nous nous séparâmes non sans avoir reçu de lui la recommandation de nous montrer «plus larges».

La raison pour laquelle on m'avait invité à passer des vacances là-bas était évidente. Mais les khrouchtchéviens ne s'en tinrent pas à ces tentatives de persuasion. Ils avaient ourdi des plans diaboliques afin d'obliger à tout prix notre Parti à s'engager, comme eux, dans la voie de la

réconciliation avec les révisionnistes de Belgrade. Cette fois, ils m'avaient installé dans une villa des environs de Moscou, naguère réservée, selon leurs dires, à Staline. C'était une villa simple, dont toutes les pièces principales se trouvaient au rez-de-chaussée, y compris notre appartement privé, qui était séparé du vestibule par une porte vitrée. A droite, il y avait la salle à manger, le studio et la salle de séjour ou le salon, dont l'ameublement, très modeste, m'est resté à la mémoire. A gauche, à travers un couloir, puis une chambre aux murs bordés de divans, on accédait à une salle de projection. La cour n'était pas bien entretenue, il y avait très peu de fleurs et de verdure. Pas d'arbres ombrageux, mais on avait construit une espèce de kiosque en demi-cercle, bordé d'un banc de la même forme appuyé aux poteaux et où jouaient les enfants. Sur un côté de la maison s'étendait une espèce de jardin potager. C'est dans cette villa qu'une nuit nous entendîmes frapper bruyamment à la porte vitrée qui séparait notre appartement. Ma femme, Nexhmije, se leva précipitamment, en croyant que notre fils était souffrant, car il était tombé ce jour-là et s'était meurtri la main. Mais elle revint aussitôt pour me dire :

«C'est l'un des officiers de garde, Mikoyan te demande au téléphone. »

Encore à moitié endormi, je lui demandai quelle heure il était.

«Minuit et demi», me dit-elle.

Je jetai un vêtement sur mes épaules et entrai dans le bureau où se trouvait le téléphone. A l'autre bout du fil, Mikoyan ne s'excusa même pas de m'avoir téléphoné si tard ou de m'avoir réveillé ; il me dit d'emblée :

«Camarade Enver, le camarade Svetozar Vukmanovic Tempo se trouve actuellement à Moscou et j'étais avec lui il y a un moment encore. Vous le connaissez et il serait bien que vous le rencontriez, il est d'accord pour que vous vous voyiez demain.»

Comme je restai un moment silencieux à l'appareil, j'entendis Mikoyan, qui n'avait pas l'intention de me demander mon accord, me dire : «Alors entendu, demain» sur le ton dont il aurait donné un ordre à un secrétaire de parti d'une de leurs régions.

«Comment «d'accord», camarade Mikoyan ? objectai-je. J'ai discuté avec le camarade Souslov et je lui ai exposé le point de vue de notre Parti sur la position de la Yougoslavie et de Tito.»

Mikoyan, au téléphone, se lança dans un monologue stéréotypé sur la «Yougoslavie socialiste», sur Tito, qui était, selon lui, un «brave homme», sur les erreurs de Beria et sur les fautes qu'eux (l'Union soviétique et le Kominform) auraient commises et il conclut:

«Vous devez faire ce geste, camarade Enver, vous connaissez déjà Tempo, discutez avec lui, essayez d'aplanir vos désaccords, c'est dans votre intérêt et dans celui de notre camp. Vous aussi devez contribuer à empêcher la Yougoslavie de passer dans le camp impérialiste... Alors d'accord pour demain.

— D'accord, d'accord, demain», lui répondis-je en serrant les dents de dépit. Je regagnai mon lit, mais le sommeil m'avait abandonné à cause du dégoût que m'inspiraient ces menées de coulisse et ces pratiques du fait accompli montées fébrilement par les khrouchtchéviens dans leur trahison. J'avais rencontré deux fois Tempo en Albanie durant la guerre, et les deux fois nous avions eu des mots, à cause de son arrogance et de sa mégalomanie morbide. Il formulait des griefs non fondés contre notre lutte et nos hommes qui la dirigeaient, ou faisait des propositions absurdes en vue de la constitution d'un «Quartier général balkanique», dont on n'aurait su dire comment il fonctionnerait, alors que l'on arrivait à peine à communiquer d'une zone à l'autre, sans parler des desseins que dissimulait l'organisation de ce «Quartier général». Mais maintenant qu'aurais-je à dire à Tempo, après tout ce qu'ils nous avaient fait, de Tito et Rankovic à leurs délégués Velimir Stoïnic, Niaz Dizdarevic et leurs agents Koçi Xoxe et consorts ? Comment ne pas appeler un chat un chat ? Je passai une nuit blanche

en pensant à la meilleure manière d'agir. Le moment n'était pas encore venu de régler nos comptes avec les révisionnistes khrouchtchéviens.

Le lendemain, nous rencontrâmes Tempo. Je me mis à lui parler de ce qui s'était produit.

«Laissons de côté le passé», dit-il, et il évoqua la situation en Yougoslavie. Il me parla des progrès accomplis dans l'industrie, mais aussi de leur manque de matières premières.

«La situation de notre agriculture est très mauvaise, nous sommes très en retard, c'est pourquoi nous comptons multiplier nos efforts dans cette branche. Les erreurs que nous avons commises dans ce secteur, poursuivit-il, ont fait que nous avons été et sommes économiquement serrés.»

Il me parla ensuite des difficultés qu'ils avaient rencontrées et me dit qu'ils avaient été obligés d'accepter des aides des pays occidentaux à des taux d'intérêt écrasants.

«Maintenant, conclut-il, nous sommes aidés par l'Union soviétique et l'accord avec elle fonctionne bien».

J'évoquai, à mon tour, les progrès enregistrés par notre pays pendant cette période et les difficultés auxquelles nous avons été et étions encore confrontés. Je lui parlai de la commission du lac d'Ohri, où les Yougoslaves faisaient traîner les discussions, mais il me dit qu'il n'en savait rien, car «c'étaient là les plans des Macédoniens».

«De toute façon, regardons plutôt le lac de Shkoder, où les avantages seront plus substantiels pour les deux parties, surtout pour vous», ajouta-t-il.

Voilà comment se déroula cette entrevue avec Tempo, montée par les Soviétiques.

Après cet entretien, lorsque je rencontrai Mikoyan et Souslov, ils me dirent tous deux d'une même voix :

«Vous avez bien fait d'avoir rencontré Tempo, cela a rompu la glace.»

Selon eux, la montagne de glace créée entre les révisionnistes titistes et nous pouvait être rompue par une réunion ou une entrevue occasionnelles, mais ce n'était pas notre avis. Dans nos rapports avec la Yougoslavie il n'y aurait pas de «printemps» ni de dégel dans le domaine idéologique et nous n'entendions pas nous noyer dans les étangs aux eaux troubles des khrouchtchéviens et des titistes.

5. LE «PARTI PERE » CHERCHE A DIRIGER

Khrouchtchev recherche l'hégémonie dans le mouvement communiste mondial. Son attaque contre le Komintern et le Kominform. Les khrouchtchéviens étendent leurs tentacules sur les autres partis. Morts subites de Gottwald et Bierut. Souvenirs inoubliables de mes rencontres avec Dimitrov et Kolarov. Relations correctes mais purement formelles avec la Roumanie, Les zigzags opportunistes de la direction roumaine. Agréables impressions de Tchécoslovaquie, libres promenades et visites en des sites historiques. En Union soviétique atmosphère asphyxiante partout : les tchinovniks ne nous lâchent pas d'une semelle. Nos relations avec les Allemands de l'Est.

J'ai évoqué plus haut le «cours» que Khrouchtchev me fit sur le rôle du premier secrétaire du parti et sa «suggestion» aux camarades polonais en vue de la substitution, à ce poste, d'Ochab à Bierut. Ce fait non seulement me surprit, mais me parut même tout à fait inadmissible, je jugeai cela une démarche sans tact (pour ne pas en dire davantage) à l'égard d'un parti frère.

Le cours ultérieur des événements allait nous éclairer et nous convaincre que de pareilles «entreprises» étaient des formes de «travail» coutumières de Khrouchtchev dans ses desseins de mettre le mouvement communiste international sous sa coupe.

Ces menées non plus ne manquèrent pas d'être revêtues d'un habit démagogique. Et la démagogie consistait en ceci : «Staline maintenait les partis communistes et ouvriers sous son emprise par la force et la terreur, il leur dictait des actions qui étaient dans l'intérêt de l'Union soviétique et au détriment de la révolution mondiale». Khrouchtchev était pour la dénonciation du Komintern, en exceptant, soi-disant, la période où Lénine était en vie. Selon Khrouchtchev et les autres révisionnistes modernes, le Komintern avait agi seulement comme une «officine des Soviétiques dans les pays capitalistes». Ce jugement, qu'ils n'exprimaient pas ouvertement mais qu'ils laissaient entendre, concordait pleinement avec les accusations monstrueuses du capitalisme et de la bourgeoisie réactionnaire mondiale, qui combattaient le prolétariat et les jeunes partis communistes formés après la trahison de la social-démocratie et de la II^e Internationale.

A travers le Komintern, Lénine et, après lui, Staline consolidèrent les partis communistes et ouvriers, ils renforcèrent la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, contre la dictature fasciste ascendante. L'activité du Komintern était positive, révolutionnaire. On ne peut exclure que certaines erreurs aient été commises, mais il ne faut pas perdre de vue les difficiles conditions de clandestinité dans lesquelles les partis et la direction du Komintern elle-même étaient obligés d'opérer, ainsi que la lutte farouche que l'impérialisme, la bourgeoisie et la réaction livraient aux partis communistes. Les vrais révolutionnaires n'oublient jamais que c'est le Komintern qui aida à la mise sur pied et à la consolidation des partis communistes après la trahison de la II^e Internationale, pas plus qu'ils n'oublient que l'Union soviétique de Lénine et de Staline fut le pays où des centaines de révolutionnaires trouvèrent accueil, face aux représailles de la bourgeoisie et du fascisme, et y poursuivirent leur activité.

Dans son évaluation de l'œuvre du Komintern et de Staline, Khrouchtchev fut soutenu également par les Chinois, qui continuent, encore que non publiquement, leurs critiques dans ce sens. Nous avons, le cas échéant, fait part aux dirigeants chinois de notre jugement sur ces appréciations injustes de l'activité générale du Komintern et de Staline. A l'occasion de mon entretien avec Mao Tsétoung, lors de mon unique visite en Chine en 1956, ainsi que dans mes entrevues avec Chou En-laï et d'autres à Tirana, j'ai exprimé le point de vue notoire de notre Parti sur la figure de Staline et le Komintern. Je ne veux pas m'attarder là-dessus, car j'ai parlé longuement de cela dans mon journal politique et dans d'autres de mes écrits.

Les décisions du Komintern et le discours-directive de Dimitrov en juillet 1935 sont entrés dans l'histoire du mouvement communiste international comme des documents fondamentaux, qui mobilisèrent les peuples et en premier lieu les communistes pour créer le front antifasciste et organiser la lutte armée contre le fascisme italien, le nazisme allemand et le militarisme japonais. Et les communistes et leurs partis furent toujours à la pointe de ce combat.

Aussi est-ce un crime que d'attaquer la grande œuvre du Komintern et l'autorité marxiste-léniniste de Staline, qui jouèrent un grand rôle dans la création et la consolidation organisationnelle, politique et idéologique des partis communistes et ouvriers dans le monde. Le Parti bolchevik, de son côté, fut pour ces partis un puissant appui, et l'Union soviétique, avec Staline à sa tête, un grand potentiel en soutien à la révolution dans l'arène internationale.

L'impérialisme, la bourgeoisie capitaliste et sa dictature fasciste combattaient de toutes leurs forces et par tous les moyens l'Union soviétique, le Parti bolchevik et Staline, ils combattaient avec acharnement le Komintern et les partis communistes et ouvriers de tous les pays, ils régnaient sur la classe ouvrière par la terreur, par le sang et la démagogie.

Lorsque l'Allemagne nazie attaqua l'Union soviétique, les partis communistes et ouvriers des divers pays prirent les armes, se joignirent aussi à d'autres patriotes et démocrates de leurs pays et luttèrent contre les envahisseurs fascistes. Les ennemis du communisme dirent alors à propos de cette lutte bien naturelle : «Les partis communistes et ouvriers se sont mis au service de Moscou.» C'était une calomnie. Les partis communistes et ouvriers ont combattu pour la libération de leurs peuples, ils ont lutté pour que la classe ouvrière et le peuple prennent le pouvoir. Dans la grande alliance de la Lutte antifasciste, la sympathie de ces partis allait à l'Union soviétique, car ils voyaient en elle la plus sûre garantie de la victoire.

Ce fut Staline lui-même qui, au nom du Comité exécutif du Komintern, annonça la décision de sa dissolution. La raison en était que son existence n'était plus nécessaire. Ce fut là une prise de position tout à fait juste, car désormais les partis communistes et ouvriers avaient mûri, ils étaient devenus combattifs, s'étaient trempés dans des batailles de classe et dans la grande lutte contre le fascisme, acquérant ainsi une expérience colossale. Chaque parti pouvait maintenant marcher tout seul en ayant pour boussole infaillible dans sa voie le marxisme-léninisme.

Après la Seconde Guerre mondiale fut formé le Bureau d'Information des partis communistes et ouvriers dont la création était nécessaire en ce que les partis des pays socialistes et ceux des pays capitalistes, en particulier d'Europe, avaient besoin d'échanger leur si précieuse expérience. Précisément dans les premiers temps troublés de l'après-guerre, lorsque l'impérialisme américain et l'impérialisme anglais cherchaient à s'ingérer par tous les moyens dans les affaires intérieures des pays qui venaient de conquérir leur liberté, un échange d'expérience entre nos partis était nécessaire.

La réaction, et Tito avec les titistes plus tard, ne ménageaient pas leurs efforts pour mettre les pays de l'Europe de l'Est à la croisée des chemins; en Tchécoslovaquie ils s'employaient à porter au pouvoir la réaction aidée par les Anglais, et ils poursuivaient les mêmes buts en Albanie, Roumanie, Pologne et ailleurs.

Le «marxiste» Tito souleva à grand bruit la question de la Vénétie Julienne, en prétendant que l'Union soviétique ne l'aidait pas à s'annexer cette province qu'il considérait comme entièrement yougoslave, alors que ce prétendu «marxiste», loin de soulever la question de Kosove, qui était vraiment albanaise, pour restituer cette région à l'Albanie à laquelle elle revenait de droit, fit l'impossible pour qu'il n'en fût même pas question. La clique de Belgrade massacra les Kosovars sous prétexte que c'étaient des «ballistes», et elle tenta plus tard de s'annexer même toute l'Albanie pour en faire une septième république de la Yougoslavie.

Le Kominform dévoila la trahison des révisionnistes yougoslaves et cette dénonciation fut un de ses actes historiques, en même temps que le fruit de la vigilance révolutionnaire de Staline. A très juste titre, Tito fut démasqué et condamné sur la base de faits irréfutables et, par la suite, le temps vint confirmer entièrement cette trahison. Tous les partis communistes et ouvriers adhérèrent à cette action juste, aboutissement d'une attitude toute de patience, d'un travail d'abord de persuasion amicale, puis de réprobation et enfin de dénonciation, et cela non pas pour «obéir à la décision arbitraire de Staline», ce qui n'était qu'une calomnie, mais parce qu'ils avaient été convaincus de la trahison des dirigeants yougoslaves par les faits authentiques apportés à l'appui. Plus tard, tous les partis en question, excepté le Parti du Travail d'Albanie, ravalèrent tout ce qu'ils avaient dit et approuvé contre Tito et le titisme. Tour à tour, les chefs de file de ces partis firent leur autocritique, ils se rendirent en pèlerinage chez Tito, lui baisèrent la main en lui présentant leurs excuses et déclarèrent qu'il était un «marxiste-léniniste authentique», alors que Staline, selon eux, n'était qu'un «anti-léniniste, un criminel, un ignorant, un dictateur».

Comme devaient le montrer toute son activité et ses menées successives, Khrouchtchev, en se rendant à Belgrade, avait pour but de réhabiliter Tito et de condamner Staline pour la «faute» et l'«erreur» que celui-ci avait soi-disant commises à l'égard du premier. Afin d'aller au fond de ce problème, Khrouchtchev, sans demander l'avis de personne, prit unilatéralement la décision de liquider le

Kominform. Il nous mit devant le *fait accompli* [En français dans le texte.] au cours d'une réunion organisée au Kremlin sur une question qui n'avait rien à voir avec le Kominform.

Khrouchtchev annonça cette décision et, chantant le *De profundis* du Kominform, dit : «Lorsque j'ai annoncé cette nouvelle à Nehru, il s'en est réjoui et m'a dit que c'était une décision sage qui serait approuvée par tout le monde». Ainsi, le plus grand réactionnaire indien était informé de la dissolution du Kominform avant que ne l'apprennent nos partis communistes (!). Ce fait, entre autres, éclairait le vrai visage de ce renégat, de ce trotskiste-révisionniste qui était parvenu à la tête de l'Union soviétique et du Parti communiste de l'Union soviétique.

Par ses procédés et ses méthodes rusées, trotskistes, faites à la fois de flatteries, de chantages, de critiques et de menaces, Khrouchtchev visait à mettre sous sa coupe tout le mouvement communiste international, à diriger de sa «baguette de chef d'orchestre» les autres partis, qui devaient, sans qu'il le leur dît ouvertement, proclamer le Parti communiste de l'Union soviétique «parti père» et, de plus, penser, comme le disait Liri Belishova, cet agent camouflé des révisionnistes soviétiques qui serait découvert par la suite, que «Khrouchtchev est notre père» (!). C'est à cela que travaillèrent Khrouchtchev et les khrouchtchéviens.

Ce travail, assurément, les khrouchtchéviens l'avaient déjà entrepris du vivant de Staline, et derrière son dos. Nous sommes confirmés dans cette conviction par l'expérience, entre autres, de nos rapports avec les dirigeants soviétiques, et par le comportement de mercanti de Mikoyan et de certains autres de ses semblables.

Toujours est-il qu'après la mort de Staline, leur offensive pour saper le socialisme dans les autres pays alla s'intensifiant. Tout comme en Union soviétique, Khrouchtchev se mit à encourager les éléments antimarxistes, camouflés ou démasqués, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Roumanie, en Hongrie et en Albanie. Khrouchtchev et ses gens cherchaient, dans les pays où ces éléments étaient à la direction, à les mettre sous leur contrôle et, là où ils n'y étaient pas, à les y porter en éliminant les dirigeants sains par des intrigues, des putschs ou même des attentats, comme ils avaient voulu le faire avec Staline (et il est d'ailleurs fort possible qu'ils l'aient fait).

A peine Staline mort, Gottwald le suivit dans la tombe. Ce fut une mort étrange, inattendue ! Aucun de ceux qui connaissaient Gottwald n'aurait jamais pensé que cet homme sain, robuste et alerte mourrait... d'une grippe ou d'un refroidissement qu'il aurait contracté le jour des funérailles de Staline.

Je connaissais Gottwald. Lors de mon voyage en Tchécoslovaquie, j'avais eu avec lui à Prague un entretien au cours duquel nous avons discuté longuement de nos problèmes. C'était un camarade simple, sincère, sobre en paroles. En m'entretenant avec lui je me sentais à l'aise ; il m'écoutait attentivement, en tirant de temps à autre sur sa pipe, me parlait avec beaucoup de sympathie de notre peuple et de notre lutte, et il me promit de nous aider dans la mise sur pied de notre industrie. Il ne me promit pas monts et merveilles, mais un crédit très modeste que nous accorderait la Tchécoslovaquie.

«C'est tout ce que nous pouvons faire, me dit-il. Plus tard, quand nous aurons engagé notre économie dans la bonne voie, nous reconsidérerons ces questions avec vous».

Gottwald, ce vieil ami et camarade de Staline et de Dimitrov, disparut soudainement. Nous en fûmes affligés, mais aussi surpris.

Plus tard, nous apprîmes la mort, tout aussi soudaine, du camarade Bierut, sans parler du décès antérieur du grand Georgi Dimitrov. Et Dimitrov, et Gottwald, et Bierut sont morts à Moscou. Quelle coïncidence ! Et tous trois étaient des camarades du grand Staline!

Bierut fut remplacé à son poste de premier secrétaire du parti par Edouard Ochab. Ainsi fut exaucé l'ancien vœu de Khrouchtchev. Mais plus tard celui-ci «rompit» avec lui, car apparemment Ochab ne

répondait pas comme il fallait à ses exigences et à ses ordres. Aussi avons-nous assisté par la suite à des réunions où Khrouchtchev prenait Ochab pour cible. J'ai rencontré à maintes reprises Ochab à Moscou, à Varsovie et à Pékin, et je pense que, loin de pouvoir être comparé à Bierut, il n'avait pas le minimum des capacités requises pour diriger le parti et le pays. Ochab vint comme une ombre et s'en alla comme une ombre, moins d'une année après.

Je parlerai plus loin du cours que devaient prendre les événements en Pologne. Il est clair que la mort de Bierut ouvrait la voie au réactionnaire Gomulka vers le trône de Pologne. Ce «communiste», tiré de prison, allait, après quelques péripéties et les frémissements d'une direction disparate, où ne manquaient pas les agents du sionisme et des puissances capitalistes, être porté au pouvoir par son ami Nikita Khrouchtchev.

La Pologne était la «grande sœur» des Soviétiques. Venait ensuite la Bulgarie, dont les khrouchtchéviens se sont joués et se jouent avec insolence au point d'en avoir fait leur «fille docile».

Les Bulgares, bien plus que les Tchèques, les Polonais, les Roumains, pour ne rien dire des Allemands, étaient étroitement liés à Staline et au Parti communiste (b) de l'Union soviétique dirigé par lui. Qui plus est, auparavant déjà, des liens traditionnels unissaient le peuple bulgare à la Russie. Ce fut précisément à cause de ces liens que le roi Boris n'osa pas engager officiellement la Bulgarie dans la guerre contre l'Union soviétique et que les troupes soviétiques entrèrent en Bulgarie sans coup férir.

Khrouchtchev devait donc renforcer cette influence pour soutenir ses intérêts chauvins, pour étendre et consolider ses conceptions révisionnistes. Il mit donc à profit cette situation, la confiance du Parti communiste bulgare en Staline, dans l'Union soviétique et dans le Parti communiste (b) de l'Union soviétique, pour porter à la tête du Parti communiste bulgare un homme sans valeur, un cadre de troisième ordre, mais docile et prêt à faire tout ce que diraient Khrouchtchev, son ambassadeur et le KGB. Cet homme était Todor Jivkov, qui fut catapulté au poste de premier secrétaire du C.C du P.C. bulgare.

A mon sens, Les dirigeants du parti et de l'Etat bulgares, qui succédèrent à Dimitrov, loin d'atteindre à sa stature, n'étaient pas non plus à sa mesure par l'esprit de principe, par l'horizon idéologique et politique et les capacités de direction. Je ne parle naturellement pas ici de Kolarov, qui mourut lui aussi très tôt, à peine quelques mois après Dimitrov, et qui était un vieux révolutionnaire et la deuxième personnalité bulgare après celui-ci, avec qui il avait travaillé au Komintern.

J'ai rencontré Kolarov pour la première fois lors de ma visite officielle en Bulgarie en décembre 1947. Il avait à peu près le même âge que Dimitrov et sensiblement la même taille ; c'était un bon causeur et il ne manqua pas, tant que nous fûmes en sa compagnie, de nous parler des missions que lui avait confiées le Komintern en Mongolie, en Allemagne et ailleurs. Kolarov était, semblait-il, chargé par son parti de s'occuper des relations avec les pays étrangers, car il nous entretint à plusieurs reprises des relations de la Bulgarie surtout avec ses voisins, la Yougoslavie et la Grèce, qui étaient également les nôtres. Il nous éclaira aussi sur la situation internationale dans son ensemble. Cela nous fut d'une grande aide.

Kolarov, tout comme l'inoubliable Georgi Dimitrov, était un homme simple. Au cours de nos entretiens, nous ne décelions chez lui aucun signe de suffisance, bien que nous fussions de beaucoup ses cadets. Il nous respectait et appréciait nos jugements; et nous-mêmes, bien que ce fût notre première rencontre, nous nous sentîmes pendant tout notre séjour là-bas comme dans une famille, dans un milieu d'amis très proches, marqué par l'amour réciproque, l'unité et les efforts tendus vers un seul but, l'édification du socialisme.

Je n'ai rencontré Dimitrov et Kolarov, ces éminents communistes bulgares, qu'une seule fois dans ma vie, mais je garde d'eux un souvenir impérissable. Kolarov succéda à Dimitrov au poste de premier

ministre et fut l'un des initiateurs de la condamnation de l'agent titiste Kostov. Mais il devait mourir quelques mois plus tard. Sa disparition aussi m'affligea beaucoup.

Après la mort de Dimitrov et de Kolarov, le Parti communiste et l'Etat bulgares virent accéder à leur tête des hommes sans autorité, sans personnalité.

Je me suis rendu plusieurs fois en Bulgarie en voyage de travail, et aussi pour y passer des vacances avec ma femme et mes enfants. A dire vrai, j'éprouvais un plaisir particulier à me trouver dans ce pays, et cela du fait, semble-t-il, que nos deux peuples, bien que d'origine différente, avaient vécu côte à côte au cours des siècles, qu'ils avaient souffert et lutté ensemble contre les mêmes envahisseurs, les Ottomans, et qu'ils s'apparentent par beaucoup de traits de caractère, notamment la simplicité, l'esprit d'hospitalité, la constance, le respect des bonnes traditions, du folklore, etc.

Jusqu'à la mort de Staline, notre amitié avec les Bulgares fut sans ombre. Eux et nous, nous aimions l'Union soviétique d'un amour pur et sincère.

J'ai discuté et me suis trouvé maintes fois à table avec les dirigeants bulgares, j'ai voyagé et me suis promené avec eux en Bulgarie. Même après, jusqu'à notre rupture avec Khrouchtchev, nous n'avons pas eu entre nous de divergences idéologico-politiques, ils m'ont reçu cordialement et avec chaleur. Plusieurs d'entre eux, comme Velko Tchervenkov, Ganiev, Tsola Dragoïtcheva, Anton Yougov, etc., n'étaient plus jeunes, ils appartenaient à la vieille génération et avaient travaillé à l'étranger, dans l'émigration, avec Dimitrov, ou chez eux dans la clandestinité, ils avaient connu aussi les prisons du roi Boris. Finalement ce fut Todor Jivkov, le prototype de la médiocrité politique, qui finit par émerger sur eux tous.

A la mort de Georgi Dimitrov, Velko Tchervenkov lui succéda au poste de secrétaire général du parti. C'était un homme corpulent, aux cheveux grisonnants, aux traits bouffis et chaque fois que je le rencontrais en Bulgarie ou à Moscou, cet homme débonnaire, qui marchait les bras ballants, semblait dire : «Mais qu'est-ce que je fais dans cette foire ? Je n'ai rien à voir ici.»

C'était apparemment un homme juste, mais sans volonté. Du moins est-ce là mon impression. Il était extrêmement avare de paroles. Dans les entretiens officiels il parlait si peu que si on ne le connaissait pas, il donnait une impression de suffisance. En fait, il n'était nullement présomptueux. C'était un homme simple. En dehors de nos entretiens officiels, lorsque nous prenions nos repas ensemble et que nous nous réunissions avec d'autres camarades bulgares pour échanger nos vues, Velko se tenait là comme un «bloc de glace», la bouche close, l'air tout à fait absent. Les autres discutaient, riaient, lui non.

Tchervenkov était le beau-frère de Dimitrov ; il avait épousé la sœur du grand dirigeant bulgare. Peut-être un brin de la gloire et de l'autorité de Dimitrov était-il retombé sur Velko Tchervenkov, mais il ne pouvait pas devenir Dimitrov. En sorte que, tout comme il était venu à la tête de la direction du Parti communiste bulgare, en silence, de même, lorsqu'on l'en congédia, il s'en alla sans bruit. Son départ ne souleva aucun problème, il fut démis sans éclat, laissant sa place de dirigeant du parti à Todor Jivkov.

Ainsi donc pour Nikita ni la Pologne, ni la Tchécoslovaquie, ni la Bulgarie ne posaient plus de problème. La Roumanie non plus, dont le parti avait connu certaines vicissitudes peu glorieuses, ne devait pas rester en dehors de ses visées et de ses ambitions.

Pendant la guerre, nous n'eûmes avec les Roumains aucun contact, à la différence de ce qui fut le cas avec les Yougoslaves, ou encore avec les Bulgares, qui nous envoyèrent une fois Belgaranov, pour nous informer sur le travail mené en Macédoine et nous demander d'aider à organiser la lutte des Albanais en territoire «macédonien» occupé par les nazis-fascistes. Après la guerre, nous entendîmes, de la bouche des Soviétiques, de bonnes paroles à l'adresse du parti roumain et de Dej, cité comme un vieux révolutionnaire qui avait beaucoup souffert dans les prisons de la Doftana. Mais à vrai dire,

lorsque je le rencontrai pour la première fois pour discuter de la question des révisionnistes yougoslaves que j'ai déjà évoquée, je fus quelque peu déçu.

Il n'y a pas lieu de rappeler ici mes souvenirs de cette rencontre, mais je tiens à souligner que ce que je vis et entendis en Roumanie et mes franches discussions avec Dej ne me laissèrent une bonne impression ni du parti roumain ni de Dej lui-même.

Indépendamment de ce que les dirigeants roumains prétendaient à grand bruit, en Roumanie la dictature du prolétariat n'était pas agissante et les positions du Parti ouvrier roumain guère solides. Ils déclaraient que le prolétariat et le parti étaient au pouvoir, mais on voyait clairement qu'en fait le pouvoir appartenait à la bourgeoisie, Celle-ci détenait l'industrie, l'agriculture, le commerce, elle continuait de spolier le peuple roumain et de vivre dans des villas et des palais somptueux. Dej lui-même se déplaçait dans une automobile blindée accompagné de ses gardes du corps, ce qui montrait toute la «sûreté» de leurs positions. La réaction en Roumanie était puissante et, s'il n'y avait pas eu l'Armée rouge, qui sait quel aurait été le sort de ce pays.

Au cours des entretiens que j'eus pendant mon bref séjour à Bucarest, Dej me bombardait de ses vantardises sur le «courage» dont ils avaient fait preuve en forçant à abdiquer le roi corrompu Michel, que non seulement ils s'abstinrent de condamner pour ses crimes contre le peuple, mais laissèrent même aller à l'étranger, en Occident, avec ses richesses et ses courtisanes.

Dej avait d'étranges hâbleries surtout quand il racontait comment il «défiait» les réactionnaires en allant dans leurs cafés le pistolet à la ceinture.

Dès cette première rencontre donc, l'impression que me firent non seulement Dej, mais aussi le parti roumain, sa ligne, qui n'était qu'une ligne opportuniste, ne fut guère favorable. Et je ne fus pas surpris par ce qui arriva plus tard à Dej et à son parti. Les chefs de file révisionnistes de ce parti étaient d'une vanité à peine imaginable, c'étaient des fanfarons, qui se vantaient beaucoup d'une guerre qu'ils n'avaient pas faite.

Lorsque nous engageâmes la lutte contre le groupe renégat de Tito, Dej se mit à le «combattre avec feu». Aux réunions historiques du Kominform il fut chargé de présenter le principal rapport contre le groupe Tito-Rankovic.

Tant que la résolution du Kominform fut en vigueur et que Staline était en vie, Dej se posait en anti-titiste enragé. Mais lorsque les traîtres révisionnistes, avec Khrouchtchev à leur tête, usurpèrent le pouvoir dans leurs pays et commirent toutes les trahisons que l'on sait, entre autres blanchirent Tito et firent son éloge, Dej fut des premiers à tourner casaque et à changer de couleur comme un caméléon. Il raya d'un trait tout ce qu'il avait dit, fit notoirement son autocritique, et se rendit enfin à Brioni pour présenter publiquement ses excuses à Tito. Ainsi Dej retrouva son vrai visage, celui d'un opportuniste à plusieurs bannières.

Bien entendu, après la libération, nous établîmes avec la Roumanie comme avec tous les autres pays de démocratie populaire des relations amicales. Pour notre part, nous tenions beaucoup à développer autant que possible ces relations avec ce pays, particulièrement avec le peuple roumain, et cela non seulement parce que nous étions deux pays socialistes, mais aussi parce que nous conservions pour lui un sentiment particulier d'amitié et de sympathie suscité par l'appui qui avait été prêté aux patriotes albanais de notre Renaissance nationale qui vivaient en Roumanie. Mais l'indifférentisme de la direction roumaine empêcha nos désirs et nos efforts dans ce sens de se concrétiser dans la mesure souhaitée. Cela tenait donc à des raisons indépendantes de nos prises de position et de notre bonne volonté.

Quoi qu'il en soit, les relations entre nos deux pays se développèrent de façon correcte, mais purement formelle. Les dirigeants roumains ne témoignèrent pas la moindre chaleur ni la moindre amitié à un

petit pays socialiste comme le nôtre, qui avait combattu et consenti tant de sacrifices dans la lutte contre les occupants fascistes. De tous les pays socialistes, la Roumanie était celui qui se montrait le plus indifférent au développement de l'Albanie et le moins soucieux de vivifier les relations entre nos partis et nos Etats.

Lorsque je me rendis plus tard en Roumanie avec une délégation, je vis, au cours de nos visites, beaucoup de choses intéressantes ; on me montra les multiples progrès enregistrés dans l'économie du pays. Je visitai entre autres Ploesti qui, comparé à notre Kuçove, était un centre pétrolier colossal. Le pétrole y était exploité selon les récents procédés techniques et je me souviens que Dej, lors de sa dernière entrevue avec moi, me dit fièrement qu'ils avaient acheté aux Américains une très grosse raffinerie des plus modernes. (Il me dit qu'ils l'avaient payée en dollars et argent comptant, mais, plus tard, il apparut qu'elle avait été acquise à crédit. Dès lors déjà, la Roumanie «socialiste» se livrait à des tractations avec l'impérialisme américain). On me fit également visiter un centre métallurgique qui produisait de nombreux types d'aciers, ainsi qu'une série d'usines de toutes sortes, des fermes agricoles pilotes, un grand combinat de confectons, etc.

On me conduisit aussi au «village roumain», un complexe muséal dans la nature, qui consistait dans un ensemble de constructions rurales ornées du mobilier et des costumes caractéristiques des villages roumains, au demeurant très original et d'une réelle beauté.

Tout ce que nous vîmes au cours de nos visites nous plut beaucoup, il y avait une quantité de constructions nouvelles, mais l'héritage du passé était également très considérable. Certes, les Roumains avaient créé les coopératives agricoles, mais elles ne fonctionnaient pas bien; la direction, l'organisation et le travail politique y faisaient défaut. Toujours est-il que le pays avait, dans l'ensemble, accompli des progrès et il était clair, comme ils nous l'ont dit eux-mêmes, que l'aide soviétique avait été très importante à tous égards, et cela jusque pour la construction du grand building où, à l'époque de notre visite, était publié le journal «Scânteia» et avaient lieu diverses activités culturelles.

Quant à l'aide à l'Albanie, je dois dire que jusqu'à la rupture de nos relations avec les Yougoslaves, aucun des pays de démocratie populaire n'accordait à l'Albanie le moindre crédit. Plus tard, ces pays aussi, à des degrés divers, devaient nous prêter une certaine aide. Tel le faisait au début en toute conscience, tel autre avec arrière-pensée, tel autre encore juste pour la forme, voulant prouver par là sa «solidarité socialiste» ou encore montrer à l'Union soviétique, dont il recevait des aides et de gros crédits, que «voilà, nous aussi nous donnons quelque chose à l'Albanie socialiste; quand nous serons plus riches, nous lui donnerons davantage».

Nous avons plus d'une fois demandé aux Roumains aussi des crédits, mais ils s'y sont refusés ou alors ne nous ont accordé qu'une aide dérisoire. En ce qui concerne l'expérience acquise, par exemple dans le domaine du pétrole, de l'industrie et de l'agriculture, ils nous faisaient des promesses, mais s'en tenaient aux paroles, ils ne nous transmirent rien de substantiel. En matière d'expérience de parti ou de construction de l'Etat, nous ne leur demandâmes jamais ni ne reçûmes d'eux aucune aide.

Mais pourquoi cette attitude réticente était-elle chez les Roumains plus marquée que chez les autres, encore que nous eussions aussi de grandes difficultés à obtenir une aide de ceux-ci ?

Dans les autres partis, il existait au début un esprit plus ou moins sensible d'unité et d'entraide internationaliste, et cela se reflétait aussi à notre égard dans la pratique, alors que dans le parti roumain cet esprit d'unité et d'entraide était très faible.

D'une façon générale, les dirigeants roumains se distinguaient tant par leur mégalomanie envers les «petits» que par leur servilité envers les «grands». Dans leurs entretiens avec nous ils étaient très brefs, quand ils ne se bornaient pas à hocher la tête ou à nous serrer la main. Dans les réunions et les congrès, ils étaient si «préoccupés» qu'ils donnaient l'impression de porter sur leurs épaules tout le

poinds des problèmes. En de pareilles occasions, on les voyait toujours en compagnie des principaux dirigeants de l'Union soviétique. C'étaient à coup sûr leurs chiens couchants, des opportunistes, et cela apparut très clairement lorsque vint le moment de lutter pour la défense des principes.

Les Tchécoslovaques, à mon avis, étaient différents des autres. C'étaient les plus sérieux de tous. J'ai déjà parlé de Gottwald, mais il convient de reconnaître que nous, Albanais, nous nous sommes bien entendus aussi avec ceux qui lui succédèrent. Nous avons été francs avec eux, comme avec tous les autres d'ailleurs, et la direction tchèque, de son côté, se comportait correctement avec nous. Ils avaient du respect pour notre peuple et pour notre Parti. Certes, ils n'étaient pas très actifs, mais ils étaient discrets, corrects et je dirais bienveillants à notre égard.

Novotny et Siroky, Dolansky et Kopeck, que j'ai rencontrés plusieurs fois lorsque je me rendais dans leur pays en visite de travail ou pour des vacances avec ma famille, se comportaient envers moi et tous nos camarades avec simplicité et franchise. On n'observait pas chez eux la vanité et l'arrogance si manifestes chez les autres.

Sur le plan économique également, après les Soviétiques, ce sont les Tchèques qui nous ont le plus aidés. Certes, quand il s'agissait d'octroyer des aides, c'étaient de bons calculateurs, lucides et pondérés. Mais quand ils nous accordaient quelque chose, ils n'affichaient aucune condescendance ni ne faisaient sentir leur supériorité économique. La Tchécoslovaquie était le plus industrialisé et le plus avancé de tous les pays de démocratie populaire; son peuple était laborieux, très habile, méthodique, ordonné dans le travail et dans la vie. Partout en Tchécoslovaquie on avait le spectacle d'un pays développé, habité par un peuple cultivé qui préservait les traditions de son ancienne culture. Mais pour les Soviétiques, c'était le pays des stations thermales et ils en ont abusé au point de le réduire à son état d'aujourd'hui. Les dirigeants des autres pays de démocratie populaire l'enviaient et les piques qu'ils lançaient à la direction tchèque étaient injustifiées, car celle-ci se montrait beaucoup plus digne que toutes les autres. Dans les réunions du camp socialiste également, le mot de la direction tchèque pesait, et dans le pays, à en juger par ce que j'y voyais, elle jouissait du respect et de la sympathie du peuple.

Quand je me rendais en Tchécoslovaquie, je ne sentais pas la lourde atmosphère d'isolement qui s'était créée pour nous à Moscou après que Khrouchtchev eut pris les rênes en main. Dès que nous arrivions à Moscou, on nous assignait une *datcha* [En russe : villa.] dans les faubourgs, et nous y restions isolés des journées entières. Des fonctionnaires comme Lesakov, Mochatov, Petrov et quelque autre petit permanent de l'appareil du Comité central du parti, nous étaient attachés et ils allaient et venaient, d'habitude pour nous accompagner, mais aussi pour manger et boire. C'étaient tous des hommes de la Sécurité, vêtus en *tchinovniks* du Comité central, c'est-à-dire en permanents d'appareils. Parmi eux, Lesakov était mon ange gardien, mon partenaire au billard. Il m'aimait bien et je le lui rendais, car, quoiqu'il ne brillât pas par l'intelligence, il était honnête et franc. Mochatov venait plus rarement, il avait un air plus grave, préparait nos voyages ou veillait à satisfaire certaines demandes que nous présentions, se chargeant par exemple de nous faire quelque commande, car on ne trouvait facilement rien sur le marché, (il fallait tout demander à l'avance, et les objets commandés étaient apportés d'on ne sait où dans une pièce à part des magasins «GUM», où nous entrions par une porte spéciale réservée au Comité central). Petrov, lui, était un apparatchik qui s'occupait depuis longtemps des Grecs, et, de ce fait, il trouvait notre fréquentation intéressante. C'était un camarade sérieux et il nous aimait. Il était venu plusieurs fois en Albanie surtout quand nous soutenions l'Armée démocratique grecque dans sa juste lutte. Et comme si tous ces gens-là ne suffisaient pas, vinrent encore s'ajouter à eux d'autres «accompagnateurs», un certain Laptiev, par exemple, un godelureau qui connaissait l'albanais et qui avait la tête enflée à cause du «poste» qu'il occupait, ainsi qu'un autre, le plus intelligent d'entre eux, dont je ne me souviens plus du nom, et qui s'occupait de la Yougoslavie.

Je n'étais jamais libre de mes mouvements, mais toujours accompagné. Tous ces gens de Khrouchtchev étaient des indicateurs du Comité central et de la Sécurité soviétique, et je ne parle pas des gardes officiels et des appareils d'écoute qui fourmillaient dans les diverses villas où nous résidions. Mais c'est là une autre histoire. Laissons ces appareils, et tenons-nous-en aux hommes.

Ces Soviétiques étaient là pour tâter notre *nastroïénie* [*En russe : état d'âme, dispositions.*] et apprendre ce que nous demanderions, les problèmes que nous soulèverions, à qui nous les soulèverions, quelle était la situation chez nous, ce que nous pensions des Yougoslaves, des dirigeants du Parti communiste grec ou de quelque autre question. Ils venaient là à des fins bien définies, mais nous aussi nous savions par qui et pour quoi ils étaient envoyés ; aussi discussions-nous amicalement avec eux des sujets qui nous intéressaient en attendant que l'on nous fit savoir de la part de leur Comité central quand nous aurions notre prochaine rencontre. Les *tchinovniks* n'abordaient dans leur conversation aucun sujet politique, car ils avaient très certainement reçu des ordres dans ce sens ; mais même s'ils y avaient été tentés, ils n'auraient pas osé, sachant bien que tout serait enregistré par les appareils d'écoute. Pour notre part, nous nous exprimions surtout contre les révisionnistes titistes. Pour visiter le moindre kolkhoze ou sovkhoe, pour avoir le moindre contact avec des camarades ou avec le peuple, il fallait les avertir deux ou trois jours à l'avance. Et quand on allait dans un kolkhoze, ils vous faisaient asseoir à une table couverte de bouteilles et de fruits et ne vous montraient rien, pas une étable, pas une maison de kolkhozien.

En Bulgarie, il faut le reconnaître, c'était différent, partout où l'on allait l'atmosphère était plus détendue, il y avait moins de rigueur dans les formes et moins de surveillance.

Mais en Tchécoslovaquie, la différence était encore plus nette. Que ce fût à Prague, à Bratislava, à Karlovy Vary, à Brno ou en maints autres endroits que j'ai visités à titre officiel ou privé, j'ai été libre d'aller où j'en avais envie et quand bon me semblait, accompagné d'un garde bien visible, et partout nous étions accueillis amicalement, cordialement. Au cours de mes voyages, ils me conduisaient même, de leur propre chef, en des lieux stratégiques. Partout où je me suis rendu en Tchécoslovaquie, mes entretiens officiels ou mes conversations sans façon avec les familles de Novotny et de Siroky à Prague et à Karlovy Vary, mes entrevues avec Bacilek en Slovaquie et avec une série de secrétaires de parti dans diverses villes ou usines, se sont déroulés dans une atmosphère franche, chaleureuse, empreinte de bonne humeur et nullement formelle. Chez eux nous n'étions pas accablés par le lourd fardeau que nous sentions peser sur nous en Union soviétique, en dépit du grand amour que nous avions pour ce pays et son peuple.

Après la rupture avec Tito, nous nous rendions en Union soviétique par mer, car les Yougoslaves ne nous permettaient pas de survoler leur territoire. Aussi nous a-t-il souvent fallu débarquer à Odessa où nous avons rencontré le fameux Yepichev, premier secrétaire d'Odessa, plus tard directeur politique de l'armée soviétique. Nous n'avons vu là-bas rien d'intéressant. On ne nous a conduits ni aux célèbres catacombes de la ville, ni même à l'escalier historique de Potemkine, car nous aurions dû le descendre à pied. C'est seulement de notre voiture que nous avons vu ce fameux escalier surplombé par la statue de Richelieu, gouverneur de la ville au début du XIX^e siècle.

«Comment est-il possible, demandai-je à Yepichev, que vous gardiez encore cet aventurier aristocrate français, et cela au haut de cet escalier historique ?!»

— Que voulez-vous, on l'a laissé là !» me répondit le secrétaire du comité du parti d'Odessa.

Comment passions-nous notre temps à Odessa ? Nous nous y ennuyions, nous fumions, nous sortions nous promener dans le parc de la villa «Kirov», nous nous enfermions dans une pièce où il y avait un vieux billard. On ne nous fit visiter aucun musée, aucune école. Yepichev nous mena voir seulement un Vignoble et cela dans l'unique intention de vider lui-même quelques bouteilles de vins de choix que l'on gardait dans les caves toutes proches.

C'était là une pratique courante en Union soviétique. C'est seulement au cours des réceptions que l'on pouvait serrer la main à quelque personnalité. Lorsque nous nous rendions dans une usine ou une maison de la culture, à Leningrad, Kiev ou ailleurs, tout était déjà organisé : les ouvriers nous attendaient alignés, quelque Kozlov, se rengorgeant comme un dindon, prononçait un discours de

présentation en grossissant intentionnellement la voix pour faire ressortir son importance, et enfin venaient nous saluer des gens désignés d'avance et qui avaient été instruits sur ce qu'ils allaient dire.

En Tchécoslovaquie, par contre, c'était tout le contraire. Les gens de la rue, les dirigeants, les ouvriers dans les usines s'exprimaient librement, vous interrogeaient et se laissaient interroger, répondant à toutes vos questions. On pouvait se promener librement où l'on voulait, en voiture ou à pied.

J'ai toujours eu une prédilection pour l'histoire des peuples et des hommes. La Tchécoslovaquie est riche en sites historiques. J'y visitai le lieu qui fut le théâtre du soulèvement des taborites, je vis les villages caractéristiques où était passé et s'était battu Zizka. Je visitai aussi Austerlitz. Du sommet de la colline où se trouvait le musée, je jetai un coup d'œil sur le champ de bataille et je compris sur le terrain même la manœuvre historique de Bonaparte et la foudroyante prise à revers des Autrichiens par ses troupes, précisément au lever du soleil d'Austerlitz. Je me rappelai les guerres de Wallenstein et la célèbre trilogie de Schiller. Je demandai aux camarades tchèques :

«Y a-t-il un musée consacré à Wallenstein ?

— Mais oui», me dirent-ils et ils me conduisirent aussitôt au palais-musée de cet homme de guerre.

J'allais souvent à la chasse au cerf. Il existait pour rendre hommage au cerf abattu tout un rite ! On s'inclinait d'abord devant le corps de l'animal, puis on coupait un rameau de pin, on le trempait dans le sang de la bête, et on le fixait enfin sur le cordon de son chapeau en guise de plume.

Un jour, au cours d'une chasse, je me retrouvais devant un grand château. Je m'enquis :

«Qu'est-ce que cet édifice ?

— C'est une des résidences de Metternich, me répondit-on, aménagée en musée.

— Pourrions-nous la visiter ? demandai-je aux camarades qui m'accompagnaient.

— Bien sûr !» me dit-on.

Nous entrâmes donc et vîmes tout ce qu'il y avait à voir. Le guide, avec compétence, nous donnait des explications détaillées. Je me souviens d'y avoir visité la bibliothèque de Metternich remplie de livres richement reliés. En sortant de la bibliothèque, nous passâmes devant une porte fermée et le guide nous dit :

«Ici est conservée une momie envoyée d'Egypte en cadeau au chancelier d'Autriche, le meurtrier du roi de Rome, le fils interné de Napoléon.

— Voulez-vous nous ouvrir, lui dis-je, pour que nous voyions la momie, car je m'intéresse beaucoup à l'égyptologie. J'ai lu un tas de livres à ce sujet, surtout sur les études de Carter, le compagnon de Carnarvon, avec qui il découvrit la tombe intacte de Toutankhamon.

— Je regrette, dit le guide, mais je ne peux pas ouvrir cette porte.

— Pourquoi donc ? lui demandai-je, étonné.

— Parce qu'il pourrait m'arriver un malheur, je pourrais y laisser la vie.»

Les camarades tchèques se mirent à rire et lui dirent :

«Allons, ouvre donc, qu'est-ce que tu racontes là ?!»

Mais le guide insistait, et il finit par dire :

«Tenez, voilà la clé, ouvrez vous-mêmes et regardez. Moi, je n'entre pas là-dedans, et je ne réponds pas de ce qui peut arriver.»

Un des camarades tchèques qui m'accompagnaient ouvrit la porte, on alluma la lumière et nous restâmes là un moment à regarder la momie noircie, étendue dans son sarcophage en bois. Puis, après avoir refermé la porte, nous rendîmes la clé au guide, lui serrâmes la main, le remerciâmes et sortîmes.

Nous avons fait quelques pas, lorsque le camarade tchèque nous dit :

«Il y a encore des gens superstitieux, comme ce guide, qui croient aux sortilèges.

— Non, lui dis-je, ce guide est un homme instruit, il n'a pas fait cela par superstition. Les ouvrages d'égyptologie révèlent que presque tous les savants qui ont mis au jour des momies de pharaons n'ont pas tardé à mourir d'une manière ou d'une autre à la suite de leur découverte. Selon maintes théories, les anciens prêtres égyptiens, qui ont vécu quelque trois mille ans avant notre ère, étaient de grands savants et, pour protéger les momies inviolables contre les brigands, ils recouvraient les murs de pierres contenant de l'uranium. Ils brûlaient, dit-on, dans la pièce où ils plaçaient la momie, des herbes dont émanaient des poisons violents. Il a été démontré que, géométriquement, la construction des pyramides est un prodige. C'est ainsi que la cime d'une pyramide, celle de Chéops par exemple, est pointée avec précision sur une certaine étoile, et que, dans la Vallée des Rois, certaines années, à un moment précis de la journée, les rayons du soleil pénétraient dans les profondeurs de la galerie et éclairaient le front de la statue du pharaon.»

Le Tchèque qui m'accompagnait, un homme aimable et modeste, qui s'appelait Pavl, changea d'opinion sur le guide et s'intéressa à en savoir davantage.

En Slovaquie, dans le portique d'un monastère où ils m'ont eux-mêmes conduits, les Tchèques m'ont fait voir parmi d'autres éminentes figures historiques, une ancienne fresque murale représentant notre héros Skanderbeg. Je me suis rendu ensuite dans le pays des Sudètes, justement dans la petite ville balnéaire appelée jadis Marienbad pour visiter la maison historique de Goethe. C'est là que Goethe, devenu vieux, tomba amoureux d'une très jeune «gretchen», et écrivit la célèbre «Elégie de Marienbad».

Si j'évoque tout cela, c'est pour illustrer la réalité tchécoslovaque et les bonnes dispositions des Tchèques à notre égard. Mais ils ce comportaient ainsi avec tout le monde. Les Soviétiques eux-mêmes, en Tchécoslovaquie, étaient amenés à se comporter différemment.

C'est en Tchécoslovaquie que j'ai pu m'entretenir pendant quelques heures dans un parc avec Rokossovski et Koniev, car au Kremlin ils vous serraient à peine la main. Il a fallu que j'aille à la chasse en Tchécoslovaquie pour pouvoir rencontrer le président du Présidium du Soviet suprême d'Ukraine et que Nina Khrouchtcheva nous invite, ma femme et moi, à prendre le thé. Il a fallu que je me rende en Tchécoslovaquie pour pouvoir discuter avec le général Antonov et d'autres.

Mais, comme je l'ai déjà dit, après la mort de Gottwald, les khrouchtchéviens commencèrent à fourrer la Tchécoslovaquie dans leur étai. Novotny, en tant que Premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque, semblait se tenir sur des positions justes, mais l'avenir allait montrer que c'était un élément instable et opportuniste, en sorte que, d'une manière ou d'une autre, il faisait le jeu de Khrouchtchev et consorts. Il joua un grand rôle dans la réalisation des plans qui finirent par faire de la Tchécoslovaquie une province occupée par les tanks russes.

Ainsi, l'araignée révisionniste étendait sa toile sur les pays de démocratie populaire. Les vieux dirigeants comme Dimitrov, Gottwald et, plus tard, Bierut et d'autres, furent remplacés par de nouveaux, qui semblaient mieux convenir aux dirigeants soviétiques, du moins à cette étape.

En ce qui concerne la République démocratique allemande, elle ne posait pas de problème pour les Soviétiques, ceux-ci l'ayant occupée solidement avec leurs troupes. Nous jugions cet état de choses nécessaire, car on n'avait pas conclu de traité de paix, et puis l'armée soviétique en Allemagne servait à défendre non seulement ce pays socialiste mais aussi le camp socialiste.

Avec les Allemands de l'Est, du vivant de Pieck, ce vieux révolutionnaire et camarade de Staline, pour qui j'avais beaucoup de respect, nos relations ont été bonnes. J'avais rencontré Pieck en 1959 lors d'une visite que j'effectuais en R.D.A. à la tête d'une délégation. Il avait beaucoup vieilli et était souffrant. Il me reçut très aimablement et il m'écoutait avec un sourire bienveillant lorsque je lui parlais de notre amitié et des progrès accomplis en Albanie. (Une grave paralysie l'empêchait de parler).

Les dernières années de sa vie, Pieck, semblait-il, ne dirigeait plus effectivement le pays et le parti. On lui avait laissé le poste honorifique de président de la République, la direction étant assurée par Ulbricht, Grotewohl et leurs compagnons.

Ulbricht ne manifesta aucun signe d'hostilité ouverte envers notre Parti jusqu'à notre rupture avec les Soviétiques et avec lui. C'était un Allemand brutal et rogne non seulement avec les petits partis comme le nôtre, mais aussi avec les autres. Quant à ses rapports avec les Soviétiques, voici quelle était sa pensée : «Vous nous avez occupés, vous nous avez dépouillés de notre industrie, mais vous devez maintenant nous accorder de gros crédits et nous fournir des vivres jusqu'à ce que l'Allemagne démocratique croisse et atteigne le niveau de la République fédérale d'Allemagne.» Et ces crédits, il les demandait avec arrogance et les obtenait. Il obligea Khrouchtchev à déclarer dans une réunion commune : «Nous devons aider l'Allemagne de façon qu'elle devienne notre vitrine face à l'Occident». Et Ulbricht n'hésita pas à dire aux Soviétiques en notre présence :

«Vous devez accélérer les aides, car il y a de la bureaucratie.

— Où y a-t-il de la bureaucratie ? Chez vous ? lui demanda Mikoyan.

— Non, pas du tout chez nous, mais chez vous», lui répondit Ulbricht.

Mais, cependant qu'il recevait pour son compte des aides considérables, il ne fut jamais disposé à aider les autres, et il ne nous accorda qu'un crédit dérisoire. Lorsque, à Moscou, nous attaquâmes les khrouchtchéviens, il se montra, au cours des séances comme par la suite, un de nos adversaires les plus farouches et fut le premier à s'en prendre publiquement à notre Parti après la Conférence de Moscou.

Les khrouchtchéviens voulaient avoir sous leur coupe non seulement les pays de démocratie populaire, mais aussi tout le mouvement communiste international.

Je parlerai ailleurs aussi des vues et des attitudes révisionnistes et opportunistes de dirigeants comme Togliatti, Thorez, etc., mais je tiens à souligner ici qu'après la mort de Staline, tant Togliatti que les autres, sentant qu'ils avaient en Khrouchtchev et en son entourage des alliés idéologiques et politiques, et constatant la ligne opportuniste de celui-ci à l'égard des titistes, des sociaux-démocrates, de la bourgeoisie, etc., se mirent à exprimer plus ouvertement leurs vues révisionnistes. Cette ligne qu'édifiait Khrouchtchev faisait bien l'affaire de Togliatti et consorts, qui depuis longtemps et à des degrés divers avaient suivi la ligne de la collaboration avec les partis et les gouvernements bourgeois de leurs pays, rêvant et s'efforçant de parrainer ces gouvernements et de s'y assurer même quelques portefeuilles. Au début, ces points de vue étaient latents, ils ne se manifestaient que timidement, mais après le XX^e Congrès, ils s'épanouirent pour se muer en «théories» comme le fameux «polycentrisme» de Togliatti ou sa «voie italienne au socialisme».

Certes, dans le cadre aussi du mouvement communiste international, mais non dès le début, les khrouchtchéviens avancèrent une plate-forme ouvertement révisionniste. Tout comme à l'intérieur de l'Union soviétique, ils s'efforcèrent d'appliquer une ligne souple afin de ne susciter de réactions immédiates ni dans leur parti ni dans les autres. Leur «léninisme» en paroles, quelque propos louangeur jeté par-ci par-là à l'adresse de Staline, la publicité tapageuse des «principes léninistes dans les rapports entre les pays socialistes», leur servaient de masque dans les complots qu'ils ourdissaient, pour préparer doucement le terrain et frapper ensuite sur toute la ligne. Et c'est ce qu'ils firent au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Ils y abattirent leur jeu, car Khrouchtchev et consorts s'étaient attachés depuis longtemps à paralyser les réactions éventuelles au dedans comme au dehors du pays.

6. LA PROCLAMATION OFFICIELLE DU REVISIONNISME

Le XX^e Congrès du P.C.U.S. Les thèses de Khrouchtchev, charte du révisionnisme moderne. Le rapport «secret» contre Staline. Togliatti demande que soient reconnus ses «mérites». Tito en Union soviétique. Molotov est destitué de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères. Tentative avortée du «groupe antiparti». Fin de la carrière du maréchal Joukov. Une autre victime des menées khrouchtchéviennes de coulisse : Kiritchenko. Mai 1956 : Souslov demande la réhabilitation de Koçi Xoxe et consorts. Juin 1956 : Tito et Khrouchtchev sont mécontents de nous. Juillet 1957: Khrouchtchev organise un dîner à Moscou pour nous faire rencontrer Rankovic et Kardelj.

La trahison à la tête du P.C.U.S. et du pays où fut accomplie la Révolution socialiste d'Octobre se traduit par une attaque sur toute la ligne contre le renom et les grands enseignements de

Lénine, et en particulier contre le renom et l'œuvre de Staline.

Dans le cadre de sa stratégie du lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme, avec l'impérialisme américain à sa tête, dès qu'il observa les premiers flottements et retraits de la nouvelle direction soviétique, intensifia ses attaques et ses pressions multiformes pour obliger Khrouchtchev et consorts à s'enfoncer toujours plus dans la voie de la capitulation et de la trahison. La «peine» et les grosses dépenses de l'impérialisme dans cette entreprise contre-révolutionnaire ne furent pas perdues. Engagés dans la voie des concessions et de la trahison, Khrouchtchev et ses gens ne cessaient de justifier les efforts et les vieilles aspirations de l'impérialisme.

Lorsqu'ils estimèrent avoir renforcé leurs positions, mis la main sur l'armée à travers les maréchaux, rallié la Sécurité à leur voie et gagné à eux la plupart des membres du Comité central, Khrouchtchev, Mikoyan et autres khrouchtchéviens préparèrent, puis tinrent, en février 1956, le XX^e Congrès de triste mémoire où ils devaient présenter aussi le rapport «secret» contre Staline.

Ce congrès du Parti communiste de l'Union soviétique est entré dans l'histoire comme le congrès qui légalisa officiellement les thèses foncièrement antimarxistes, antisocialistes de Nikita Khrouchtchev et de ses collaborateurs, comme le congrès qui ouvrit toutes grandes les portes à la pénétration de l'idéologie étrangère bourgeoise et révisionniste dans une série de partis communistes et ouvriers des anciens pays socialistes et des pays, capitalistes. Toutes les déformations des grands problèmes de principe, entre autres ceux du caractère de notre époque, des voies du passage au socialisme, de la coexistence pacifique, de la guerre et de la paix, de l'attitude à l'égard du révisionnisme moderne et de l'impérialisme, qui devaient être, par la suite, à la base de la grande polémique ouverte avec le révisionnisme moderne, ont leur origine officielle dans le rapport de Khrouchtchev présenté au XX^e Congrès.

Depuis la mort de Staline jusqu'à leur XX^e Congrès, les comploteurs khrouchtchéviens manœuvrèrent sournoisement dans le cadre de la «légalité bureaucratique», des «règles du parti», de la «collégialité» et du «centralisme démocratique», tout en versant des larmes de crocodile sur la disparition de Staline, pour préparer ainsi pas à pas le torpillage de son œuvre, la condamnation de sa personnalité, du marxisme-léninisme. C'est là une période riche d'enseignements pour les marxistes-léninistes, en ce

qu'elle met en lumière la faillite de la «légalité bureaucratique», qui représente un grand danger pour un parti marxiste-léniniste, elle dévoile les méthodes auxquelles recoururent les révisionnistes pour exploiter cette «légalité bureaucratique», elle montre que des dirigeants honnêtes et expérimentés, mais qui ont perdu l'esprit révolutionnaire de classe, se laissent prendre aux pièges des intrigants et cèdent, reculent devant les chantages et la démagogie des révisionnistes traîtres camouflés sous une phraséologie révolutionnaire. Dans cette période transitoire de la consolidation de leur pouvoir, nous avons vu les khrouchtchéviens agir tapageusement en affichant un «grand esprit de parti», «libérés de la peur angoissante de Staline» et «dans des formes véritablement démocratiques et léninistes», nous les avons vus s'employer activement à monter contre l'Union soviétique, Staline et l'ordre socialiste dans son ensemble, des calomnies d'une infamie à laquelle seule la bourgeoisie s'était jusque-là abaissée. Tout cet énorme appareil de calomnies des révisionnistes khrouchtchéviens, toute leur activité de sape, tendait à étayer, à «confirmer», prétendument avec des documents légaux à l'appui, au moyen d'«arguments» et d'«analyses faites dans un esprit nouveau», les calomnies lancées depuis de longues années par la bourgeoisie réactionnaire contre le marxisme-léninisme, contre la révolution et le socialisme.

Toutes les bonnes choses du passé furent dénaturées soi-disant à la lumière des «situations nouvelles», des «nouveaux développements», des «voies et des possibilités nouvelles», pour aller de l'avant.

Beaucoup se laissèrent abuser par cette démagogie des traîtres. Mais le Parti du Travail d'Albanie, lui, ne s'y trompa point. Il soumit cette question à une analyse approfondie et fondée sur les principes, et il a, depuis longtemps, dit son mot pour la défense de la vérité marxiste-léniniste.

Avec les camarades Mehmet Shehu et Gogo Nushi j'étais désigné par notre Parti pour participer aux travaux du XX^e Congrès. L'«esprit nouveau», opportuniste, qu'éveillait et animait Khrouchtchev, s'observait déjà dans la manière même dont furent organisés et menés les travaux de ce congrès. Cet esprit libéral pénétrait tel un nuage délétère toute l'atmosphère, la presse et la propagande soviétiques de ces jours-là, il régnait dans les couloirs et les salles du congrès, se manifestait dans les visages, les gestes et les paroles des gens.

Le sérieux d'autrefois, propre à des événements si importants de la vie d'un parti et d'un pays, n'était plus. Au cours des travaux on vit même des sans-parti prendre la parole. Dans l'intervalle entre les séances, Khrouchtchev et ses gens se promenaient en riant à travers les salles et les couloirs, et c'était à qui raconterait le plus d'anecdotes, lancerait le plus de boutades et se montrerait le plus populaire, ou encore à qui viderait le plus de verres sur les tables regorgeant de mets et de boissons installées de tous côtés.

Khrouchtchev voulait par là étayer l'idée que la «période difficile», la «dictature», la «sombre analyse» des choses avaient pris fin une fois pour toutes et qu'une «nouvelle période» de «démocratie», de «liberté», d'«analyse créatrice» des événements et des phénomènes, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union soviétique, s'inaugurerait officiellement.

Le premier rapport présenté par lui au congrès, et qui fut claironné comme une «contribution colossale» au fonds du marxisme-léninisme, comme un «développement créateur» de notre science, constitue en fait la charte officielle du révisionnisme moderne. Ces jours mêmes, la bourgeoisie et la réaction firent un écho extraordinaire aux «nouveaux développements» de Khrouchtchev, elles parlèrent ouvertement des transformations radicales qui se produisaient en Union soviétique et dans la ligne politique et idéologique du Parti communiste de l'Union soviétique.

Tout en saluant avec joie ce grand tournant radical de Khrouchtchev, la réaction et la bourgeoisie ne manquèrent pas en même temps de juger à certains égards ce revirement «plus dangereux» pour leurs intérêts que la ligne de l'époque de Staline. Khrouchtchev et les khrouchtchéviens utilisèrent ces «critiques» de la bourgeoisie comme des arguments pour convaincre les autres que la «nouvelle ligne» était «juste», «marxiste», mais en fait la peur de la bourgeoisie internationale tenait à d'autres motifs :

elle voyait en Khrouchtchev, avec sa «nouvelle politique», non seulement un nouvel allié, mais aussi un nouveau et dangereux rival dans leur lutte pour des zones d'influence, dans leurs visées de pillage, de guerres et de conquêtes.

Le dernier jour, le congrès tint ses travaux à huis clos, car il devait être procédé aux élections et nous n'assistâmes pas aux séances. En fait, ce jour-là, à part les élections, il fut donné lecture aux délégués d'un second rapport de Khrouchtchev. C'était le rapport de triste renom contre Staline, prétendument secret, mais qui avait été envoyé auparavant aussi aux dirigeants yougoslaves et qui, quelques jours plus tard, fut remis également à la bourgeoisie et à la réaction comme un nouveau «cadeau» de Khrouchtchev et des khrouchtchéviens. Après que les congressistes l'eurent analysé, il nous fut remis à nous aussi, comme à toutes les autres délégations étrangères.

Le rapport ne fut lu que par les premiers secrétaires des partis frères participant au congrès. Pour ma part, je passai la nuit à le lire, et, très ébranlé, le donnai à lire également à Mehmet et à Gogo. Que Khrouchtchev et consorts avaient mis une croix sur Staline, sur sa figure et son œuvre glorieuse, cela nous le savions déjà, et nous le constatâmes aussi au cours même des travaux du congrès, où son nom ne fut jamais cité en bonne part. Mais, que les dirigeants soviétiques pussent aller jusqu'à coucher sur le papier cette multitude d'accusations et de calomnies monstrueuses contre le grand et inoubliable Staline, cela nous ne pouvions l'imaginer. Et pourtant, cela était écrit noir sur blanc; il en avait été donné lecture aux communistes soviétiques délégués au congrès, cela avait été donné à lire aussi aux représentants des autres partis participant au congrès. Nous nous sentions durement et profondément frappés dans nos esprits et dans nos cœurs. Nous nous dîmes entre nous que c'était une bassesse sans bornes, grosse de conséquences catastrophiques pour l'Union soviétique et le mouvement, et que, dans ces circonstances tragiques, notre Parti avait pour devoir de se maintenir solidement sur ses positions marxistes-léninistes.

Après avoir lu l'odieux rapport, nous le rendîmes à leurs auteurs. Nous n'avions que faire de ce ramassis d'accusations immondes ourdies par Khrouchtchev. Ce furent d'autres «communistes» qui l'emportèrent pour le remettre à la réaction et le vendre au kilo dans les kiosques, comme un business lucratif.

Nous rentrâmes en Albanie le cœur meurtri par tout ce que nous avons vu et entendu dans la patrie de Lénine et de Staline, mais nous revînmes en même temps forts de la grande leçon que nous avons apprise, à savoir qu'il fallait être vigilants et bien ouvrir les yeux face aux agissements et aux prises de position de Khrouchtchev et des khrouchtchéviens. Peu de jours après, les idées du XX^e Congrès se manifestèrent dans toute leur noirceur et se répandirent partout.

Palmiro Togliatti, notre proche voisin, mais qui s'était montré le plus éloigné et le plus distant de nous, fut parmi les premiers à se présenter devant son parti en se frappant la poitrine du poing. Non seulement il porta aux nues les nouvelles «perspectives» qu'ouvrait le congrès des révisionnistes soviétiques, mais il demanda qu'à propos d'un bon nombre de thèses nouvelles de Khrouchtchev il lui fût reconnu le mérite d'en avoir été le précurseur et de «s'être battu de longue date» pour elles. «En ce qui concerne notre parti, déclara Togliatti en mars 1956, il me semble que nous avons agi avec courage. Nous nous sommes toujours attachés à trouver notre propre manière, la manière italienne du développement vers le socialisme.»

Les révisionnistes de Belgrade exultèrent comme ils ne l'avaient jamais fait, alors que dans les autres partis des pays de démocratie populaire, on se mit, dans l'esprit des thèses de Khrouchtchev, non seulement à projeter l'avenir mais aussi à revoir le passé. Les éléments révisionnistes qui jusqu'à hier s'étaient tapis et crachaient leur venin en silence, se manifestèrent désormais ouvertement pour régler les comptes avec leurs adversaires ; les réhabilitations des traîtres et des ennemis condamnés furent prononcées en masse, les portes des prisons ouvertes et beaucoup d'anciens condamnés nommés immédiatement aux directions des partis.

La clique Khrouchtchev elle-même fut la première à donner l'exemple dans ce sens. Au XX^e Congrès, Khrouchtchev déclara fièrement qu'en Union soviétique avaient été libérées et réhabilitées plus de sept mille personnes condamnées à l'époque de Staline. Ce processus devait aller s'intensifiant.

Khrouchtchev et Mikoyan se mirent à liquider tour à tour, puis tous en bloc, les membres du Présidium du Comité central du parti qu'ils allaient qualifier de «groupe antiparti». Après le croc-en-jambe donné à Malenkov, remplacé provisoirement par Boulganine, vint le tour de Molotov. Sa destitution fut annoncée le 2 juin 1956. Ce jour-là la «Pravda» publiait en première page une grande photo de Tito, avec le souhait de *dobro pajalovat* [En russe : *soyez le bienvenu.*] pour l'arrivée à Moscou du chef de la clique de Belgrade, et la quatrième page, à la rubrique des «chroniques», se terminait par l'annonce de la destitution de Molotov du poste de ministre des Affaires étrangères. L'annonce précisait que Molotov quittait ce poste «à sa demande», mais en fait il était destitué, car son départ était la condition mise par Tito à sa première visite en Union soviétique depuis la rupture des relations en 1948-1949.

Khrouchtchev et consorts donnèrent aussitôt satisfaction à Tito; Molotov et Staline ayant été les signataires des lettres adressées en 1948 par la direction soviétique à la direction yougoslave.

Les positions des réactionnaires révisionnistes se consolidaient, alors que leurs adversaires au Présidium, Malenkov, Molotov, Kaganovitch, Vorochilov et autres voyaient maintenant plus clairement l'intrigue révisionniste et les plans diaboliques de Khrouchtchev contre le Parti communiste de l'Union soviétique et l'Etat de dictature du prolétariat. A la réunion du Présidium du Comité central du parti organisée au Kremlin à l'été 1957, Khrouchtchev, après de nombreuses critiques, se trouva mis en minorité, et, comme Poliansky lui-même nous l'a raconté de sa bouche, il fut démis de son poste de premier secrétaire et nommé ministre de l'Agriculture, parce qu'il était un «spécialiste de la culture du *koukourouz*» [En russe : *maïs.*]. Mais cette situation ne devait durer que quelques heures. Khrouchtchev et ses hommes donnèrent l'alerte en cachette, les maréchaux encerclèrent le Kremlin de blindés et de troupes, et intimèrent l'ordre de ne pas en laisser sortir âme qui vive. En même temps, des avions furent envoyés aux quatre coins du pays pour rassembler les membres du plénum du C.C. du P.C.U.S. «Puis, nous relata Poliansky, cette créature de Khrouchtchev, nous sommes entrés au Kremlin et nous avons demandé à nous rendre dans la salle de la réunion. Vorochilov s'est présenté à nous et il nous a demandé ce que nous voulions. Comme nous lui avons dit que nous voulions entrer, il s'y est opposé catégoriquement. Lorsque nous lui avons signifié que nous userions de la force, il nous a demandé si nous nous rendions compte de ce que nous faisons, mais nous lui avons dit que s'il parlait trop on l'arrêterait. Nous sommes donc entrés dans la salle et nous avons renversé la situation.» Khrouchtchev reprit donc le pouvoir.

C'est ainsi que ces anciens collaborateurs de Staline, qui avaient souscrit aux calomnies lancées contre son œuvre glorieuse, furent qualifiés, après cette tentative avortée, de «groupe antiparti» et les khrouchtchéviens leur portèrent le coup final. Personne ne les a pleurés, personne ne les a pris en pitié. Ils avaient perdu l'esprit révolutionnaire, c'étaient des cadavres du bolchévisme, ce n'étaient plus des marxistes-léninistes. Ils s'étaient ralliés à Khrouchtchev et avaient permis que l'on jetât de la boue sur Staline et son œuvre ; ils tentèrent bien de faire quelque chose, mais pas par la voie de parti, car le parti, pour eux non plus, n'existait pas.

C'est ce sort que devaient connaître tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, s'opposaient à Khrouchtchev ou qui ne lui étaient plus utiles. Des années durant, on vit gonfler les «grands mérites» de Joukov, son action pendant la grande

Guerre patriotique fut exploitée pour jeter de la boue sur Staline, et son pouvoir de ministre de la Défense utilisé pour faire triompher le coup d'Etat de Khrouchtchev. Mais par la suite nous apprîmes brusquement qu'il avait été destitué de ses fonctions. Joukov se trouvait ces jours-là en visite chez nous. Nous lui fîmes un bon accueil, en sa qualité d'ancien cadre et de héros de l'Armée rouge stalinienne, nous nous entretînmes avec lui des problèmes de notre défense et du camp du socialisme

et ne constatâmes rien d'inquiétant dans ses idées. Au contraire, comme il venait de rentrer de Yougoslavie où il s'était rendu en visite, il nous dit : «Avec tout ce que j'ai vu en Yougoslavie, je n'arrive pas à comprendre le genre de pays socialiste que c'est !» Nous avons senti par là qu'il ne partageait pas l'avis de Khrouchtchev. Le jour même de son départ, nous apprîmes qu'il avait été démis de son poste de ministre de la Défense pour avoir commis des «fautes» et «erreurs graves» dans l'application de la «ligne du parti», enfreint la «légalité dans l'armée», etc. Je ne saurais dire si Joukov avait ou non commis des fautes ou des erreurs dans ce sens, mais on est fondé à croire que les causes de sa destitution étaient plus profondes.

Au cours d'une réception chez Khrouchtchev, j'avais été frappé par la manière dont on se comportait avec Joukov. Je ne me souviens pas de l'année, mais c'était en été, et je me trouvais alors en vacances dans le Sud de l'Union soviétique. Khrouchtchev m'avait invité à déjeuner. Du côté soviétique, il y avait Mikoyan, Kiritchenko, Nina Petrovna, (l'épouse de Khrouchtchev) et quelques autres. Ulbricht et Grotewohl étaient aussi invités avec moi. Nous étions attablés sur la véranda. Joukov étant apparu, Khrouchtchev l'invita à s'asseoir. Il semblait de mauvaise humeur. Mikoyan se leva et lui dit :

«Je suis le *tamada* [*En russe : l'animateur des toasts.*], remplis ton verre !

— Je ne bois pas, dit Joukov, je ne suis pas dans mon assiette.

— Remplis-le, insista Mikoyan d'un ton autoritaire, ici c'est moi et non pas toi, qui commande.»

Nina Khrouchtcheva intervint :

«Anastas Ivanovitch, dit-elle à Mikoyan, ne l'oblige pas à boire puisque ça lui fait du mal.»

Joukov se tut, et il ne remplit pas son verre. Khrouchtchev, plaisantant avec Mikoyan, changea le cours de la conversation.

Des divergences seraient-elles dès lors apparues entre eux et Joukov et se seraient-ils mis à l'humilier et à lui faire comprendre que c'étaient d'autres que lui qui «commandaient» ? Khrouchtchev et consorts se seraient-ils effrayés du pouvoir dont ils l'avaient investi pour les aider à s'emparer eux-mêmes du pouvoir et est-ce pour cela qu'ils l'accusèrent par la suite de «bonapartisme» ?! Khrouchtchev n'aurait-il pas reçu des informations sur les vues de Joukov à propos de la Yougoslavie avant le retour de celui-ci en Union soviétique ?! Toujours est-il que Joukov, malgré ses quatre étoiles de héros de l'Union soviétique et une série sans fin d'Ordres de Lénine et d'autres décorations, disparut de la scène politique.

Après le XX^e Congrès, Khrouchtchev exalta également Kiritchenko, dont il fit l'une des principales figures de la direction. Je l'avais connu à Kiev plusieurs années auparavant, lorsqu'il était premier secrétaire d'Ukraine. Cet homme corpulent et rougeaud, qui ne m'avait pas fait une mauvaise impression, me reçut sans hauteur et avec une prévenance qui ne me parut pas simplement formelle. Il m'accompagna en divers lieux, que je voyais pour la première fois, me conduisit dans la rue principale de Kiev entièrement reconstruite, me mena à un endroit nommé Babi Yar, connu pour le massacre des Juifs qu'y perpétrèrent les nazis. Nous allâmes aussi ensemble à l'opéra, où nous assistâmes à une pièce sur Bogdan Hmielnitzki, qu'il compara, je m'en souviens, à notre Skanderbeg. Je m'en réjouis, quoique je fusse sûr que de tous les renseignements que lui avaient fournis les *tchinovniks* sur l'histoire de l'Albanie, il n'avait retenu que le nom de Skanderbeg. A mon amour pour Staline il ne manquait pas de faire écho par des termes d'admiration et de dévouement. Mais, étant originaire d'Ukraine, il parlait aussi de Khrouchtchev, «de son intelligence, de sa capacité, de son énergie», etc. Dans ces propos, naturels pour moi à l'époque, je ne voyais rien de mal.

Au Kremlin, j'eus plusieurs fois l'occasion de me trouver à table à son côté et de converser avec lui. Après la mort de Staline on organisait beaucoup de banquets et, durant cette période, c'était surtout en

ces occasions qu'on pouvait rencontrer les dirigeants de l'Union soviétique. Les tables étaient dressées jour et nuit, regorgeant de mets et de boissons à vous en écœurer. En voyant les camarades soviétiques manger et boire, je ne pouvais m'empêcher de penser à Gargantua. Tout cela se produisait après la mort de Staline, lorsque la diplomatie soviétique était menée dans les *priyoms* et que le «communisme» khrouchtchévien s'illustrait entre autres aussi par force banquets, caviar et vins de Crimée.

Au cours d'une de ces réceptions, où j'avais à mon côté Kiritchenko, je dis à haute voix à Khrouchtchev :

«Il faut que vous veniez aussi visiter l'Albanie, car vous êtes allé un peu partout.

— Je viendrai», me répondit-il.

Alors Kiritchenko sursauta et dit à Khrouchtchev :

«L'Albanie est loin, ne vous engagez pas quant à la date et à la durée d'une visite.»

Je fus naturellement contrarié par son intervention et je lui demandai :

«Pourquoi, camarade, te montres-tu mal disposé envers notre pays ?»

Il fit semblant de regretter d'être intervenu et pour se justifier il me dit :

«Nikita Khrouchtchev ne se sent pas très bien actuellement, nous devons veiller à sa santé.»

C'étaient là des histoires. Khrouchtchev, gras comme un porc, se portait à merveille, il mangeait et buvait pour quatre.

En une autre occasion, (évidemment dans une réception, selon l'usage) je me trouvais de nouveau près de Kiritchenko. J'étais accompagné de Nexhmije. C'était en juillet 1957, l'époque où Khrouchtchev s'était réconcilié avec les titistes et qu'il usait envers eux à la fois de cajoleries et de pressions. Les titistes faisaient semblant d'apprécier les flatteries, mais ils ripostaient aux piques et aux pressions. Khrouchtchev m'avait fait demander la veille s'il «pouvait m'inviter» à cette soirée, où se trouveraient aussi Jivkov et sa femme, Rankovic et Kardelj accompagnés de leurs épouses. A son habitude, Khrouchtchev plaisantait avec Mikoyan. Tout cela était étudié. Les piques, les feintes, les hypocrisies, les mensonges et les menaces étaient émaillés de plaisanteries avec «Anastas», qui jouait le rôle du «fou du roi».

Ce prélude avec le «fou du roi» terminé, Khrouchtchev, son verre levé, se mit à nous faire un laïus sur l'amitié qui devait exister dans le triangle Albanie-Yougoslavie-Bulgarie et dans le rectangle Union soviétique-Albanie-Yougoslavie-Bulgarie.

«Les relations de l'Union soviétique avec la Yougoslavie, dit-il, ne se sont pas développées de façon rectiligne. Au début, elles étaient bonnes, puis elles se sont refroidies, par la suite elles se sont détériorées pour s'arranger, semble-t-il, après notre voyage à Belgrade. Puis explosa la fusée (il entendait par là les événements d'octobre-novembre 1956 en Hongrie) et elles se sont dégradées à nouveau, mais à présent les conditions objectives et subjectives sont créées pour leur amélioration. Par contre, les relations de la Yougoslavie avec l'Albanie et la Bulgarie ne se sont pas encore améliorées et, comme je l'ai déjà dit à Rankovic et à Kardelj, les Yougoslaves doivent cesser leur activité subversive à l'encontre de ces pays.

— Ce sont les Albanais qui ne nous laissent pas tranquilles», coupa Rankovic.

J'intervins à mon tour et j'énumérai à Rankovic les menées hostiles, les sabotages, les complots et les actes subversifs auxquels ils se livraient contre nous. Khrouchtchev, ce soir-là, «était de notre côté», mais ses critiques contre les Yougoslaves étaient ouatées.

«Je ne comprends pas, leur dit Khrouchtchev, son verre toujours levé, ce que signifie cette appellation de «Ligue des communistes de Yougoslavie» que vous avez donnée à votre parti. Qu'est-ce que ce mot «Ligue» ? Et puis, vous, Yougoslaves, vous êtes contre le terme de «camp du socialisme». Dites-nous alors comment nous devrions appeler notre camp, «camp neutre», «camp des pays neutres» ? Nous sommes tous des pays socialistes, ou peut-être vous-mêmes ne l'êtes pas ?

— Bien sûr que nous le sommes ! répondit Kardelj.

— Alors venez à nous, car c'est nous qui formons la majorité», lui répliqua Khrouchtchev.

Tout ce discours, prononcé debout avec force exclamations et gestes, rempli de «critiques» à l'adresse des Yougoslaves, s'inscrivait dans le cadre des efforts de Khrouchtchev pour faire baisser la tête à Tito, qui n'était nullement disposé à reconnaître Khrouchtchev comme le «premier» au village.

Kiritchenko, qui était à mon côté, écoutait, silencieux. Un moment après, il me demanda à voix basse :

«Qui est cette camarade près de moi ?

— C'est ma femme, Nexhmije, lui répondis-je. — Vous n'auriez pas pu me le dire avant, fit-il. Je me taisais en croyant que c'était la femme de l'un d'eux», et il m'indiqua du regard les Yougoslaves. Il salua Nexhmije et alors seulement il se mit à casser du sucre sur le dos des Yougoslaves.

Entre-temps, Khrouchtchev poursuivait ses «critiques» contre les Yougoslaves, cherchant à les convaincre que c'était lui (bien sûr en se couvrant du nom de l'Union soviétique, du Parti communiste soviétique) qui devait être «à la tête» et nul autre. Il faisait allusion à Tito, qui, pour sa part, cherchait à s'assurer cette prééminence à lui-même et au parti yougoslave.

«Il serait ridicule, dit-il, que nous soyons à la tête du camp si les autres partis jugent que ce rôle ne nous revient pas, tout comme il serait ridicule qu'un autre parti s'arroge cette prééminence si les autres ne la lui reconnaissent point». Kardelj et Rankovic lui opposaient un air froid, en faisant un gros effort pour paraître calmes, mais on devinait facilement qu'ils bouillaient au dedans. Tito leur avait recommandé de bien défendre ses positions et ils ne manquaient pas à la parole donnée à leur maître.

Le dialogue entre eux se prolongeait, souvent interrompu par les exclamations de Khrouchtchev, mais je ne leur prêtais plus attention. A part la réponse que j'avais donnée à Rankovic, lorsqu'il nous avait accusé de nous ingérer dans leurs affaires, je n'échangeai pas un mot avec eux. Pendant toute la soirée, je m'entretins avec Kiritchenko et celui-ci dit pis que pendre des Yougoslaves, estimant justes toutes les attitudes observées par notre Parti à l'encontre de la direction révisionniste yougoslave.

Mais ce Kiritchenko aussi devait par la suite recevoir un coup de pied de Khrouchtchev. Lui, qui, pendant un certain temps, avait été considéré par les observateurs étrangers comme le numéro deux soviétique, fut envoyé dans une petite ville perdue de Russie, sûrement, dans un quasi internement. De retour en Albanie un de nos étudiants, qui poursuivait là-bas des études militaires, nous racontait :

«Je voyageai un jour en train, quand un voyageur soviétique vint s'asseoir à côté de moi, sortit son journal et se mit à lire. Peu après il s'en détacha et, selon l'usage, me demanda : «Où allez-vous ?» Je répondis à sa question. Ayant noté mon accent étranger, il s'enquit : «De quelle nationalité êtes-vous?» — «Je suis Albanais», lui répondis-je. Il parut heureusement surpris et, après avoir jeté un coup d'œil vers la porte du compartiment, il se retourna vers moi et me serra fortement la main en me disant : «J'admire les Albanais». Je fus très étonné de cette attitude, car à l'époque nous étions déjà entrés en

conflit avec les khrouchtchéviens. C'était au lendemain de la Conférence des 81 partis. «Et vous, qui êtes-vous ?» lui demandai-je. Il me dit : «Kiritchenko». A ce nom, je compris aussitôt à qui j'avais à faire et je m'apprêtai à engager la conversation, quand il me dit brusquement : «On fait une partie de dominos ?» — «D'accord», acquiesçai-je. Il tira alors de sa poche une boîte et nous nous mîmes à jouer. Je ne tardai pas à deviner pourquoi il m'avait fait cette proposition. Il voulait me parler et entendait couvrir sa voix par le claquement des plaques sur la table. En effet il me dit : «Votre Parti a très bien fait de démasquer Khrouchtchev. Vive Enver Hoxha ! Vive l'Albanie socialiste !» Nous engageâmes ainsi la conversation dans une atmosphère très amicale ponctuée par les claquements des plaques. Nous causions depuis quelque temps quand des gens entrèrent dans le compartiment. Il abattit un dernier domino en me soufflant : «Tenez bon, mes salutations à Enver», puis il reprit son journal et s'y plongeait, faisant semblant que nous ne nous étions jamais connus».

Khrouchtchev et consorts firent l'impossible pour propager et cultiver dans tous les autres partis communistes et ouvriers leur ligne ouvertement révisionniste, leurs menées et leurs méthodes antimarxistes et putchistes. Et l'on vit le khrouchtchévisme s'épanouir bien vite en Bulgarie et en Hongrie, en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Roumanie et en Tchécoslovaquie. Le grand processus des réhabilitations, sous le masque de la «rectification des erreurs commises dans le passé», se mua en une campagne sans précédent dans tous les anciens pays de démocratie populaire. Les portes des prisons furent partout ouvertes, les dirigeants des autres partis rivalisèrent de zèle pour libérer au plus tôt le plus grand nombre d'ennemis, pour les nommer à divers postes, et cela jusqu'à la tête du parti et du gouvernement. Les journaux et les revues de ces partis publiaient chaque jour communiqués et nouvelles sur ce printemps de la mafia révisionniste; ils remplissaient leurs pages de discours de Tito, d'Ulbricht et des autres chefs de file révisionnistes, alors que la «Pravda» et l'agence TASS s'empressaient de mettre en relief ces événements et de les propager comme un «exemple avancé».

Nous voyions bien ce qui se passait, nous sentions s'exercer sur nous de tous côtés une pression croissante, mais nous ne bougions pas d'un pouce de notre voie, de notre ligne.

Cela ne pouvait manquer d'irriter en premier lieu Tito et consorts, qui, exaltés par les décisions du XX^e Congrès et les événements en cours dans les autres pays, s'attendaient, en Albanie aussi, à un grand bouleversement. L'activité des titistes en poste à l'ambassade yougoslave à Tirana contre notre Parti et notre pays, s'intensifia à l'extrême.

Profitant de notre comportement correct ainsi que des facilités que nous leur avions créées dans l'accomplissement de leurs fonctions, les diplomates yougoslaves à Tirana, suivant les ordres et les instructions de Belgrade, ranimèrent et réactivèrent leurs anciens agents dans notre pays, ils les instruisirent et leur donnèrent le signal de l'attaque. La tentative avortée d'avril 1956 à la Conférence de Tirana pour frapper la direction de notre Parti, était l'œuvre des révisionnistes de Belgrade, mais en même temps celle de Khrouchtchev et des khrouchtchéviens. Par leurs thèses et leurs idées révisionnistes, ces derniers étaient les inspireurs de ce complot; les titistes et leurs agents camouflés en étaient les organisateurs.

Mais lorsqu'ils virent cette conjuration échouer, les dirigeants soviétiques, qui se disaient nos amis dévoués et prétendaient être attachés aux principes, ne manquèrent pas de faire manifestement pression sur nous et de nous avancer des exigences.

A la veille du III^e Congrès de notre Parti, qui se tint à la fin mai-début juin 1956, Souslov demanda crûment à notre direction de «revoir» et de «corriger» sa ligne passée.

«Notre Parti n'a rien à revoir dans sa ligne, lui répondîmes-nous sèchement. Nous n'avons jamais permis de graves erreurs de principe dans notre ligne.

— Vous devez revoir la question de Koçi Xoxe et de ses camarades que vous avez condamnés, nous dit Souslov.

— Ils ont été et ils demeurent des traîtres et des ennemis de notre Parti et de notre peuple, des ennemis de l'Union soviétique et du socialisme, dîmes-nous sur le même ton. On aura beau revoir cent fois leurs procès, ils seront, les cent fois, flétris comme des ennemis, car c'est en ennemis qu'ils ont agi.»

Souslov se mit alors à évoquer ce qui se passait à cet égard dans les autres partis et dans le parti soviétique lui-même, suggérant une approche plus «large», «plus humaine» de ce problème.

«Cette évolution, dit-il, a produit une grande impression et les peuples l'ont bien accueillie. Vous-mêmes devez agir dans ce sens.

— Notre peuple nous lapiderait, avons-nous répliqué à l'idéologue de Khrouchtchev, si nous réhabilitons les ennemis et les traîtres, ceux qui ont cherché à lui passer les chaînes d'un nouvel esclavage.»

S'apercevant qu'il ne parvenait pas ainsi à ses fins, il joua une autre carte.

«Bon, fit-il, si vous êtes persuadés que ce sont des ennemis, qu'ils le restent. Seulement abstenez-vous de parler de leurs liens avec les Yougoslaves, ne les qualifiez pas d'agents de Belgrade.

— Nous disons ici ce qu'il en est. Et la vérité est que Koçi Xoxe et ses complices étaient de la tête aux pieds des agents des révisionnistes yougoslaves. Nous avons rendu publics les liens, hostiles à notre Parti et à notre pays, de Koçi Xoxe avec les Yougoslaves, une foule de faits qui les démontrent. La direction soviétique en est bien au courant. Peut-être vous-mêmes n'avez-vous pas eu l'occasion de connaître ces faits et, puisque vous insistez dans votre idée, nous allons vous en exposer certains.»

Souslov maîtrisait mal sa nervosité. Nous lui avons alors énuméré calmement un certain nombre des faits les plus importants et avons conclu en disant :

«Voilà la vérité sur les liens de Koçi Xoxe avec les révisionnistes yougoslaves.

— *Da, da!* [*En russe : oui, oui.*] fit-il avec impatience.

— Alors, reprîmes-nous, comment pouvons-nous falsifier cette vérité ?! Et puis est-il permis à un parti, pour faire plaisir à tel ou tel autre, de camoufler ou de fausser ce qui est avéré par une foule de faits ?

— Eh bien, on ne peut améliorer autrement les relations avec la Yougoslavie», lança Souslov, excédé.

Tout devint pour nous évident. Derrière l'intervention «fraternelle» de Souslov, il y avait les marchandages Khrouchtchev-Tito.

A coup sûr, le groupe Tito, qui avait dès lors gagné du terrain, cherchait toujours plus d'espace, il demandait des avantages économiques, militaires et politiques. Il avait demandé avec insistance à Khrouchtchev la réhabilitation de traîtres titistes comme Koçi Xoxe, Rajk, Kostov, etc. Mais Tito ne put voir son désir exaucé chez nous, alors qu'en Hongrie, Bulgarie et Tchécoslovaquie il parvint à ses fins. Là-bas, les traîtres furent réhabilités et les directions marxistes-léninistes des partis minées. C'était là l'œuvre commune de Khrouchtchev et de Tito. Nous étions pour Tito une épine à son pied, mais notre attitude à son égard était ferme et résolue. Et si nos ennemis tentaient de nous nuire nous réagirions. Cela, Tito le savait depuis longtemps, mais Khrouchtchev aussi le savait et s'en persuadait de plus en plus, et il tendait naturellement à rétrécir les chemins à Tito et à ne pas le laisser paître dans les «gras pâturages» qu'il considérait comme son fief.

Quelque quinze à vingt jours après le III^e Congrès de notre Parti, en juin 1956, je me trouvais à Moscou pour la réunion consultative que j'ai déjà évoquée et à laquelle participaient les dirigeants des partis de tous les pays socialistes. Bien que cette réunion eût pour but la discussion de problèmes économiques, Khrouchtchev, comme à l'accoutumée, en profita pour traiter d'un tas d'autres problèmes.

Là-bas, en présence de tous les représentants des autres partis, il avoua de sa bouche avoir été l'objet, de la part de Tito, de pressions en vue de la réhabilitation de Koçi Xoxe et des autres ennemis condamnés en Albanie.

«Nous avons conféré avec Tito, dit entre autres Khrouchtchev, sur les rapports de la Yougoslavie avec les autres Etats. Il était satisfait des Polonais, des Hongrois, des Tchèques, des Bulgares et d'autres, mais il m'a parlé de l'Albanie avec beaucoup de nervosité, avec force gestes. «Les Albanais, m'a-t-il dit, se sont égarés, ils ne sont pas dans la juste voie, ils ne reconnaissent pas les erreurs qu'ils ont commises, ils n'ont rien compris à tout ce qui se passe»»

Et Khrouchtchev, en reprenant les propos et les accusations de Tito, trouvait en fait l'occasion de déverser lui-même sa rancœur et son mécontentement envers nous, parce que nous n'avions pas réhabilité à notre Congrès Koçi Xoxe, que «Tito, indiqua Khrouchtchev, a qualifié de grand patriote».

«En évoquant les camarades albanais, Tito frémissait tout entier, mais je l'ai contredit en lui indiquant que «ce sont là des problèmes intérieurs des camarades albanais, et ils sauront les résoudre»», nous «relata» encore Khrouchtchev, essayant de nous convaincre qu'il s'était longuement querellé avec Tito. Mais nous connaissions dès lors les embrassades et les querelles incessantes de ces deux hérauts du révisionnisme moderne.

Tito, plongé jusqu'au cou dans la trahison, ourdit des complots sans nombre contre les pays socialistes. Mais quand Khrouchtchev trahit à son tour, il se mit à se pavaner, se posant en «maître» de ce dernier. Tito était en droit de lui demander beaucoup et il ne s'en fit pas faute. Il voulait amener Khrouchtchev à lui obéir, à «agir» selon ses ordres. Tito avait derrière lui l'impérialisme américain et la réaction mondiale, aussi Khrouchtchev, de son côté, adoptait-il comme tactique de rapprocher, de rallier Tito à lui, de l'embrasser pour finalement l'étouffer. Mais il avait affaire avec Tito, qui suivait, de son côté, sa propre tactique. Si celui-ci recherchait un rapprochement avec Khrouchtchev, c'était pour s'imposer et non pas pour se soumettre à lui, pour lui dicter ses ordres et non pas pour en recevoir de lui, pour obtenir le plus d'aides possible sans conditions et pour obliger Khrouchtchev à soumettre tous les adversaires de Belgrade, au premier chef le Parti du Travail d'Albanie.

Ce sont précisément les raisons pour lesquelles dans la ligne de Khrouchtchev à l'égard de Tito on observe de nombreux zigzags. Tour à tour, Khrouchtchev filait le parfait amour ou se fâchait avec lui, l'attaquait, l'injurait ou reculait, pour ensuite le critiquer à nouveau. Cela tenait à l'absence, de part et d'autre, d'une attitude de principe en politique. Tito et Khrouchtchev étaient deux révisionnistes, deux agents du capitalisme, dont les intérêts concordaient sur certaines choses, mais discordaient sur certaines autres. Et leurs divergences se traduisaient dans les zigzags de leurs attitudes, qui sont aujourd'hui encore, comme alors, le propre des relations entre Tito et les successeurs de Khrouchtchev.

Dans leurs actes et leurs prises de position, il n'y avait rien de marxiste-léniniste. Se guidant sur des objectifs contre-révolutionnaires ils tendaient à assumer le leadership du révisionnisme qui est en fait le capitalisme sous une nouvelle forme, l'ennemi de l'unité des peuples, qui incite au nationalisme réactionnaire, à l'instauration et à la montée de la dictature fasciste la plus féroce, qui ne permet pas la moindre trace de la démocratie formelle, bourgeoise. Le révisionnisme est à la fois le mode de penser et la pratique qui président au passage d'un pays du socialisme au capitalisme, à la conversion d'un parti communiste en parti fasciste, il incite au chaos idéologique, à la confusion, à la corruption, à la répression, à l'arbitraire, à l'instabilité, à la mise de la patrie à l'encan. C'est là la tragédie qu'ont connue l'Union soviétique et les autres pays révisionnistes. Cette situation est l'œuvre de Khrouchtchev et des

khrouchtchéviens, et elle a été encouragée et soutenue par l'impérialisme américain et le capitalisme mondial.

7. LE PROJET D'EMPIRE

Vers la conversion des pays socialistes en provinces russes. Mutations à la direction bulgare dictées par Moscou. La «montre» de Jivkov est remontée à Moscou. Le complexe danubien et la -«rupture» entre Roumains et Soviétiques. La suppression officielle du Kominform. Les illusions réformistes des partis italien et français. Togliatti, père du «polycentrisme». Rencontre inoubliable avec deux chers camarades français Marcel Cachin et Gaston Monmousseau. Les hésitations de Maurice Thorez. La rupture de l'unité du mouvement communiste, immense service rendu à l'impérialisme mondial.

Les thèses du XX^e Congrès, et surtout le coup porté à Staline dans le rapport «secret» de Khrouchtchev, firent exulter les éléments révisionnistes aussi bien dans les partis des pays socialistes que dans ceux des autres pays. A l'exemple de la réhabilitation des ennemis du socialisme en Union soviétique, on vit ré-émerger les «affaires»

Rajk, Kostov, Gomulka, Slanski et celles d'autres ennemis condamnés par la dictature du prolétariat.

La subversion contre-révolutionnaire menée par la clique khrouchtchévienne en Union soviétique servait entièrement ses desseins en politique étrangère. Au début, ses principaux objectifs en ce domaine étaient de consolider sa domination sur les partis et les pays de démocratie populaire qu'elle estimait avoir sous son contrôle et de juguler les partis et les pays qui ne s'étaient pas encore soumis ; de mettre totalement à son service les partis communistes et ouvriers des pays capitalistes ; de se gagner la confiance de l'impérialisme américain et de l'impérialisme mondial en frappant le socialisme en Union soviétique et ailleurs, en propageant le -«marxisme créateur» à travers une série de thèses opportunistes.

Khrouchtchev pensait que, en calomniant Staline, il ferait «agréer» l'Union soviétique, et surtout sa propre personne, au monde entier. Ainsi, escomptait-il, la réaction mondiale serait satisfaite, tous les autres partis se rapprocheraient de lui, Tito s'amadouerait et se rapprocherait lui aussi, et ensemble, telle une famille regroupée, ils se rencontreraient et s'embrasseraient en chemin avec l'impérialisme et le capitalisme mondial. Khrouchtchev et les khrouchtchéviens leur diraient : «Nous ne sommes plus les communistes au poignard entre les dents du temps de Lénine et de Staline. Nous ne sommes plus pour la révolution mondiale, mais pour la coopération, la coexistence pacifique et la voie parlementaire. Nous avons ouvert les portes des camps de concentration créés par Staline, nous avons réhabilité les Toukhatchevski et les Zinoviev, et nous pouvons même aller jusqu'à réhabiliter Trotski lui-même. Nous avons libéré les Soljenitsyne et leur avons permis de publier leurs livres antisoviétiques. Nous avons chassé Staline de son mausolée et brûlé son corps. Et à ceux qui ont considéré notre action comme un crime contre Staline nous avons dit : «Vous voulez ce cheval crevé ? Eh bien, prenez-le !»»

Khrouchtchev se devait, comme je l'ai souligné plus haut, de se débarrasser de ses adversaires non seulement en Union soviétique, mais encore dans les autres pays de démocratie populaire. Il lui fallait écarter des directions des partis les éléments qui faisaient confiance à la ligne marxiste-léniniste de Staline. Il lui fallait aussi balayer ceux qui étaient contre Tito, avec lequel il était tombé d'accord, et faire en sorte que ceux qui avaient condamné chez eux les agents de Tito, réhabilitent ces traîtres et quittent la direction. Khrouchtchev usa de tous les moyens : Gottwald mourut, Bierut aussi, Gomulka et Kadar furent ramenés au pouvoir, Dej tourna casaque, Rakosi et Tchervenkov furent liquidés. Nous fûmes les seuls que Khrouchtchev ne parvint pas à éliminer.

Certes, en recherchant le rapprochement avec l'impérialisme américain, le révisionnisme khrouchtchévien avait pour objectif de descendre dans l'arène comme un partenaire puissant, doté d'une industrie et d'une agriculture développées, capables de concurrencer celles des Etats-Unis

(comme il s'en vantait à grand bruit), et d'un empire colonial à lui qui comprendrait les pays du camp socialiste.

Khrouchtchev et consorts avaient déjà entamé leur activité pour la création de cet «empire», et ils la poussaient maintenant plus avant. Dans certains pays cette action alla sans heurts, dans certains autres elle suscita des frictions, alors qu'en Albanie ces visées ne furent jamais réalisées.

La Bulgarie, par exemple, ne causa jamais de tracas aux révisionnistes soviétiques. Après la mort de Dimitrov et de Staline, Velko Tchervenkov ne parvint plus, semble-t-il, à imposer son «autorité» dans le Parti communiste bulgare. Il était devenu un obstacle dans la voie de Khrouchtchev, et les intrigues soviétiques, les intrigues de Khrouchtchev lui-même, qui prit le pouvoir et agit comme on le sait, ne sont certainement pas étrangères à sa liquidation.

Au lendemain du XX^e Congrès, Tchervenkov, premier ministre à l'époque, fut critiqué pour son «culte de la personnalité», pour ses erreurs, etc. Mais Velko ne semblait pas être de ceux qui érigeaient un culte à leur propre personne. Il fit plutôt office de tête de Turc pour justifier les «rectifications» qui accompagnèrent la réhabilitation de Kostov et consorts. Tchervenkov, en douceur, céda le poste de premier ministre à Anton Yougov, qui ne devait lui-même guère le conserver longtemps.

Du temps de Dimitrov, Yougov avait été ministre de l'Intérieur, alors qu'à la suite de l'avènement de Tchervenkov, il devint vice-premier ministre, puis, premier ministre. Durant la guerre, Yougov s'était battu et bien battu dans la clandestinité; il fut surtout l'un des dirigeants principaux et des plus dynamiques de l'insurrection qui devait conduire, le 9 septembre 1944, à la libération de la Bulgarie. Lors de ma première visite en Bulgarie, je remarquai que Dimitrov avait pour Yougov un profond respect, qu'il le gardait près de lui et semblait lui faire une grande confiance. Indépendamment de certains défauts et pour autant que j'aie pu le connaître, il était, à mon avis, de tous les dirigeants bulgares, après la mort de Dimitrov, idéologiquement et politiquement le plus clairvoyant, ferme dans ses convictions, courageux et bon organisateur. Je le rencontrai souvent en Bulgarie, à Moscou et aussi en Albanie, où il vint en visite, et en toute occasion il se montra franc, aimable et communicatif avec moi.

Yougov connaissait bien la situation politique, économique et organisationnelle de la Bulgarie, et cela, selon moi, non seulement à partir de rapports, mais encore et surtout par les contacts qu'il avait. Il se rendait lui-même sur le terrain et il était l'homme des masses. Organisateur capable, il savait aussi prendre des décisions et les soutenir. En d'autres termes, Yougov n'était pas un dirigeant facile à persuader et de la catégorie des «béné oui-oui».

Yougov a son rôle dans l'organisation du Parti communiste bulgare sous la direction de Dimitrov. Et il a également sa part dans le redressement de l'industrie bulgare et l'organisation des coopératives agricoles qui furent créées selon le modèle et dans la voie des kolkhozes soviétiques.

Lorsque Tchervenkov fut destitué de son poste de secrétaire général du parti, il y fut remplacé par Jivko [*Diminutif ironique de Todor Jivkov.*], alors que Yougov garda son poste de vice-premier ministre. Roué comme il l'était, Khrouchtchev lui préféra Todor, qui ferait mieux sa besogne. Avec Yougov, Khrouchtchev n'aurait pu manœuvrer à sa guise. Yougov apprécia-t-il cette solution de Khrouchtchev? Certes non, et il le montrait. Chaque fois que nous nous sommes trouvés ensemble, ostensiblement il ne faisait aucun cas de Jivkov.

Un beau matin, Yougov aussi, comme Tchervenkov, fut liquidé sans éclat. Nous n'avons pas même été mis au courant des motifs de ce limogeage, mais nous pouvons les imaginer. Yougov a dû se mettre en opposition avec Jivko, c'est-à-dire avec Khrouchtchev. Bref, il s'est vraisemblablement déclaré contre la colonisation de la Bulgarie par l'Union soviétique khrouchtchévienne, contre l'aliénation de l'indépendance et de la souveraineté du pays. A la différence de Jivkov, Yougov ne fut ni ne devint jamais une marionnette entre les mains des khrouchtchéviens.

A côté de ses qualités de dirigeant, Yougov avait aussi, à mon sens, des défauts sur le plan personnel. Le principal était la présomption, qui se manifestait dans ses hâbleries et dans les termes avec lesquels il vantait son travail et sa propre personne. J'ai voyagé avec lui à travers la Bulgarie, il m'a accompagné pour me faire voir des villes, des plaines, des coopératives agricoles, des sites historiques, des usines, des spectacles, etc. J'ai apprécié la beauté du pays, l'amour du peuple et des communistes bulgares pour notre peuple et notre Parti. La compagnie de Yougov a toujours été pour moi agréable et très instructive.

Mais le désir de se faire valoir se décelait chez lui à tout moment. Quand nous voyagions en voiture, traversant de nombreux villages, il ne manquait pas de me dire le nom de chaque coopérative, sa superficie, le nombre de ses vaches, de ses chevaux et même de ses chèvres, et jusqu'à la superficie des vignobles, la variété du raisin et le nombre des arbres fruitiers. Le tout assorti de statistiques ! Bon, d'accord, mais les statisticiens aussi se trompent ! Yougov, lui, avait réponse à tout et il semblait vouloir me dire par là : « Voilà, moi, je suis au courant de tout. »

Lorsqu'un spectacle de danses et de chants populaires était offert en notre honneur, il se mettait vivement debout, entraînait lui-même dans la ronde, dansait et chantait. C'était un *bon vivant*. [En français dans le texte.]

De toute façon, Yougov était un brave homme et je garde de lui de bons souvenirs. Je ne pense pas qu'il ait dégénéré politiquement et idéologiquement.

A la suite de son limogeage, Khrouchtchev consacra Todor Jivkov dirigeant de la Bulgarie, ou plutôt «intendant» des Soviétiques en Bulgarie. Jivkov ravala le prestige du Parti communiste bulgare et de la Bulgarie autant que Dimitrov l'avait rehaussé. Cet élément sans personnalité, réussit à émerger avec l'aide de Khrouchtchev et devint un de ses valets dociles. Dans mes rencontres avec Dimitrov je n'avais jamais vu Jivkov. Plus tard, à l'époque de Tchervenkov, je le rencontrai à deux reprises. La première fois, il me tint une soi-disant causerie sur l'agriculture bulgare, la seconde, il m'accompagna hors de Sofia pour me faire visiter une fraiserie.

Quand il m'entretenait de l'agriculture de son pays, j'avais l'impression que ce n'était pas Jivkov lui-même qui parlait, mais son carnet de notes. C'était donc l'opposé de Yougov. Il avait noté dans un carnet-répertoire des chiffres à propos de tout, depuis la population du pays jusqu'aux chaînes de feuilles de tabac. Bref, il m'assomma de chiffres durant une heure sans émettre aucune conclusion. Un autre camarade qui se trouvait là me fit un bien meilleur exposé sur l'économie bulgare en général et l'industrie en particulier. J'avais complètement oublié Jivko, mais voilà que plus tard, à la destitution de Tchervenkov, il devint premier secrétaire !) Nous en fûmes surpris, mais il n'y avait là rien d'étonnant. Je le connus donc aussi dans cette fonction ! Il n'avait guère changé, à part quelques nouvelles poses qu'il prenait pour marquer son nouveau rang ; il ne sortait plus son carnet, prodiguait les sourires, portait la casquette et usait d'un langage «populaire».

Après cette promotion non plus, je n'eus jamais aucun entretien sérieux avec lui. Nous avons souvent déjeuné ou dîné avec les camarades de la direction bulgare; Jivkov nous conduisait d'un palais du roi Boris à l'autre, de celui de Sofia à celui d'Eksinograd à Varna, mais ne nous disait rien de substantiel, se bornant à quelque bavardage futile, juste pour tuer le temps.

Les métamorphoses de Jivkov se réalisèrent petit à petit, à mesure de l'éducation qu'il reçut de Khrouchtchev. Il adopta comme devise : «Avec l'Union soviétique dans les siècles !» Sa soumission à Khrouchtchev devint totale. C'est Jivko qui «conçut» et lança l'idée que «nous devons nous mettre à l'heure de Khrouchtchev». Jivkov fit siennes les tactiques de Khrouchtchev envers les partis communistes et ouvriers ; un jour, il se prononçait contre Tito, le lendemain, en sa faveur ; un autre jour, il ouvrait ses frontières pour organiser des foires communes avec les Yougoslaves, le lendemain, il les refermait; un autre jour encore, il revendiquait la Macédoine, le lendemain il n'en parlait plus. Suivant la voie et les conseils de Khrouchtchev, Jivkov devint une «personnalité», et, les

révisionnistes khrouchtchéviens, en édifiant sa «personnalité», mirent en même temps la main sur toute la Bulgarie. Ce pays, dans tous ses secteurs et tous ses recoins, est dirigé par les Soviétiques. Formellement, il existe un gouvernement, un parti et une administration bulgares, mais en fait tout y est conduit par les Soviétiques. Les khrouchtchéviens ont fait de la Bulgarie un dangereux arsenal et ce pays est devenu une place d'armes des social-impérialistes russes contre notre pays et les autres pays des Balkans. Et cela est l'œuvre de Jivko et de son équipe qui vivent sur le dos de la Bulgarie en étant au service du social-impérialisme soviétique.

Comme le montrent des faits passés dans l'histoire, Dej et consorts étaient et sont demeurés les satellites de Khrouchtchev. Mais ils tournaient à tous les vents. L'étroite amitié entre Tito et Khrouchtchev fut entrecoupée de querelles, provoquées par les affaires hongroise, polonaise, etc. ; il y avait donc entre eux des frictions et des rancœurs, encore que suivies de réconciliations et de baisers. Dej, quant à lui, sans le moindre scrupule politique, s'était laissé entièrement entraîner dans le tourbillon de l'activité traîtresse antimarxiste de Khrouchtchev, qui l'emportait et le jetait où et comme bon lui semblait.

Je parlerai plus loin des événements de 1960 à Bucarest et à Moscou, mais je tiens à souligner ici que Dej, au cours de ces événements, montra une fois de plus le fond de sa nature, celle d'un homme qui ne se faisait pas scrupule de hisser ou de baisser n'importe quel drapeau. Il est certains moments, certains points clés dans la vie et l'activité d'un homme, qui dans leur enchaînement, vous brossent son portrait. Voici donc celui de Dej : en 1948 et 1949, antirévisionniste, anti-titiste résolu et zélé ; après 1954, pro-révisionniste et pro-titiste enthousiaste et actif ; en 1960, pro-khrouchtchévien de première ligne ; mais par la suite il apparut qu'il n'arborait ce drapeau-là qu'avec hésitation et tendait à manœuvrer avec deux ou trois drapeaux à la fois. Bref, c'était un politicien aux pirouettes dictées par la conjoncture, qui avait pour ligne d'être «et avec l'un, et avec l'autre», et avec Tito, et avec Khrouchtchev, et avec Mao Tsétoung, et dont les successeurs se jetèrent même dans les bras de l'impérialisme américain. Lui et ses successeurs pouvaient être, comme ils le furent effectivement, avec n'importe qui, sauf avec le marxisme-léninisme conséquent.

Nous venons de voir tant la période de l'épanouissement de l'amitié entre Dej et Khrouchtchev que celle des failles dans cette amitié.

Khrouchtchev pensait avoir Dej dans sa poche, comme le petit canif d'ivoire qu'il tenait dans son gousset et qu'il sortait pour jouer avec au cours des réunions. Et c'est ainsi qu'il entendait l'utiliser. Après 1960, jugeant la situation mûre, Khrouchtchev avança son plan annexionniste selon lequel le territoire s'étendant de la région de Bucarest à la frontière avec l'Union soviétique serait économiquement uni à l'Ukraine soviétique pour former un «complexe agricole-industriel». Mais cette idée était par trop grossière. Dej, qui en avait avalé beaucoup d'autres, cette fois regimba.

C'est seulement lorsque Khrouchtchev marcha sur les pieds de la Roumanie, que Dej mit une sourdine à ses attaques contre nous. Mais jamais, même après cela, il n'eut le courage civil, et encore moins marxiste-léniniste, de faire la moindre autocritique devant notre Parti pour tout ce qu'il avait dit et fait. Ce révisionniste, qui avait baisé la main de Tito, ne s'excusa pas devant notre Parti.

Dej, dit-on, mourut d'un cancer. Nous envoyâmes une délégation assister à ses obsèques en signe d'amitié pour le peuple roumain. Mais Ceausescu, qui venait de le remplacer dans ses fonctions, serra à peine la main aux membres de notre délégation. Nous rendîmes la pareille à ce nouveau révisionniste, qui, à peine au pouvoir, fit sa devise permanente de la politique de compromis avec tous les chefs de file révisionnistes et impérialistes, avec Brejnev, Tito, Mao, Nixon et toute la réaction mondiale.

Une fois au pouvoir, cet homme, qui avait été le petit laquais de Dej, a démasqué entièrement son ancien maître et, consolidant ses positions, il ambitionne de devenir une personnalité «mondiale» à

l'image de Tito, et de prendre sa place au nom d'une prétendue résistance aux pressions camouflées des Soviétiques.

Même après les divergences apparues entre Roumains et Soviétiques, les rapports d'Etat des premiers avec nous restèrent ce qu'ils avaient été, froids, inconsistants, insipides. Nous n'avons eu ni n'aurons de rapports de parti avec le parti roumain tant que ce dernier n'aura pas reconnu publiquement ses erreurs à rencontre du nôtre.

Bien entendu, nous regrettons beaucoup que la Roumanie se soit convertie en un pays capitaliste, comme la Yougoslavie, l'Union soviétique, etc., et qu'elle n'ait plus de socialiste que le nom.

Tous ces Dej, Jivkov, Ceausescu, etc., sont des produits du révisionnisme, et Khrouchtchev et les khrouchtchéviens les ont utilisés et les utilisent à leurs fins.

A la confiance et à l'amitié marxistes-léninistes, les khrouchtchéviens soviétiques substituèrent la domination du grand Etat «socialiste», pour créer la «famille socialiste», la «communauté socialiste», où la loi est faite aujourd'hui par la main de fer de Brejnev et des maréchaux soviétiques, qui brandissent au-dessus de la tête de chaque «enfant prodige» de la famille la massue du Pacte de Varsovie.

Khrouchtchev et consorts ne supportaient aucune critique ou remarque de la part des autres, ils s'opposaient à toute discipline ou contrôle réciproque, si formels fussent-ils. Les réunions, les déclarations, les décisions communes étaient, pour eux, de pure forme et non avenues si elles les entravaient dans la réalisation de leurs plans.

Pourquoi les khrouchtchéviens éliminèrent-ils et de surcroît noircirent-ils le Kominform ? S'ils le firent, c'est que le Kominform avait condamné Tito, et qu'ils le considéraient comme un produit de Staline, qui se serait soi-disant acquis un «mauvais renom» aux yeux des impérialistes. Il va sans dire qu'il n'était pas question ici des formes d'organisation, car en fin de compte en quoi le «bureau de contacts» proposé par Khrouchtchev (et qui ne fut jamais créé) aurait-il été différent, du point de vue formel, du Kominform ? Ce que l'on visait par là, c'était la réhabilitation de Tito pour faire plaisir à l'impérialisme.

Mais plus tard, au cours d'une réunion consultative des partis du camp socialiste, ce projet de «bureau» fut jeté à la poubelle, un peu parce que les khrouchtchéviens se ravisèrent, un peu parce qu'il suscita des objections, de la part des Polonais surtout. Ces derniers (Ochab et Cyrankiewicz) s'opposèrent assez activement à cette idée. Et même, lorsqu'il fut décidé de publier un organe commun, ils dirent :

«Bon alors, publions-le éventuellement, puisque, apparemment, il faut que nous en ayons un.»

De cette rencontre sans résultat, je me rappelle l'enthousiasme avec lequel Togliatti fit sienne l'idée de Khrouchtchev et comment, sur le moment, il la poussa plus avant, insistant pour que soient créés deux «bureaux de contacts», l'un pour les partis des pays socialistes et l'autre pour ceux des pays capitalistes ! Le futur père du «polycentrisme» «approfondit» encore son idée en proposant que le Parti communiste de l'Union soviétique ne fût pas représenté dans le second bureau, «bien que, ajouta-t-il pour dorer la pilule, il sera notre dirigeant».

Le parti révisionniste italien a été à l'avant-garde de l'action hostile au communisme international, aux partis communistes et ouvriers et aux pays du camp du socialisme.

Les «communistes» italiens et français se firent de grandes illusions sur la démocratie bourgeoise et la voie parlementaire. Ces deux partis participèrent également aux gouvernements bourgeois des lendemains de la Seconde Guerre mondiale. C'était là encore une tactique de la bourgeoisie pour conjurer les grèves et le chaos, redresser l'économie, et surtout pour consolider ses positions non

seulement économiques, mais aussi militaires et policières. La participation des communistes aux gouvernements bourgeois ne fut qu'un feu de paille. La bourgeoisie chassa les communistes du pouvoir, les désarma, les rejeta dans l'opposition et fit adopter des lois électorales en vertu desquelles, malgré le grand nombre de voix obtenues par les communistes, le nombre de leurs députés au parlement était réduit au minimum.

Tito et Togliatti, comme cela devait apparaître par la suite, mangeaient dès lors au même râtelier, aussi le parti italien vint-il en aide au parti de Tito, encore que pas tout de suite ouvertement. Togliatti, qui était un révisionniste convaincu mais masqué, et toute la direction du Parti communiste italien, qui faisait partie du Kominform, étaient contrariés par la condamnation de Tito. S'ils votèrent pour cette condamnation, ce fut par conformisme et parce qu'ils n'avaient pas le courage de se prononcer ouvertement, mais le temps prouva que les révisionnistes italiens étaient parmi les plus impatients de s'embrasser avec Tito.

La visite de Khrouchtchev à Belgrade et sa réconciliation avec Tito ouvrirent la voie de Belgrade à Togliatti et consorts pour rencontrer les titistes et se réconcilier avec eux, et aussi pour développer ouvertement leurs vues révisionnistes scissionnistes, contre Staline et contre l'Union soviétique non seulement comme Etat, mais aussi comme système. Togliatti et les togliattiens prirent ouvertement fait et cause pour Tito et ne suivirent pas la tactique zigzagante de Khrouchtchev. De son côté, celui-ci manœuvrait aussi avec Togliatti, faisait son éloge et ne lui adressait que des reproches ouatés afin de le tenir en bride.

Les dirigeants du parti italien, comme Togliatti, Longo et consorts, se montrèrent particulièrement sensibles aux thèses révisionnistes du XX^e Congrès et surtout aux calomnies de Khrouchtchev contre Staline. Peu après ce congrès, dans une interview accordée à la revue «Nuovi Argomenti», Togliatti déclenchait ses attaques contre le système socialiste, contre la dictature du prolétariat et contre Staline. C'est là qu'il lança aussi son idée du «polycentrisme», l'idée du morcellement et de la division du mouvement communiste international.

Quant aux dirigeants du Parti communiste français comme Thorez, Duclos et autres, il est de fait qu'au début ils ne firent pas un bon accueil ni ne souscrivirent au rapport «secret» de Khrouchtchev contre Staline. Après la publication de ce rapport dans la presse occidentale, le Bureau politique du Parti communiste français publia une déclaration où il condamnait cet acte et exprimait ses réserves quant aux attaques contre Staline.

Thorez lui-même m'a dit à ce propos : «Nous avons demandé des explications aux camarades soviétiques, ils nous en ont donné, mais ils ne nous ont pas convaincus.» Je lui fis observer : «Vous, vous n'êtes pas convaincus, tandis que nous, nous sommes en complet désaccord avec eux». Ainsi Thorez et le Parti communiste français savaient depuis longtemps ce que nous pensions du XX^e Congrès et des calomnies des khrouchtchéviens à l'adresse de Staline.

Français et Italiens s'entendaient comme chien et chat. J'avais discuté avec Thorez et Duclos des positions des dirigeants du P.C. italien opposées à la ligne marxiste-léniniste, en soutien aux révisionnistes titistes et hostiles à notre Parti. Thorez et Duclos, et les Français dans l'ensemble, semblaient bien se comporter avec nous. Nous nous en tenions à nos vues, eux aux leurs. Nous poursuivions nos attaques incessantes contre les titistes, et, très visiblement, eux non plus n'avaient aucune confiance en Tito. A l'égard des dirigeants italiens également, nous étions sur la même longueur d'onde.

Avant les événements qui amenèrent la scission, nous reçûmes en visite les camarades Marcel Cachin et Gaston Monmousseau, deux éminents vétérans du communisme. Tout notre Parti et notre peuple les accueillirent avec joie et affection. J'eus avec eux des entretiens très francs et cordiaux. Ils visitèrent notre pays, m'en parlèrent avec beaucoup de sympathie et écrivirent dans «l'Humanité» une foule de bonnes choses au sujet de notre Parti et de notre peuple. Monmousseau publia d'ailleurs un livre très

attachant sur notre pays. Autour du feu, il me parla de sa visite à Korçe et de sa participation aux vendanges avec les coopérateurs de la région. Au cours de la conversation je demandai à l'auteur de «Jean Bécot», qui était originaire de Champagne :

«Camarade Monmousseau, que pensez-vous de notre vin ?»

Il me répondit sur un ton *pince-sans-rire* [*En français dans le texte.*] :

«C'est du vinaigre.»

Je partis d'un grand rire et lui dis :

«Vous avez raison, mais donnez-nous quelques conseils».

Et Monmousseau me parla de vins pendant toute une heure, ce qui me fut d'un grand profit. J'écoutai avec admiration ce vieillard aux pommettes rougeoyantes et aux yeux pétillants comme le vin de son pays natal.

Avant que nous nous rendions à la Conférence des 81 partis à Moscou, Maurice Thorez demanda à venir passer chez nous une période de vacances. Nous nous réjouîmes de le recevoir. L'idée nous vint cependant (et nous ne nous trompions pas) qu'il était envoyé par les Soviétiques pour nous «amadouer».

A Durres, où il séjournait, j'évoquai à Thorez toutes les bassesses commises par les Soviétiques à notre égard.

Maurice m'écoutait attentivement. Il fut étonné, car il n'en savait rien. On lui avait tout caché. Je lui parlai de la Rencontre de Bucarest et de notre attitude là-bas. Il me dit que la délégation de leur parti qui avait pris part à cette Rencontre les avait informés de l'attitude du P.T.A. et que, comme ils en avaient été frappés, il avait, en partant pour l'Albanie, pensé en discuter avec nous. Thorez exprima l'avis que la Rencontre de Bucarest avait été utile et il ne se prononça pas du tout sur la question de sa régularité. Il ne critiqua pas notre attitude à Bucarest et, après m'avoir écouté, se borna à dire :

«Camarade Enver, vous devez demander des explications à la direction soviétique sur ce qu'on vous a fait.»

Quant à la lutte contre le titisme, Maurice approuvait entièrement notre attitude. Il prit congé de nous et s'embarqua pour Odessa.

Avant que je ne prenne la parole à la Conférence des 81 partis à Moscou, Maurice Thorez nous invita à dîner. Cette fois il était clair qu'il avait été poussé par Khrouchtchev à nous persuader de ne pas parler à la Conférence contre la trahison-révisionniste, mais il échoua dans sa mission. Nous rejetâmes les mauvais «conseils» qu'il nous donna.

A la Conférence, Maurice Thorez nous critiqua, mais en termes modérés. Par contre, sa femme, Jeannette Vermeersch, qui me rencontra après mon discours, me dit :

«Camarade Enver, nous ne comprenons pas où vous voulez aller par cette voie.

— Vous ne nous comprenez pas aujourd'hui, mais vous nous comprendrez peut-être demain», lui répondis-je.

On sait le sort qu'a connu le Parti communiste français. Lui aussi s'engagea résolument dans la voie révisionniste. Il trahit le marxisme-léninisme, suivit et continue de suivre, à certaines nuances près, la ligne khrouchtchévienne et brejnévienne.

Quant à Togliatti, il ne fit pas de zigzags comme les Français et déclara ouvertement, comme Tito, ses vues révisionnistes, qu'il légua à Longo et à Berlinguer dans son «testament». Il est le père du «polycentrisme» dans le mouvement communiste international. Assurément, le «polycentrisme» ne convenait pas à Khrouchtchev, qui voulait garder en main la «baguette de chef d'orchestre», pas plus qu'il ne convient aux khrouchtchéviens qui règnent aujourd'hui en Union soviétique. Les togliattiens opposaient et opposent toujours aux réunions de Khrouchtchev et de Brejnev les «réunions» des partis communistes des pays capitalistes d'Europe, d'Amérique latine, etc. Les Français, qui penchaient vers Khrouchtchev, désapprouvaient les propositions de Togliatti et les combattaient. Je ne m'étendrai pas là-dessus, car j'ai déjà écrit sur la théorie et les menées antimarxistes de ces révisionnistes.

Les révisionnistes italiens n'ont jamais vu d'un bon œil ni l'Albanie socialiste, ni le Parti du Travail d'Albanie. Dans les premières années qui suivirent la libération, le vieux Terracini, accompagné d'une jeune actrice, fit en Albanie une visite de convenance. Il n'y resta que deux jours et s'en alla comme il était venu. Plus tard, nous reçûmes aussi la visite de Pajetta, qui demeura deux jours chez nous et, après nous avoir remis, à Mehmet et à moi, la médaille de l'ordre de «Garibaldi», de la guerre d'Espagne et de la Résistance, repartit, lui aussi, comme il était venu. Les révisionnistes italiens n'ont presque jamais rien écrit sur l'Albanie socialiste dans leur journal «l'Unità». Peut-être parce qu'ils ne voulaient pas froisser les néo-fascistes italiens qui étaient au pouvoir et dont nous avons vaincu les armées pendant la guerre, ou encore parce que nous démasquions leur ami Tito !

Le Parti communiste italien était un parti doté d'une vieille ligne opportuniste, c'était un front ouvert à la recherche de voix. Sa direction était le théâtre de querelles incessantes pour des postes, des traitements, pour la désignation aux mandats de député ou sénateur. Quelque dirigeant de ce parti, destitué de son poste par Togliatti, venait nous rencontrer et se plaindre, mais le lendemain, dès qu'on lui donnait un os et le faisait sénateur, il devenait doux comme un agneau.

Je me souviens d'une rencontre que j'eus à Karlovy Vary avec l'un de ces dirigeants, qui était alors membre de la direction du Parti communiste italien de Togliatti. Il me dit :

«Je suis contre Togliatti et ses conceptions.

— Et pourquoi ?» lui demandai-je.

Il avança deux ou trois «arguments», mais finit par lâcher la véritable raison de son mécontentement :

«Togliatti ne permet pas que l'on publie les discours que je prononce au parlement. Et lui, et Pajetta, non contents d'en empêcher la publication en Italie, interviennent auprès des Soviétiques pour qu'ils ne soient pas publiés non plus à Moscou. Je vous prie, camarade Enver, de vous entremettre auprès de Khrouchtchev à ce propos.»

Je fus évidemment bien surpris et lui répliquai sur-le-champ :

«Comment pourrais-je m'entremettre ? Je pourrais, à la rigueur, influencer sur leur publication éventuelle en Albanie, mais pas en Union soviétique. C'est aux camarades soviétiques que vous devez vous adresser. Ils sont maîtres chez eux et c'est à eux de décider.»

Après la rupture avec les khrouchtchéviens, lui aussi eut des «divergences» avec la direction révisionniste italienne. Mais elles n'avaient pas un caractère de principe ; elles consistaient en des querelles pour des postes ou de l'argent. Le lendemain, devenu sénateur, lui aussi se calmait et ne

soufflait plus mot. Tels étaient et demeurèrent les révisionnistes italiens, — des collaborateurs de la bourgeoisie italienne et de la bourgeoisie internationale.

Toute cette activité révisionniste mina, démolit la collaboration et l'harmonie marxistes-léninistes qui existaient dans le mouvement communiste international. Khrouchtchev et les khrouchtchéviens rendirent un service inestimable à l'impérialisme mondial et se mirent directement à son service. L'œuvre de sabotage que l'impérialisme et ses laquais n'avaient pas réussi à réaliser durant des décennies entières, fut consommée par Khrouchtchev et les khrouchtchéviens de tout acabit, où qu'ils fussent.

En calomniant Staline, l'Union soviétique, le socialisme et le communisme, ils se rangèrent du côté des calomniateurs capitalistes, affaiblirent l'Union soviétique, ce qui était au fond le rêve et l'objectif des capitalistes. Ils brisèrent cette unité monolithique, que les capitalistes cherchaient à battre en brèche, suscitèrent des doutes sur la révolution et la sabotèrent, ce à quoi ceux-ci aussi ne cessaient de s'employer. Ils semèrent la discorde et la division au sein des divers partis communistes et ouvriers, en renversant des cliques et en les remplaçant par d'autres, mieux capables de servir leurs intérêts hégémonistes ébranlés par le grand chambardement. Ces ennemis attaquèrent le marxisme-léninisme sur tous les plans, dans chacune de ses manifestations, et y substituèrent l'idéologie réformiste social-démocrate, ouvrant ainsi la voie au libéralisme, au bureaucratisme, au technocratisme, à l'intellectualisme décadent, à l'espionnage capitaliste dans les rangs du parti, bref à la dégénérescence. Ce que le capitalisme mondial n'avait pu réaliser, la clique khrouchtchéviennne l'accomplit pour lui.

Mais ni l'impérialisme américain, ni le capitalisme mondial ne jugeaient suffisante cette aide colossale, ce grand sabotage du marxisme-léninisme et du socialisme auquel Khrouchtchev et les khrouchtchéviens étaient en train de se livrer. Aussi la bourgeoisie et la réaction déclenchèrent-elles une attaque contre les partis révisionnistes afin d'aggraver le plus possible leur crise et cela non seulement pour discréditer le marxisme-léninisme et la révolution, pour approfondir la division entre les partis communistes et ouvriers et pousser plus loin leur rébellion contre Moscou, mais aussi pour affaiblir, mettre à genoux et asservir, par toute cette action, l'Union soviétique en tant que grande puissance politique, économique et idéologique, indépendamment du fait que l'idéologie khrouchtchéviennne n'était pas le marxisme mais l'anti-marxisme. Le capitalisme mondial, avec à sa tête l'impérialisme américain, devait lutter pour ne pas permettre à l'hégémonisme khrouchtchévien de se maintenir en vie et de se consolider sur les ruines qu'il avait causées.

C'est pourquoi l'impérialisme américain et l'impérialisme mondial intensifièrent leur action de sabotage dans les pays du camp socialiste afin de saper l'empire colonial que projetait Khrouchtchev. Dans le climat approprié créé par les slogans des khrouchtchéviens, on vit s'animer non seulement des chefs de file dociles à Khrouchtchev, comme Jivkov, mais encore les agents des Américains, des Anglais, des Français, des Allemands de l'Ouest et aussi de Tito.

Du fait de la nature même du révisionnisme comme de la pression et des menées subversives de l'impérialisme, dans plusieurs partis émergèrent des gens qui n'étaient pas satisfaits de la façon dont on s'acheminait vers la «démocratisation» et la libéralisation. Les ennemis du socialisme en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Roumanie voulaient avancer au galop dans la voie de la restauration du capitalisme, en se débarrassant des guenilles démagogiques que cherchait à garder le groupe des dirigeants soviétiques. Les liens traditionnels de la bourgeoisie de ces pays avec l'Occident et le désir d'échapper au plus tôt à la peur de la dictature du prolétariat (bien que les khrouchtchéviens l'eussent démantelée), les orientaient vers Washington, Bonn, Londres et Paris.

Khrouchtchev espérait renfermer dans la bouteille les mauvais génies, qu'il avait laissés échapper. Mais ceux-ci, une fois libérés, voulurent paître à leur guise dans les gras pâturages que les khrouchtchéviens considéraient comme leur bien et ils n'obéirent plus à la «flûte enchantée» de Khrouchtchev. Celui-ci dut employer ses tanks pour les mettre à la raison.

8. MA PREMIERE ET DERNIERE VISITE EN CHINE

Nos rapports avec le P.C.C. et la R.P.C. jusqu'en 1956. Invitations de la part de la Chine, de la Corée et de la Mongolie. Un fait étonnant en Corée : deux membres du Bureau politique s'enfuient en... Chine ! Ponomarev défend les fuyards, Mikoyan et Peng Teh-huaï «raccordent» les violons de Kim Il-sung. Rencontre avec Mao Tsétoung : «Ni les Yougoslaves ni vous n'avez commis d'erreurs», «c'est Staline qui en a commis», «des erreurs sont utiles». Li Li-san au VIII^e Congrès du P.C.C. : «Je vous prie de m'aider, car je retomberai dans l'erreur». Désillusion et inquiétude suscitées par le VIII^e Congrès du P.C.C. Rencontres à Pékin avec Dej, Yougov, Chou En-laï et d'autres. Bodnaras s'entremet pour nous réconcilier avec Tito.

Les rapports entre notre Parti et le Parti communiste chinois de 1949 à 1956, et même pendant plusieurs années après, pourraient assez justement être qualifiés de «normaux» plus ou moins dans l'acception de ce terme dans le langage de la diplomatie. Quoi qu'il en soit, nous avons, quant à nous, depuis les années de notre Lutte de libération nationale et surtout après la libération de notre patrie, suivi avec sympathie la juste lutte du peuple chinois frère contre les agresseurs fascistes japonais, contre la réaction tchiangkaïchiste et contre l'intervention américaine, et nous avons appuyé et soutenu cette lutte de toutes nos forces. A plus forte raison, nous réjouissions-nous du fait qu'à la pointe de ce combat se trouvait, disait-on, un parti communiste reconnu par le Komintern et qui jouissait du soutien du Parti communiste de l'Union soviétique dirigé par Staline.

Nous savions aussi que le Parti communiste chinois avait à sa tête Mao Tsétoung, sur lequel, ainsi que sur le parti qu'il dirigeait, nous n'avions d'autres données que celles que nous fournissaient les camarades soviétiques. Pendant la période de cette lutte comme après 1949, nous n'avions pas eu l'occasion de lire quoi que ce soit des œuvres ou des études de Mao Tsétoung, dont on disait que c'était aussi un philosophe et qu'il avait écrit une longue série d'ouvrages. Nous saluâmes avec joie et de tout cœur la victoire du 1^{er} octobre 1949 et fûmes l'un des premiers pays à reconnaître le nouvel Etat chinois et à nouer avec lui des liens fraternels. Bien qu'alors les possibilités de liens et de contacts plus fréquents et plus étroits entre nos deux pays, et les voies ouvertes dans ce sens fussent élargies, ces liens ne s'en maintinrent pas moins au niveau des échanges amicaux, culturels et commerciaux, ils se limitèrent à l'envoi de quelque délégation de second ordre, au soutien réciproque, selon les cas, à travers des discours ou des déclarations publiques, à l'échange de quelques télégrammes à l'occasion de fêtes ou d'anniversaires, sans plus ou presque.

Nous continuions de soutenir de toutes nos forces les efforts du peuple chinois et de sa direction pour l'édification socialiste du pays, mais nous ne savions rien de concret sur l'ampleur de ce processus et les modalités de son développement. Mao, disait-on, appliquait une ligne «intéressante» pour la construction du socialisme en Chine, en collaborant avec la bourgeoisie locale et avec d'autres partis, appelés «démocratiques», «des industriels», etc.; le parti communiste y permettait et y stimulait l'existence d'entreprises mixtes à capital à la fois privé et étatique, il encourageait et rémunérait les éléments des classes riches, ceux-ci étant même nommés à la direction de ces entreprises et des provinces, etc. Toutes ces pratiques étaient pour nous inconcevables et nous avons beau nous creuser la cervelle, nous ne trouvions aucun argument pour les juger conformes au marxisme-léninisme. Quoi qu'il en soit, pensions-nous, la Chine est un très grand pays, peuplé de centaines de millions d'hommes, qui vient d'émerger d'un sombre passé féodal-bourgeois, elle a beaucoup de tracas et de difficultés et, avec le temps, elle rectifiera dans la juste voie marxiste-léniniste tout ce qui ne va pas.

C'était là, plus ou moins, ce que nous savions du Parti communiste et de l'Etat chinois jusqu'en 1956, lorsque le Comité central de notre Parti fut invité par Mao Tsétoung à envoyer une délégation participer aux travaux du VIII^e Congrès du P.C. chinois. Nous nous réjouîmes de cette invitation, car l'occasion nous était ainsi offerte de connaître directement et de plus près ce parti et ce pays socialiste frères. Dans le même temps, nous avons reçu des invitations de la République populaire de Mongolie et de la République démocratique populaire de Corée pour envoyer en visite amicale dans ces pays des délégations gouvernementales et de parti de haut niveau.

Nous étudiâmes les invitations de nos amis au Bureau politique et décidâmes que, profitant de son voyage en Chine à l'occasion du VIII^e Congrès du P.C. chinois, notre délégation au sommet passerait par la Mongolie et la Corée.

Le Bureau politique désigna avec moi, comme membres de notre délégation, les camarades Mehmet Shehu et Ramiz Alia ainsi que Behar Shtylla, notre ministre des Affaires étrangères à l'époque. En Mongolie et en Corée, notre délégation, étant gouvernementale, devait être présidée par le camarade Mehmet, alors qu'en Chine, où elle se rendrait en tant que délégation de parti, elle serait conduite par moi-même.

Nous nous préparâmes à cet effet et partîmes vers la fin du mois d'août 1956.

C'était le moment où le révisionnisme moderne, mis en avant par le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, non content de s'être répandu en Union soviétique et dans les autres pays de démocratie populaire, faisait apparaître toutes ses souillures organiques, la division, les querelles, les complots, la contre-révolution. En Pologne, la marmite qui bouillait depuis longtemps faisait émerger dans son écume l'infâme Gomulka ; en Hongrie, la réaction noire s'était déchaînée plus que jamais et elle préparait fiévreusement la contre-révolution. Ces jours-là, Tito était invité à «passer des vacances» en Crimée et, avec Khrouchtchev, Rankovic et d'autres, il était en train de démolir Gerö. Il apparaissait que les révisionnistes des divers pays rivalisaient bassement de zèle dans la mise en œuvre du khrouchtchévisme. En Europe, à l'exception de notre Parti et de notre pays, tous les autres étaient secoués par le séisme révisionniste jusque dans leurs fondements.

Les trois ou quatre jours de notre visite en Mongolie passèrent sans que nous nous en rendions compte. Nous voyagions pendant des heures entières sans apercevoir un centre habité et c'était partout le même paysage : plat, dénudé, monotone, fastidieux. Tsédenbal, qui tournoyait autour de nous, sautillant et rond comme un ballon, ne ressassait qu'un seul sujet : l'élevage. Tant de millions de moutons, tant de juments, tant de chevaux, tant de chameaux, c'était là l'unique richesse, l'unique branche sur laquelle s'appuyait ce pays socialiste. Nous goûtâmes du lait de jument, échangeâmes des vœux de succès et quittâmes le pays.

Le 7 septembre, nous arrivâmes à Pyongyang. Nous fûmes bien accueillis par une foule nombreuse au son des gongs, avec des fleurs et des portraits de Kim Il-sung à chaque pas. Il fallait chercher longuement du regard pour apercevoir aussi dans quelque coin perdu un portrait de Lénine.

On nous fit visiter Pyongyang, et quelques autres villes et villages, où le peuple comme les dirigeants du parti et de l'Etat nous reçurent chaleureusement. Pendant notre séjour, Kim Il-sung se montra cordial et bienveillant envers nous. Le peuple coréen venait de sortir d'une guerre sanglante avec les agresseurs américains et il s'était maintenant attelé à la reconstruction et au développement du pays. C'était un peuple laborieux, propre et talentueux, assoiffé de progrès et nous lui souhaitâmes de tout cœur des succès continus dans la voie du socialisme.

Mais la guêpe révisionniste avait commencé là aussi à planter son aiguillon empoisonné.

Au cours de nos entretiens avec lui, Kim Il-sung nous évoqua un fait survenu au plénum du Comité central de leur parti réuni après le XX^e Congrès.

«Après que j'y eus présenté mon rapport, nous dit Kim, deux membres de notre Bureau politique et quelques autres membres du Comité central prirent la parole pour dire que les enseignements du XX^e Congrès et la question du culte de la personnalité chez nous, en Corée, n'avaient pas été compris comme il se devait, qu'on n'y menait pas une lutte conséquente contre le culte de la personnalité, etc. «Nous n'avons pas, dirent-ils, obtenu des résultats économiques et politiques suivant la plate-forme du XX^e Congrès et le Comité central a rassemblé autour de lui des incapables».

«Bref, poursuivit-il, ils se sont attaqués à la ligne de notre direction, à son unité. Mais tout le Comité central s'est dressé contre eux.

— Et quelle attitude avez-vous adoptée à leur égard ? lui demandai-je.

— Le plénum les a critiqués et c'est tout, me répondit Kim Il-sung, qui ajouta : Aussitôt après ils se sont enfuis en Chine.

— En Chine ?! Et qu'est-ce qu'ils font là-bas ?

— Notre Comité central les a jugés des éléments anti-parti et nous avons écrit à la direction chinoise de nous les remettre à tout prix. A part leurs autres erreurs, ils ont commis la grave faute de s'être enfuis. Mais les camarades chinois ne nous les ont pas renvoyés. Ils sont encore là-bas.»

Nous dûmes ouvertement à Kim Il-sung que «bien que nous ne soyons pas au fait des problèmes qu'ont soulevés ces deux membres de votre Bureau politique et qu'il ne nous appartienne pas de juger de vos affaires, nous estimons, du moment que vous-mêmes nous évoquez ce problème, qu'à nos yeux c'est là un fait grave.» Et nous ajoutâmes :

«Chez nous aussi, après le XX^e Congrès du parti soviétique, des éléments anti-parti ont tenté d'organiser un complot contre notre Parti et son Comité central. Ce complot était monté par les révisionnistes de Belgrade, et nous l'avons démantelé dès que nous l'eûmes éventé.»

Nous lui parlâmes ensuite de la Conférence du Parti de Tirana tenue en avril 1956, des pressions dont nous fûmes l'objet et de l'attitude ferme et résolue de notre Parti face à tous les ennemis extérieurs et intérieurs.

«Juste, juste !» faisait Kim Il-sung, ponctuant mes dires. A son ton et à son attitude, je crus deviner en lui une certaine perplexité et une indécision qui le tourmentaient.

Je ne me trompais pas. Quelques jours après, en Chine, en discutant avec Ponomarev, membre de la délégation soviétique au VIII^e Congrès du P.C. chinois, je lui parlai entre autres du problème des Coréens enfuis :

«Nous en sommes informés, me répondit-il, et nous avons donné des conseils à Kim Il-sung.

— Des conseils ? Et pourquoi ?

— Camarade Enver, les Coréens ne sont pas dans la juste voie. Ils portent le nez trop haut et il faut qu'ils le rabattent.

— Il ne s'agit pas ici de leurs affaires en général, car je n'en suis pas au courant, mais d'un problème concret. Deux membres du Bureau politique se dressent contre le Comité central de leur parti et s'enfuient dans un autre pays socialiste. En quoi Kim Il-sung est-il ici fautif ?!

— Les camarades coréens sont fautifs, insista Ponomarev. Ils n'ont pas pris de mesures selon la ligne du XX^e Congrès et c'est pour cela que les deux membres de leur Bureau politique se sont dressés. Les camarades chinois aussi sont révoltés contre cette situation et ils ont fait savoir à Kim Il-sung que s'il n'avise pas pour y remédier, ils ne leur remettront pas les deux camarades réfugiés en Chine.

— Etrange ! lui dis-je.

— Il n'y a là rien d'étonnant, répliqua-t-il, Kim Il-sung lui-même est en train de faire marche arrière. Ces jours-ci, le Comité central du Parti de Corée a tenu une session plénière et les Coréens ont accepté de corriger leurs erreurs.»

Et ce fut en fait ce qui se produisit. Les deux fuyards retournèrent en Corée et furent réintégrés à leurs anciens postes, au Bureau politique.

Kim Il-sung, mis au pied du mur, baissa non seulement le nez, mais aussi la tête. C'était là une action coordonnée des Soviétiques et des Chinois, et un «mérite» particulier en revenait à Mikoyan. Envoyé en Chine à la tête de la délégation soviétique au VIII^e Congrès du P.C.C., l'homme de la mafia khrouchtchévienne, sans attendre la fin du congrès, s'en fut en compagnie de Peng Teh-huai, que Mao Tsétoung lui avait attaché comme représentant de la Chine, en toute hâte en Corée raccorder à la khrouchtchévienne les violons discordants de Kim Il-sung. Plus tard, les Soviétiques, les Chinois et d'autres, devaient faire de nouveaux voyages d'«accordage» en Corée. Mais nous verrons cela par la suite. Revenons au mois de septembre 1956.

A Pékin, où nous arrivâmes le 13 septembre, nous fûmes accueillis par une foule nombreuse, aux sons de la musique, avec des fleurs et une multitude de portraits de Mao Tsétoung. Il y avait à l'aéroport Liu Shaoqi, Chou En-laï, Deng Xiao-ping et d'autres dont je ne me rappelle pas les noms.

Nous nous saluâmes, leur souhaitâmes des succès à leur congrès qu'ils allaient tenir deux jours après et eûmes du mal à contenir le flot de leurs expressions stéréotypées, comme «grand honneur», «grande aide», «frères venus du front lointain de l'Europe», «nous sommes prêts à accueillir vos remarques», etc., formules dont nous allions être submergés quelques années plus tard. (Mais, ces jours-là, ces expressions qui nous étaient servies partout comme des clichés, ne nous firent pas mauvaise impression, nous les tenions pour une manifestation de la simplicité et de la modestie chinoises).

Mao Tsétoung nous reçut au cours d'un intervalle entre les séances dans un salon attenant à la salle du congrès. C'était la première fois que nous le rencontrions. Lorsque nous entrâmes, il se leva, s'inclina un peu, tendit son bras et, sans bouger de sa place, attendit que nous arrivions à lui pour nous serrer la main et nous distribuer un sourire à chacun. Nous nous assîmes.

C'est Mao qui prit la parole le premier. Après nous avoir dit combien ils étaient heureux d'avoir parmi eux des amis de l'Albanie lointaine, il eut quelques mots de louanges à l'adresse de notre peuple, le qualifiant de peuple courageux et héroïque.

«Nous éprouvons beaucoup de sympathie pour votre peuple, dit-il entre autres, car vous vous êtes libérés avant nous.»

Et abruptement il me demanda :

«Quels sont vos rapports avec la Yougoslavie ?

«Froids», lui dis-je, et je lus aussitôt la surprise sur son visage. «Apparemment, pensai-je, il ne connaît pas bien l'état de nos relations avec les Yougoslaves» ; aussi décidai-je de lui expliquer quelques aspects de la longue histoire des rapports de notre Parti et de notre pays avec le parti et l'Etat yougoslaves. Je fus bref, ne m'arrêtant que sur certains moments cruciaux de l'activité anti-albanaise et antimarxiste de la direction yougoslave, tout en attendant quelque réaction de sa part. Mais je constatai que Mao se bornait à exprimer son étonnement en jetant de temps à autre un regard vers les autres camarades chinois.

«En cette question, dit Mao, vous, Albanais, n'avez pas commis d'erreurs à l'égard des Yougoslaves, pas plus que les camarades yougoslaves n'en ont commis envers vous. C'est au Kominform que sont imputables ici de graves erreurs.

— Bien que n'ayant pas fait partie du Kominform, lui dis-je, nous avons toujours appuyé et jugé justes ses analyses et ses prises de position notoires à rencontre des agissements de la direction yougoslave. Nos longs rapports avec cette dernière nous ont convaincus que la ligne et les attitudes des Yougoslaves n'ont été ni ne sont marxistes-léninistes. Tito est un renégat incorrigible.»

Sans attendre que l'interprète eût traduit mes dernières paroles, Mao me demanda :

«Que pensez-vous de Staline ?»

Je lui dis que notre Parti avait apprécié et appréciait toujours hautement Staline comme un dirigeant aux mérites éminents dans tous les domaines, comme un disciple et continuateur fidèle de l'œuvre de Lénine, comme...

«Avez-vous publié, m'interrompit-il, le rapport que le camarade Khrouchtchev a présenté au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique ?

— Non, lui répondis-je. Nous n'avons fait ni ne ferons jamais cela.

— Camarades albanais, dit-il, vous avez agi très judicieusement et la ligne de votre Parti est juste. Nous aussi, nous avons fait comme vous. Puisque la direction soviétique elle-même n'a pas publié officiellement ce rapport, nous n'avions pas de raisons pour agir comme l'ont fait certains.»

Et, après un instant de silence, il poursuivit : «Staline a commis des erreurs. Il en a commis aussi à notre égard, en 1927, par exemple. Il s'est trompé également sur le compte des camarades yougoslaves.»

Puis, d'une voix tranquille et basse, il ajouta : «On ne peut aller de l'avant sans se tromper.»

Et il enchaîna :

«Votre Parti a-t-il commis des erreurs ?

— Nous ne pouvons pas dire, observai-je, que nous n'ayons pas relevé d'erreurs dans notre action, mais l'essentiel est que nous luttons pour en faire le moins possible ou pas du tout et que, lorsque nous en décelons, nous luttons pour les éliminer sur-le-champ.»

Mais je m'étais «hâté». Le grand philosophe ne l'entendait pas de cette oreille :

«Les erreurs sont fécondes, me dit-il. Le parti ne peut être éduqué s'il ne s'accoutume pas aux erreurs. C'est là une idée très riche de sens.»

Et nous retrouvâmes partout, matérialisée, cette forme d'«éducation» de Mao Tsétoung. Pendant les jours du congrès, un camarade chinois nous dit :

«Chez nous régnait une peur terrible. Les gens s'efforçaient de ne pas commettre d'erreurs de peur d'être exclus du parti. Mais grâce à la juste politique du président Mao, cette peur a maintenant été chassée et l'esprit d'initiative et l'élan dans le travail créateur se sont accrus chez les hommes du parti.

«Par exemple, vous voyez l'orateur qui parle maintenant à la tribune ? C'est Li Li-san, l'un des fondateurs de notre parti communiste. Au long de sa vie il a commis des fautes graves, et non pas une fois, mais par trois fois. Il s'est trouvé des camarades qui voulaient exclure ce vieil homme du parti, mais le président Mao a insisté pour qu'il reste membre du Comité central, et il y travaille maintenant à l'appareil.»

Entre-temps, Li Li-san faisait devant le VIII^e Congrès une nouvelle autocritique.

«J'ai commis, disait-il, des erreurs, mais le parti m'est venu en aide. Je vous prie camarades, de continuer de m'aider, car je peux en commettre de nouvelles...»

Mais revenons à ma rencontre avec Mao Tsétoung. Après l'avoir entendu philosopher sur la «grande signification des erreurs commises», je saisis l'occasion pour lui parler, à part ce que je lui avais déjà dit de leurs agissements, des menées subversives des révisionnistes de Belgrade pour l'organisation du complot à la Conférence du Parti de Tirana en avril 1956.

«A notre avis, lui dis-je, ils sont incorrigibles.»

Mao répondit par une phrase en l'air, dans le style chinois :

«Vous avez une juste ligne marxiste-léniniste.»

Le moment était venu de prendre congé. Je le remerciai de leur invitation, de leur accueil ainsi que de l'aide que nous accordait la République populaire de Chine.

«Inutile de nous remercier, intervint Mao, primo, et il replia un de ses doigts, parce que l'aide que nous vous avons accordée est très modeste ; secundo, et il replia un autre doigt, parce que nous sommes membres de la grande famille du camp socialiste qui a à sa tête l'Union soviétique, et c'est comme si, dans le même corps, une main passait quelque chose à l'autre».

Nous le merciâmes encore et nous nous levâmes. Après avoir fait quelques photos ensemble, nous nous serrâmes la main et nous séparâmes.

A vrai dire, nos impressions à l'issue de cette rencontre n'étaient pas celles que nous nous étions attendus à avoir, et une fois dehors, nous nous mîmes à discuter avec Mehmet et Ramiz de ce que nous venions d'entendre. De cet entretien avec Mao nous n'avions recueilli rien de constructif qui pût nous être de quelque utilité et cette rencontre nous avait plutôt fait l'impression d'un geste de courtoisie. Nous avions surtout été déçus par ce que nous avions entendu de la bouche de Mao sur le Kominform, Staline et la question yougoslave.

Mais nous devions être encore plus étonnés et même inquiétés par le déroulement des travaux de leur VIII^e Congrès. Toute la plate-forme de ce congrès était fondée sur les thèses du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, et même, à certains égards, Mao Tsétoung, Liu Shaoqi et d'autres hauts dirigeants chinois avaient poussé les thèses de Khrouchtchev plus loin encore.

Nous sentîmes que l'épidémie du révisionnisme moderne avait aussi atteint la Chine. A l'époque, nous n'étions pas encore à même de déterminer le degré de propagation de la maladie, mais ce qui se produisit et se produit en Chine montre bien que les dirigeants chinois se hâtaient alors pour ne pas demeurer à la traîne et même pour prendre dans leurs propres mains le drapeau dépenaillé des khrouchtchéviens.

En outre, dans les rapports qu'ils présentèrent tour à tour à leur VIII^e Congrès, Liu Shaoqi, Deng Xiaoping et Chou En-laï défendirent et poussèrent encore plus avant ce qui avait été la ligne permanente du Parti communiste chinois pour une large collaboration avec la bourgeoisie et les koulaks, ils «expliquèrent» les grands avantages qu'a le «socialisme» à bien traiter les capitalistes, les commerçants et les intellectuels bourgeois, et à les nommer à de hauts postes de direction, ils propagèrent à grand bruit la nécessité pour la classe ouvrière et le parti communiste de collaborer respectivement avec la bourgeoisie locale et avec les autres partis, démocratique, national, dans les conditions du socialisme, etc. Les «cent fleurs» et les «cent écoles» de Mao Tsétoung qui s'épanouirent et rivalisèrent au cours des séances du congrès, s'épanouissaient et rivalisaient en fait

dans tout le parti et l'Etat chinois. Cette théorie des cent drapeaux, formulée par Mao Tsétoung et proclamée largement en mai 1956 par Lu Din-yi, membre suppléant du Bureau politique du C.C. du P.C. chinois, constituait la variante chinoise de la théorie et de la pratique bourgeoises-révissionnistes de la «libre circulation des idées et des hommes», de la coexistence de toutes sortes d'idéologies, de courants, d'écoles et de sous-écoles au sein du socialisme. *[Plus tard, il est apparu aussi que le décalogue entièrement révisionniste de Mao Tsétoung «Sur les dix grands rapports» appartient précisément à cette période du «printemps» du révisionnisme moderne. (Note de l'auteur).]*

Souvent, plus tard, je suis revenu sur cette période de l'histoire du Parti communiste chinois, en cherchant à élucider comment et pourquoi sa ligne foncièrement révisionniste de 1956 parut par la suite s'infléchir pour devenir pendant un certain temps «pure», «antirévissionniste», «marxiste-léniniste». Il est de fait, par exemple, qu'en 1960 le Parti communiste chinois sembla s'opposer avec force aux thèses révisionnistes de Nikita Khrouchtchev et il affirma qu'il défendait le marxisme-léninisme» contre les altérations dont celui-ci était l'objet, etc. C'est justement cet engagement de la Chine, en 1960, dans la lutte contre le révisionnisme moderne et son maintien (en apparence) sur des positions marxistes-léninistes, qui amenèrent notre Parti à se trouver aux côtés du Parti communiste chinois dans la lutte que nous avons entreprise contre les khrouchtchéviens.

Mais le temps démontra, et cela est largement reflété dans les documents de notre Parti, que, dans son action, le Parti communiste chinois, pas plus dans les années 60 qu'en 1956, ne se fonda en aucun cas sur le marxisme-léninisme.

En 1956, il se hâta de brandir le drapeau du révisionnisme afin d'évincer Khrouchtchev et d'assumer lui-même le leadership du mouvement communiste et ouvrier. Mais, se rendant compte que dans la compétition révisionniste il ne leur était pas facile d'avoir le dessus sur le patriarche du révisionnisme moderne qu'était Khrouchtchev, Mao Tsétoung et ses compagnons changèrent de tactique, ils firent semblant de jeter leur premier drapeau, se posèrent en «marxistes-léninistes purs», cherchant à conquérir par là les positions qu'ils n'avaient pu atteindre par leur première tactique. Cette seconde tactique ne s'étant pas révélée plus efficace, ils «jetèrent» aussi le second drapeau soi-disant marxiste-léniniste et descendirent dans l'arène tels qu'ils avaient été toute leur vie durant, en opportunistes, en défenseurs fidèles d'une ligne de conciliation et de capitulation face au capital et à la réaction. Nous devons voir tout cela et l'éprouver dans la pratique à travers la lutte longue, ardue et glorieuse menée par notre Parti pour la défense du marxisme-léninisme.

Après la clôture des travaux du congrès, on nous fit visiter un certain nombre de villes et de communes populaires, Pékin, Changhaï, Tientsin, Nankin, Port-Arthur, etc., où nous vîmes de près la vie et le travail du grand peuple chinois. C'étaient des gens simples et laborieux, sans beaucoup de prétentions, humbles et prévenants avec leurs hôtes. Aux dires des dirigeants chinois et des personnes qui nous accompagnaient, et nous pûmes le constater de nos propres yeux, ils avaient réalisé un bon nombre de transformations et de développements positifs. Mais ces progrès n'étaient pas de l'ampleur qu'on leur attribuait, compte tenu surtout de l'extraordinaire potentiel humain du continent chinois, de la volonté et de l'élan au travail de sa population.

En Chine on avait réussi à éliminer la famine massive, qui avait toujours affligé ce pays, on avait construit des usines et des fabriques, on était en train d'y organiser les communes populaires, mais de toute évidence le niveau de vie était encore bas, très inférieur non seulement à celui des pays socialistes développés, mais aussi au nôtre. Au cours des visites que nous effectuâmes dans ce grand pays, ainsi que dans les contacts que nous eûmes entre autres avec des gens du peuple, nous fûmes frappés par leur amabilité, leur correction, mais nous notâmes aussi une certaine timidité à la fois envers nous et envers ceux qui nous accompagnaient. A leurs propos et à leur attitude envers les cadres, on devinait qu'ils conservaient encore quelque chose du passé. Visiblement, le passé pluriséculaire, le pouvoir absolu des empereurs, des féodaux et des capitalistes chinois, l'exploitation étrangère, japonaise, américaine, anglaise, etc., le bouddhisme et les autres philosophies réactionnaires, des plus anciennes aux plus «modernes», avaient non seulement laissé ce peuple dans

un terrible retard économique, mais encore cultivé dans sa conception du monde, dans son comportement et son parler, une mentalité d'esclave, de soumission, de confiance aveugle, d'obéissance absolue aux autorités de tout rang. Certes, tous ces traits ne pouvaient être éliminés d'un coup et nous les considérons comme des atavismes appelés à disparaître de la conscience de ce peuple qui, grâce à ses qualités et à une direction saine, pouvait réaliser des prodiges.

A part Mao Tséoung et d'autres dirigeants chinois, nous eûmes l'occasion de rencontrer aussi pendant notre séjour en Chine un certain nombre de délégations des partis communistes et ouvriers qui avaient participé au VIII^e Congrès du P.C. chinois.

Tous ne faisaient que vanter avec enthousiasme la «nouvelle ligne» de la période consécutive au XX^e Congrès.

Les Bulgares l'appelaient «ligne d'avril», car c'était en avril qu'ils avaient organisé un plénum de leur Comité central où ils avaient rayé d'un trait les prises de position de Blagoïev et de Dimitrov et adopté la ligne khrouchtchévienne.

«Nous avons réhabilité Traïcho Kostov, nous dit Anton Yougov, car nous n'avons trouvé aucune preuve de sa culpabilité.»

En parlant il avait un air un peu égaré. Apparemment, il sentait que tôt ou tard on lui ferait un croc-en-jambe pour qu'il puisse savourer jusqu'à la lie la ligne révisionniste qui avait été mijotée en Bulgarie sur les ordres de Khrouchtchev. Dejà, ce «partisan du Kominform», qui, quelques années auparavant, avait présenté le rapport du Kominform condamnant l'activité des révisionnistes de Belgrade, s'était réconcilié maintenant avec Tito à Bucarest et s'apprêtait à goûter aussi ses baisers à Belgrade.

«J'irai à Belgrade, y rencontrer Tito, nous dit-il dès que nous le rencontrâmes à Pékin, où il était venu lui aussi participer au congrès. Tito, poursuivit-il, est un bon camarade, positif, il n'est pas comme Kardelj et Popovic. (Il nous fallait maintenant entendre aussi en roumain ces considérations que nous avions entendues en russe trois mois auparavant !). Lorsque Tito partit pour Moscou en juin, reprit Dejà, nous l'avons invité à s'arrêter à Bucarest pour conférer avec nous, mais il n'a pas accepté. Alors qu'avons-nous fait? Toute la direction du parti et de l'Etat s'est réunie et nous sommes allés l'attendre à la gare. Il ne pouvait pas se dérober. Et nous l'avons contraint à rester là non pas trois quarts d'heure pour se reposer, comme il en avait l'intention, mais deux bonnes heures ! (Jolie «contrainte» que vous avez imposée à Tito, me dis-je). Le camarade Tito, continua Dejà, nous fit savoir qu'il désirait, à son retour d'Union soviétique, s'arrêter à Bucarest pour s'entretenir avec nous. Nous avons accueilli cette demande avec plaisir, nous nous sommes rencontrés, avons discuté...», et Dejà de nous raconter par le menu comment Tito et lui s'étaient dorlotés.

«Maintenant que j'irai à Belgrade, voulez-vous que je lui parle de vous ? me demanda-t-il.

— Si vous tenez à lui parler de nous, lui répondis-je, dites-lui qu'ils feraient bien de cesser leurs menées subversives et leurs complots contre la République populaire d'Albanie et le Parti du Travail d'Albanie. Dites-lui aussi qu'avant, pendant et après la Conférence de Tirana, les diplomates yougoslaves se sont livrés à des menées infâmes...», et je le mis brièvement au courant de ce qui s'était produit chez nous après le XX^e Congrès.

«Oui, oui !» disait-il, mais je vis qu'il faisait la moue. Il ne lui plaisait pas de m'entendre démasquer Tito. Il manifesta à nouveau le même sentiment lorsque je le rencontrai après qu'il eut fait la visite de réconciliation souhaitée à Belgrade et se fut raccommoqué avec Tito. Quelques mois après, de passage à Bucarest, je rencontrai Dejà et Bodnaras et conférai avec eux.

Au cours des discussions, Bodnaras (l'aîné, Emil), évoquant Tito, me dit qu'il avait été le voir et que dans leur entretien il avait été aussi question de l'Albanie. «Tito, dit Bodnaras, a parlé avec sympathie

de votre pays, de votre peuple héroïque et il souhaiterait avoir de bonnes relations avec vous», etc. En d'autres termes, ce porte-parole titiste s'entremettait pour nous réconcilier avec Tito, cherchant ainsi à réussir là où Khrouchtchev avait échoué.

Je remis à sa place Bodnaras en lui disant que nous combattrions Tito et le titisme jusqu'au bout, car Tito est un renégat du marxisme-léninisme.

«Nous ne nous réconcilierons pas avec Tito», coupai-je court à Bodnaras.

Pendant que je lançais à Bodnaras ces flèches à l'adresse de Tito, je remarquai que Dej, certainement très énervé, gribouillait avec son crayon sur une feuille de papier blanc, mais sans souffler mot ; il devait trouver mes propos fort amers.

Mais revenons à la Chine et aux rencontres que nous eûmes ces jours-là avec d'autres camarades des partis frères.

Chose curieuse : tous ceux que nous rencontrions n'avaient à la bouche que les réhabilitations et Tito. Même Chou En-laï, dans une entrevue que nous eûmes avec lui, nous dit :

«Tito m'a invité à me rendre en Yougoslavie et j'ai accepté son invitation. Par la même occasion, je pourrais venir en Albanie, si vous êtes d'accord.

— Nous sommes pleinement d'accord sur votre visite en Albanie», lui dîmes-nous et nous le merciâmes d'avoir exprimé ce désir, bien que nous ne goûtions guère que le premier ministre chinois rattachât sa venue en Albanie à l'«occasion» de sa visite en Yougoslavie.

Mais, comme je l'ai déjà écrit plus haut, c'était le temps où presque tous étaient gagnés par la fièvre du révisionnisme et chacun cherchait à se rendre au plus tôt à Belgrade pour y recevoir la bénédiction du vétéran du révisionnisme moderne, et bénéficier de son «expérience». Un jour, Scoccimarro vint à moi pour se plaindre que Togliatti, lors de sa visite à Belgrade, ne s'était pas bien entendu avec Tito.

«Comment ? lui demandai-je non sans ironie. Ils se sont disputés ?

— Non, me répondit-il, mais ils ne sont pas tombés d'accord sur tout. Néanmoins, poursuivit-il, nous enverrons à Belgrade une délégation pour mettre à profit leur expérience.

— Dans quel domaine ?

— Les camarades yougoslaves ont combattu efficacement la bureaucratie et ils ont réussi à la supprimer.

— Comment le savez-vous ?

— Parce que là-bas les ouvriers aussi ont leur part dans les profits», me répondit-il. Je lui parlai de l'attitude de notre Parti à l'égard de ce problème, mais l'Italien ne pensait plus que par Tito. Mehmet intervint pour lui demander :

«Pourquoi ne voulez-vous envoyer des gens qu'en Yougoslavie pour «acquérir de l'expérience» et n'envoyez-vous pas aussi des délégations de ce genre dans les pays de démocratie populaire, en Albanie par exemple ?!»

Il fut d'abord décontenancé, mais un instant après il avait trouvé la réponse :

«Nous y en enverrons, dit-il. Tenez, par exemple, l'expérience chinoise, quant à la collaboration de la classe ouvrière avec la bourgeoisie et du parti communiste avec les autres partis démocratiques, est pour nous d'un grand prix. Nous l'étudierons...»

Il avait vraiment bien trouvé. Dès lors, les révisionnistes italiens devaient pouvoir se rendre non seulement en Yougoslavie et en Chine, mais partout dans le monde pour acquérir ou transmettre l'expérience de la trahison à la cause du prolétariat, de la révolution et du socialisme. Il n'y a que chez nous qu'ils ne viendraient pas et où ils ne pouvaient du reste pas venir, car on n'y appliquait que le marxisme-léninisme. Et ils n'avaient que faire de cette expérience.

Le 3 octobre 1956, nous prîmes le chemin du retour vers l'Albanie. Tout ce voyage nous convainquit encore davantage des grandes et dangereuses proportions qu'avait prises le révisionnisme moderne khrouchtchévien.

A Budapest nous devions voir l'un des produits les plus horribles de la «nouvelle ligne» khrouchtchévienne-titiste : la contre-révolution. Il y avait longtemps qu'elle couvait, maintenant elle éclatait.

9. LES «DIABLES» HORS DE CONTRÔLE

La contre-révolution en action en Hongrie et en Pologne. Matyas Bakosi. Qui a préparé la «salade» de Budapest. Entretien avec des dirigeants hongrois. Débat avec Souslov à Moscou. L'«autocritique» d'Imre Nagy. Le renversement de Rakosi. La réaction reprend vigueur. Khrouchtchev, Tito et Gerö en Crimée. Andropov : «Nous ne pouvons pas qualifier les insurgés de contre-révolutionnaires». La direction soviétique hésite. Le Parti des travailleurs hongrois est liquidé. Nagy déclare le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie. Un aspect des coulisses : les lettres Tito-Khrouchtchev. Pologne 1956 — intronisation de Gomulka. Une rétrospective : Bierut. Le programme contre-révolutionnaire de Gomulka. La leçon que nous avons tirée des événements de 1956. Entretiens à Moscou, décembre 1956.

L'esprit délétère du XX^e Congrès enhardit tous les éléments contre-révolutionnaires dans les pays socialistes et dans les partis communistes et ouvriers, encouragea ceux qui, camouflés, guettaient le moment pour renverser le socialisme dans les pays où il avait triomphé.

Les contre-révolutionnaires en Hongrie, en Pologne, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et ailleurs, les traîtres au marxisme-léninisme au sein des partis italien et français et les titistes yougoslaves jubilèrent d'entendre Khrouchtchev énoncer ses thèses tristement fameuses sur la «démocratisation», le «culte de Staline», la réhabilitation des ennemis condamnés, la «coexistence pacifique», le «passage pacifique» du capitalisme au socialisme, etc. Les révisionnistes, au pouvoir ou déchus, la social-démocratie, les intellectuels bourgeois réactionnaires embrassèrent ces thèses et ces slogans avec enthousiasme et de nouvelles espérances.

Les événements de Hongrie et de Pologne constituaient le prologue apparent de la contre-révolution qui devait se développer plus largement et profondément non seulement dans ces pays, mais aussi en Bulgarie, en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Chine et particulièrement en Union soviétique.

Après avoir assuré de quelque manière ses propres positions en Bulgarie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, etc., la clique khrouchtchévienne s'en prit à la Hongrie, dont la direction ne se montrait pas si docile dans l'application du cours soviétique. Mais la Hongrie était aussi l'objet des visées tout à la fois de Tito et des Américains.

La Hongrie, apparemment, présentait assez de points faibles. Le parti, certes, y avait été créé, avec à sa tête Rakosi, entouré de quelques anciens camarades communistes, comme Gerö, Munnich, mais aussi de jeunes, de nouveaux venus, qui trouvèrent la table mise par l'Armée rouge et Staline. On commença à y «construire le socialisme», mais les réformes n'étaient pas radicales. On faisait plaisir au

prolétariat, mais sans trop fâcher la petite-bourgeoisie. Le parti hongrois était une union du prétendu parti communiste dans la clandestinité (prisonniers de guerre hongrois capturés en Union soviétique), d'anciens communistes de Béla Kun et du parti social-démocrate. Cette union était donc une greffe malsaine qui ne parvint jamais à se vivifier, jusqu'au moment où la contre-révolution et Kadar, de concert avec Khrouchtchev et Mikoyan, décrétèrent la liquidation totale du Parti des travailleurs hongrois.

J'ai connu Rakosi de près et je l'ai aimé. J'ai souvent discuté avec lui, car j'ai été plusieurs fois là-bas en mission et aussi en vacances avec Nexhmije et les enfants. Rakosi était un honnête homme, un vieux communiste, un dirigeant du Komintern. Il était animé de bonnes intentions, mais son action était sabotée du dedans et du dehors. Du vivant de Staline, tout semblait bien marcher, mais après sa mort les faiblesses en Hongrie commencèrent à se faire jour.

Une fois, au cours d'un entretien, Rakosi me parla de l'armée hongroise et m'interrogea sur la nôtre.

«Notre armée est faible, me dit-il, nous manquons de cadres, nos officiers sont vieux, ils viennent de l'armée de Horthy, c'est pourquoi nous sommes obligés de prendre de simples ouvriers des usines de Csepel et d'en faire des officiers.

— Sans une armée puissante, dis-je à Rakosi, on ne peut défendre le socialisme. Il faut balayer les horthystes. Vous avez bien fait d'avoir recruté des ouvriers, seulement vous devez veiller à les éduquer comme il se doit.»

Pendant que nous conversions dans la villa de Rakosi, vint Kadar, de retour de Moscou, où il était allé se faire soigner les yeux. Rakosi me le présenta, s'enquit de sa santé et lui permit d'aller se reposer chez lui. Quand nous fûmes restés seuls, Rakosi me dit :

«Voilà, Kadar, par exemple, est un nouveau cadre, nous l'avons nommé ministre de l'Intérieur.»

Je dois dire qu'il ne me parut pas avoir la stature d'un ministre de l'Intérieur.

Une autre fois nous parlâmes économie. Il évoqua la situation économique de la Hongrie, surtout de l'agriculture qui prospérait, disait-il, au point que la population mangeait tout son soûl, que les marchés regorgeaient de viande de porc, de saucisses, de bière, de vins ! J'écarquillai les yeux, car je savais que non seulement chez nous, mais dans tous les pays socialistes, et même en Hongrie, la situation était autre. Rakosi avait un défaut, il était expansif, il surestimait les résultats de son travail. Mais malgré cette faiblesse, Matyas, à mon avis, avait un bon cœur de communiste et sa vision de la ligne de développement du socialisme n'était pas erronée. Toujours est-il que la Hongrie et la direction de Rakosi étaient, à mon sens, devenues la cible des menées de sape de la réaction internationale soutenue par le clergé, les puissants koulaks et les fascistes horthystes camouflés, la cible du titisme yougoslave et de ses agents, avec à leur tête, entre autres, Rajk et Kadar (masqué), et enfin de Khrouchtchev et des khrouchtchéviens, qui, loin d'aimer Rakosi et ses partisans, le détestaient, car il était resté fidèle à Staline et au marxisme-léninisme, et, au besoin, ne se privait pas, de tout le poids de sa personnalité, d'élever des objections dans les réunions communes. Rakosi venait de l'ancienne garde du Komintern, et le Komintern était la bête noire des révisionnistes modernes.

Ainsi donc, la Hongrie devint le terrain des intrigues et des combinaisons montées par Khrouchtchev, Tito et les contre-révolutionnaires (derrière lesquels se cachait l'impérialisme américain), qui rongeaient de dedans le parti hongrois et les positions de Rakosi et des éléments sains dans sa direction. Rakosi constituait aussi un obstacle tout à la fois pour Khrouchtchev, qui cherchait à englober la Hongrie dans sa bergerie, et pour Tito, qui visait à détruire le camp socialiste et haïssait doublement Rakosi comme l'un des «staliniens» qui l'avaient démasqué en 1948.

En avril 1957, alors que le «groupe antiparti» de Malenkov, Molotov et autres n'avait pas encore été liquidé, je me trouvais à Moscou avec la délégation de notre Parti et de notre gouvernement. Après nous être levés de table à l'issue d'un dîner non officiel à l'«Ekaterinski zall» du Kremlin, nous nous assîmes dans un coin pour prendre un café en compagnie, entre autres, de Khrouchtchev, Molotov, Mikoyan et Boulganine. Je ne sais plus comment Molotov en vint à me dire sur un ton de plaisanterie :

«Demain Mikoyan part pour Vienne. Il va sûrement essayer d'y faire une salade comme il a fait à Budapest.

Afin d'alimenter la conversation je lui demandai :

«Pourquoi, c'est Mikoyan qui a fait cette salade ?

— Et qui d'autre ? répliqua Molotov.

— Mais alors, ajoutai-je, Mikoyan ne peut plus aller à Budapest.

— S'il y retourne, poursuivit Molotov, il se fera pendre.»

Khrouchtchev avait baissé la tête et il remuait son café. Mikoyan, devenu noir, ruminait, et grimaçant un sourire cynique, il dit :

«Pourquoi ne pourrais-je pas y retourner ? Si l'on me pend, moi, on pendra aussi Kadar, car c'est ensemble que nous avons fait cette salade.»

Le rôle des khrouchtchéviens dans la tragédie hongroise était pour moi évident.

Les efforts de Khrouchtchev et ceux de Tito pour liquider tout ce qu'il y avait de sain en Hongrie allaient dans le même sens et c'est pour cela qu'ils coordonnèrent leurs actions. A la suite de la visite de Khrouchtchev à Belgrade, leurs efforts visaient à faire réhabiliter les comploteurs titistes Koçi Xoxe, Rajk, Kostov, etc. Si notre Parti ne bougea pas de ses positions justes et de principe, le parti hongrois, lui, céda. Tito et Khrouchtchev l'emportèrent. La trahison, avec Rajk, fut réhabilitée. Les positions de Rakosi s'affaiblirent beaucoup.

La direction du parti hongrois, avec à sa tête Rakosi et Gerö, avait peut-être commis des erreurs d'ordre économique, mais ce ne sont pas ces erreurs qui provoquèrent la contre-révolution. L'erreur essentielle de Rakosi et de ses camarades consista en ce qu'ils ne résistèrent pas fermement, qu'ils cédèrent à la pression des ennemis extérieurs et intérieurs. Ils ne mobilisèrent pas le parti et le peuple, la classe ouvrière, pour étouffer dans l'œuf les efforts de la réaction, ils lui firent des concessions, réhabilitèrent des ennemis comme Rajk et laissèrent se dégrader la situation jusqu'à l'éclatement de la contre-révolution.

En juin 1956, avant de me rendre à Moscou pour assister à une réunion du Comecon, j'eus, à Budapest, un entretien avec les camarades du Bureau politique du Parti des travailleurs hongrois. Je ne trouvai là ni Rakosi, ni Hegedus, le premier ministre, ni Gerö, parce qu'eux aussi avaient pris le train pour Moscou. (En fait, à Moscou, ni à la réunion consultative ni ailleurs je ne rencontrai ni n'aperçus Rakosi. Assurément, il se «reposait» dans quelque «clinique», où les Soviétiques «le persuadaient de se démettre». Effectivement, deux ou trois semaines plus tard, il devait être destitué de ses fonctions). Les camarades hongrois m'expliquèrent qu'ils avaient certaines difficultés dans leur parti et leur Comité central.

«Au Comité central, me dirent-ils, il s'est créé une situation contraire à Rakosi. Farkas, qui a été membre du Bureau politique, a levé l'étendard contre lui.

— Le moment est venu d'exclure Farkas non seulement du Comité central mais aussi du parti, me dit Bâta, le ministre de la Défense. Son attitude, poursuivit-il, est antiparti et hostile. Sa thèse est la suivante : «J'ai commis des erreurs, Beria est un traître. Mais qui m'a donné l'ordre de commettre ces erreurs ? Rakosi.»»

«Cette question, me dirent les camarades hongrois, a aussi été posée par Revay, qui a proposé de «créer une commission pour analyser les erreurs de chacun, les erreurs de Rakosi et autres.»»

A ce point, j'intervins et demandai : «Mais alors le Comité central n'a pas confiance dans le Bureau politique ?

— Il faut croire que non, me dirent-ils. Nous avons été obligés de consentir à la constitution de cette commission, mais nous avons décidé que son rapport serait d'abord soumis au Bureau politique.

— Qu'est-ce que c'est cette commission ? leur dis-je. Le Comité central doit charger le Bureau politique d'étudier les affaires de ce genre, puis discuter du rapport qui lui sera présenté. Le Comité central peut renverser le Bureau politique s'il le juge nécessaire.»

Les camarades hongrois me racontèrent entre autres qu'Imre Nagy, qui avait été exclu du parti en tant que contre-révolutionnaire, avait offert à l'occasion de son anniversaire un grand dîner de 150 couverts, où il avait invité aussi des membres du Comité central et du gouvernement. Un bon nombre d'entre eux avaient accepté l'invitation du traître et s'étaient rendus à ce dîner. Un membre du Comité central s'étant adressé aux camarades de la direction pour savoir s'il devait y aller, ceux-ci lui avaient répondu : «Décides-en toi-même». Naturellement, cette réponse me parut étrange et je demandai aux camarades hongrois :

«Mais pourquoi ne lui avez-vous pas dit carrément de ne pas y aller, puisque Imre Nagy est un ennemi !

— Eh bien, voilà, nous l'avons laissé juger par lui-même, selon sa conscience», me répondirent-ils.

Au cours de cet entretien, les dirigeants hongrois m'avouèrent qu'une situation difficile s'était créée dans leur parti. Et le XX^e Congrès était venu s'ajouter à leurs problèmes.

«Il est des groupes dans le parti, des écrivains, etc., me dirent-ils, qui ne sont plus sur les rails, qui se réclament des idées du XX^e Congrès. Ces éléments nous disent que «le XX^e Congrès confirme nos thèses, que des erreurs ont été commises à la direction. C'est donc nous qui avons raison».

— L'interview de Togliatti aussi nous a créé bien des tracas, me dit une des personnes présentes. Il y a des membres du Comité central qui ont demandé : «Mais que faisons-nous ? Nous ferions mieux d'agir, d'adopter en Hongrie aussi une politique différente, indépendante, comme on l'a fait en Yougoslavie.»»

Certes, les choses là-bas étaient allées de mal en pis. Un autre membre du Comité central leur avait dit, fâché : «Vous continuez encore, vous du Bureau politique, de nous cacher des questions comme celles du XX^e Congrès ? Pourquoi ne publiez-vous pas l'interview de Togliatti ?»

Et les camarades du Bureau me dirent :

«Nous l'avons donc publiée, car il faut informer le parti !»...

Je fis savoir aux camarades hongrois que la situation chez nous était bonne et je leur expliquai comment nous avions agi à la Conférence de Tirana.

«Dans notre Parti, leur indiquai-je, il existe une démocratie juste, une démocratie qui renforce la situation et l'unité, et non qui les sape. C'est pourquoi nous avons frappé tous ceux qui voulaient exploiter la démocratie aux dépens du Parti. Nous n'avons pas permis que de pareilles choses se produisent chez nous.»

Comme on discutait de l'interview de Togliatti, ils me demandèrent mon avis :

«Togliatti, leur répondis-je, a montré, par ce qu'il a dit, qu'il s'est écarté de la juste voie. Nous n'avons évidemment pas rendu publiques nos objections à ses thèses, mais nous avons convoqué les premiers secrétaires des comités du parti des districts et leur avons expliqué la question afin qu'ils soient vigilants et prêts à toute éventualité.»

Szallay, membre du Bureau politique, se lève alors et me dit :

«J'ai lu l'interview de Togliatti et je ne l'ai pas trouvée si mauvaise que ça. Le début en est bon, il n'y a qu'à la fin qu'elle se gâte.

— Nous ne l'avons pas publiée et nous avons été surpris de l'entendre transmise par Radio-Prague», lui dis-je.

A la suite de cet entretien je me persuadai que leur ligne était chancelante. En outre, même les éléments les plus stables dans le Bureau paraissaient subir la pression des éléments contre-révolutionnaires, en sorte qu'eux aussi devenaient hésitants. Le Bureau politique semblait solidaire, mais il avait été complètement isolé.

Le soir, un dîner nous fut offert au siège du Parlement, dans une salle où sur un mur un grand tableau représentant Attila attirait le regard. Nous discutâmes de nouveau de la grave situation qui couvait en Hongrie. Mais visiblement les camarades hongrois battaient la campagne. Je leur dis :

«Que faites-vous ? Comment demeurez-vous les bras croisés face à cette contre-révolution qui monte ? Pourquoi restez-vous là en spectateurs et ne prenez-vous pas de mesures ?

— Quelles mesures devrions-nous prendre ? demanda l'un d'eux.

— Fermez immédiatement le club «Petöfi», arrêtez les chefs agitateurs, faites descendre la classe ouvrière en armes sur les boulevards et encerchez Esztergom. Si vous n'arrivez pas à emprisonner Mindszenty, vous pouvez tout de même mettre la main sur Imre Nagy. Fusillez quelques chefs de ces contre-révolutionnaires pour leur faire comprendre ce qu'est la dictature du prolétariat.»

Les camarades hongrois ouvraient les yeux et me regardaient ébahis comme pour me dire : «Tu n'as pas perdu la raison ?» L'un d'eux objecta :

«Nous ne trouvons pas opportun d'agir comme vous nous le suggérez, camarade Enver, car nous ne jugeons pas la situation aussi alarmante. Nous avons la situation en main. Les cris au club «Petöfi» sont affaire de gamins et même si quelques membres du Comité central sont allés présenter leurs vœux à Imre Nagy, ils l'ont fait parce que ce sont de vieux camarades à lui et non pas parce qu'ils désapprouvent le Comité central de l'avoir exclu de ses rangs.»

— J'ai l'impression, leur dis-je, que vous prenez les choses un peu à la légère, vous ne voyez pas le grand danger qui vous menace. Fiez-vous-en à nous, car nous connaissons bien les titistes et savons ce qu'ils cherchent à faire, en anticommunistes et agents de l'impérialisme qu'ils sont.»

Mais je prêchais dans le désert. Nous mangeâmes notre triste pitance et au cours des entretiens qui durèrent plusieurs heures les camarades hongrois continuèrent, entre autres sornettes, de chercher à me persuader qu'«ils avaient la situation en main».

Le lendemain matin je pris l'avion pour Moscou. Je rencontrai Souslov dans son bureau au Kremlin. Il me reçut avec ses façons coutumières et sa démarche de danseuse du Bolchoï. Une fois que nous fûmes assis, il m'interrogea sur l'Albanie. Après un échange de vues sur nos problèmes, j'abordai l'affaire hongroise. Je lui fis part de mes impressions et jugements tels que je les avais exprimés franchement aussi aux camarades hongrois. Souslov m'observait de son regard pénétrant à travers ses lunettes d'écaillé brune, et, pendant que je parlais, je notai dans ses yeux des signes de mécontentement, d'agacement, de colère. Dans sa contrariété, il ne pouvait s'empêcher de gribouiller au crayon sur une feuille de papier étalée sur son bureau. Je continuai mon exposé et conclus en lui disant que j'avais été surpris par le calme et le sang-froid des camarades hongrois.

Souslov, de sa petite voix de mirliton, prit la parole et me dit en substance :

«Nous ne pouvons souscrire à vos jugements sur la question hongroise. Vous présentez la situation comme étant très alarmante. Or ce n'est pas notre avis. Il se peut que vous n'ayez pas d'informations suffisantes», et il continua de discourir longuement, essayant de me «rassurer» et de me persuader que la situation en Hongrie n'avait rien d'alarmant. Je ne fus nullement convaincu par ses «arguments», et les événements qui se déroulèrent dans les jours qui suivirent vinrent confirmer tout le bien-fondé de nos jugements et de nos observations sur la grave situation en Hongrie. Quelque deux mois après, à la fin d'août 1956, je devais avoir de nouveau avec lui un âpre débat sur l'affaire hongroise. A notre passage à Budapest, en route pour la Chine où nous devons assister au congrès du parti chinois, nous eûmes à l'aéroport avec des dirigeants hongrois de l'époque un entretien qui nous raffermi encore dans notre conviction que la situation en Hongrie se précipitait, que la réaction agissait, tandis que la direction hongroise, par ses actions, favorisait la contre-révolution. Lors de notre escale à Moscou, Mehmet, Ramiz et moi rencontrâmes Souslov et lui fîmes part de nos inquiétudes afin qu'il les transmitt à la direction soviétique. Souslov observa la même attitude qu'à notre précédente rencontre de juin.

«Nous n'avons, ni de nos services de renseignements, ni d'autres sources, d'indications nous signalant que là-bas, comme vous le dites, couve une contre-révolution. Les ennemis font beaucoup de bruit autour de la Hongrie, mais la situation tend à s'y normaliser. Il y a bien quelques mouvements d'étudiants, mais ils ne présentent pas de danger, ils sont contrôlés. Les Yougoslaves n'agissent pas là-bas, comme vous le prétendez. Et puis vous devez savoir que non seulement Rakosi mais Gerö aussi a commis des erreurs...

— Oui, c'est vrai, ils ont commis des erreurs, en ce qu'ils ont réhabilité les traîtres titistes hongrois qui ont comploté pour faire sauter le socialisme», l'interrompis-je. Il pinça ses lèvres minces, puis reprit :

«A propos du camarade Imre Nagy nous ne pouvons être d'accord avec vous, camarade Enver.

— Je m'étonne fort de vous entendre qualifier Imre Nagy de «camarade» à un moment où le Parti des travailleurs hongrois l'a rejeté.

— Ils peuvent bien l'avoir rejeté, dit Souslov, mais il s'est repenti et a fait son autocritique.

— Les paroles s'envolent, répliquai-je, ne vous y fiez pas...

— Non, dit Souslov, rougissant, nous avons son autocritique écrite», et il ouvrit un tiroir, en tira un document signé d'Imre Nagy et adressé au Parti communiste de l'Union soviétique, dans lequel le signataire reconnaissait s'être trompé «dans ses jugements et dans ses actions» et demandait le soutien des Soviétiques.

«Vous y croyez ? demandai-je à Souslov.

— Oui, pourquoi pas ? me répondit-il et il poursuivit : Les camarades peuvent bien commettre des erreurs, mais lorsqu'ils les reconnaissent, nous devons leur tendre la main.

— Celui-ci est un traître, dis-je à Souslov, et nous estimons que vous vous trompez lourdement en lui tendant la main.»

Ainsi prit fin notre entretien avec Souslov et nous nous séparâmes sans être tombés d'accord. Cette rencontre nous laissa l'impression que les Soviétiques, après avoir condamné définitivement Rakosi, étaient alarmés et effrayés par la situation en Hongrie, qu'ils ne savaient quel parti prendre et qu'ils recherchaient un règlement pour prévenir l'orage. Ils étaient certainement en train de discuter avec Tito pour trouver une solution commune. Ils préparaient Imre Nagy, en pensant maîtriser, à travers lui, la situation en Hongrie. C'est ce que les faits vinrent confirmer.

L'entourage de Rakosi était très faible. Ni le Comité central ni le Bureau politique ne se montraient à la hauteur de la situation. Des gens comme Hegedus, Kadar, des vieillards comme Munnich et quelques jeunots sans états de service dans le parti ni dans la lutte, gèrent de plus en plus mal les affaires et tombèrent dans les griffes de l'araignée titiste-khrouchtchévienne.

Toute cette aventure fut préparée fébrilement. La réaction se ranima, se revigora, elle parlait et agissait maintenant ouvertement. Le pseudo-communiste, koulak et traître, Imre Nagy, se couvrant du masque du communisme, brandit la bannière du titisme et de la lutte contre Rakosi. Celui-ci, s'étant aperçu du danger qui menaçait le parti et le pays, avait pris des mesures contre Imre Nagy, l'excluant du parti vers la fin de 1955. Mais il était trop tard. L'araignée de la contre-révolution avait saisi dans sa toile la Hongrie et celle-ci était en train de perdre la partie. Rakosi était attaqué à la fois par Khrouchtchev, par Tito, par le centre d'Esztergom et par la réaction extérieure. Anna Ketli, Mindszenty, les comtes et les barons au service de la réaction mondiale, qui s'étaient rassemblés en Hongrie même, en Autriche et ailleurs, organisaient la contre-révolution, et introduisaient des armes en vue du gâchis qu'ils préparaient.

Le club «Petöfi» devint le centre de la réaction. C'était soi-disant un club culturel de l'Union de la Jeunesse, mais en fait, et cela à la barbe du parti hongrois, un nid où les intellectuels réactionnaires, non contents de pérorer contre le socialisme et la dictature du prolétariat, se préparaient et s'organisaient, allant jusqu'à présenter avec arrogance et sous forme d'ultimatum leurs exigences au parti et au gouvernement. D'abord, tant que Rakosi était encore au pouvoir, on tenta de prendre quelques mesures: on dénonça le club «Petöfi» par une résolution du Comité central, quelques écrivains furent exclus du parti, mais ce n'étaient là que des pichenettes et nullement des mesures radicales. Le nid de la contre-révolution subsistait, et peu après, même ceux qui avaient été frappés furent presque tous réhabilités.

Imre Nagy, renversé, se prélassait comme un pacha dans sa demeure, où il recevait ses partisans. Certains de ceux-ci étaient en place au Comité central du Parti des travailleurs hongrois. Les dirigeants hongrois faisaient la navette entre Budapest et Moscou, l'air égaré, alors que leurs prétendus camarades du Comité central, au lieu de prendre des mesures contre les éléments réactionnaires qui se dressaient, allaient chez Imre Nagy lui présenter leurs vœux pour son anniversaire.

Les courtisans de Rakosi se firent les courtisans de Nagy et préparèrent le terrain à ce dernier pour qu'il prenne le pouvoir.

La décision de renverser Rakosi fut arrêtée à Moscou et à Belgrade. N'ayant pu résister aux pressions des khrouchtchéviens et des titistes ni aux intrigues de leurs agents à la direction hongroise, il céda. Il fut contraint de donner sa démission soi-disant pour des «raisons de santé» (il souffrait d'hypertension!) et en reconnaissant ses «erreurs dans le respect de la légalité». Au début, on parla des

mérites du «camarade Matyas Rakosi», (en sorte qu'on l'enterra avec des honneurs), puis de ses erreurs, pour finir par dénoncer la «bande criminelle de Rakosi». Souslov, qui s'était justement rendu en Hongrie pour des vacances (!), joua un rôle important dans les menées de coulisse qui précédèrent le limogeage de Rakosi.

Apparemment, Rakosi était la dernière pierre qui empêchait le carrosse révisionniste de rouler son train. Certes, contrairement aux vœux des Soviétiques et des Yougoslaves, c'est Gerö, et non pas Kadar, qui fut élu Premier secrétaire, mais lui aussi avait ses jours comptés. Kadar lui-même, qui avait été emprisonné, puis réhabilité peu auparavant, avait d'abord été élu au Bureau politique et, en homme de Khrouchtchev et de Tito qu'il était, il jouait en fait le rôle de «premier violon».

Après le plénum de juillet 1956, (lorsque Gerö remplaça Rakosi et Kadar entra au Bureau) la réaction se revigora, l'autorité du parti et du gouvernement n'existait quasiment plus. Les éléments contre-révolutionnaires exigeaient obstinément la réhabilitation de Nagy et la destitution du petit nombre d'éléments sains restés à la direction. Gerö, Hegedus et d'autres couraient de ville en ville, d'usine en usine pour calmer les esprits, en promettant la «démocratie», la «légalité socialiste», la hausse des salaires. Bien entendu, tout cela ne se faisait pas dans la juste voie marxiste-léniniste, mais sous la pression de la puissante vague petite-bourgeoise et réactionnaire.

Pour notre part, nous considérâmes la destitution de Rakosi de la direction du Parti hongrois comme une erreur qui dégrada considérablement la situation en Hongrie et nous fîmes part de notre jugement aux dirigeants soviétiques, lorsque nous nous rendîmes en décembre à Moscou. Les événements mêmes vinrent prouver combien nous avions raison.

Puis commença la période «heureuse» de la libéralisation, la période où furent libérés de prison et exhumés ceux que la dictature du prolétariat avait justement condamnés. Le traître Rajk et ses acolytes furent ré-inhumés en grande pompe après une cérémonie à laquelle participaient des milliers de personnes avec à leur tête les dirigeants hongrois, et qui s'acheva aux sons de l'Internationale. C'est ainsi que le traître Rajk devint le «camarade Rajk» et un héros national de la Hongrie, presque au même titre que Kossuth.

Après avoir envoyé une lettre purement formelle au Comité central, Nagy fut réintégré dans le parti et il attendait avec confiance l'évolution des événements qui devaient le porter au pouvoir. Ils ne tardèrent pas à se produire.

Après Rajk réapparurent sur la scène une foule d'autres anciens condamnés, officiers et prêtres, détenus politiques et voleurs, qui se voyaient dédommagés moralement et matériellement. La veuve de Rajk reçut à titre d'indemnité, pour la trahison de son mari, 200.000 forints et les journaux de Budapest publiaient la nouvelle que «madame Rajk» avait généreusement fait don de cette somme aux collègues populaires. Les personnes condamnées par la justice furent déclarées victimes de Rakosi, de Peter Gabor et de Mihaly Farkas, lequel avait été arrêté ces jours-là. Les hauts fonctionnaires s'excusaient de leurs «crimes» devant la réaction. «Mais que pouvions-nous faire, expliquait le ministre de la Justice, du moment que le camarade Rajk avait lui-même accepté les accusations portées contre lui ?»

Sous la pression de Khrouchtchev, Hegedus, lorsqu'il était encore premier ministre, déclarait : «Nous regrettons profondément que notre parti et notre gouvernement aient calomnié les Yougoslaves», et Gerö, pour sa part, dans son premier discours après son élection à la tête du parti, dit : «Notre parti a encore à s'acquitter de ses dettes envers la Ligue des communistes de Yougoslavie et les dirigeants yougoslaves, à dénoncer les calomnies que nous avons répandues sur la République fédérative de Yougoslavie».

Gerö, qui était l'un des plus anciens dirigeants du parti, se montra, dans le cours de tous ces événements, un opportuniste et un lâche, ballotté de-ci de-là et qui se mouvait comme une marionnette dont les ficelles étaient tirées par les véritables acteurs de la tragédie hongroise. Lorsque Tito se

trouvait en «vacances» en Crimée, Gerö alla le rejoindre dans la villa de Khrouchtchev et tous les trois, accompagnés de leurs suites, «se promenèrent au bord de la mer, bavardèrent et se firent photographier». Photo «historique» que celle-ci, si l'on écrit un jour l'histoire des intrigues et des tripotages aux dépens des peuples. Là, dans la villa de Khrouchtchev à Yalta, eut lieu la première réconciliation, et quelques jours après, Gerö, Hegedus et Kadar se rendirent à Belgrade où ils conférèrent avec Rankovic. Avant qu'il ne fût longtemps, les troubles commencèrent, Gerö fut jeté à la poubelle et Kadar, avec la bénédiction de Khrouchtchev et grâce aux manœuvres de Mikoyan et de l'idéologue révisionniste Souslov, fut catapulté premier secrétaire.

Sur ce, Imre Nagy, sorti de son trou, prit le pouvoir, poussa un cri de triomphe, proclama la «démocratie» et Tito connut l'apogée du succès. La réaction accéda au pouvoir, les bandits affluèrent du dehors, les partis de la bourgeoisie, les partis fasciste, horthyste, cléricale, furent reconstitués. L'impérialisme remplit le pays d'espions et il y envoyait d'Autriche de grandes quantités d'armes. La radio «L'Europe libre» attisait jour et nuit la contre-révolution, lançait des appels à renverser et à liquider totalement le régime socialiste. La Hongrie avait auparavant déjà ouvert ses portes aux espions déguisés en touristes.

Lorsque, de retour de Chine, nous nous arrêtâmes en octobre 1956 à Budapest, les membres du Bureau du Parti des travailleurs hongrois nous dirent eux-mêmes que «ces derniers temps la Hongrie avait été visitée par 20.000 touristes». Quand je leur fis observer que cela pouvait être dangereux, ils me répondirent : «Mais ils nous apportent des rentrées en devises». Après la destitution de Rakosi, surtout pendant les journées tristement célèbres d'octobre, les portes furent ouvertes aux horthystes, aux barons et aux comtes, aux anciens seigneurs et oppresseurs de la Hongrie. Esterhazy s'installait en plein Budapest et téléphonait aux ambassades pour leur faire savoir qu'il avait l'intention de prendre la tête du gouvernement. Mintdszenty, préalablement libéré de prison, regagnait son palais, escorté de la «garde nationale» et bénissait la population. Tels des vers sur des plaies purulentes, les anciens partis, partis de propriétaires, de paysans, de sociaux-démocrates, de catholiques, qui se réinstallèrent dans leurs sièges de naguère, se ranimèrent, publièrent leurs organes et Nagy et Kadar entrèrent dans le gouvernement. La contre-révolution embrassa toute la capitale et elle se répandait aussi dans les autres régions de Hongrie.

Comme devait nous le relater par la suite notre ambassadeur à Budapest, Bato Karafili, la foule de contre-révolutionnaires enragés se dirigea d'abord vers une place de Budapest, pour y abattre un monument en bronze érigé à Staline et qui n'avait pas encore été enlevé. Les horthystes et autres rebuts de Hongrie se ruèrent avec fureur, comme jadis les sections d'assaut de Hitler contre tout ce qui était progressiste, sur le monument de Staline et essayèrent de l'arracher. N'y ayant pas réussi même à l'aide de câbles d'acier tirés par un puissant tracteur, les bandits y parvinrent finalement en usant de chalumeaux. Leur premier acte avait une valeur de symbole : en renversant le monument de Staline ils entendaient montrer qu'ils démantèleraient tout ce qui était encore resté du socialisme, de la dictature du prolétariat, du marxisme-léninisme en Hongrie. Les dévastations, les assassinats, le chaos sévirent sur toute la ville.

Khrouchtchev et Souslov virent l'oiseau déplumé Imre Nagy leur échapper des mains. Ce traître, sur lequel Moscou avait fondé ses espoirs comme le noyé s'accroche à ses propres cheveux, montra dans le flot de la furie contre-révolutionnaire son vrai visage, il proclama son programme réactionnaire et fit des déclarations publiques sur le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie. L'ambassadeur soviétique en Hongrie était un certain Andropov, un homme du KGB, qui devait par la suite être élevé dans ses fonctions et jouer un rôle infâme contre nous également. Cet agent à l'étiquette d'ambassadeur, se trouva encerclé par la contre-révolution déchaînée. Même lorsque les événements eurent pris un caractère ouvertement contre-révolutionnaire, et que Nagy eut accédé à la tête du gouvernement, les Soviétiques continuaient de le soutenir, apparemment dans l'espoir de le garder sous leur contrôle. Ces jours-là, après la première intervention tronquée de l'armée soviétique, Andropov disait à notre ambassadeur à Budapest :

«Nous ne pouvons pas considérer les insurgés comme des contre-révolutionnaires, car il y a aussi parmi eux des gens honnêtes. Le nouveau gouvernement est bon et il est nécessaire qu'il soit maintenu pour stabiliser la situation.

— Comment avez-vous trouvé les discours de Nagy ? lui demanda notre ambassadeur.

— Ils ne sont pas mauvais», lui répondit Andropov et lorsque notre camarade lui fit observer que ce qui y était dit à l'adresse de l'Union soviétique ne lui paraissait pas juste, il répliqua :

«Oui, il y a aussi de l'antisoviétisme, mais le dernier discours de Nagy n'était pas mauvais ni antisoviétique. Nagy cherche à maintenir des liens avec les masses. Le Bureau politique est bon et a du crédit.»

Les contre-révolutionnaires agissaient avec tant d'arrogance qu'ils jetèrent Andropov lui-même et le personnel de son ambassade dans la rue, et les y laissèrent pendant des heures. Nous donnâmes consigne à notre ambassadeur à Budapest de prendre des mesures pour assurer la défense de l'ambassade et de son personnel et d'installer une mitrailleuse en haut de l'escalier ; les nôtres avaient reçu l'ordre d'ouvrir le feu sans hésitation si les contre-révolutionnaires osaient toucher à notre ambassade ; mais notre ambassadeur ayant demandé à Andropov des armes pour en assurer la défense, celui-ci refusa :

«Nous jouissons de l'immunité diplomatique, et personne ne vous touchera.

— Quelle espèce d'immunité diplomatique ?! objecta notre ambassadeur. Ils vous ont jetés dans la rue.

— Non, non, insista Andropov, si nous vous donnions des armes, cela risquerait de provoquer quelque incident.

— Bon alors, lui dit notre représentant, je vous présente une demande officielle au nom du gouvernement albanais.

— Je consulterai Moscou, dit Andropov, et lorsque la demande fut rejetée, notre ambassadeur lui déclara :

— D'accord, seulement sachez que nous nous défendrons avec les pistolets et les fusils de chasse que nous avons»

L'ambassadeur soviétique s'était retranché dans son ambassade et n'osait pas mettre le nez dehors. Un haut fonctionnaire du ministère hongrois des Affaires étrangères, poursuivi par les bandits, demanda asile à notre ambassade et nous le lui accordâmes. Il confia à nos camarades qu'il s'était d'abord adressé à l'ambassade soviétique, mais qu'on l'avait éconduit.

Au début, les troupes soviétiques concentrées en Hongrie intervinrent, puis, sous la pression de Nagy et de Kadar, elles reculèrent, et le gouvernement soviétique déclara qu'il était prêt à entamer des pourparlers pour leur retrait. Pendant que les contre-révolutionnaires se livraient à une répression sauvage, Moscou avait peur. Khrouchtchev tremblait, il hésitait à intervenir. Tito était le roi de la situation, il soutenait Imre Nagy, il avait même massé ses troupes, prêt à les faire entrer en action. C'est alors que Moscou envoya à Budapest, l'homme indiqué, le marchand Mikoyan accompagné de Souslov, avec ses airs de petit coq.

Nous, ici à Tirana, nous ne manquâmes pas de réagir. Je convoquai l'ambassadeur soviétique et lui communiquai d'un ton sévère :

«Nous ne sommes nullement informés de ce qui se passe dans certains pays socialistes. Tito et consorts ont trempé dans l'organisation de la contre-révolution en Hongrie. Vous êtes en train d'abandonner la Hongrie à l'impérialisme et à Tito. Il vous faut intervenir militairement et faire place nette avant qu'il ne soit trop tard.»

Je lui dis quelles étaient les visées de Tito, et dénonçais la confiance que Khrouchtchev témoignait à ce dernier, ainsi que celle de Souslov dans l'«autocritique» d'Imre Nagy.

« Voilà qui était Imre Nagy, lui dis-je. Maintenant en Hongrie le sang coule et il faut trouver les coupables.»

Il me répondit :

«La situation est grave, mais nous ne laisserons pas l'ennemi s'emparer du pays. Je transmettrai vos observations à Moscou.»

On sait ce qui se passa en Hongrie et à Budapest. Des gens furent massacrés par milliers. Armée de l'étranger, la réaction se livra à un véritable carnage, passant par les armes en pleine rue communistes et démocrates, femmes et enfants, elle incendia des maisons, des bureaux et tout ce qui lui tombait sous la main. Le banditisme sévit pendant de longs jours. La seule petite résistance qui y fut opposée fut celle des détachements de la Sécurité de Budapest, alors que l'armée hongroise et le Parti des travailleurs hongrois étaient neutralisés et liquidés. Kadar, montrant par cet acte son vrai visage, promulgua le décret portant la liquidation du Parti des travailleurs hongrois, et rendit publique la formation du nouveau parti, le Parti socialiste ouvrier, qu'il édifierait avec Nagy et d'autres.

L'ambassade soviétique était gardée par des tanks et, à l'intérieur, Mikoyan, Souslov, Andropov et qui sait qui encore ourdissaient des intrigues.

La réaction, avec à sa tête Kadar et Imre Nagy, enfermés au parlement, où ils «tenaient conseil», continuait d'appeler les Etats capitalistes occidentaux à intervenir militairement contre les Soviétiques. Finalement Nikita Khrouchtchev, effrayé, fut contraint de donner l'ordre d'intervenir. Les forces blindées soviétiques marchèrent sur Budapest et des combats de rue s'engagèrent. L'intrigant Mikoyan fourra Andropov dans un char et l'envoya au Parlement pour en repêcher Kadar et tenter de le manipuler. Ce qui fut fait. Kadar changea de nouveau de patron, tourna casaque, glissa dans le giron des Soviétiques et, soutenu par leurs tanks, appela le peuple à cesser les troubles, et les contre-révolutionnaires à déposer les armes.

Le glas du gouvernement Nagy avait sonné. La contre-révolution était réprimée et Imre Nagy se réfugia dans l'ambassade de Tito. De toute évidence, c'était un agent de Tito et de la réaction mondiale. Il jouissait aussi du soutien de Khrouchtchev, mais il lui échappa des mains, car il voulait aller et alla effectivement plus loin. Pendant des mois Khrouchtchev se querella avec Tito pour se faire livrer Nagy, que l'autre refusait de lui remettre, jusqu'au moment où ils conclurent ensemble le compromis sur le passage de Nagy chez les Roumains. Au moment où des tractations avec Tito avaient lieu sur ce problème, Krilov, l'ambassadeur soviétique à Tirana, sollicita notre avis pour savoir si nous approuvions le transfert de Nagy en Roumanie.

«Imre Nagy, répondis-je à Krilov, est, comme nous l'avons déjà déclaré, un traître qui a ouvert les portes au fascisme en Hongrie. Et l'on propose maintenant que ce traître, qui a tué des communistes, des gens progressistes, des soldats soviétiques et qui a fait appel aux impérialistes pour qu'ils interviennent, se rende dans un pays ami. C'est un grand abandon et nous n'y souscrivons pas.»

Après que les esprits se furent calmés et que les victimes de la contre-révolution hongroise, qui avait été surtout l'œuvre de Tito et de Khrouchtchev, eurent été ensevelies, Nagy fut exécuté. Mais cet acte non plus n'était pas juste, non point que Nagy ne méritât pas ce châtement, mais cela ne devait pas être

fait, comme on le fit, en cachette, sans procès, sans dénonciation publique. Il fallait le juger et le punir publiquement, en vertu des lois du pays dont il était ressortissant. Mais naturellement, un procès de ce genre n'était de l'intérêt ni de Khrouchtchev, ni de Kadar, ni de Tito, parce que Nagy aurait pu révéler les tripotages de ceux qui avaient tiré les ficelles du complot contre-révolutionnaire.

Plus tard, lorsque la contre-révolution hongroise eut été réprimée, de nombreux faits furent divulgués qui prouvaient la complicité des dirigeants soviétiques dans les événements de Hongrie. Quant à nous, nous nous doutions naturellement du rôle qu'avaient joué les Soviétiques, surtout dans la destitution de Rakosi, le soutien à Nagy, etc. Mais nous ne savions pas alors avec précision la manière dont s'était déroulée la collaboration Khrouchtchev-Tito, nous n'étions pas au courant non plus des entretiens secrets de Khrouchtchev et Malenkov avec Tito à Brioni. Ils devaient être découverts plus tard et nous maintenîmes notre attitude d'opposition à ces menées des Soviétiques.

Quelques jours après le rétablissement de l'ordre en Hongrie, la direction soviétique nous fit connaître la correspondance qu'elle avait entretenue avec la direction yougoslave à propos de l'affaire hongroise. Les faits révélés dans ces lettres nous causèrent une vive inquiétude, car les problèmes posés étaient graves et critiques. Les intérêts du socialisme et du mouvement communiste exigeaient à ce moment-là que l'Union soviétique soit défendue contre les attaques de l'impérialisme et de la réaction, et que notre unité soit préservée. En outre, notre Parti ne pouvait pas ne pas dire son mot à propos de ces actes antimarxistes de la direction soviétique. Il fallait donc juger et peser très minutieusement et attentivement chaque chose, en ayant en vue les intérêts de notre Parti, de notre pays, de la révolution et du socialisme. C'est ainsi que nous jugeâmes ces problèmes, et nous fîmes part de nos opinions aux dirigeants soviétiques sur un ton amical de façon que tout demeure et soit arrangé entre nous.

Ces jours-là, après avoir reçu ces lettres, je convoquai Krilov.

«Je vous ai appelé, lui dis-je, pour éclaircir certaines questions qui ressortent de ces lettres. Je tiens d'abord à vous dire que nous trouvons inadmissibles les allusions à «certaines personnes malfaisantes», faites par Tito, qui vise manifestement par là la direction de notre Parti. Cela ne nous étonne pas de sa part, car nous sommes habitués à ses attaques. Ce qui nous surprend beaucoup, par contre, c'est de ne pas trouver dans la réponse du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique une nette prise de position face à ces insinuations de Tito. Pouvez-vous nous dire quelque chose à ce propos ?

— Je n'ai rien à dire là-dessus !» me répondit Krilov, se retranchant dans son mutisme traditionnel.

Je poursuivis alors :

«Il fallait dire ouvertement à Tito que nous ne sommes pas, nous, comme il le prétend, des gens malfaisants et des ennemis du socialisme. Nous sommes des marxistes-léninistes, nous sommes des hommes résolus, et nous lutterons jusqu'au bout pour la cause du socialisme. C'est au contraire Tito qui est un ennemi de la révolution, du socialisme. Et de nombreux faits sont là pour le prouver.»

Krilov se taisait et, quant à moi, dans la suite de l'entretien, je m'arrêtai en particulier sur un autre problème qui attirait notre attention dans ces lettres. En effet, Khrouchtchev écrivait à Tito : «Vous approuviez pleinement, dès l'été dernier, à la suite du départ de Rakosi, les efforts du C.C. du P.C.U.S. pour faire nommer Kadar premier secrétaire.»

D'autre part, cette lettre prouvait clairement leur collaboration non seulement avant les événements d'octobre, mais aussi pendant ces événements mêmes, collaboration qui se concrétisa dans le plan qu'ils ourdirent ensemble au cours de leurs entretiens secrets à Brioni. Ces actions des dirigeants soviétiques étaient pour nous inadmissibles. Selon nous, les titistes poursuivaient leurs activités de subversion et de scission, et cela s'observait particulièrement en Hongrie. Nous avons fait part de cette conviction à la direction de l'Union soviétique.

J'interrogeai aussi Krilov à ce sujet :

«Nous ne comprenons pas bien où a été formé le Comité central du Parti des travailleurs hongrois, à Budapest ou en Crimée ?»

Krilov ne goûta naturellement pas cette question et il marmonna :

«Les choses ont dû se passer ainsi: les camarades hongrois se sont rendus en Crimée et y ont conféré avec nos camarades. Il y a été soulevé la question de savoir qui devait être porté à la direction du parti. Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique a suggéré qu'«il serait souhaitable d'élire Kadar».

— Autrement dit, repris-je, la direction du Parti communiste de l'Union soviétique n'était pas pour Gerö, mais pour Kadar ?

— C'est ce qui ressort de cette lettre, répondit Krilov.

— A part cela, le gouvernement Kadar aussi a été formé en étroite collaboration entre votre direction et Tito, n'est-ce pas ?

— Oui, fut contraint d'avouer Krilov, il en est apparemment ainsi».

Dans la suite de notre entretien, après lui avoir fait part des inquiétudes que les événements de Hongrie avaient suscitées dans notre Parti, j'indiquai à l'ambassadeur soviétique :

«Notre Bureau politique est unanime à penser que les camarades du Présidium du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, en discutant avec Tito de la composition de la direction du parti et du gouvernement hongrois, n'ont pas agi comme il se doit. La direction soviétique connaît bien nos points de vue sur toutes ces questions, parce que nous lui en avons déjà fait part. N'est-ce pas ?

— Oui, dit Krilov, c'est vrai.

— Avez-vous transmis à Moscou toutes nos vues ?

— Oui, répondit-il, je l'ai fait».

A la fin de cette conversation l'ambassadeur soviétique me demanda comme en passant :

«Est-ce que vous comptez faire le procès de Dali Ndreu ?»

Bien entendu, cette question n'était pas fortuite. Visiblement le procès et la dénonciation des agents des révisionnistes yougoslaves, Liri Gega et Dali Ndreu, n'étaient pas faits pour plaire aux Soviétiques.

«Le procès a été déjà préparé et il aura lieu, dis-je à Krilov, parce que ce sont des traîtres et des agents. Après avoir échoué dans leurs efforts pour mettre en œuvre leur complot contre notre Parti et notre Etat, Dali Ndreu et Liri Gega, se rendant compte qu'ils auraient à répondre de leurs forfaits, ont tenté de s'enfuir, mais ils ont été capturés à proximité de notre frontière. Leur activité hostile est désormais parfaitement prouvée et ils l'ont eux-mêmes reconnue. Et si Tito poursuit ses menées hostiles, nous rendrons publique la vérité sur ces agents, avec des faits et des bandes magnétiques à l'appui. Nous estimons qu'il ne nous est plus possible de supporter davantage les titistes, qui à la fois nous accusent et cherchent à nous planter le poignard dans le dos.

— Je comprends votre situation», murmura Krilov, qui s'en alla la queue basse.

Des phénomènes analogues à ceux de Hongrie se produisirent en Pologne presque à la même époque, bien que les événements n'eussent pas pris là-bas les proportions et le caractère dramatique qu'ils eurent en Hongrie. En Pologne aussi, avait été instaurée la dictature du prolétariat sous la direction du Parti ouvrier unifié, mais, malgré l'aide prêtée par l'Union soviétique, le socialisme ne s'y développa pas aux rythmes requis. Tant que Bierut fut à la direction et que le parti polonais se tint sur des positions justes, des succès furent enregistrés dans le développement socialiste du pays. Mais les premières réformes et mesures qui y furent adoptées ne furent pas conduites jusqu'au bout et la lutte de classes non plus ne fut pas menée au niveau voulu. Le prolétariat grandit, l'industrie se développa, des efforts furent faits pour diffuser les idées marxistes parmi les masses, mais les éléments de la bourgeoisie gardèrent en fait beaucoup de leurs positions dominantes. La réforme agraire ne fut pas réalisée dans les campagnes et la collectivisation resta à mi-route, jusqu'au moment où Gomulka déclara que les coopératives et les fermes d'Etat n'étaient pas rentables et favorisa la croissance des koulaks dans les campagnes polonaises.

En Pologne, comme en Hongrie, en Allemagne de l'Est, en Roumanie et ailleurs, le parti fut formé à travers une union mécanique avec les partis bourgeois, dits ouvriers. C'était peut-être nécessaire pour rassembler le prolétariat sous la direction d'un seul parti, mais cette union aurait dû être réalisée à travers un grand travail idéologique, politique et organisationnel, de manière que les anciens membres des autres partis fussent non seulement assimilés, mais aussi, et c'était là l'essentiel, éduqués profondément selon les normes idéologiques et organisationnelles marxistes-léninistes. Or cela ne fut fait ni en Pologne, ni en Hongrie, ni ailleurs, et en réalité les membres des partis bourgeois ne changèrent que de nom, ils devinrent «communistes», mais en conservant leurs anciennes conceptions, leur ancienne vision du monde. Ainsi, les partis du prolétariat, loin de se renforcer, s'affaiblirent, parce que les sociaux-démocrates et les opportunistes comme Cyrankiewicz, Marosan, Grotewohl, avec leurs conceptions, y poussèrent racine.

En outre, il existait en Pologne un autre facteur qui influa sur les manifestations contre-révolutionnaires : la vieille haine du peuple polonais contre la Russie tsariste. Du fait du travail mené par la réaction au dedans comme au dehors du parti, cette vieille haine, parfaitement justifiée dans le passé, se tourna maintenant contre l'Union soviétique, contre le peuple soviétique, qui avait, il faut le dire, versé son sang pour la libération de la Pologne. La bourgeoisie polonaise, qui n'avait pas été frappée autant qu'elle aurait dû l'être, faisait l'impossible pour stimuler les sentiments nationalistes et chauvins contre l'Union soviétique. Après la mort de Bierut, ces sentiments se manifestèrent plus ouvertement, et les faiblesses du parti et de la dictature du prolétariat en Pologne apparurent aussi plus nettement. C'est ainsi que se produisirent les troubles de juin 1956 et les événements qui suivirent, imputables tout à la fois aux faiblesses dans le travail, aux menées de la réaction, de l'Eglise, de Gomulka et de Cyrankiewicz, et aux interventions des khrouchtchéviens. Certes, la mort de Bierut créa des conditions favorables aux plans de la contre-révolution. J'avais connu Bierut assez longtemps auparavant, lors d'un voyage que j'avais fait à Varsovie. C'était un camarade mûr, expérimenté, affable et pondéré. Bien que de beaucoup mon aîné, il se comporta si chaleureusement et amicalement avec moi que je garderai de lui un souvenir ineffaçable. Lorsque je le rencontrais aussi à des réunions à Moscou, j'éprouvais un plaisir particulier à m'entretenir avec lui. Il m'écoutait attentivement lorsque je lui parlais de notre peuple, de sa situation. Il était franc, droit et attaché aux principes. Je me rappelle qu'en causant ensemble à Varsovie il m'évoqua aussi l'entretien qu'il avait eu avec le camarade Mehmet.

«Votre camarade, me dit-il, qui a critiqué l'attitude de notre premier ministre, m'a parlé ouvertement. J'aime ces camarades au franc parler.»

Je rencontrais Bierut pour la dernière fois à Moscou, lors du XX^e Congrès du P.C.U.S.

C'était peu de temps avant sa mort. Bierut, sa femme, Nexhmije et moi assistâmes ensemble, dans la même loge, au «*Mallij Teatr*», à une pièce consacrée à la Marine révolutionnaire de Leningrad.

A l'entracte, nous eûmes dans une petite pièce des coulisses un entretien cordial. Nous parlâmes entre autres du Komintern, car le Bulgare Ganev était venu se joindre à nous et tous deux évoquèrent des souvenirs de leur rencontre à Sofia, où Bierut avait été envoyé en mission clandestine.

Quelque temps après cet entretien, vint la triste nouvelle, Bierut était mort... lui aussi comme Gottwald... d'un «refroidissement». Consternation et surprise !

Nous nous rendîmes à ses obsèques à Varsovie: c'était au début de mars 1956. De nombreux orateurs, notamment Khrouchtchev, Cyrankiewicz, Ochab, Chu Teh, etc., prononcèrent des discours devant son cercueil. Vukmanovic Tempo, venu assister aux obsèques à titre d'envoyé de Belgrade, prit lui aussi la parole. Le représentant des titistes profita même de cette occasion pour lancer des slogans révisionnistes et exprimer sa satisfaction pour les nouvelles «possibilités et perspectives» que venait d'ouvrir le XX^e Congrès.

«Bierut, dit Tempo, nous a quittés à un moment où se font jour des possibilités et des perspectives pour la collaboration et l'amitié entre tous les mouvements socialistes, afin de réaliser les idées d'Octobre par des voies diverses», et il appela à avancer dans la voie tracée, «à travers des actions incessantes». Cependant que les discours se succédaient, non loin de moi je voyais, appuyé contre un arbre, Nikita Khrouchtchev qui semblait engagé dans une discussion animée avec Wanda Wassilewska. A coup sûr, ils se livraient à des marchandages devant la dépouille de Bierut, qu'ils mettaient au tombeau.

Quelques mois après ces tristes événements du début de 1956, la Pologne devait connaître une confusion et un chaos qui sentaient la contre-révolution.

Les événements qui se produisirent en Pologne ressemblaient comme deux gouttes d'eau à ceux de Hongrie. Les révoltes des ouvriers à Poznan avaient commencé avant le déclenchement de la contre-révolution hongroise, mais en fait ces deux mouvements contre-révolutionnaires arrivèrent à maturité dans la même période, dans les mêmes situations et ils étaient d'inspiration identique. Je n'entrerai pas dans une description détaillée de ces événements, car ils sont connus, mais il est intéressant de souligner l'analogie des faits dans ces deux pays, l'étonnant parallélisme dans le développement de la contre-révolution en Pologne et Hongrie.

En Pologne comme en Hongrie, les dirigeants furent remplacés : dans le premier pays Bierut mourut (à Moscou), dans le second Rakosi fut démis (du fait de Moscou) ; en Hongrie furent réhabilités Rajk, Nagy, Kadar ; en Pologne, Gomulka, Spychalski, Morawski, Loga-Sowinski et toute une bande de traîtres ; là parut sur la scène Mindszenty, ici Wyszynski.

La similitude idéologique et spirituelle de ces événements était particulièrement significative. En Pologne comme en Hongrie, les faits se déroulèrent à l'ombre du XX^e Congrès, sous les mots d'ordre de la «démocratisation», de la libéralisation et de la réhabilitation. Les khrouchtchéviens jouèrent dans l'évolution des événements dans ces deux pays un rôle actif, un rôle infâme et contre-révolutionnaire. Les titistes avaient également de l'influence en Pologne, peut-être pas aussi directement qu'en Hongrie, mais les idées de l'autogestion et des «voies nationales vers le socialisme», les «conseils ouvriers» qui y avaient été adoptés étaient, certes, inspirés par le «socialisme spécifique» yougoslave.

Les événements de juin à Poznan étaient le résultat des mouvements contre-révolutionnaires incités par la réaction, qui mit à profit les difficultés économiques et les erreurs commises par le parti polonais dans le développement de l'économie. Ces révoltes furent étouffées et ne prirent pas la même ampleur qu'en Hongrie, mais elles n'en eurent pas moins de grandes conséquences sur le cours ultérieur des événements. En Pologne, la réaction trouva son Nagy ; ce fut Wladyslaw Gomulka, un ennemi, qui, à peine sorti de prison, devint premier secrétaire du parti. Ayant été pendant un certain temps secrétaire général du parti ouvrier polonais, il avait été condamné pour ses vues opportunistes droitières et nationalistes, assez semblables à la ligne suivie par le groupe Tito, démasqué à l'époque

par le Kominform. Au congrès de l'unification du parti ouvrier et du parti socialiste, qui se tint en 1948, Bierut et les autres dirigeants et délégués démasquèrent et stigmatisèrent les vues de Gomulka. Notre Parti y avait envoyé son représentant, qui, de retour en Albanie, nous informa de l'attitude arrogante et obstinée de Gomulka au congrès. Gomulka fut démasqué, mais néanmoins, comme on le dit à l'époque, «on lui tendit encore une fois la main» et il fut élu au Comité central. Selon les dires d'un Polonais qui accompagnait notre camarade, Gomulka, ces jours-là, avait eu un long entretien *en tête-à-tête* [En français dans le texte.] avec Ponomarenko, secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, qui participait au congrès et qui, semble-t-il, avait persuadé Gomulka de faire son autocritique. Mais le temps démontra clairement que celui-ci n'avait pas renoncé à ses vues, et il fut par la suite condamné aussi pour activité hostile à l'Etat.

Lorsque commença la campagne des réhabilitations, les partisans de Gomulka faisaient pression sur la direction du parti pour le blanchir lui aussi. Mais il était politiquement et idéologiquement trop discrédité, pour que cette entreprise ne se heurtât pas à des obstacles. Quelques mois avant que Gomulka ne retournât à la tête du parti polonais, Ochab déclarait «solennellement» que bien que Wladyslaw Gomulka eût été libéré de prison, «cela ne mettait nullement en cause, quant au fond, la juste lutte politique et idéologique que le parti avait menée contre les vues de Gomulka».

Khrouchtchev, après avoir liquidé Bierut, soutint Ochab, Zawadski, Zambrowski et d'autres éléments comme Cyrankiewicz, mais le germe de la querelle et de la discorde avait pénétré profondément et il agissait. Gomulka et ses partisans se montrèrent actifs et parvinrent à accéder au pouvoir. Les khrouchtchéviens se trouvaient dans l'embarras : la Pologne devait rester sous leur emprise *manu militari*, et leur politique et leur idéologie se conformer à cet impératif. Khrouchtchev abandonna ses vieux amis et se tourna vers Gomulka, qui ne paraissait pas enclin à se soumettre trop docilement au diktat de Khrouchtchev.

L'arrivée de Gomulka au pouvoir nous persuada que les événements de Pologne avaient pris un cours défavorable au socialisme. Non seulement nous connaissions le sombre passé de Gomulka, mais nous étions aussi en mesure de le juger d'après ses slogans et ses discours. Il accéda au pouvoir avec des mots d'ordre bien définis «sur la véritable indépendance de la Pologne» et «sur la démocratisation plus poussée du pays». Dans le discours qu'il prononça avant d'être élu premier secrétaire, il ne manqua pas de menacer les Soviétiques en déclarant que «nous nous défendrons», et, pour autant que nous sachions, des affrontements eurent lieu en Pologne entre unités polonaises et soviétiques. De façon générale, les événements de Pologne, de même que ceux de Hongrie, se déroulèrent sous des mots d'ordre antisoviétiques. Gomulka aussi était un antisoviétique, il avait été, certes, opposé à l'Union soviétique de l'époque de Staline, mais à présent également il voulait échapper au joug que les khrouchtchéviens se préparaient à imposer aux pays du camp socialiste. Quoi qu'il en soit, il ne manquait pas de parler, pour la forme, de l'amitié avec l'Union soviétique et de «blâmer» les slogans antisoviétiques. Par contre, en ce qui concerne le maintien de l'armée soviétique en territoire polonais, il y était favorable et il observait cette attitude au nom d'intérêts nationaux immédiats, dans sa crainte d'une attaque éventuelle de la part de l'Allemagne occidentale, qui n'acceptait en aucune manière la frontière Oder-Neisse.

Le révisionniste Gomulka se mouvait avec une arrogance si outrancière que je rappelai certains de ses actes à Khrouchtchev lorsque je le rencontrai à Yalta. Nous nous trouvions sous une tente dressée sur les galets, au bord de la mer, et Khrouchtchev, après m'avoir donné raison, me dit textuellement : «Gomulka est un vrai fasciste». Mais, plus tard, les deux contre-révolutionnaires s'accordèrent et se firent tout miel entre eux. Les désaccords et les contradictions s'adoucirent.

Le discours que prononça Gomulka au plénum du Comité central qui l'élut premier secrétaire, était le discours «programme» d'un révisionniste. Il critiquait la ligne suivie jusqu'alors dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture, dépeignait la situation en teintes sombres et déclarait non rentables le système coopératif dans les campagnes et les fermes d'Etat. Nous jugions ces vues anti-marxistes-léninistes. En Pologne, des erreurs avaient peut-être été commises dans le domaine de la

collectivisation et du développement des coopératives agricoles, mais elles n'étaient pas imputables au système coopératif. Celui-ci avait prouvé en Union soviétique, dans les autres pays socialistes et dans le nôtre, sa vitalité en tant que seule voie de l'édification du socialisme à la campagne.

Gomulka brandit son épée contre les «infractions à la loi», contre le «culte de la personnalité», contre Staline, contre Bierut (bien qu'il ne l'ait pas mentionné nommément), contre les dirigeants des pays socialistes, qu'il qualifiait de satellites de Staline. Il prit la défense des actions contre-révolutionnaires de Poznan. «Ce n'est pas contre le socialisme, déclara-t-il au 8^e plénum, en octobre 1956, que protestaient les ouvriers de Poznan, mais contre les maux répandus dans notre système social. La tentative de présenter la navrante tragédie de Poznan comme étant l'œuvre d'agents et de provocateurs impérialistes fut politiquement très naïve. Les causes doivent en être recherchées dans la direction du parti et de l'Etat».

Les Soviétiques s'inquiétèrent des événements de Pologne, ils en furent effrayés, car ils voyaient le «nouveau cours», qu'ils avaient eux-mêmes proclamé, conduire les dirigeants polonais plus loin qu'ils ne le souhaitaient, et la Pologne risquer d'échapper de leur influence. Les jours mêmes où se déroulait le plénum qui rétablit Gomulka au pouvoir, Khrouchtchev, Molotov, Kaganovitch et Mikoyan se rendirent en Pologne d'urgence. Khrouchtchev, dès son arrivée à l'aéroport, admonesta avec arrogance les dirigeants polonais : «Nous avons versé notre sang pour libérer ce pays, alors que vous, vous voulez le remettre aux Américains». L'inquiétude des Russes s'accroissait aussi, du fait que le maréchal soviétique Rokossovski, pourtant d'origine polonaise, et d'autres membres du Bureau politique, réputés prosoviétiques, par exemple Mine, étaient sur le point d'être exclus de cette haute instance, et en fait ils le furent. Mais les Polonais ne se soumièrent ni aux pressions des Russes ni aux mouvements de leurs chars : ils ne les admirent même pas à leur plénum. Ils eurent bien avec eux des entretiens, auxquels participa aussi Gomulka ; toutefois, Khrouchtchev et consorts restèrent pour un certain temps Gros-Jean comme devant. Les Soviétiques usèrent de pressions, publièrent un article dans la «Pravda», auquel les Polonais répondirent avec arrogance ; mais Khrouchtchev finit par donner sa bénédiction à Gomulka, et celui-ci, après avoir même fait un pèlerinage à Moscou, obtint des crédits et parla de l'«amitié léniniste» soviéto-polonaise.

Gomulka mit en œuvre son «programme», créa les «conseils ouvriers» et les «coopératives autogérées», les «comités de réhabilitation», stimula le commerce privé, introduisit la religion à l'école et dans l'armée, ouvrit les portes à la propagande étrangère, en évoquant lui aussi la «voie nationale» au socialisme.

Les vues et les actions de Gomulka étaient si manifestes et si crues que beaucoup n'y souscrivaient pas, ou ne purent y souscrire ouvertement. Khrouchtchev lui-même était obligé de jeter de temps en temps quelque petite pierre dans son jardin. De même, les Tchèques, les Français, les Bulgares, les Allemands de l'Est, qui gardaient un œil et une oreille tournés vers Moscou, adoptèrent à l'époque des attitudes de réserve ou même d'opposition. Quant à nous, cela s'entend, nous étions contre Gomulka et ses actions, et nous en avons fait part aux dirigeants soviétiques avec lesquels nous avons conféré. Une telle attitude n'était pas du goût des Polonais qui se plaignaient ouvertement dans leur presse que les autres partis ne comprenaient pas les changements en cours dans leur pays. Un de leurs articles publié ces jours-là citait notre presse et celle de certains autres pays comme un exemple de cette «incompréhension», à la différence des partis italien, chinois, yougoslave, etc., qui «avaient, eux, bien compris le caractère profondément socialiste des changements intervenus en Pologne».

Les Yougoslaves accueillirent avec enthousiasme ces transformations «socialistes» et ils clamaient qu'en Pologne «avaient triomphé les forces qui combattaient pour la démocratisation politique, la décentralisation économique et le système d'autogestion».

Sur les événements de Pologne non plus, les Soviétiques ne nous donnèrent aucune information, ils se bornèrent à nous envoyer une lettre dans laquelle ils nous disaient que la situation là-bas était très grave, ajoutant qu'une délégation soviétique allait s'y rendre. A part cela, rien, aucune nouvelle,

aucune information. Dans la presse soviétique on trouvait parfois un article qui stigmatisait les événements de Pologne, mais aussi des écrits en leur faveur. De nos entretiens avec l'ambassadeur soviétique à Tirana, Krilov, nous ne pouvions, comme je l'ai déjà dit, rien tirer de substantiel. Dans une rencontre que j'eus avec lui, je lui parlai de la question polonaise, de notre inquiétude à propos de ce qui se passait là-bas.

«Comment est-il possible, lui demandai-je, que nous ne soyons pas tenus au courant, que nous soyons laissés dans l'obscurité de ces questions qui nous concernent tous ? Cela n'est pas juste.

— Votre réclamation, me répondit Krilov, est fondée.»

Et je lui dis pour conclure :

«Transmettez notre point de vue à votre Comité central.»

Dans le cadre des événements alors en cours, la différence entre nos vues et celles des Soviétiques devenait toujours plus nette, La prise de position de notre Parti à ce propos consistait à ne pas rendre publiques ces divergences, car cela aurait nui à l'Union soviétique et au camp socialiste, mais par ailleurs à ne faire aucune concession sur les principes, à nous en tenir à nos positions et à faire part ouvertement de nos vues aux dirigeants soviétiques.

Lorsque je me rendis à Moscou, en décembre de la même année, je m'entretins avec les dirigeants soviétiques sur la question polonaise également. Je m'arrêterai en particulier sur les entretiens de décembre 1956, mais je veux évoquer ici l'appui que Khrouchtchev et consorts prêtèrent à Gomulka pour qu'il consolide son pouvoir. Lorsque nous fîmes part à Khrouchtchev et à Souslov de nos vues et de nos doutes sur Gomulka, ils s'efforcèrent de nous convaincre que c'était un honnête homme et qu'il fallait l'appuyer, alors que, quant à nous, nous étions persuadés que les troubles qui s'étaient produits en Pologne et qui s'apparentaient à la contre-révolution hongroise, étaient l'œuvre de Gomulka et avaient servi à amener au pouvoir ce fasciste, qui y resta jusqu'au jour où il fut liquidé par les khrouchtchéviens et par Gierak, au demeurant lui-même ennemi farouche du Parti du Travail d'Albanie. En Pologne, tous, tour à tour, ont été renversés. C'est Cyrankiewicz, cet ancien agent de la bourgeoisie, qui resta au pouvoir le plus longtemps et c'est lui qui tirait les ficelles avec l'aide de l'armée soviétique qui occupait la Pologne.

Les événements de Hongrie et de Pologne suscitèrent une inquiétude légitime dans notre Parti et sa direction, car ils portaient préjudice à la cause de la révolution, affaiblissaient les positions du socialisme en Europe et dans le monde.

Une fois ces événements passés ou, pour être plus exacts, après qu'ils eurent perdu leur aspect manifeste et aigu, car ils se développaient maintenant en sourdine, vint le moment des analyses et des conclusions à tirer. Et Khrouchtchev, et Tito procédèrent alors à des analyses, selon leurs intérêts et leurs calculs, selon leurs conceptions antimarxistes. Titistes et khrouchtchéviens s'accordaient quant au fond dans leurs «analyses» en imputant tout ce qui s'était passé aux erreurs de la direction du parti hongrois et surtout à Rakosi. Et Kadar, valet de deux maîtres, leur faisait écho en déclarant que «la révolte des masses se justifiait en raison des erreurs de la clique criminelle de Rakosi et de Gerö».

Notre Parti, pour autant qu'il était au courant du déroulement des événements et se fondant sur les faits qui avaient filtré de l'obscurité enveloppant le complot, avait analysé ces événements et tiré ses conclusions. Selon notre jugement, la contre-révolution fut provoquée et organisée par le capitalisme mondial et son officine titiste au maillon le plus faible du camp socialiste, à un moment où la clique Khrouchtchev n'avait pas encore consolidé ses positions. Le Parti des travailleurs hongrois et la dictature du prolétariat en Hongrie fondirent comme neige au soleil dès la première confrontation violente avec la réaction. De tout ce qui s'était produit certains faits attirèrent notre attention :

Tout d'abord, ces événements révélèrent le travail insuffisant et superficiel du parti hongrois dans l'éducation et la conduite de la classe ouvrière. Au cours de la contre-révolution, la classe ouvrière hongroise, malgré ses traditions révolutionnaires, ne sut pas défendre son pouvoir. Au contraire, une partie de cette classe devint une réserve de la réaction. Le parti lui-même ne réagit pas en tant qu'avant-garde consciente et organisée de la classe, il fut liquidé en quelques jours, ce qui permit au contre-révolutionnaire Kadar de l'enterrer définitivement.

Les événements d'octobre-novembre 1956 firent ressortir une nouvelle fois le caractère instable des intellectuels et de la jeunesse étudiante hongroise. Ils se firent l'instrument de la réaction, des sections d'assaut de la bourgeoisie. Les écrivains contre-révolutionnaires, avec à leur tête le réactionnaire et anticommuniste Lukacs, qui devint également membre du gouvernement Nagy, jouèrent ici un rôle particulièrement infâme.

L'exemple de la Hongrie démontra que la bourgeoisie, loin d'avoir perdu ses espoirs de restaurer son régime, s'y était préparée dans la clandestinité, en préservant même ses anciennes formes d'organisation, ce qui fut prouvé entre autres par la création immédiate des partis bourgeois, cléricaux et fascistes.

Ce qui se produisit en Hongrie persuada une nouvelle fois notre Parti de la justesse de l'attitude qu'il avait observée envers les révisionnistes yougoslaves. Les titistes furent les principaux inspirateurs et soutiens de la contre-révolution hongroise. Les personnalités officielles et la presse yougoslaves saluèrent avec enthousiasme ces événements. Les palabres qui se tenaient au club «Petöfi» étaient publiées à Belgrade et elles avaient pour enseignes les «théories» de Tito et de Kardelj, en même temps que les thèses du XX^e Congrès.

Mais tous ces faits n'étaient pour nous ni nouveaux ni inattendus. Ce qui nous inquiéta le plus, ce fut le rôle que joua la direction soviétique dans ces événements, la coordination de ses plans avec Tito, les menées en coulisse derrière le dos du peuple hongrois, et qui eurent pour lui de profondes et amères répercussions.

La contre-révolution en Hongrie fut réprimée par les tanks soviétiques, car Khrouchtchev ne pouvait pas ne pas intervenir (cela, à part tout le reste, l'aurait démasqué définitivement), et là les impérialistes et Tito firent mal leurs calculs. L'expérience, cependant, a montré que cette contre-révolution a été réprimée par les contre-révolutionnaires, qui ont restauré le capitalisme, mais sous des formes larvées, en conservant leur ancienne couleur et leurs anciens masques tout comme les khrouchtchéviens soviétiques l'ont fait chez eux.

Les faits de Hongrie accroissaient nos doutes sur la direction du P.C.U.S., nous inquiétaient et nous affligeaient. Nous avons toujours eu une grande confiance dans le Parti bolchevik de Lénine et de Staline, et nous avons manifesté cette confiance en même temps que notre amour sincère pour lui et le pays des soviets.

C'est donc avec ce sentiment de doute et d'inquiétude que je me rendis en décembre 1956 à Moscou avec Hysni, qui me fut d'un grand appui dans les entretiens et les discussions difficiles que nous eûmes avec les khrouchtchéviens, et où le fiel se mêlait à l'hypocrisie.

Nous allions donc en Union soviétique, comme nous en avons décidé préalablement au Bureau politique, pour discuter avec la direction soviétique des questions épineuses de la situation, des événements de Hongrie et de Pologne ainsi que de nos rapports avec la Yougoslavie.

Il faut dire que durant cette période Khrouchtchev et ses acolytes n'étaient plus en si bons termes avec Tito, que leur amitié s'était quelque peu refroidie. Entre-temps, Tito avait prononcé à Pula son fameux discours, qui avait suscité assez de réactions désapprobatrices dans plusieurs partis du camp socialiste. Le chef de file de Belgrade y attaqua le système soviétique, le socialisme, les partis qui ne suivaient

pas son cours «original marxiste-léniniste», il condamnait aussi l'intervention soviétique en Hongrie. Ces thèses mettaient Khrouchtchev et consorts dans l'embarras ; elles étaient assez explicites et les contraignaient à prendre position aux yeux du monde.

Les khrouchtchéviens avaient alors lancé deux ou trois attaques dans leurs journaux, encore que pas très virulentes (pour ne pas trop vexer le camarade Tito !), assorties même de quelque éloge, et, selon leur habitude, ils s'étaient mis, comme Khrouchtchev lui-même me l'avoua au cours de mes entretiens avec lui, à exercer des pressions économiques sur la Yougoslavie. La «Pravda» avait même publié à cette époque un de mes articles où, en termes durs, j'attaquais le «socialisme spécifique» yougoslave et ses hérauts.

Si je m'arrête à tout cela, c'est pour expliquer pourquoi l'accueil qui nous fut réservé à l'époque était plus «cordial» et pourquoi nos jugements, surtout sur les Yougoslaves, ne furent pas contredits, mais en apparence même approuvés par les dirigeants soviétiques.

A peine débarqués à Odessa, nous nous rendîmes compte de cette atmosphère au cours de nos conversations avec des dirigeants des organes du parti et du pouvoir d'Ukraine, qui étaient venus nous accueillir.

D'Odessa, nous gagnâmes Moscou par le train. Nous ne nous étions pas encore remis des fatigues de notre voyage, que l'on nous fit savoir que le Présidium du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique donnait un dîner en l'honneur de notre délégation. Comme je l'ai déjà dit ailleurs, les dirigeants soviétiques n'avaient pas leur pareil pour l'organisation de déjeuners et de dîners qui duraient des heures et des heures. Tout fatigués que nous étions, nous nous rendîmes évidemment à ce «dîner» qui commença dans l'après-midi, vers quatre heures. Il y avait là, si mes souvenirs sont bons, tous les membres du Présidium, à part Brejnev, Fourtseva et quelque autre. Le dîner dura plusieurs heures et Khrouchtchev avec d'autres s'attachèrent à créer une atmosphère en apparence aussi amicale que possible. Presque tous les convives portèrent des toasts (Khrouchtchev à lui seul en porta cinq ou six) émaillés de propos flatteurs pour notre Parti, pour l'Albanie et spécialement d'éloges à mon adresse. Pospelov, qui avait assisté, en mai, au III^e Congrès de notre Parti, se montrait particulièrement chaleureux dans ces louanges.

Ces toasts, surtout ceux de Khrouchtchev qui les prolongeait, sans se gêner, une demi-heure, consistaient souvent en des discours politiques. Mais, quoi qu'il en fût, de ces discours nous recueillîmes un premier indice de l'attitude qu'ils entendaient observer à notre égard dans les prochains entretiens.

Ce soir-là, Khrouchtchev ne ménagea pas ses attaques contre les dirigeants yougoslaves.

«Ils se tiennent, dit-il entre autres, sur des positions anti-léninistes et opportunistes. Leur politique est une vraie salade. Nous ne leur ferons pas de concessions. Ils souffrent de la folie des grandeurs. Lorsque Tito était à Moscou, il interpréta l'accueil grandiose que lui réserva notre peuple comme une approbation de sa politique et une dénonciation de la nôtre. En fait, il nous aurait suffi de souffler un mot à notre peuple pour qu'il mît en morceaux Tito et les siens.»

Parlant de notre attitude à l'égard des titistes, il dit : «Les camarades albanais ont raison, mais il faut savoir garder son calme et la maîtrise de soi. Vous aussi avez blanchi sous le harnais, dit Khrouchtchev, en terminant son toast, mais nous-mêmes y avons perdu nos cheveux au point d'en devenir chauves.»

Au cours du banquet, le «chauve» observa que l'Albanie, bien qu'étant un petit pays, occupe une position stratégique importante. «Si nous y construisons une base de sous-marins et de fusées, nous pourrions contrôler toute la Méditerranée». Khrouchtchev et Malinovski exprimeraient à nouveau cette

idée lors de leur visite chez nous en 1959. Et ce projet prit corps à la base de Vlore, que les khrouchtchéviens devaient utiliser par la suite pour faire pression sur nous.

Khrouchtchev et les autres dirigeants soviétiques se montrèrent, comme je l'ai déjà dit, très «cordiaux», ils ne ménagèrent pas même les flatteries à notre adresse, tout cela dans le but de modérer la juste révolte de notre Parti contre leurs attitudes erronées. Je me souviens qu'au cours de cette soirée on parla aussi d'une visite éventuelle de Khrouchtchev dans notre pays, car, bien qu'il eût été presque partout, il n'était jamais venu chez nous, ni officiellement ni incognito. Ce soir-là cependant, on était disposé à bien accueillir nos demandes. Non seulement Khrouchtchev, mais plusieurs autres membres du Présidium exprimèrent le désir de venir visiter l'Albanie, et quelqu'un, je ne me rappelle plus qui, proposa même, en plaisantant, de tenir une réunion du Présidium et du Comité central en Albanie ! On y parla aussi de l'«amour» que nourrissait soi-disant Khrouchtchev pour notre pays (ce qu'il montra plus tard !) et Khrouchtchev fut baptisé «*Albaniets*». [*En russe : Albanais.*]

Parmi beaucoup d'autres, je me souviens d'un toast de Molotov :

«Je suis, dit-il, de ceux, qui n'avaient pas attaché d'importance à l'Albanie et je ne la connaissais pas. Maintenant notre peuple est fier d'avoir un ami aussi fidèle, aussi résolu et valeureux. L'Union soviétique compte de nombreux amis, mais elle ne les met pas tous sur le même rang, l'Albanie est notre meilleure amie. En levant notre verre, formons le vœu que l'Union soviétique ait beaucoup d'amis aussi fidèles que l'Albanie !»

En général, ce soir-là, tous les dirigeants soviétiques firent l'éloge de notre juste ligne et dénoncèrent les révisionnistes yougoslaves. Le maréchal Joukov nous dit même qu'ils disposaient de données selon lesquelles les chefs de file de Belgrade avaient soutenu la contre-révolution en Hongrie, non seulement idéologiquement, mais aussi sur le plan de l'organisation, et qu'ils agissaient en agents de l'impérialisme américain.

Bref, c'est dans cette atmosphère que se poursuivit et se termina le dîner. Deux ou trois jours après, nous eûmes un entretien préliminaire avec Souslov, secrétaire du Comité central, qui passait pour un spécialiste des questions idéologiques et à qui l'on avait confié aussi, si je ne m'abuse, le secteur des rapports internationaux.

Souslov était l'un des plus grands démagogues de la direction soviétique. Intelligent, roué, il savait manœuvrer dans les situations difficiles et c'est peut-être pourquoi il est l'un des rares à avoir échappé aux épurations qui avaient lieu de temps à autre à la direction révisionniste soviétique. J'ai eu quelques fois l'occasion de m'entretenir avec lui et chacune de ces rencontres me laissait une impression d'agacement et d'ennui. J'avais d'autant moins envie de causer avec lui à ce moment-là, après les événements de Hongrie, après le débat que nous avons eu ensemble à propos de Nagy et de la situation dans ce pays, etc., sachant en outre le rôle qu'il avait joué dans ces événements, surtout dans la décision de démettre Rakosi. Malgré, tout, les circonstances l'exigeaient et je rencontrai Souslov.

Brejnev aussi participa à cette entrevue, mais en fait il se borna à y assister, car Souslov fut seul à parler. Léonide fronçait de temps à autre ses épais sourcils et il avait un air si figé qu'il était difficile de deviner ce qu'il pensait de ce qui se disait. Je l'avais rencontré pour la première fois au XX^e Congrès au cours des intervalles entre les séances, je devais le revoir en novembre 1957 à la fête du 40^e anniversaire de la Révolution d'Octobre et, dès cette rencontre fortuite et au pied levé, il me produisit une impression de fatuité et de suffisance. Nous venions à peine d'être présentés qu'il amena la conversation sur lui-même et nous dit «en confidence» qu'il s'occupait des «armes spéciales». Par son ton et l'expression de son visage, il voulait nous donner à entendre qu'il était l'homme qui, au Comité central, s'occupait des problèmes des armes atomiques.

Le XX^e Congrès avait élu Brejnev membre suppléant du Présidium du Comité central et, près d'un an plus tard, le plénum de juin 1957 du Comité central du P.C.U.S., après avoir condamné et liquidé «le

groupe antiparti Molotov-Malenkov», le promu membre du Présidium. Il fut récompensé, semble-t-il, des «mérites» dont il devait avoir fait preuve dans la liquidation de Molotov, Malenkov et autres de la direction du parti.

Après ces événements et jusqu'en 1980, il me fallut à plusieurs reprises me rendre à Moscou, où je rencontrai les principaux dirigeants du parti soviétique, mais, pas plus qu'avant le XX^e Congrès, je ne vis Brejnev ni ne l'entendis parler nulle part. Il se tenait, ou était maintenu, dans l'ombre, en quelque sorte «en réserve». Et justement cet homme à l'aspect morne et sévère fut tiré de l'ombre après la fin peu glorieuse de Khrouchtchev, et il remplaça ce renégat pour porter plus avant la sale besogne de la mafia khrouchtchévienne, mais maintenant sans Khrouchtchev.

Apparemment, si Brejnev fut porté à la tête du parti et de l'Etat social-impérialiste soviétique, ce ne fut pas tant pour ses capacités que pour trouver un *modus vivendi* permettant de balancer et d'équilibrer les groupes adverses qui se chamaillaient à la haute direction soviétique. Mais il faut lui rendre justice: il n'a que les sourcils d'un acteur de comédie, car son action est de fond en comble tragique. Depuis que ce khrouchtchévien a pris le pouvoir, notre Parti n'a cessé de le dénoncer lui et son action antimarxiste, hostile et agressive. Mais il n'y a pas lieu ici de nous étendre davantage sur Brejnev, revenons à notre entretien de décembre 1956 avec Souslov.

Au début, celui-ci nous pria de ne pas trop nous attarder sur les problèmes que nous traiterions, surtout sur leur historique, et il nous fit de son côté un exposé sur les événements de Hongrie.

Il critiqua Rakosi et Gerö, pour avoir, par leurs erreurs, «provoqué de grands mécontentements parmi le peuple», et laissés Nagy hors de contrôle. «Nagy et les Yougoslaves, poursuivit-il, ont combattu le socialisme.

— Pourquoi alors a-t-on réintégré Nagy dans le parti ? lui demandai-je.

— Il en avait été exclu injustement, car ses erreurs ne justifiaient pas une sanction si sévère. Et maintenant, Kadar, quant à lui, suit une voie juste. Votre presse a publié sur lui quelques notes critiques, mais vous devez avoir en vue qu'il faut le soutenir, car les Yougoslaves le combattent.

— Nous ne connaissons pas bien Kadar. Nous savons seulement qu'il a été en prison et qu'il était avec Imre Nagy.»

Comme nous lui faisions observer que nous n'avions pas été informés du cours des événements de Hongrie, Souslov nous répondit que la soudaineté des faits ne leur avait pas laissé le temps de procéder à des consultations, qu'ils n'avaient pas consulté non plus les autres partis et que ce n'est qu'après leur seconde intervention qu'ils avaient conféré avec les Chinois, alors que Khrouchtchev, Malenkov et Molotov s'étaient rendus en Roumanie et en Tchécoslovaquie.

«Comment avez-vous trouvé le temps de prendre conseil de Tito même à propos de la nomination de Kadar, alors que vous ne nous avez mis au courant de rien ? lui demandai-je.

— Nous n'avons pas pris conseil de Tito à propos de Kadar, me dit-il. Nous lui avons seulement fait savoir que le gouvernement Nagy n'avait plus place.

— Ce sont là, observai-je, des questions de principe. Des consultations sur ces questions-là sont indispensables, mais elles n'ont pas lieu. C'est ainsi, par exemple, que le Conseil politique consultatif du Pacte de Varsovie ne s'est pas réuni depuis un an.

— La réunion en est prévue pour janvier prochain, et ces jours-là le moindre retard aurait provoqué une grande effusion de sang.»

Je lui dis entre autres que l'expression de «bande criminelle de Rakosi-Gerö», employée alors, nous semblait étrange et que cette formule, à notre sens, ne contribuait pas à l'union de tous les communistes hongrois.

«Les erreurs de Rakosi, dit Souslov, avaient créé une situation grave et suscité le mécontentement du peuple et des communistes.»

Nous leur demandâmes ensuite de nous énoncer concrètement les erreurs de Rakosi et de Gerö, et Souslov nous débita une série de généralités par lesquelles il essaya de faire retomber sur eux toute la responsabilité des faits. Comme nous insistions pour qu'il nous donne un exemple concret, il nous dit :

«Eh bien, la question de Rajk par exemple, qui fut qualifié d'espion sans preuves.

— A-t-on discuté avec Rakosi de ces choses-là, l'a-t-on conseillé à ce sujet ? lui demandai-je.

— Rakosi n'acceptait pas de conseils», fut sa réponse.

En ce qui concernait également l'attitude envers Gomulka et ses conceptions, nos vues étaient tout à fait à l'opposé de celles de Souslov.

«Gomulka, dis-je à Souslov, a chassé les communistes, les dirigeants et les anciens officiers fidèles pour les remplacer par d'autres, qui avaient été condamnés par la dictature du prolétariat.

— Il s'est appuyé sur les gens qu'ils connaissait, dit Souslov. Il faut lui accorder un certain temps avant de porter un jugement sur lui.

— Mais on peut très bien, dès maintenant, juger de ses vues et de ses actions, objectai-je. Et puis, comment expliquer les slogans antisoviétiques qui ont accompagné son accession au pouvoir ?!»

Souslov esquissa une grimace et se hâta de dire :

«Ce n'est pas Gomulka qui en est responsable et maintenant il les freine.

— Et ses attitudes et déclarations concernant l'Eglise, par exemple ?»

Souslov me débita tout un discours, m'«expliquant» que c'étaient là des «tactiques préélectorales», que Gomulka «observe une juste attitude» envers l'Union soviétique et le camp socialiste, et il ajouta d'autres justifications de ce genre. Nous nous quittâmes sans avoir pu nous entendre.

Le même jour, eurent lieu nos conversations officielles avec Khrouchtchev, Souslov et Ponomarev. Je pris la parole le premier pour exposer les points de vue de notre Parti sur les événements de Hongrie et de Pologne ainsi que sur les rapports avec la Yougoslavie. Dès le début de mon exposé, je déclarai :

«Notre délégation exprimera ouvertement les vues du Comité central de notre Parti sur ces questions, bien que, sur certains points, nos conceptions divergent de celles de la direction soviétique. Qu'ils paraissent agréables ou amers, nous formulerons nos jugements franchement, en marxistes-léninistes, nous discuterons dans un esprit de camaraderie pour déterminer si nous sommes dans le vrai ou non, et, si l'on nous dit que nous avons tort, nous demandons que l'on nous explique pourquoi.»

En ce qui concerne la Hongrie, je soulignai une fois de plus notre manque d'informations et le défaut de consultations sur ce problème crucial du camp socialiste.

«Vu la situation à l'époque, dis-je, nous estimons qu'il aurait fallu convoquer le Conseil politique consultatif du Pacte de Varsovie. Nous devons, en de pareils moments, tenir conseil pour pouvoir coordonner nos actions et nos prises de position. Cela montrerait notre force et notre union. »

Poursuivant mon exposé sur la question hongroise, je leur fis part de nos impressions sur le parti hongrois, sur Rakosi et Gerö. Je soulignai surtout que le jugement porté sur eux par Kadar, qui les qualifiait de «bande criminelle», nous semblait outrancier. A notre avis, la mesure de leurs fautes ne justifiait pas une telle appellation. Quant aux erreurs commises dans le développement économique de la Hongrie, nous ne savions pas que la situation dans ce pays fût si sérieuse que de motiver la «révolte des masses». Sur ce point, les Soviétiques adhèrent à notre jugement et reconnurent que la situation économique n'y avait pas été si mauvaise.

Je parlai ensuite de l'attitude envers Nagy, Kadar, etc. J'exprimai la méfiance de notre Parti envers Kadar et ajoutai que, en dépit de tout, notre attitude à son égard avait été assez circonspecte.

En ce qui concerne les événements de Hongrie, je mis en relief le rôle qu'y avaient joué les révisionnistes yougoslaves et soulignai que le Parti du Travail d'Albanie désapprouvait que l'on eût assigné à Tito le rôle d'arbitre dans ces événements.

Pour ce qui est des rapports avec la Yougoslavie, conformément à ce que nous avons décidé à notre Bureau politique, et après avoir fait l'historique du problème, je déclarai en substance :

«Il y a longtemps que les Yougoslaves mènent une activité hostile à notre Parti et à notre peuple et ils la poursuivent encore aujourd'hui. Nous pensons que les dirigeants yougoslaves sont des antimarxistes et que, de concert avec les officines de l'impérialisme américain, ils sont parmi les principaux fomentateurs des événements de Hongrie. Il ne faut normaliser les rapports avec la Yougoslavie que dans la voie marxiste-léniniste, sans lui faire aucune concession, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent. Le Parti du Travail d'Albanie estime que l'Union soviétique ne doit pas donner satisfaction à la demande d'armes que lui a présentée la Yougoslavie par l'intermédiaire de Goshniak. Quant à nous, nous n'entretiendrons avec les Yougoslaves que des relations d'Etat et des relations commerciales, mais en aucune manière des rapports de parti.»

En particulier, j'exprimai une fois de plus, au nom du Comité central de notre Parti, l'idée que la visite de Khrouchtchev à Belgrade en 1955 n'aurait pas dû avoir lieu sans une consultation préalable avec les partis frères, sans une réunion du Kominform, lequel avait condamné Tito comme antimarxiste.

Lorsque j'eus terminé, Khrouchtchev prit la parole et se mit à raconter comment il avait critiqué les dirigeants yougoslaves pour leur attitude envers notre Parti et notre pays. Il fit semblant d'approuver et de soutenir nos points de vue et nos prises de position, sans pour autant manquer de nous faire des observations et de nous donner des «conseils». Ainsi, évoquant mon article publié dans la «Pravda», il dit :

«Tito a été furieux à la publication de cet article. Nous avons pensé, à notre Présidium, que certains passages pouvaient en être supprimés, mais vous aviez demandé que l'on n'y apporte pas la moindre modification et nous l'avons publié tel quel. Quoi qu'il en soit, cet article aurait pu être écrit sous une autre forme».

Quant aux événements de Hongrie et de Pologne, Khrouchtchev reprit sa rengaine et nous «recommanda» entre autres de soutenir Kadar et Gomulka. A propos de ce dernier, il nous dit :

«Gomulka se trouve en difficulté, car la réaction s'est mobilisée. Ce qu'on lit dans la presse, ce ne sont pas les points de vue du Comité central, mais ceux de certaines gens qui se sont dressés contre Gomulka. La situation en Pologne se stabilise petit à petit. Ce qui importe maintenant, ce sont les élections qui y auront lieu. C'est pourquoi nous devons soutenir Gomulka. Chou En-laï doit se rendre

là-bas à cet effet et cela aidera beaucoup à consolider les positions de Gomulka. Nous avons pensé qu'il vaut mieux que ce soient les Chinois qui parlent, plutôt que nous, car la réaction est déjà mobilisée à notre rencontre».

Et Chou En-laï, avec l'accord et l'appui de Khrouchtchev, se rendit en Pologne.

Puis Khrouchtchev nous «conseilla» de nous montrer pondérés avec les Yougoslaves et se mit à faire de la «grande politique» en nous indiquant les différenciations à faire entre les dirigeants yougoslaves.

A la fin de son exposé, Khrouchtchev se mit à donner de l'encens en nous promettant d'étudier nos demandes économiques et de nous aider.

C'est ainsi que se terminèrent ces conversations où nous-mêmes fîmes part de nos vues aux dirigeants soviétiques et où ceux-ci s'appliquèrent à se décharger de toute responsabilité pour les événements qui s'étaient produits. Ainsi fut close la discussion sur cette page tragique de l'histoire des peuples hongrois et polonais. La contre-révolution fut écrasée, ici par les tanks soviétiques, là par les tanks polonais, mais dans les deux cas par les ennemis de la révolution. Or le mal et la tragédie n'avaient pas pris fin, on avait seulement baissé le rideau et, dans les coulisses, Kadar, Gomulka et Khrouchtchev poursuivirent leurs forfaits jusqu'à ce qu'ils eussent consommé pleinement leur trahison en restaurant le capitalisme.

10. RETRAIT TEMPORAIRE A DES FINS DE REVANCHE

Les Soviétiques demandent l'«unité». La Conférence de Moscou de 1957. Les tractations de Khrouchtchev pour amener Tito à la Conférence. La brève «colère» de Khrouchtchev. Débat sur la formule : «avec à sa tête l'Union soviétique». Gomulka : «Nous ne dépendons plus de l'Union soviétique». Mao Tséoung : «Notre camp doit avoir une tête, car le serpent aussi en a une». Togliatti : «Frayons de nouvelles voies», «nous sommes contre un seul centre de direction», «nous ne voulons pas employer la formule de Lénine «parti de type nouveau»». Sophismes de Mao : les «marxistes» à 80, 70 et 10 pour cent. La déclaration de Moscou et la réaction des Yougoslaves. Khrouchtchev masque du nom de Lénine sa trahison.

Les khrouchtchéviens, qui rétablissaient le capitalisme en Union soviétique, visaient à faire de ce pays une grande puissance social-impérialiste et ils devaient donc l'armer le plus possible, car la tempête qu'ils avaient provoquée allait non seulement saper l'unité du camp socialiste, mais exacerber aussi ses contradictions avec l'impérialisme américain. Les khrouchtchéviens savaient que, sur le plan économique comme sur le plan des armements, les Etats-Unis étaient plus puissants que l'Union soviétique.

La politique démagogique des khrouchtchéviens, qui se traduisait par les slogans sur la «nouvelle époque de paix», sur le «désarmement», était une politique pour *gogos*. [En français dans le texte.] Les Etats-Unis et le capitalisme mondial en profitaient pour approfondir la crise du communisme, pour conjurer la rapide venue de la crise économique et politique qui menaçait l'Amérique elle-même, pour consolider leurs débouchés et leurs alliances, et l'OTAN en particulier. Les khrouchtchéviens, de leur côté, luttèrent pour consolider le Pacte de Varsovie et en faire une solide chaîne soviétique liant nos pays. Sous le couvert de la «défense contre l'OTAN», ils en arrivèrent à faire du stationnement des troupes soviétiques dans plusieurs pays du Pacte de Varsovie une véritable occupation militaire.

En vérité, la menace impérialiste avait été et demeurait réelle, mais avec l'accession des khrouchtchéviens au pouvoir, nos pays étaient considérés comme des glacis bordant les frontières de l'U.R.S.S., et nos peuples comme de la chair à canon pour les révisionnistes soviétiques. Ceux-ci s'employèrent à mettre l'armée, l'économie, la culture, etc., bref tout dans nos pays, sous leur contrôle et leur direction. Tous les partis des pays socialistes à l'exception du Parti du Travail d'Albanie tombèrent dans ce traquenard khrouchtchévien.

Mais, inévitablement, entre ceux aussi qui suivirent la ligne de Khrouchtchev et s'y soumirent, devaient se faire jour des frictions, des désaccords, des querelles, attisés par les desseins d'une politique dédaigneuse des principes. La bourgeoisie et la réaction internationales envenimaient ces désaccords pour approfondir les failles au sein du «bloc communiste».

Khrouchtchev et consorts voyaient bien ce processus et ils avaient recours à tous les moyens et à toutes les méthodes pour le limiter et le circonscrire.

Afin de réaliser leurs buts stratégiques, les khrouchtchéviens avaient besoin de l'«amitié» de tous, en particulier des partis et des pays du camp socialiste ; aussi usaient-ils de tactiques diverses pour «consolider les liens», aplanir les divergences, soumettre les autres et leur imposer leur propre direction.

Ils cherchaient à atteindre leurs objectifs en organisant des réunions, des rencontres, presque toujours à Moscou, pour faire de leur capitale, de fait sinon de droit, le centre du communisme international et s'assurer aussi par là de façon permanente l'avantage de pouvoir travailler tel ou tel élément par des contacts directs et les épier au moyen d'appareils d'écoute. Il était clair que les affaires des khrouchtchéviens ne marchaient pas comme dans du beurre. L'Union soviétique avait de multiples divergences avec l'Albanie et la Chine, mais aussi avec les autres pays de démocratie populaire. La ligne de la «liberté» et de la «démocratie», proclamée à grand bruit au XX^e Congrès, se retournait maintenant comme un boomerang contre la direction soviétique elle-même. Ses rangs avaient commencé à se désagréger. Mais les khrouchtchéviens devaient à tout prix préserver, du moins en apparence, l'«unité» politique et idéologique du camp socialiste et du mouvement communiste international. C'est aussi dans ce contexte et dans ce but que fut organisée la Conférence de Moscou de 1957.

Khrouchtchev et ses acolytes s'employèrent fébrilement à assurer à cette conférence non seulement la participation de la Ligue des communistes de Yougoslavie en tant que «parti d'un pays socialiste», mais à réaliser aussi un accord avec Tito sur la plate-forme, les travaux et même les résultats de cette conférence. Ainsi l'«unité» rêvée et instamment recherchée par les khrouchtchéviens apparaîtrait plus forte que jamais. Mais Tito n'était pas homme à se laisser attirer facilement dans la bergerie de Khrouchtchev. Les gens de Khrouchtchev et de Tito eurent entre eux une correspondance touffue et des rencontres bipartites à la veille de la conférence ; mais à peine avait-on l'impression d'approcher d'un accord, que tout s'écroulait et le fossé se creusait davantage. Chacune des deux parties entendait exploiter la conférence à ses propres fins : Khrouchtchev, pour déclarer l'«unité», fût-ce avec des concessions déchirantes, afin de satisfaire et d'attirer Tito ; celui-ci, pour pousser les autres à renoncer ouvertement et définitivement au marxisme-léninisme, à la lutte contre le révisionnisme moderne et à toute attitude de principe. Ponomarev et Andropov se rendirent à Belgrade, marchandèrent sans contrainte avec les représentants de Tito, se déclarèrent prêts à opérer un retrait par rapport à beaucoup de leurs positions antérieures, apparemment conformes aux principes, mais Tito, de loin, déclarait d'un ton impérieux :

«Nous voulons bien venir à la conférence, mais à la condition qu'il ne soit publié aucune déclaration, car cela aurait pour effet d'envenimer l'atmosphère internationale et d'irriter les impérialistes qui la taxeraient de «menace communiste».

«Nous, Yougoslaves, ne pouvons accepter aucune sorte de déclaration, car nos alliés occidentaux penseraient que nous nous sommes liés au camp socialiste, ce qui pourrait les conduire à dégrader nos relations, aujourd'hui étroites avec eux.

«Nous venons à cette conférence à la condition que les termes d'opportunisme et de révisionnisme n'y soient pas du tout mentionnés, car cela équivaldrait à une attaque directe contre nous.

«Nous ne venons à cette conférence qu'à la condition que la politique des puissances impérialistes ne soit pas attaquée, car cela ne servirait pas la politique de détente», etc.

Bref, Tito voulait que les communistes du monde entier se réunissent à Moscou pour prendre le thé et se raconter des histoires.

Mais Khrouchtchev avait précisément besoin de cette déclaration, d'une déclaration où fût confirmée l'«unité» et au bas de laquelle fussent apposées le plus grand nombre de signatures possible. Les discussions prirent fin. Tito décida de ne pas se rendre à Moscou. Khrouchtchev donna libre cours à sa colère, les termes se «durcirent», pendant un moment les sourires et les flatteries à l'adresse du «camarade» et du «marxiste Tito» firent place à l'épithète d'«opportuniste», et il fut dit qu'«il n'a rien à voir avec le léninisme», etc.

Mais même ces «termes fermes» à l'adresse du chef de file de Belgrade, Khrouchtchev ne les employait que dans les couloirs et dans des rencontres occasionnelles, car à la conférence il ne dit pas un mot contre le «camarade Tito». Au contraire, lorsqu'il lui fallut parler «contre» les révisionnistes et tous ceux qui s'exprimaient contre l'Union soviétique, il évoqua deux cadavres jetés à la voirie : Nagy et Djilas.

Il espérait encore que Tito pourrait venir à Moscou pour confirmer l'«unité des treize», comme il le lui avait promis peu auparavant à Bucarest. Mais subitement Tito tomba «malade» !

«Maladie diplomatique !» dit Khrouchtchev en colère et il nous demanda à nous et aux autres ce qu'il fallait faire dans cette situation où les Yougoslaves refusaient non seulement de signer une déclaration, mais même de participer à la première réunion, à celle des partis communistes des pays socialistes.

«Il y a longtemps, dîmes-nous, que nous vous avons exprimé notre jugement à leur sujet, et chaque jour qui passe vient le confirmer. Ce n'est pas parce que les Yougoslaves ne veulent pas venir, que nous nous retirerons.

— C'est aussi notre avis», nous dit Souslov. Et la réunion se tint sans le treizième à table.

Mais si les révisionnistes yougoslaves ne participèrent pas à la première réunion, celle des partis des pays socialistes, ils n'en étaient pas moins présents à ses travaux. Ils y étaient représentés par leurs frères idéologiques, comme Gomulka et consorts. Ceux-ci se prononcèrent ouvertement en faveur des thèses de Tito et ils demandaient que Khrouchtchev et d'autres fassent des avances dans le sens d'une désagrégation et d'une confusion encore plus marquées.

«Nous n'approuvons pas, déclara Gomulka, la formule «le camp socialiste avec à sa tête l'Union soviétique», et dans la pratique nous l'avons abandonnée pour montrer que nous ne dépendons plus de l'Union soviétique, comme à l'époque de Staline.»

Les dirigeants soviétiques eux-mêmes se livrèrent à une manœuvre diabolique sur ce problème. Pour démontrer soi-disant leur esprit de principe dans leurs rapports avec les autres partis frères, ils avaient «proposé» que la formule «avec à sa tête l'Union soviétique» soit supprimée, car nous étions soi-disant tous égaux. Ils ne firent cependant cette proposition qu'à mi-voix et pour tâter le pouls des autres, car, quant au fond, ils étaient non pas simplement pour la formule «avec à sa tête...» mais même, si possible, pour la formule «sous l'égide de l'Union soviétique», partant, «sous la dépendance de l'Union soviétique». C'est à quoi ils visaient et pour quoi ils luttaient, et l'avenir allait démontrer à l'évidence les desseins des khrouchtchéviens.

Lorsque Gomulka fit sa proposition à la réunion, les représentants soviétiques s'assombrirent de colère et sans apparaître eux-mêmes au premier plan sur la scène, ils poussèrent les autres à s'attaquer à Gomulka.

Un long débat s'engagea sur ce problème. Pour notre part, bien que l'idée que la direction de l'Union soviétique était en train de dévier de la voie du socialisme se cristallisât chaque jour davantage dans notre esprit, nous continuions de soutenir la thèse «avec à sa tête l'Union soviétique» pour des raisons de principe et de tactique. Nous savions bien que Gomulka et ses tenants, en se dressant contre cette formule, cherchaient à jeter bas ouvertement et sans hésitation tout ce qu'il y avait de bon et de précieux dans l'expérience longue de dizaines d'années de l'Union soviétique conduite par Lénine et Staline, à rejeter l'expérience de la Révolution d'Octobre et de l'édification socialiste en Union soviétique du temps de Staline, à nier le rôle qu'il appartenait à l'Union soviétique de jouer pour la victoire et le progrès du socialisme dans beaucoup de pays.

Ainsi les révisionnistes Gomulka, Togliatti, etc., joignaient leur voix à la furieuse attaque que l'impérialisme et la réaction avaient lancée ces années-là contre l'Union soviétique et le mouvement communiste international.

La défense de ces importantes réalisations marxistes-léninistes était pour nous un devoir internationaliste et c'est pourquoi nous nous opposâmes avec force à Gomulka et ses compères. C'était une attitude de principe. D'autre part, en défendant l'Union soviétique et la thèse «avec à sa tête l'Union soviétique» tant en 1957 que deux ou trois ans plus tard, notre Parti appliquait une tactique tendant à frapper le révisionnisme moderne khrouchtchévien lui-même.

Bien que Khrouchtchev et les autres eussent connaissance de nos vues et de nos prises de position, nous ne nous étions pas encore, à l'époque, prononcés ouvertement devant tous les partis contre la ligne révisionniste qui se cristallisait chez eux. Aussi, tout en nous opposant publiquement et avec vigueur aux thèses révisionnistes de Tito, Gomulka, Togliatti et d'autres, trouvions-nous dans le même temps indirectement l'occasion de dénoncer les thèses, les attitudes et les actions de Khrouchtchev, qui étaient quant au fond identiques à celles de Tito et consorts.

D'autres aussi, comme Ulbricht, Novotny, Jivkov évidemment, et Dej, mais pour des raisons et dans des buts tout à fait différents, étrangers au marxisme-léninisme, se dressèrent contre Gomulka. Ils firent la cour à l'Union soviétique et à Khrouchtchev, et sur ce problème ils laissèrent leur frère idéologique en minorité.

Mao Tsétoung, de sa place, lançait des «arguments».

«Notre camp, disait-il, doit avoir une tête, car le serpent aussi en a une, et l'impérialisme également. Je n'approuverais pas que la Chine soit considérée comme la tête du camp, car nous ne méritons pas cet honneur, nous ne pouvons assumer ce rôle, nous sommes encore pauvres. Nous n'avons même pas le quart d'un satellite, alors que l'Union soviétique en a déjà deux. Et puis l'Union soviétique mérite d'être la tête, car elle nous traite généreusement. Regardez comme nous causons maintenant librement. Si Staline était là, il nous serait difficile de parler ainsi. Quand j'ai rencontré Staline, je me sentais devant lui comme un élève devant son maître, alors qu'avec le camarade Khrouchtchev nous parlons librement, en camarades, d'égal à égal».

Et comme si cela ne suffisait pas, il ajouta dans son style :

«Avec la critique du culte de la personnalité, nous avons l'impression d'avoir été débarrassés d'une lourde toiture qui nous oppressait et nous empêchait de comprendre judicieusement beaucoup de questions. Qui est-ce qui nous a enlevé cette toiture, qui est-ce qui nous a facilité à tous une juste compréhension du culte de la personnalité ?!» demanda le philosophe, qui se tut un moment, et, sur l'instant, répondit lui-même : «Le camarade Khrouchtchev, et nous l'en remercions.»

C'est ainsi que le «marxiste» Mao soutint la thèse «avec à sa tête l'Union soviétique», c'est ainsi qu'il défendit aussi Khrouchtchev. Mais dans le même temps, en funambule qu'il était, pour ne pas fâcher Gomulka, qui y était contraire, il ajouta :

«Gomulka est un bon camarade, il faut l'appuyer et lui faire confiance !»

Un vif débat s'engagea aussi à propos de la position à prendre envers le révisionnisme moderne.

En particulier Gomulka appuyé par Ochab et Zambrowski à la première réunion des douze partis des pays socialistes, puis Togliatti aussi à la deuxième réunion des 68 partis, à laquelle participèrent aussi les envoyés de Tito, se dressèrent avec force contre la dénonciation du révisionnisme moderne, contre sa qualification de danger principal dans le mouvement communiste et ouvrier international, car, comme le dit Ochab, «par ces formulations nous avons éloigné de nous les vaillants et merveilleux camarades yougoslaves, et maintenant vous nous éloignez nous aussi, Polonais».

Palmiro Togliatti se leva et proclama à la réunion ses thèses ultra-révisionnistes :

«Approfondissons encore la ligne du XX^e Congrès, dit-il en substance, pour faire des partis communistes de grands partis de masse, frayons de nouvelles voies, formulons de nouveaux mots d'ordre. Maintenant, poursuivit-il, on voit réclamer une grande indépendance dans la formulation des mots d'ordre et dans la définition des formes de coopération, aussi sommes-nous contre un centre unique de direction. Ce centre ne serait pas bénéfique pour le développement de l'individualité de chaque parti et le rapprochement des larges masses, des catholiques, etc., autour de nous.»

Jacques Duclos, qui était à côté de moi, ne tenait pas en place.

«Je vais me lever, me dit-il, et je lui dirai son fait ouvertement. Vous entendez, camarade Enver, ce qu'il débite ?!»

— Oui, lui dis-je. Il exprime ici ce qu'il pense et fait depuis longtemps.

— En 1945, continuait Togliatti sur sa lancée, nous avons déclaré que nous voulions créer un parti nouveau. Nous disons «parti nouveau» et nous ne voulons pas employer la formule de Lénine «parti de type nouveau» car, si nous le faisons, cela constituerait une grave erreur politique et théorique, cela signifierait que nous créons un parti communiste qui dérogerait aux traditions de la social-démocratie. Si nous avons édifié un parti de type nouveau, nous aurions éloigné le parti des masses du peuple et nous n'aurions pas pu créer la situation qui est la nôtre aujourd'hui que notre parti est devenu un grand parti de masse.»

Togliatti ayant avancé ces thèses et d'autres encore, les esprits s'échauffèrent. Jacques Duclos prit la parole.

«Nous avons écouté attentivement l'exposé de Togliatti, indiqua-t-il notamment, mais nous déclarons que nous ne sommes nullement d'accord avec ce qu'il a dit. Ses conceptions fraient la voie à l'opportunisme et au révisionnisme.

— Nos partis, objectait Togliatti, ont été et sont entravés par le sectarisme et le dogmatisme.»

A un moment, Mao Tsétoung se leva à son tour et, dans son style émaillé d'allégories et de sous-entendus, dit pour calmer les esprits :

«En toute question... où des intérêts humains sont en jeu, il ne faut pas hésiter à aller à la bataille, mais aussi vers la réconciliation. J'ai en vue les rapports entre camarades : lorsque nous avons des divergences invitons-nous mutuellement à des négociations. A Panmunjom nous avons même négocié avec les Américains, au Vietnam nous l'avons fait avec les Français».

Après avoir lancé quelques phrases de ce genre, il en vint au point qu'il visait :

«Il y a des gens, dit-il, qui sont marxistes à cent pour cent, il y en a qui le sont à 80 pour cent, à 70 pour cent, à 50 pour cent, il y a même des marxistes qui ne le sont peut-être qu'à 10 pour cent. Mais même avec ceux qui ne sont marxistes qu'à 10 pour cent nous devons négocier, car nous n'en tirerons que des avantages»

Il se tut un moment, promena un regard égaré sur la salle et poursuivit :

«Pourquoi ne pas nous réunir à deux ou trois dans une petite pièce pour discuter ? Pourquoi ne pas discuter entre nous en étant animés du désir d'unité ? Nous devons nous servir de nos deux mains — avec l'une combattre ceux qui commettent des erreurs, avec l'autre, faire des concessions.»

Puis Souslov se leva aussi et fut contraint d'adopter une attitude «de principe», de souligner que la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme est importante au même titre que celle contre le dogmatisme, mais que «le révisionnisme constitue le danger principal, car il sème la discorde, il rompt l'unité», etc.

Le seul souci des khrouchtchéviens soviétiques était de «sauvegarder l'unité», de tenir en bride les pays socialistes et les partis communistes des divers pays ; c'est pourquoi si, cette fois, ils «acceptèrent» et «soutinrent» une série de justes thèses, ils le firent, au premier chef, parce qu'ils y furent contraints par la lutte résolue des véritables marxistes-léninistes participant à la réunion, mais aussi pour appliquer leur plan stratégique. Ils reculèrent, freinèrent provisoirement leur avance afin de rassembler des forces et de prendre leur revanche révisionniste dans l'avenir.

Notre délégation dit son mot marxiste-léniniste sur tous les problèmes soulevés à la conférence, particulièrement sur ceux de la lutte contre le révisionnisme moderne, contre l'impérialisme américain en tant que danger principal pour la paix et les peuples, sur ceux des voies de passage au socialisme, de la sauvegarde de l'unité marxiste-léniniste dans le mouvement communiste et ouvrier, de la défense de l'expérience de la Révolution d'Octobre et du régime socialiste, etc.

Face à la lutte qui fut menée à la conférence contre les conceptions opportunistes sur les problèmes débattus, les révisionnistes reculèrent. On parvint à faire en sorte que la Déclaration de Moscou de 1957 fût dans l'ensemble un bon document.

Le révisionnisme, l'opportunisme de droite furent définis à la réunion comme le danger principal pour le mouvement communiste et ouvrier international.

Cela mit les Yougoslaves en furie. Ils avaient déjà, particulièrement sur cette thèse, mené de longs débats avec les hommes de Khrouchtchev.

«Pourquoi vous inquiétez-vous ? les rassuraient ceux-ci. Il n'est fait mention de vous nulle part. Nous parlerons du révisionnisme en général, sans préciser davantage.

— C'est très bien, répondaient les Yougoslaves, mais regardez les articles d'Enver Hoxha que vous publiez aussi dans la «Pravda» ! Lorsqu'il dénonce le révisionnisme, c'est bien nous qu'il a en vue et il nous cite nommément. Mais même quand il ne le fait pas, n'importe qui voit aussitôt que c'est nous qui sommes visés, et c'est pour cela que nous ne participons pas à la réunion des partis des pays socialistes et que nous ne signons pas la déclaration.»

Et ils ne la signèrent effectivement pas.

Mao Tsétoung exprima son profond regret :

«Ils ne signeront pas, avait-il dit, la déclaration des douze partis. Selon les règles, elle devrait être signée par les partis des treize pays, mais les camarades yougoslaves se sont dérobés. Nous ne pouvons les y obliger. Ils ne la signeront pas. A mon avis, ils n'y souscriront pas avant dix ans». [*Mao ne se trompa que sur le délai. C'est, non pas dix, mais vingt ans plus tard que fut effectivement signée à Pékin une «déclaration» commune avec les Yougoslaves. Les maoïstes souscrivirent alors à leur soumission devant Tito. (Note de l'auteur).]*

La déclaration élaborée en commun et approuvée à la conférence, synthétisait l'expérience du mouvement communiste international, soutenait les lois générales de la révolution et de l'édification socialistes, définissait une série de tâches communes des partis communistes et ouvriers, de même que les normes de leurs rapports.

Ainsi l'acceptation de la déclaration était une victoire des forces révolutionnaires marxistes-léninistes. Elle constituait, en général, un juste programme de lutte commune pour les batailles futures contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Néanmoins, les révisionnistes modernes, malgré un coup de frein et un repli temporaire, ne cessèrent ni ne devaient cesser leur action sinistre. Khrouchtchev utiliserait la Conférence de Moscou de 1957 comme un moyen pour préparer le terrain à la mise en œuvre de son plan diabolique anticommuniste, qu'il devait poursuivre plus avant.

Il faisait l'impossible pour masquer sa trahison du nom de Lénine, déployait à cette fin une phraséologie pseudo-léniniste, mobilisait tous les pseudo-philosophes libéraux, qui attendaient le moment d'adapter aux lignes révisionnistes (qu'ils sortaient du vieil arsenal social-démocrate) des masques léninistes, appropriés aux situations modernes du développement économique, de «notre époque marquée par la supériorité du socialisme» et par «l'accession, surtout de l'Union soviétique, au stade de l'édification du communisme».

Le khrouchtchévisme déforma le marxisme-léninisme, le considéra comme dépassé ; il devait donc tenir aussi pour dépassée la phase de la dictature du prolétariat et proclamer son remplacement par l'«Etat du peuple tout entier». De même, conséquent dans sa trahison, Khrouchtchev devait substituer au parti du prolétariat le «parti du peuple tout entier». Il s'ensuivait que, selon Khrouchtchev, l'Union soviétique était en train de passer au «stade élevé du communisme», en un temps où, en fait, ce pays était encore en retard dans l'industrie et l'agriculture, et que ses marchés étaient vides. C'est seulement dans les déclarations des khrouchtchéviens que «l'Union soviétique passait dans la phase du communisme», car la réalité témoignait du contraire. Par-dessus tout, ce pays avait besoin d'un puissant parti marxiste-léniniste qui entreprît l'éducation de l'homme et de la société soviétiques en dégénérescence.

Ce bluff libéral fut claironné par Khrouchtchev et ses théoriciens à longueur de journée.

Dans la presse, à la radio et dans toute la propagande soviétique, un grand tapage était mené dans ce sens ; dans les rues mêmes, sur les façades des immeubles et dans les établissements industriels on voyait partout des pancartes et des inscriptions aux grosses lettres «*Dognat y pierognat S.C.H.A.*» [*En russe : Rattraper et dépasser les U.S.A.*] Du haut des tribunes des réunions le traître s'égosillait à crier : Nous avons dépassé l'Amérique dans tel ou tel secteur, nous la dépasserons en agriculture, (il fixait même des dates), nous enterrerons le capitalisme, etc. Les théories révisionnistes étaient développées, étirées, répandues dans tous les pays capitalistes par les directions traîtresses des partis pseudo-marxistes et par une macédoine de philosophes pseudo-marxistes, trotskistes, comme Serven, Garaudy, Krivine, Fisher et d'autres, qui s'étaient tapis dans les rangs des partis communistes et qui poussèrent, en tant que révisionnistes khrouchtchéviens, comme des champignons après la pluie.

Les communistes authentiques furent pris au dépourvu. Le sentimentalisme anti-marxiste morbide, qui les retenait d'élever la voix contre leurs partis en dégénérescence, contre les anciens dirigeants qui

trahissaient, contre l'Union soviétique à laquelle ils étaient si attachés, sans parvenir à réaliser la catastrophe où s'engageait la patrie de Lénine et de Staline, joua un rôle négatif à cet égard.

La bourgeoisie capitaliste, de toutes ses forces et par tous les moyens économiques et de propagande, aidait à accentuer le plus possible cette désagrégation.

Ainsi le plan perfide de Khrouchtchev fut mis en œuvre minutieusement à travers des intrigues, des pressions, la démagogie, le chantage, les fausses accusations, la violation des traités, des conventions et des accords existant entre l'Union soviétique et la Chine ainsi qu'entre l'Union soviétique et l'Albanie, jusqu'au jour où les khrouchtchéviens en arrivèrent à la «fameuse» Rencontre de Bucarest.

11. LA «CAROTTE» ET LE «BATON»

Une délégation de notre Parti et de notre gouvernement se rend en Union soviétique. Les manœuvres de Khrouchtchev: à table il nous présente la «carotte», il nous fait don des crédits. Leningrad: Pospelov et Kozlov censurent nos discours. «Ne mentionnons pas les Yougoslaves». Notre entretien officiel avec Khrouchtchev, etc. Khrouchtchev s'énerve : «Vous voulez nous ramener sur la voie de Staline», «Tito et Rankovic, meilleurs que Kardelj et Popovic ; Tempo, un âne... chancelant». Une rencontre au pied levé avec l'ambassadeur yougoslave à Moscou, Micunovic. La visite de Khrouchtchev en Albanie, mai 1959. Khrouchtchev et Malinovski nous demandent des bases militaires : «Nous serions maîtres de toute la Méditerranée, du Bosphore à Gibraltar». Le conseiller à l'extermination des chiens. L'ambassade soviétique à Tirana, siège du KGB.

Notre Parti et son Comité central voyaient bien le cours tragique que les khrouchtchéviens imprimaient à l'Union soviétique et aux autres pays socialistes, ainsi que le sens dans lequel s'orientaient les événements. Nous nous trouvions donc devant un grand dilemme. Il nous fallait bien mesurer nos pas : ne pas nous précipiter, mais non plus ne pas nous endormir. Il était impérieux pour nous de renforcer la situation à l'intérieur du pays, de mettre sur pied et de développer toujours plus notre économie, de renforcer notre armée en envisageant des moments difficiles. Avant et par-dessus tout, il nous fallait maintenir le Parti sur les rails du marxisme-léninisme, combattre la pénétration du révisionnisme et mener cette lutte en défendant résolument les normes léninistes, en défendant l'unité dans la direction et dans le Parti. C'était là l'essentiel pour éviter d'être atteints par le titisme et le khrouchtchévisme. Les khrouchtchéviens gardaient leurs masques et ils ne pouvaient nous attaquer ouvertement dans ce domaine. Pour notre part, nous défendions à juste titre l'Union soviétique quand tous l'attaquaient. Cela, comme je l'ai déjà écrit, était une autre importante question de principe et cela participait aussi de notre tactique contre les khrouchtchéviens, qui ne trouvaient pas de faille dans nos prises de position.

Ils ne pouvaient ni ne voulaient durcir leurs divergences avec nous. Peut-être, vu notre petite taille et sous-estimant la force de notre Parti et la vitalité du peuple albanais, pensaient-ils nous paralyser ou prendre la citadelle de l'intérieur en préparant leurs agents, (comme on devait le voir, ils avaient agi dans ce sens avec Liri Belishova, Maço Çomo, Panayot Plaku, Beqir Balluku. Pétrit Dume, Hito Çako et d'autres collaborateurs comploteurs que nous allions découvrir par la suite). Mais, indépendamment de leurs efforts pour se maintenir en «bons termes» avec nous et pour ne pas envenimer les choses, et eux, et nous, nous voyions bien que le fossé ne cessait de se creuser.

La question yougoslave était, comme auparavant, une des causes principales de nos dissensions avec les khrouchtchéviens, qui faisaient tout leur possible pour promouvoir notre réconciliation avec les révisionnistes yougoslaves. Khrouchtchev souhaitait nous voir réconciliés avec eux, escomptant que cette réconciliation nous conduirait à abandonner la voie marxiste-léniniste résolue, à renoncer à toute attitude juste et de principe sur le plan intérieur et international, à nous soumettre donc à la ligne khrouchtchévienne.

Cela, nous l'avions compris depuis longtemps et nous ne cédâmes ni devant la démagogie ni devant les chantages et les menaces de Khrouchtchev. Outre les cas que j'ai déjà mentionnés, la rencontre que nous eûmes à Moscou en avril 1957 avec la direction soviétique est typique à cet égard. C'était au

lendemain des événements de Hongrie et de Pologne et du plénum de février 1957 du Comité central de notre Parti.

A ce plénum, nous avons une nouvelle fois analysé de façon approfondie les tristes événements de Hongrie et de Pologne. Nous avons exprimé ouvertement nos points de vue sur la situation internationale tendue de cette période, évoqué les causes réelles des secousses que connaissait le camp du socialisme, fustigé vigoureusement les manœuvres de l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, démasqué le révisionnisme moderne, réaffirmé et défendu les principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Dans l'ensemble, le rapport que je présentai à ce plénum au nom du Bureau politique s'opposait à nombre de thèses du XX^e Congrès sans citer celui-ci nommément. Nous avons rendu ce rapport public le lendemain du plénum, nous l'avons publié dans le «Zëri i popullit» et l'avons transmis à la radio. Cela, assurément, a mis les khrouchtchéviens en furie. Ils ne pouvaient se dresser ouvertement contre nos thèses et prises de position de principe, car ils voulaient garder leurs masques. Mais ils bouillaient au dedans. Il leur fallait «s'entendre» avec nous, nous neutraliser. Ils demandèrent qu'une délégation albanaise au sommet se rende à Moscou dans le cadre du «renforcement de l'amitié».

En avril 1957, nous partîmes donc pour l'Union soviétique. J'étais accompagné de Mehmet Shehu, Gogo Nushi, Rita Marko, Ramiz Alia, Spiro Koleka, Xhafer Spahiu, Behar Shtylla et d'autres. Quelle ne fut notre surprise ! A peine le navire à bord duquel nous voyagions eut-il pénétré dans les eaux territoriales de l'Union soviétique, qu'apparut une flottille de bâtiments de guerre soviétiques, qui nous entoura, nous salua avec ses pavillons et nous escorta jusqu'à Odessa. Sur le quai étaient venus nous accueillir le vice-premier ministre d'Ukraine, le vice-ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, Patolitchev, des dirigeants du parti et du pouvoir d'Odessa, ainsi que des centaines de personnes brandissant des drapeaux et des bouquets de fleurs. Nous restâmes un jour à Odessa, nous visitâmes la ville, nous fûmes invités à un spectacle de ballet, après quoi, le soir, nous prîmes le train pour Moscou. A Kiev, nous fûmes salués à la gare par Kiritchenko, Kaltchenko, (premier ministre d'Ukraine) et d'autres personnalités; nous nous entretînmes cordialement, avec eux, ils nous souhaitèrent bon voyage et nous poursuivîmes notre route. L'atmosphère fut encore plus chaleureuse à la gare de Kiev à Moscou. Des milliers de Moscovites portant des fleurs et des drapeaux étaient sortis dans les rues saluer l'arrivée de la délégation albanaise, en exprimant leur amour et leur respect sincères pour notre peuple, notre Parti et notre pays. Cet amour et ce respect particuliers du peuple soviétique envers nous, cimenté déjà du vivant de Staline, je les ai sentis chaque fois que j'ai eu l'occasion d'avoir des contacts avec les simples gens du peuple soviétique, dans les entreprises industrielles, les kolkhozes, les centres culturels, artistiques et scientifiques que j'ai visités. Les simples gens soviétiques voyaient en notre Parti et en notre peuple leurs amis authentiques et sincères, ils voyaient en eux un parti et un peuple qui aimaient de tout leur cœur et défendaient de toutes leurs forces l'Union soviétique, qui aimaient Lénine et Staline et les glorifiaient.

«Camarade Enver, me dit Patolitchev, nous avons reçu aussi dans cette gare d'autres hauts représentants des pays de démocratie populaire, mais je n'ai jamais assisté à un accueil aussi chaleureux que celui que le peuple soviétique vous réserve aujourd'hui».

Sur le quai étaient venus nous recevoir Khrouchtchev, Boulganine, des membres du Présidium du Comité central du parti, des membres du gouvernement de l'U.R.S.S., etc. Nous nous serrâmes la main et nous embrassâmes, et bien que l'expression de leur joie fût loin d'être comparable à celle du peuple qui continuait ses ovations autour de nous, nous observâmes cependant que l'accueil que nous firent les dirigeants soviétiques était cette fois de quelques degrés plus chaleureux que les fois précédentes. A la gare comme aux réceptions de bienvenue on ne nous ménagea pas les paroles amicales et les appréciations flatteuses.

«Nous sommes fiers de l'amitié qui nous unit», «votre Parti est un parti jeune, mais il s'est montré très mûr», «vous jouez un très grand rôle...», c'était là, entre autres formules, ce que s'empresaient de nous déclarer à qui mieux mieux Khrouchtchev, Boulganine, Pospelov, et les autres, tour à tour.

Bien vite, nous comprîmes que c'était là la «carotte». Peu après ils allaient sortir le «bâton».

«Nous devons vous aider de façon mieux organisée. Nous vous avons bien donné quelque chose, mais nous ne l'avons pas fait de manière assez réfléchie», nous disait Khrouchtchev, au premier *priyom*, pour nous prendre par la douceur et il n'oublia pas, à cette occasion non plus, de renouveler son grand «désir» de voir l'Albanie s'ériger en «exemple pour les pays d'Asie et d'Afrique, pour la Grèce et l'Italie».

Après avoir souligné à plusieurs reprises qu'ils entendaient nous aider «davantage» et «mieux», Khrouchtchev jugea opportun de mettre dès lors à l'épreuve l'effet de ses promesses.

«Nous avons beaucoup ri au Présidium, dit-il, à la lecture du discours de Tito à Pula. Il y insultait le camarade Enver, mais Tito a un voile devant les yeux.

— Nous lui avons aussitôt donné la réponse qu'il méritait, lui dis-je.

— Bien sûr, bien sûr, dit Khrouchtchev et son sourire s'évanouit, mais nous devons contenir notre colère légitime et nous montrer magnanimes avec eux, pour le bien des peuples de Yougoslavie, pour le bien de l'unité du camp socialiste.

«Nous irons au peuple et nous lui parlerons, reprit-il. Il faut nous montrer raisonnables.

Nous ne devons pas mentionner les Yougoslaves, mais parler du révisionnisme en général, en tant que phénomène...»

C'était le *priyom* de bienvenue et je ne le contredis pas. Mais le problème yougoslave devait nous suivre partout.

Deux jours après, nous nous rendîmes à Leningrad. Kozlov nous y reçut avec les propos les plus chaleureux.

«Je suis fou de l'Albanie, nous dit-il. J'éprouve un grand amour pour votre patrie !» (Deux ou trois ans plus tard, lors des événements inoubliables de Bucarest et de Moscou, ce même Kozlov devait montrer combien il «aimait» notre patrie. Sur un ton de menace, il nous mit en garde contre la perte de notre liberté et de notre indépendance en nous disant : «Il suffit d'une bombe atomique lancée par les Américains pour anéantir complètement l'Albanie et son peuple»).

Nous visitâmes, entre autres, l'usine de constructions mécaniques «Lénine», une grande usine passée dans l'histoire. C'est là que Lénine, dans les pesantes conditions du tsarisme, avait mis sur pied les premiers groupes communistes et prononcé de nombreux discours devant les ouvriers.

«Aucune délégation étrangère n'a visité cette usine», nous dit Pospelov, qui nous accompagnait.

Notre visite ne leur ayant pas été annoncée, les ouvriers n'étaient pas préparés, mais ils ne nous en firent pas moins un accueil très chaleureux. Un ouvrier qui travaillait à une turbine pour notre centrale hydro-électrique sur le fleuve Mati, nous fit cadeau de quelques outils pour que nous les remettions en souvenir à un ouvrier albanais. Les ouvriers de l'usine avec lesquels nous nous entretînmes nous dirent qu'ils connaissaient l'Albanie, qu'ils nourrissaient un amour particulier pour le peuple albanais, et ils qualifièrent notre peuple de peuple héroïque, etc.

Aussitôt, à l'usine fut organisé un meeting auquel participèrent 4000 à 5000 personnes et on me pria de leur parler. Je pris la parole et leur exprimai l'amour et la profonde reconnaissance que le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie nourrissaient pour eux et pour tout le peuple soviétique. Vint

le moment de leur parler de la lutte de notre peuple et de notre Parti contre les ennemis, impérialistes et révisionnistes. Ces ennemis étaient bien définis, ils avaient des noms, ils déployaient une activité concrète contre nous. Il fallait parler aux ouvriers ouvertement, bien que cela ne fût pas du goût de Khrouchtchev. Dès notre première rencontre, il nous avait donné l'«orientation» à propos de la question yougoslave. Mais ni mes camarades ni moi ne pouvions nous résigner à nous taire, aussi, dans mon discours, je dis aux ouvriers que les dirigeants yougoslaves sont des antimarxistes, des chauvins, qu'ils se sont livrés à des agissements hostiles, etc.

Les ouvriers m'écoutaient attentivement et applaudissaient avec enthousiasme. Oui mais, après le meeting, Pospelov me dit :

«Si nous arrangions un peu la partie de votre discours consacrée à la Yougoslavie, elle m'a paru un peu dure.

— Il n'y a rien à y retrancher, dis-je.

— Votre discours sera publié demain dans la presse, reprit-il. Les Yougoslaves se fâcheront contre nous.

— C'est mon discours à moi, insistai-je. Vous n'êtes pas concernés.

— Camarade Enver, vous devez nous comprendre, reprit Pospelov. Tito prétend que c'est nous qui vous poussons à parler ainsi, ouvertement, contre eux. Nous devons adoucir ce passage.»

Ce dialogue se déroulait dans une des pièces du théâtre de l'Opéra «Kirov» de Leningrad. L'heure du début de la représentation était passée, les gens attendaient notre entrée dans la salle.

«Nous en discuterons après le spectacle, lui dis-je. Il se fait tard.

— Nous pouvons retarder le début de la représentation, insista-t-il, je vais avertir les camarades. »

Nous nous chamaillâmes un peu et tombâmes finalement d'accord sur un compromis : le terme «hostile» serait remplacé par celui d'«anti-marxiste».

Les révisionnistes bondirent de joie comme s'ils avaient décroché la lune. Mais Kozlov, après avoir réfléchi un moment, demanda une nouvelle «concession».

««Antimarxiste», dit-il, sonne plutôt mal, si nous mettions à la place «non marxistes» ?

— D'accord, fis-je avec ironie, je ne veux pas vous contrarier.

— Allons au foyer», nous dit Kozlov et nous fîmes alors avec lui un ou deux tours parmi les spectateurs pour qu'il distribue des saluts à droite et à gauche. Entre-temps, les autres allèrent faire la «correction». Ramiz les accompagna. Mais quand il revint, il m'informa qu'ils avaient retranché tout ce que nous avions dit sur les Yougoslaves. Je lui recommandai de leur dire que nous persistions dans nos jugements, mais les gens de Khrouchtchev répondirent :

«Maintenant toute rectification est impossible, car nous devrions en informer à nouveau les camarades d'en haut !».

Au cours d'un entracte, j'exprimai notre mécontentement à Pospelov.

«Oui, c'est vrai, admit-il, ils sont bien tels que vous les qualifiez, mais ne nous hâtons pas, le moment viendra.. »

Ainsi, ce que j'avais dit au meeting à propos de la Yougoslavie parut, déformé, dans la «Pravda». Mehmet, à Tachkent, où il s'était rendu avec une partie de la délégation, avait été l'objet des mêmes pressions, et ses discours des mêmes «opérations».

Quoique les dirigeants soviétiques eussent bien connaissance de notre position à l'égard des révisionnistes yougoslaves, nous avions, auparavant déjà, décidé de soulever calmement une nouvelle fois cette question à Moscou, de dire ouvertement à Khrouchtchev et consorts pourquoi nous n'étions pas d'accord avec eux. Nous eûmes une rencontre le 15 avril. De notre côté, participaient avec moi aux discussions Mehmet, Gogo, Ramiz, Spiro et Rita; du côté soviétique, étaient présents Khrouchtchev, Boulganine, Souslov, Ponomarev ainsi qu'Andropov. Ce dernier, après les troubles de Hongrie, n'était plus ambassadeur là-bas; il avait été promu à une haute fonction à l'appareil du Comité central du parti, directeur ou sous-directeur, je crois, du secteur des relations avec les partis des pays socialistes.

Je dis d'emblée à Khrouchtchev et à ses compagnons que je parlerais principalement du problème yougoslave.

«Nous n'avons cessé, indiquai-je entre autres, de discuter de ces questions dans notre Parti et nous nous sommes efforcés d'être le plus pondérés, le plus calmes et le plus réfléchis possible dans nos jugements et dans nos actions envers la direction yougoslave.

«Les dirigeants yougoslaves, quant à eux, ont continué leur vieille rengaine. Je n'évoquerai pas toute la triste histoire de nos relations au cours de ces quatorze années, car vous en êtes au courant, mais je tiens à souligner que la direction yougoslave poursuit aujourd'hui encore son activité hostile et subversive contre nous, qu'elle adopte constamment des attitudes provocatrices à notre égard.

«Nous pensons, continuai-je, que ces attitudes incessantes de la part de la direction yougoslave, en particulier des fonctionnaires de leur légation à Tirana, ont pour but de rompre complètement les rapports entre nous, afin de nous mettre dans une situation difficile envers nos amis, en prétendant que «voilà, nous sommes parvenus à avoir de bonnes relations avec tous les autres partis, il n'y a qu'avec les Albanais qu'il nous est impossible de nous entendre»».

Poursuivant mon exposé, je leur citai aussi de nouveaux faits relatifs à une série d'actions du ministre et du secrétaire de la légation yougoslave à Tirana; je leur parlai des menées d'espionnage auxquelles ceux-ci se livraient pour organiser des éléments antiparti et les mettre en action contre notre Parti et notre peuple, et j'évoquai nos efforts pour amener les Yougoslaves à cesser leur activité anti-albanaise.

«Ces actions, dis-je à Khrouchtchev, ne sont certainement pas le fait de leur initiative personnelle, mais elles sont exécutées suivant les instructions de la haute direction yougoslave. C'est la conclusion que nous avons tirée de l'analyse de leurs actes. »

Plus loin, je soulevai le problème de l'activité néfaste que les dirigeants yougoslaves continuaient de mener en Kosove.

«C'est là pour nous, leur dis-je, une question délicate et importante, car ils ne se bornent pas à organiser, de Kosove, une action intense contre notre pays, ils s'efforcent aussi de liquider la population albanaise de cette région, en la transplantant en masse en Turquie et dans d'autres pays.»

Après avoir parlé en détail des tentatives des fonctionnaires de la légation yougoslave à Tirana pour organiser les ennemis intérieurs de notre Parti et de notre peuple, et évoqué le complot qu'ils tâchèrent de monter à la Conférence de Tirana en avril 1956, ainsi que leurs menées hostiles ultérieures à travers Tuk Jakova, Dali Ndreu, Liri Gega, etc., j'indiquai :

«Tout cela, comme d'autres nombreux faits désormais avérés, nous a convaincus que la direction yougoslave n'a jamais jusqu'à ce jour renoncé à son dessein de renverser le pouvoir populaire en Albanie. Par là, les révisionnistes yougoslaves constituent un danger non seulement pour notre pays, mais aussi pour tous les autres pays socialistes, car, comme ils l'ont déclaré eux-mêmes, et comme le démontrent aussi leurs agissements contré nous, ils ne se concilient pas avec notre système socialiste, ils sont contre la dictature du prolétariat, ils ont définitivement rejeté le marxisme-léninisme.

«Nous avons voulu et nous voulons toujours, expliquai-je, avoir de bonnes relations avec la Yougoslavie, mais à vrai dire, nous n'avons pas confiance dans ses dirigeants, car ils se prononcent contre le système social de nos pays, ils sont contre les fondements du marxisme-léninisme. Dans toute leur propagande, ils ne disent pas un mot contre l'impérialisme, au contraire, ils ont uni leur voix à celle des puissances occidentales contre nous. Au cours de ces quatorze années, nous n'avons pas vu la direction yougoslave amorcer le moindre tournant qui nous porte à penser qu'elle a compris quelque chose à ses graves erreurs et déviations, depuis longtemps dénoncées. Aussi ne pouvons-nous avoir confiance en une telle direction.»

Poursuivant, je demandai : «Mais quelle attitude devons-nous adopter envers eux ? Nous garderons notre calme, nous serons patients et vigilants. Mais la patience a des limites. Nous ne ferons aucun pas qui nuise aux intérêts du socialisme et du marxisme-léninisme, nous n'engagerons pas de lutte armée contre les Yougoslaves et nous ne nous ingérerons pas dans leurs affaires intérieures. Nous n'avons jamais été ni ne sommes pour de telles actions, mais nous n'avons cessé de considérer comme un devoir permanent de défendre notre juste ligne idéologique et politique et de démasquer sans répit l'opportunisme et le révisionnisme.

«C'est tout ce que j'avais à dire à ce sujet. En ce qui concerne notre situation politique, elle est excellente. Notre peuple est uni fermement autour du Parti et mobilisé au travail pour l'application de sa ligne. Nous n'avons rien d'autre à ajouter.»

Khrouchtchev prit alors la parole. Jusque-là, rougissant et pâlisant tour à tour malgré ses efforts pour garder son «sang-froid», il avait écouté mon exposé en silence. Visiblement, il voulait nous montrer comment «on peut se taire» même quand on n'est pas d'accord avec son interlocuteur.

«Je voudrais indiquer quelle est notre manière de voir les choses, commença-t-il. Nous sommes pleinement d'accord avec vous et nous vous appuyons.»

Mais aussitôt après ces mots Khrouchtchev nous montra comment en fait ils nous «appuyaient» :

«Nous pensions que cette rencontre de partis se terminerait plus rapidement et nous n'avions pas prévu que vous poseriez les questions de cette façon.

«Vous considérez, poursuivit-il, les relations avec la Yougoslavie plutôt avec nervosité. Vous présentez la question des rapports avec elle comme étant sans issue. La manière dont vous parlez de la direction yougoslave donne à entendre que cette direction a trahi, qu'elle se tient sur un tout autre terrain, qu'il n'y a rien à faire avec elle et qu'il ne nous resterait qu'à rompre nos relations. Qu'elle ait trahi, je ne le pense pas, mais qu'elle se soit gravement écartée de la voie du marxisme-léninisme, cela est vrai. Selon vous, nous devrions revenir aux méthodes de Staline, qui ont eu toutes les conséquences que l'on sait. Si l'on admet que les choses soient comme vous les avez exposées, il ressort que la Yougoslavie est au premier chef hostile à l'Union soviétique, et aussi, bien sûr, à vous et aux autres. Quand je vous entends parler, je vois que vous bouillez de colère contre eux ! Comme si les Italiens, les Grecs et les Turcs étaient meilleurs que les Yougoslaves ! Je voudrais vous demander : Avec lesquels d'entre eux avez-vous de meilleures relations ?

— Nous n'avons de relations ni avec les Grecs ni avec les Turcs, lui répondis-je.

— Voyons comment se comportent les Yougoslaves envers nous, reprit-il. Ils nous attaquent, c'est vrai, plus que les Grecs, les Turcs, les Italiens ! Mais la Yougoslavie a quelque chose de particulier, de prolétarien. Pouvons-nous donc rompre nos relations avec la Yougoslavie ?

— Nous ne disons pas cela, objectai-je.

— Vous ne le dites pas, mais c'est ce qui ressort de vos paroles, observa-t-il. La Yougoslavie ne provoquera sûrement pas, comme l'Allemagne, l'Italie ou comme quelque autre pays, une guerre contre notre camp. Considérez-vous la Yougoslavie comme l'ennemi numéro un ?!

— Nous ne parlons pas de la Yougoslavie, rétorquai-je. Nous parlons des menées révisionnistes des dirigeants yougoslaves. Et puis, que devrions-nous faire après tout ce qu'ils montent contre nous ?

— Efforcez-vous de neutraliser leur action. Que pourriez-vous faire de plus ? Vous voudriez leur faire la guerre ?

— Non, nous n'avons pas fait et nous ne ferons pas la guerre. Mais, demain, si le ministre yougoslave va photographier chez nous des installations militaires, comment devons-nous agir ?

— Enlevez-lui la pellicule! répondit Khrouchtchev.

— Ils en prendraient prétexte pour rompre les relations et en rejeter la responsabilité sur nous.

— Alors que voulez-vous de nous, camarade Enver ? lança-t-il, irrité. Nous avons des conceptions divergentes et nous n'avons rien à vous conseiller ! Je ne vous comprends pas, camarade Hoxha ! Adenauer et Kishi ne sont pas meilleurs que Tito et nous faisons pourtant tout notre possible pour les rapprocher de nous. Qu'en pensez-vous, sommes-nous dans l'erreur ?

— Ce n'est pas tout à fait la même chose, objectai-je. Lorsqu'on parle de rapprochement avec Tito, on entend, bien qu'il soit anti-marxiste, l'amélioration des relations de parti à parti. Mais la direction yougoslave n'est pas correcte non plus dans les relations d'Etat à Etat. Quelle attitude devons-nous adopter si les Yougoslaves continuent d'ourdir des complots contre nous ?

— Camarade Hoxha, s'écria Khrouchtchev avec colère, vous m'interrompez constamment. Je vous ai écouté une heure sans vous couper une fois la parole, alors que vous ne m'avez pas laissé parler quelques minutes sans m'interrompre ! Je n'ai plus rien à ajouter ! dit-il et il se leva.

— Nous sommes venus pour procéder à un échange de vues, lui dis-je. Et puis, vous accompagnez les idées que vous exprimez de questions. Pourquoi vous irritez-vous de m'entendre vous répondre ?!

— Je vous l'ai dit et je vous le répète : je vous ai écouté pendant une heure, camarade Hoxha, alors que vous n'avez pu m'écouter un quart d'heure sans m'interrompre constamment ! Vous voulez édifier la politique sur des sentiments. Vous dites qu'entre Tito, Kardelj, Rankovic, Popovic, etc., il n'y a aucune différence ! Nous vous l'avons déjà dit, ce sont des hommes et ils diffèrent entre eux. Les Yougoslaves ont beau prétendre qu'il existe chez eux une parfaite unité de vues, nous ne sommes pas de cet avis : Tito et Rankovic observent une attitude plus raisonnable, plus conciliante envers nous, alors que Kardelj et Popovic nous sont tout à fait hostiles. Tempo est un âne... chancelant. Tenez, prenons Eisenhower et Dulles. Tous deux sont réactionnaires, mais il ne faut pas les mettre dans le même sac. Dulles est féroce, belliciste, alors qu'Eisenhower, lui, est plus humain.

«Nous vous l'avons dit dès notre première entrevue : nous n'attaquerons personne ni ne provoquerons aucune attaque. Nos attaques et contre-attaques doivent être menées de manière à promouvoir le rapprochement et non pas la rupture.

«Nous avons prié Chou En-laï de s'entremettre en vue de l'organisation d'une rencontre entre nos partis, à laquelle participeraient aussi les Yougoslaves. *[Il s'agit des efforts de Khrouchtchev, secondé en cela par la direction chinoise, pour organiser une conférence de tous les partis communistes des pays socialistes, à laquelle participerait aussi Tito. Cette conférence fut organisée à Moscou en novembre 1957, mais en dépit des efforts de Khrouchtchev et de Mao Tsétoung, les Yougoslaves n'y participèrent pas.]* Il y a acquiescé. Une entrevue de ce genre peut être organisée. Les Yougoslaves y consentent. Mais il ne faut pas croire qu'une telle rencontre pourrait tout régler. Alors pourquoi y aller avec des idées comme les vôtres ?! Je ne comprends pas où vous voulez en venir, camarade Enver !

Voulez-vous nous convaincre que nous avons tort ?! Etes-vous venus pour chercher à nous persuader de nous rallier à votre attitude envers la Yougoslavie ? Non, nous savons ce que nous faisons ! Vous voulez nous convaincre de la justesse de votre ligne ?! Cette ligne ne nous conduirait pas à une bonne issue et elle n'est pas dans l'intérêt de notre camp. Nous avons jugé justes les prises de position du Parti du Travail d'Albanie à propos de la contre-révolution en Hongrie. Mais votre tactique concernant la Yougoslavie est erronée. J'aurais souhaité que vous ayez une entrevue avec Micunovic (l'ambassadeur yougoslave à Moscou), et cela non pas pour envenimer vos relations, mais pour les améliorer. Or, à en juger par la manière dont vous traitez ce problème, je doute qu'il en sorte quelque chose. Vous parlez des provocations du ministre yougoslave à Tirana. Chez nous aussi, le ministre yougoslave est allé photographier ostensiblement des ouvrages militaires. Notre milicien lui a enlevé son appareil, un point c'est tout ! «Je le répète : nous suivrons la ligne visant à l'amélioration tant des rapports d'Etat que des rapports de parti avec la Yougoslavie. Je ne sais si nous y parviendrons ou non, mais le fait est que nous aurons la conscience tranquille, nous rendrons service à notre parti et à tous les autres partis. Il ne faut pas envenimer les choses. Les camarades roumains ont raison de vous qualifier de «chicaneurs» dans leur «Scânteia».

— Non seulement, répondis-je à Khrouchtchev, nous rejetons cette épithète outrageante, mais nous repoussons aussi l'esprit dans lequel un parti frère comme celui de Roumanie traite ce problème dans son organe central. Etre chicaneur, cela veut dire s'en prendre aux autres en faisant fi des principes. Nous ne nous sommes jamais comportés ainsi avec personne. La «Scânteia» elle-même et les auteurs de cet article incitent par là à des actions injustifiées et contraires aux principes. Nous avons nous aussi nos observations et nos réserves sur beaucoup d'attitudes des camarades polonais, mais nous ne les avons pas critiqués dans notre presse, car nous ne voulons pas provoquer de querelles et de divisions. Nous avons eu et avons aussi des remarques à faire à propos des Italiens et de certaines attitudes des camarades roumains eux-mêmes. Mais nous nous sommes montrés et nous nous montrons toujours pondérés, nous ne les avons pas attaqués dans notre presse, car nous n'entendons pas résoudre les problèmes en dehors des normes et des règles qui régissent les rapports entre partis frères.»

Khrouchtchev, ayant reçu aussi par là la riposte à son «approbation» à la «Scânteia», reprit, mais en baissant un peu le ton :

«Soyons calmes, camarades, calmes, toujours calmes, et nous gagnerons. Savez-vous ce que nous disait Staline ? «Avant de prendre des décisions, prenons d'abord une douche froide, comme le faisaient les Romains». Staline donnait ces conseils, mais lui-même ne prenait pas de douche. Faisons donc ce que ne faisait pas Staline !»

Cela dit, il se tut un moment, puis se lança dans de nouvelles accusations :

«Vous non plus, vous ne prenez pas de douche avant d'arrêter vos décisions. Vous avez condamné Dali Ndreu et Liri Gega. Nous considérons cet acte de votre part comme une grave, très grave erreur.

— Nous avons déjà discuté une autre fois, lui dis-je, de l'affaire de ces agents, néanmoins, si vous le voulez, je peux vous donner des détails à n'en plus finir sur leurs menées antiparti et anti-albanaises. Ils n'ont cessé d'agir au détriment de notre pays.

— Tout de même, tout de même ! s'écria Khrouchtchev. Ils n'auraient pas dû être punis si sévèrement. Les Yougoslaves sont furieux.

— Bien sûr, c'étaient leurs agents dociles», lui dis-je, et j'observai que Khrouchtchev lui-même était tout aussi furieux que les Yougoslaves contre le jugement de notre tribunal.

«Lorsque nous avons appris ce que vous aviez l'intention de faire, nous avons envoyé un radiogramme urgent à Krilov, notre ambassadeur à Tirana. Nous lui disions de faire annuler à tout prix cette sentence. Apparemment, vous ne l'avez pas écouté. C'était notre ordre.

— C'est la première fois, et je m'en étonne, que j'entends parler d'un ordre pareil que vous auriez donné, lui dis-je en m'efforçant de contenir ma colère. Mais vous devez savoir qu'au cours du procès a été fournie la preuve irréfutable des agissements criminels de ces dangereux agents. Notre peuple ne nous pardonnerait pas une attitude de clémence à leur égard. Nous ne caressons pas la tête à nos ennemis ; nous leur administrons ce qu'ils méritent, selon les lois votées par le peuple.»

Mais Khrouchtchev ne tenait pas en place.

«Après le discours de Tito à Pula, intervint Ponomarev, nous avons envoyé un radiogramme à Krilov pour qu'il vous demande de vous montrer pondérés dans votre riposte, car nous publierions nous-mêmes un article et ne voulions pas que cela eût l'air d'une campagne organisée. Nous lui indiquions aussi dans cette dépêche ce que vous deviez faire à propos de Dali Ndreu et Liri Gega.

— Il nous a parlé de l'article, répondis-je, mais nous ne pouvions pas ne pas répliquer à Tito ; nous avons donc écrit notre article. Quant à Dali Ndreu et à Liri Gega, votre ambassadeur Krilov, je m'en souviens, nous a interrogés après que nous avons arrêté ces agents, et nous lui avons parlé de leurs menées. Il ne nous a fait mention d'aucun ordre et il a très bien fait. Mais même s'il nous en avait fait part, nous n'aurions en aucune manière pu nous dresser contre la sentence du tribunal de notre peuple.

— Notre ambassadeur, dit Khrouchtchev, s'adressant à ses camarades, n'a pas accompli son devoir. Il aurait fallu prévenir cette action.»

Cet homme prenait toujours ouvertement la défense de nos ennemis, et il considérait l'Albanie comme un pays où devaient être appliqués ses ordres et non pas les lois de notre Etat. Je me souviens qu'en une autre occasion il me dit :

«J'ai reçu une lettre d'un certain Panayot Plaku, qui sollicite mon appui.

— Vous connaissez cet homme ? lui demandai-je. (Je savais qu'il connaissait bien ce traître, cet agent des Yougoslaves, qui s'était enfui en Yougoslavie et cherchait à gagner l'Union soviétique).

— Non, me répondit Khrouchtchev, je ne le connais pas.»

Il mentait.

«C'est un traître, lui dis-je, et si vous l'accueillez dans votre pays nous rompons notre amitié avec vous. Si vous le recevez, vous devrez nous le livrer pour que nous le fassions pendre sur la place.

— Vous me faites penser à Staline, qui tuait les gens, dit Khrouchtchev.

— Staline tuait les traîtres, et ce sont eux aussi que nous tuons», ajoutai-je.

Ne parvenant pas à ses fins, il recula, pensant pouvoir nous soumettre par d'autres moyens et d'autres voies. Après avoir craché tout le fiel qu'il avait accumulé, il se tut, posa les mains sur la table, adoucit son ton et reprit ses «conseils».

Khrouchtchev en avait fini avec la tactique du «bâton» : sur la table de négociations il posa à nouveau la «carotte».

«Comprenez-nous, camarades, dit-il, nous ne parlons ainsi qu'avec vous, car nous vous aimons beaucoup, vous êtes dans notre cœur», etc. Après quoi, il eut un geste de «générosité» : il nous acquitta du remboursement des crédits que l'Union soviétique avait accordés jusqu'à la fin de 1955 à notre pays pour son développement économique et culturel. Evidemment, nous les remercîâmes, nous remercîâmes en premier lieu la classe ouvrière et le peuple frère soviétiques de cette aide qu'ils accordaient à un peuple petit, mais vaillant, travailleur et indomptable. Quoi qu'il en fût, nous comprîmes tous quels étaient les «motifs» de cette «générosité» de Khrouchtchev. Il cherchait à nous prendre «par la douceur», à apaiser quelque peu l'atmosphère tendue qui s'était créée au cours de nos conversations, il voulait nous circonvenir par ces «aides», qui, à ses yeux, n'étaient pas des aides mais des aumônes, l'appât qu'il jetait pour nous tromper et nous soumettre. Mais bien vite il devait se convaincre que nous étions de ceux qui acceptaient de se nourrir d'herbe plutôt que de s'agenouiller devant lui ou devant n'importe quel autre traître.

Quelques jours après ce geste de «générosité», au cours d'un grand dîner offert en l'honneur de notre délégation, Khrouchtchev, qui y avait invité aussi Micunovic, l'aperçut quelque part au fond de la salle. Il l'appela :

«Approchez donc ! Pourquoi restez-vous si loin ?»

Il fit les présentations et ajouta en riant :

«Entendez-vous, tous les deux !» et, son verre à la main, il s'éloigna pour que nous nous «entendions». Nous ne fîmes que nous quereller.

Je répétais à Micunovic tout ce que j'avais dit à Khrouchtchev au cours de notre rencontre.

«Nous avons été et nous sommes, lui dis-je, prêts à améliorer nos relations d'Etat à Etat et nous n'avons pas ménagé nos efforts dans ce sens, mais il faut pour cela que vous cessiez définitivement vos agissements hostiles à l'Albanie.

— Vous nous qualifiez de révisionnistes, dit Micunovic. Comment pouvez-vous avoir des relations avec les révisionnistes ?

— Non, rétorquai-je, nous n'aurons jamais de relations de parti avec les révisionnistes, mais je parle ici des relations d'Etat à Etat. Nos deux pays peuvent et doivent avoir des relations de ce genre. En ce qui concerne les contradictions idéologiques qui existent entre nous, vous devez bien vous dire que nous ne renoncerons jamais à la lutte contre l'opportunisme et contre la révision du marxisme-léninisme.

— Quand vous dénoncez le révisionnisme, c'est à nous que vous pensez, dit Micunovic.

— C'est vrai. Même quand nous ne citons pas nommément la Yougoslavie, en fait, nous faisons aussi allusion à vous.»

Micunovic continua de soutenir ses positions. Le débat s'envenimait. Khrouchtchev, qui nous observait de loin, devina que les choses s'échauffaient et il s'approcha.

Le Yougoslave se mit à répéter devant lui ce qu'il venait de me dire, persistant dans ses griefs contre nous. Mais ce soir-là nous avions Khrouchtchev «de notre côté» :

«Lorsque Tito a été à Corfou, rappela-t-il à Micunovic, le roi de Grèce lui a dit : «Alors on se partage l'Albanie ?» Tito ne lui a pas répondu, mais la reine leur a fait la remarque qu'ils ne devaient pas tenir de tels propos.»

Micunovic, décontenancé, dit :

«C'était une plaisanterie.

— De telles plaisanteries, surtout avec les monarcho-fascistes, qui n'ont cessé de leur vie de revendiquer l'Albanie du Sud, sont déplacées, lui dis-je. Mais ce n'est pas la première fois que vous faites de ces blagues-là. Nous disposons d'un document de la main de Boris Kidric, dans lequel l'Albanie figure comme septième république de la Yougoslavie.

— C'est là le fait d'une personne, répondit Micunovic.

— D'une personne, c'est vrai, lui dit Mehmet, mais de quelqu'un qui est membre du Bureau politique de votre parti et président de la commission du plan d'Etat».

Micunovic perdit encore plus contenance et s'éloigna. Khrouchtchev prit mon bras et me demanda :

«Qu'est-ce qui s'est passé ? Vous vous êtes de nouveau querellés ?

— Avec les révisionnistes, pouvait-il en être autrement ?

— C'est curieux comme vous êtes entêtés, vous, les Albanais.

— Non, répondis-je, nous sommes marxistes.»

Nous nous séparâmes mécontents l'un de l'autre. Mais Khrouchtchev était un homme versatile dans ses roueries. Comme je l'ai dit, tour à tour il adoucissait et durcissait sa position à l'égard de Tito. Lorsqu'il s'irritait avec lui, il s'amadouait avec nous. Je me souviens que dans son intervention au VII^e Congrès du Parti communiste bulgare, il s'attaqua durement à Tito et fut applaudi par tous. Au cours d'un intervalle, dans une pièce où les chefs de délégation s'étaient réunis pour prendre un café, il fit cette remarque :

«Et avec tout ce que j'ai dit de Tito, le camarade Enver Hoxha n'est toujours pas satisfait.

— Vous avez raison, dis-je, Tito doit être démasqué plus vigoureusement et sans répit.»

Mais il n'en était pas toujours ainsi. Avant la visite de Khrouchtchev en Albanie, en mai 1959, la direction soviétique nous envoya un radiogramme nous faisant savoir que pour des raisons compréhensibles, il n'évoquerait pas dans ses discours la question yougoslave, et espérait que les amis albanais en tiendraient bien compte dans les leurs.

C'était là une condition qui nous était mise et ils attendaient notre réponse. Nous discutâmes longuement ce problème au Bureau politique, nous exprimâmes tous notre regret et notre irritation devant une telle visite conditionnée, nous pesâmes les avantages et les inconvénients qui découleraient de notre acceptation ou non-acceptation de la condition de Khrouchtchev. Nous savions que les Yougoslaves et toute la réaction se frotteraient les mains et déclareraient :

«Voilà, Khrouchtchev est allé en Albanie et il a fermé la bouche aux Albanais. Et où ? Chez eux !»

Or la venue en Albanie du Président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. et Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique revêtait une importance particulière pour le renforcement des positions internationales de notre pays.

Nous décidâmes donc unanimement d'accepter la condition de Khrouchtchev pour la seule durée de son séjour en Albanie, mais que sitôt lui parti, nous poursuivrions fermement, comme avant, notre lutte contre les révisionnistes yougoslaves. Craignant de ne voir se répéter ce qui s'était produit à Leningrad en avril 1957, Khrouchtchev, à peine arrivé chez nous à la fin mai 1959, prit les devants et, avant même que je n'eusse salué sa venue, me dit :

«Vous devez savoir que je ne parlerai pas contre Tito.

— Nous respectons nos hôtes et ne leur imposons rien», lui répondis-je.

Je pris la parole à mon tour et dis ce que j'avais à dire, naturellement sur un ton amical, mais mes allusions ne lui échappèrent pas.

Quoi qu'il en fût, nous nous comportâmes amicalement avec lui et nous efforçâmes de lui donner les meilleures impressions de notre pays et de notre peuple. Quant à lui, en toute occasion, il se comporta selon son habitude: tantôt sur un ton de plaisanterie, tantôt sur un ton grave, il déversa tout ce qu'il avait dans la tête.

Comme nous parlions de nos problèmes économiques, je l'informai de nos réalisations et évoquai nos perspectives d'avenir. Je citai notamment le pétrole comme une des branches primordiales de notre économie et lui annonçai que quelques jours auparavant, avait jailli chez nous un nouveau puits de pétrole.

«Ah oui ? fit-il. De quelle qualité est-il ? Je sais qu'en général votre pétrole est mauvais, lourd. Avez-vous calculé ce que vous en coûtera le traitement ? Et puis où le vendrez-vous, qui a besoin de votre pétrole ?»

Je parlai ensuite de notre industrie minière, de ses excellentes perspectives et je citai le ferro-nickel, le chrome, le cuivre.

«Ces minerais chez nous sont actuellement découverts en abondance, lui dis-je, et nous pensons que nous devons envisager de les traiter dans le pays. Nous avons soulevé l'an dernier plusieurs fois devant vous ainsi qu'aux réunions du Comecon la nécessité de mettre sur pied une industrie métallurgique en Albanie. Jusqu'à présent, nous n'avons pas reçu de réponse positive, mais nous insistons.

— Une usine métallurgique ? m'interrompit-il. D'accord, mais avez-vous bien réfléchi à ce problème ? Avez-vous calculé à combien vous reviendra une tonne de métal fondu ? S'il vous coûte trop cher, vous n'y avez pas intérêt. Je le répète : la production d'un jour chez nous couvre vos besoins pour plusieurs années.»

C'était là sa réponse à toutes nos demandes et à tous nos problèmes.

Lorsque j'eus fini, il prit la parole : «L'exposé du camarade Enver, dit-il, nous a éclairés sur votre situation. Mais en ce qui concerne vos besoins, je dois vous dire que nous ne sommes pas venus pour les examiner. Nous ne sommes pas autorisés par notre gouvernement à discuter de ces questions. Nous sommes venus pour faire mieux connaissance, pour procéder à un échange de vues.»

Puis, avec l'air de plaisanter, il lança une boutade qui n'était pas simplement une boutade :

«Nous pensons, dit-il, que vos affaires marchent bien. L'Albanie a progressé et si vous nous accordiez un prêt nous l'accepterions volontiers.

— Nous avons des pierres, de l'eau de mer et de l'air en abondance, intervint Mehmet sur le même ton.

— Nous avons de tout cela en bien plus grande quantité que vous. Avez-vous des dollars ?» demanda Khrouchtchev, puis, changeant de ton :

«Trêve de plaisanterie, dit-il. La vérité est que vous avez fait des progrès, mais vous n'êtes pas satisfaits. Nous vous avons accordé un crédit l'année dernière, et maintenant vous en demandez un autre. Nous avons un adage populaire : «Il ne faut pas allonger ses jambes au-delà de sa couverture.»

— Cet adage, lui répondis-je, nous l'avons aussi, nous en tenons compte et l'appliquons fort bien.

— Oui, dit-il, mais vous demandez de nouveaux crédits. Il haussa les épaules, se tut un instant puis reprit en riant :

— Ou bien peut-être vous dites-vous que puisque vous nous avez offert un bon déjeuner, c'est le moment de nous faire de nouvelles demandes. Si nous l'avions su, nous aurions emporté à manger avec nous.

— Les Albanais, lui dis-je, ont le plus grand respect pour leurs hôtes ; qu'ils soient dans l'aisance ou non, ils n'épargnent rien pour leurs amis. Et quand ils les accueillent chez eux, ils leur font tous les honneurs, ils leur passent même certains écarts.

— J'ai plaisanté, dit-il et il rit bruyamment, mais d'un rire plutôt forcé. Partout où il se rendit, il ne ménagea pas ses critiques. A propos du grand vignoble de Shtoï, il nous dit :

— Pourquoi faites-vous ces dépenses inutiles ? Vous n'obtiendrez rien de cette terre.»

Mais nous, sans tenir compte des remarques de cet «agronome achevé», nous avons poursuivi notre travail et maintenant les vignes de Shtoï sont florissantes.

Il critiqua aussi les travaux d'assèchement du marais de Tërbuf. A Vlore, il fit appeler le principal des experts pétroliers soviétiques se trouvant chez nous, et celui-ci, sans aucun doute bien «préparé» par l'ambassade soviétique à Tirana, lui fit sous nos yeux un compte rendu extrêmement pessimiste de la question, affirmant qu'il n'y avait pas de pétrole en Albanie. Mais vint après un groupe de spécialistes pétroliers albanais, qui, avec de nombreux arguments et faits à l'appui, réfutèrent les assertions des Soviétiques. Ils retracèrent l'historique de l'industrie pétrolière chez nous, évoquèrent le grand intérêt que les sociétés impérialistes étrangères manifestaient naguère pour le pétrole albanais, les importants et encourageants résultats qui avaient été obtenus dans les quinze années de pouvoir populaire. Mehmet, de son côté, lui parla en détail des grandes perspectives de l'extraction du pétrole en Albanie et le mit au courant des derniers gisements découverts.

«Bon, bon, répéta Khrouchtchev, mais votre pétrole est lourd, il renferme du soufre. Est-ce que vous faites bien vos calculs ? Il va vous falloir le traiter et un litre d'essence vous coûtera plus cher qu'un kilo de caviar. Il faut bien considérer la question du point de vue commercial. Il n'est pas dit que vous deviez tout produire vous-mêmes. Vos amis sont là pour vous aider !»

A Sarande, il nous conseilla de planter seulement des orangers et des citronniers, dont l'Union soviétique avait grand besoin.

«Quant au blé, nous vous en fournirons. Les rats chez nous dévorent autant de blé qu'il vous en faut», dit-il, répétant sa phrase de 1957 à Moscou. Et il nous donna une foule de «conseils».

«Ne gaspillez pas votre sol et votre climat merveilleux à cultiver du maïs et du blé. Ces cultures ne vous apporteront pas de revenus substantiels. Chez vous croît le laurier, savez-vous ce que ça représente ? C'est de l'or. Plantez des milliers d'hectares de laurier, nous vous l'achèterons».

Puis il continua avec l'arachide, le thé et les agrumes.

« Voilà ce que vous devez planter. Ainsi l'Albanie deviendra un jardin fleuri ! »

En d'autres termes, il voulait faire de l'Albanie une colonie à cultures fruitières, que l'Union soviétique révisionniste exploiterait tout comme les Etats-Unis exploitent leurs colonies de plantations de bananes et d'autres arbres fruitiers en Amérique latine.

Mais nous ne devons pas admettre et nous n'avons jamais admis ces pratiques suicidaires que nous conseillait Khrouchtchev. Il critiqua aussi nos travaux archéologiques, qu'il qualifia de «choses mortes». Lorsque nous lui fîmes visiter Butrint, il nous dit :

«Pourquoi dépensez-vous vos forces et vos fonds à de pareilles choses mortes ! Laissez les Hellènes et les Romains tranquilles dans leur antiquité !

— A part la culture hellène et romaine, répliquai-je, ces régions ont vu se développer et s'épanouir une autre culture antique, la culture illyrienne. Les Albanais sont de souche illyrienne et nos études archéologiques illustrent de façon toujours plus évidente notre histoire pluriséculaire, l'antique et riche culture d'un peuple courageux, travailleur et indomptable.»

Mais Khrouchtchev était un parfait ignorant en ces matières. Il ne voyait que la «rentabilité» :

«Et de quelle utilité cela vous est-il ? Est-ce que cela améliore les conditions de vie du peuple ? » demanda-t-il. Et il appela Malinovski, son ministre de la Défense à l'époque, qu'il gardait toujours près de lui :

«Regarde, les entendis-je chuchoter, quel endroit merveilleux ! On pourrait y construire une base idéale pour nos sous-marins. Que l'on déterre ces vieilleries et qu'on les jette à la mer (ils parlaient des vestiges archéologiques de Butrint), on pourrait ensuite percer cette montagne et déboucher de l'autre côté, et ils montrèrent de la main Ksamil. Nous aurions alors la base idéale et la plus sûre en Méditerranée. Nous pourrions d'ici paralyser n'importe quelle action et attaquer à notre tour n'importe qui.»

Un ou deux jours plus tard, ils devaient répéter la même chose à Vlore. Nous étions sortis sur la véranda de la villa à Uji i Ftohte.

«Merveilleux, merveilleux ! » s'écria Khrouchtchev en se tournant vers Malinovski. Je crus qu'il parlait du paysage vraiment admirable de notre riviera. Mais il avait autre chose en tête.

«Quel golfe sûr au pied de ces monts ! disaient-ils. D'ici, avec une flotte puissante nous serions maîtres de toute la Méditerranée, du Bosphore à Gibraltar ! Nous pourrions maîtriser n'importe qui.»

Je frémis de les entendre parler ainsi en maîtres des mers, des pays, des peuples. Non, Nikita Khrouchtchev, dis-je à part moi, nous ne te permettrons jamais de partir de notre sol pour asservir et massacrer d'autres pays et d'autres peuples. Tu ne disposeras jamais ni de Butrint, ni de Vlore, ni du moindre pouce du sol albanais, pour réaliser ces sinistres desseins.

La «paix» fictive était de plus en plus ébranlée dans ses fondements. Khrouchtchev et ses tenants se rendaient toujours mieux compte de notre résistance et ils s'efforçaient de la briser par des pressions économiques, en orchestrant en sourdine une discrimination à rencontre de notre direction, et cela à travers les spécialistes soviétiques qui travaillaient chez nous dans tous les secteurs, notamment dans celui du pétrole, dans les entreprises économiques, où nous manquions d'expérience, dans l'armée, où nous avions des conseillers, etc. L'ambassade soviétique, avec ses innombrables «conseillers» qui n'avaient de diplomates que l'appellation, car c'étaient en fait des officiers de la Sécurité, maintenait des contacts avec tous ces «spécialistes» et leur donnait les instructions nécessaires. Leur premier acte fut de recommander aux spécialistes soviétiques de l'économie de relâcher leur travail en Albanie. Ceux-ci, qui plus que moi, se souciaient maintenant davantage d'acheter des tissus de costumes et d'autres objets, qu'ils envoyaient faire vendre au marché noir en Union soviétique, que de travailler avec nos camarades.

L'ambassade renvoyait tour à tour, avec de vaines justifications, et contre leur volonté, les spécialistes qui continuaient de se montrer loyaux avec nous, et ceux-ci, en quittant nos camarades, exprimaient leurs regrets. Quant à ceux qui restaient en Albanie, ils avaient naturellement reçu l'ordre de saboter les principaux points névralgiques de notre économie, en particulier l'industrie pétrolière et les travaux de recherches géologiques. Les «spécialistes» pétroliers soviétiques, comme il s'avéra par la suite, avaient recruté aussi dans les rangs de nos géologues quelques agents auxquels, comme ceux-ci l'ont eux-mêmes avoué, ils avaient fixé pour mission de transmettre à notre Parti et à notre gouvernement des données inexactes sur leurs découvertes, d'en dissimuler les résultats, d'user de toutes les méthodes possibles de sabotage pour fixer des points de forage erronés, de violer toutes les règles techniques de la prospection et de l'extraction pour gaspiller des millions de leks, etc. Les révisionnistes khrouchtchéviens enseignaient à ces agents recrutés chez nous, les diverses méthodes de sabotage. Et ces agents exécutèrent les recommandations de leurs patrons. Ces «spécialistes» pétroliers et «géologues» dressaient deux rapports : l'un, exact avec des données précises et positives sur les découvertes de minéraux divers, et un autre, faisant état des résultats prétendument négatifs de ces recherches. Le premier rapport allait à Moscou et à Leningrad à travers le nid du KGB qu'était en fait l'ambassade soviétique à Tirana ; le second était envoyé à notre ministère de l'Industrie et des Mines. Ces odieux agissements furent découverts après que les Soviétiques eurent décampé de notre pays. Certain d'avoir affaire à une action de sabotage, notre Comité central donna l'ordre de soumettre les rapports à une nouvelle étude, d'envoyer nos expéditions géologiques sur tous les lieux que les saboteurs soviétiques avaient déclarés dépourvus et d'entreprendre de nouvelles recherches. Ce qui fut fait. Et c'est précisément dans les lieux qui avaient été déclarés «dépourvus» que nous avons trouvé du pétrole, du chrome, du cuivre, du ferronickel, des charbons, etc.

C'était là de leur part une pression économique pour nous contraindre à nous rallier à leurs conceptions. Mais ils se cassèrent le nez. Notre Parti accentuait sa résistance sans cependant encore couper les ponts. Les révisionnistes soviétiques, eux aussi, agissaient prudemment pour ne pas couper les ponts avec nous. L'ambassadeur soviétique venait souvent tâter notre pouls sur quelque problème international, à propos duquel je lui disais ma pensée sans gants, ou bien il tentait d'obtenir quelque information sur nos problèmes intérieurs ; je le bourrai alors de renseignements sur les conditions météorologiques, les semailles, les moissons et sur quelque décision générale du Parti à propos de questions économiques et culturelles.

Tels étaient les ambassadeurs soviétiques après l'intronisation de Khrouchtchev. Ils nous croyaient aveugles. Ils ne se prononçaient jamais sur les questions que nous leur posions. Ils se bornaient à nous répondre : «J'aviserai Moscou» ou «Je demanderai à Moscou». Leur tâche se réduisait à celle d'indicateurs ; rarement ils faisaient preuve de compréhension quant aux problèmes de notre industrie et de notre agriculture.

L'ambassadeur soviétique Krilov, qui précéda chez nous Ivanov, fit une tournée dans quelques régions de l'Albanie du Sud. A son retour, il vint me rendre visite :

«Avez-vous été satisfait de ce que vous avez vu ?» lui demandai-je.

Il ne me dit rien de concret, car s'il s'était rendu sur ces lieux, c'était pour voir des choses dont il n'aurait osé me parler. Il se limita à me dire que c'était quelque chose de... «colossal».

«J'ai observé que vous gardez beaucoup de chiens dans vos villages et dans vos villes et j'ai calculé qu'il doit y avoir en Albanie tant de chiens, qui doivent manger tant de pain, et que si l'on calcule ce que ça représente en grain, cela doit faire tant de milliers de quintaux.»

Je pensai : «Quel drôle d'ambassadeur on nous a envoyé !» et je lui répondis :

«C'est peut-être vrai, mais il n'y a pas chez nous, comme à Paris, de coiffeurs et de restaurants pour chiens. Quelles mesures, camarade ambassadeur, nous conseillez-vous de prendre ?

— De les tuer ! dit-il.

— La Société de protection des animaux protestera, car on nous accuse déjà assez de tuer les traîtres et les agents de la réaction.»

Ce même ambassadeur me dit de ne pas m'ex-primer durement contre Tito à une réunion de l'Assemblée populaire. Je lui répondis :

«Camarade ambassadeur, je ne reçois d'ordres que de mon Parti.

— Cela, nous le savons bien; mais si vous entendez attaquer Tito à la réunion de l'Assemblée, je n'y assisterai pas, protesta-t-il.

— Tito sera démasqué encore plus qu'il ne l'est dans ce que j'ai écrit, répondis-je, et la session de l'Assemblée populaire se tiendra même si vous n'y assistez pas.»

Et le «fameux» ambassadeur soviétique vint à l'Assemblée, se tapit dans le coin d'une loge, derrière d'autres ambassadeurs, à une place qui n'était pas la sienne.

De toute évidence, ce geste d'intimidation de sa part, après le camouflet qu'il avait reçu de nous, était commandé de Moscou.

Peu de temps après, le «conseiller» à l'extermination des chiens en Albanie quitta Tirana et fut nommé directeur au Comité central du parti communiste de Khrouchtchev !

Khrouchtchev et sa bande accroissaient de jour en jour leurs pressions sur nous dans le domaine économique. Non seulement ils ne nous accordaient pas toutes les nouvelles aides que nous demandions, mais même celles qu'ils nous fournissaient étaient tout à fait insuffisantes. Ils nous envoyaient les pièces de rechange pour tracteurs dans quelques caisses et par avion. Ils cherchaient ainsi à nous mettre à genoux, mais en pure perte, Khrouchtchev, pour faire pression sur nous et nous obliger à accepter leurs conditions, nous avait dit une fois (comme nous parlions de nos problèmes économiques) : «Dans nos rapports avec les Yougoslaves nous avons eu pour principe, ainsi que nous le faisons avec tous ceux qui se comportent mal avec nous, de ne leur donner jamais que la moitié de ce qu'ils demandaient. Lorsqu'ils se comportent bien, nous nous montrons plus généreux.» L'insinuation était claire, ils faisaient ouvertement pression sur nous. Nous nous querellâmes alors à tel point que nous faillîmes rompre les négociations.

Dans tous les coins du pays les gens de chez nous étaient maintenant chaque jour l'objet de provocations de la part des Soviétiques. Un camarade à nous se plaignit une fois auprès de son chef de

bureau qu'un «spécialiste» soviétique avait tenté de le recruter comme agent. Indigné, il refusa. Notre ministère des Affaires étrangères protesta auprès de l'ambassade soviétique. Naturellement, l'ambassade nia avoir de tels hommes parmi ses spécialistes, mais quelques semaines plus tard elle éloigna son agent démasqué. C'était la première fois que l'on nous faisait une dénonciation de ce genre, aussi notre Parti et notre gouvernement recommandèrent-ils une vigilance, une prudence et un sang-froid extrêmes. Très apparemment, petit à petit, la situation s'envenimait, bien que la direction de Moscou s'attachât, dans nos rapports, à préserver toutes les formes extérieures d'«amitié».

Pour nous, la direction du Parti communiste de l'Union soviétique avait cessé d'exister, Khrouchtchev et les khrouchtchéviens étaient des révisionnistes, des traîtres. La guerre serait déclarée. Quant à l'époque où elle le serait, c'était une question de mois, cependant que les relations se poursuivaient clopin-clopant.

12. DE BUCAREST A MOSCOU

Février 1960 : Mikoyan à propos des divergences soviéto-chinoises. Aggravation de la situation entre Moscou et Pékin. Kossyguine rend «visite» à Mehmet Shehu à Moscou. Le complot de Bucarest. Hysni Kapo ne se laisse pas intimider par les pressions de Khrouchtchev. Les Soviétiques mettent en action leurs agents secrets et imposent le blocus de la faim. Lutte à la commission préparatoire à la Conférence de Moscou. Notre délégation à Moscou. Atmosphère glaciale. Les gargantuas soviétiques. Nouvelles pressions, flatteries, provocations. Les maréchaux du Kremlin. Brève rencontre avec Andropov. La tactique de Khrouchtchev : «Pas de polémique». Les mercenaires réagissent à notre discours. Les derniers entretiens avec les renégats khrouchtchéviens.

Les prises de position de notre Parti à l'égard du complot diabolique ourdi par les khrouchtchéviens au congrès du Parti ouvrier roumain sont connues de tous les représentants des partis communistes et ouvriers qui y assistèrent. Je n'entrerai pas dans les détails, car la lutte de notre Parti, qui ouvrit le feu contre les khrouchtchéviens et lutta avec une vaillance révolutionnaire marxiste-léniniste, se trouve décrite surtout dans le tome 19 de mes œuvres.

La Rencontre de Bucarest, à en juger par le but que les khrouchtchéviens cherchaient à y atteindre sur les plans tant politique qu'idéologique et organisationnel, était un putsch révisionniste, trotskiste, antimarxiste. Du point de vue aussi des formes sous lesquelles elle fut organisée, cette réunion était de fond en comble un complot.

Les renégats révisionnistes devaient faire approuver par une nouvelle conférence du communisme international leur ancien plan de légalisation définitive du révisionnisme moderne, qui avait échoué à la Conférence de Moscou de 1957 ; aussi soulevèrent-ils la nécessité d'organiser une nouvelle rencontre des partis communistes et ouvriers pour qu'y soient prétendument discutés «des problèmes du mouvement» qui étaient apparus depuis la précédente Conférence de 1957. A cet effet, le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique nous envoya vers le début de juin 1960 une lettre dans laquelle il nous proposait de profiter de la tenue du III^e Congrès du Parti ouvrier roumain pour organiser une rencontre des partis communistes et ouvriers des pays du camp socialiste. Nous répondîmes positivement à cette proposition et décidâmes d'envoyer à Bucarest une délégation conduite par moi-même.

Entre-temps nous avons été mis au courant des désaccords qui s'étaient développés entre Soviétiques et Chinois. En février de la même année, Mehmet et moi étions allés à Moscou pour une réunion consultative des représentants des partis des pays socialistes relative au développement de l'agriculture ainsi que pour une réunion du Comité politique consultatif du Pacte de Varsovie. A peine fus-je descendu à l'aéroport de Moscou qu'un fonctionnaire de l'appareil du Comité central du parti soviétique se présenta à moi.

«Je suis envoyé par le camarade Mikoyan, me dit-il, pour vous communiquer qu'il voudrait vous rencontrer personnellement demain matin à propos d'une question très importante.»

Je fus étonné de cette urgence, car Mikoyan aurait très bien pu me rencontrer plus tard; nous devions rester plusieurs jours à Moscou. Malgré tout, je lui répondis :

«D'accord, mais j'emmènerai aussi avec moi le camarade Mehmet.

— Il m'a parlé seulement de vous, me répondit le *tchinovnik* de Mikoyan, mais je lui répétais :

— Non ! Le camarade Mehmet m'accompagnera.»

Si j'insistai pour emmener Mehmet avec moi, c'est que j'imaginai bien qu'à cette rencontre urgente, sur un «problème très important», Mikoyan me parlerait de questions compliquées et délicates. Et j'insistai d'autant plus que je le connaissais bien lui et ses positions anti-marxistes et hostiles à l'Albanie.

Le lendemain, nous allâmes rencontrer Mikoyan dans sa villa à Leniniskié Gori. Après les salutations d'usage, Anastas entra directement dans le vif du sujet :

«Je vais vous mettre au courant de nos désaccords avec le Parti communiste chinois, je le souligne, avec le Parti communiste chinois. Nous avons décidé de n'informer de ces choses-là que les premiers secrétaires des partis frères. Je prie donc le camarade Mehmet de ne pas se froisser, mais c'est là une décision de principe, ce n'est pas que nous ne lui fassions pas confiance.

— Non, nullement, répondit Mehmet. Je suis prêt à sortir.

— Mais non ! fit Mikoyan. Restez !» Après quoi, il nous parla longuement de leurs divergences avec le parti chinois.

Il développa son exposé de manière à nous donner l'impression qu'eux-mêmes se tenaient soi-disant sur des positions de principe léninistes et qu'ils combattaient les déviations de la direction chinoise. D'ailleurs Mikoyan invoqua, entre autres arguments, certaines thèses chinoises qui, en vérité, n'étaient pas, pour nous non plus, exactes du point de vue de l'idéologie marxiste-léniniste. C'est ainsi qu'il cita la théorie pluraliste des «cent fleurs», la question du culte de Mao, le «grand bond en avant», etc.

Assurément, sur ces questions-là nous avions nous-mêmes nos réserves, dans la mesure où nous connaissions à l'époque l'activité et la pratique concrètes du Parti communiste chinois.

«En ce qui nous concerne, dis-je à Mikoyan, nous nous fondons sur le marxisme-léninisme et nous n'avons besoin d'aucune autre théorie, quant aux «cent fleurs», nous n'avons pas souscrit à cette thèse et n'en avons jamais fait état».

Mikoyan parla entre autres de Mao et le compara à Staline, en disant :

«La seule différence entre Mao Tsétoung et Staline, c'est que Mao ne coupe pas la tête de ses adversaires, alors que Staline, lui, le faisait. C'est pour cela, poursuivit ce révisionniste, que nous ne pouvions nous opposer à Staline. Une fois, avec Khrouchtchev, nous avons pensé organiser contre lui un *pokushénié* [*En russe : attentat.*], mais nous y avons renoncé, car nous avons craint que le peuple et le parti ne nous comprennent pas.»

Nous nous abstinmes de nous prononcer sur les problèmes qu'il avait soulevés et, après l'avoir écouté jusqu'au bout, je lui dis :

«Les grands désaccords apparus entre vous et le Parti communiste chinois sont des choses très sérieuses et nous ne comprenons pas pourquoi on les a laissées grossir. Ce n'est ni le lieu ni le moment d'en discuter. Nous pensons que ces désaccords doivent être résolus entre vos partis.

— C'est ce que nous ferons», me dit Mikoyan et à la fin, au moment de nous quitter, il nous pria : «Ne parlez à personne des questions que je viens de vous exposer, pas même aux membres de votre Bureau politique.»

Cette rencontre nous fit comprendre que les contradictions et les désaccords étaient très aigus et sérieux. Connaissant désormais et Khrouchtchev, et Mikoyan, nous étions pleinement convaincus que, dans leurs griefs contre le parti chinois, ils ne portaient pas de justes positions de principe.

Les divergences, comme il apparaîtrait encore plus clairement par la suite, portaient sur une série de questions de principe, sur lesquelles, à l'époque, les Chinois semblaient observer de justes positions. Dans les discours officiels des dirigeants chinois, comme dans les articles publiés, surtout dans la série intitulée «Vive le léninisme», le parti chinois traitait les problèmes correctement sur le plan théorique et il s'opposait aux khrouchtchéviens. C'est précisément ce qui piquait au vif ces derniers et ils cherchaient par conséquent à prévenir le mal.

Nous discutâmes de ce que nous avait dit Mikoyan uniquement avec les camarades du Bureau, car la question était assez délicate et il fallait agir avec prudence et pondération. Et puis, la direction soviétique avait elle-même demandé que ce problème fût gardé secret.

Ainsi donc, à la veille de la Rencontre de Bucarest, nous étions au courant des divergences sino-soviétiques.

A l'époque, je crois que c'était vers la fin de mai ou au début de juin, Gogo Nushi, qui se trouvait à Pékin pour une réunion du Conseil général de la Fédération syndicale mondiale, nous informa par radiogramme des divergences qui avaient surgi à Pékin entre la délégation chinoise et la délégation soviétique. A cette réunion, la délégation chinoise s'opposa à de nombreuses thèses du rapport qui devait être présenté, car ce n'étaient là, quant au fond, que les thèses révisionnistes de Khrouchtchev sur la «coexistence pacifique», sur la guerre et la paix, sur la prise du pouvoir «de manière pacifique», etc.

Les Chinois invitèrent les chefs de certaines délégations (ceux qui étaient membres des directions des partis communistes et ouvriers) à un dîner qu'ils cherchèrent à transformer en réunion, et où ils exprimeraient une nouvelle fois leurs conceptions relatives aux thèses erronées du projet de rapport de la réunion. Liu Shaoqi et Deng Xiaoping prirent la parole les premiers, puis Chou En-laï se leva à son tour.

Gogo Nushi soutint la thèse que ces questions-là ne devaient pas être discutées à cette réunion, mais résolues par la voie de parti, car les délégations n'étaient pas venues à la réunion du Conseil général des Syndicats à cet effet. Bon nombre d'autres délégations furent du même avis. Finalement Chou En-laï céda : «Bon, dit-il, nous trouverons une autre occasion».

Tout cela, ajouté à ce que nous avait dit Mikoyan à Moscou en février ainsi qu'aux attaques indirectes lancées dans la presse soviétique et chinoise, montrait que les choses s'envenimaient et s'engageaient dans une voie nullement marxiste-léniniste. Tous les signes donnaient à entendre que la rencontre commune qui devait avoir lieu à Bucarest et où nous avions accepté de nous rendre, pouvait se fourrer dans une impasse ou se traduire par un échec complet.

Dans cette situation, quelques jours après sa première lettre, le Comité central du parti soviétique nous en fit parvenir une seconde, où il était indiqué que certains partis proposaient que la Conférence des partis communistes et ouvriers fût reportée et qu'à Bucarest se réunissent les partis des pays du camp

socialiste pour fixer seulement la date et le lieu de la future conférence de tous les partis. A cette rencontre, suggéraient les Soviétiques, on pourrait non seulement fixer la date et le lieu de la future conférence, mais aussi «procéder à des échanges de vues, sans prendre aucune décision». Nous tombâmes d'accord sur cette proposition et décidâmes d'envoyer à Bucarest une délégation de parti conduite par le camarade Hysni Kapo, qui participerait à la fois au congrès du parti roumain et à la rencontre commune pour la fixation de la date et du lieu de la future conférence.

Pourquoi ne me suis-je pas rendu à Bucarest ? Moi personnellement et les autres camarades du Bureau politique au courant de ces questions, nous soupçonnions qu'à Bucarest serait soulevé le problème des divergences apparues entre la Chine et l'Union soviétique. Pour notre part, nous y étions opposés, d'abord parce que nous n'avions entendu sur ce problème qu'une des parties, la soviétique, et nous ne connaissions pas les contre-arguments des Chinois ; ensuite, parce que les divergences portaient sur des problèmes cardinaux de la théorie et de la pratique du mouvement communiste international et nous ne pouvions nous rendre à une réunion d'une telle importance et nous y prononcer sans avoir discuté et défini notre attitude au plénum du Comité central. Or cela, nous n'avions pas le temps de le faire ; il n'était pas possible de soumettre de tels problèmes au Comité central si rapidement, au pied levé. Ils devaient être débattus à fond, ils devaient être étudiés attentivement, ce qui exigeait un certain temps.

Aussi notre Parti envoya-t-il à Bucarest le camarade Hysni Kapo pour discuter uniquement de la date de la future conférence et pour participer, ainsi qu'en étaient convenus nos partis, à un libre échange de vues sur des problèmes de la situation internationale après l'échec de la Conférence de Paris.

Comme on devait le voir par la suite, la Rencontre de Bucarest devait se révéler être un complot ourdi d'avance par les khrouchtchéviens. Envers nous également s'intensifièrent les tentatives parfois masquées, parfois déclarées, (car les khrouchtchéviens connaissaient l'esprit de principe de notre Parti) pour nous engrener dans ce complot.

De passage à Moscou, au cours de son voyage de retour de Pékin, le camarade Gogo Nushi fut invité par Brejnev, alors président du Présidium du Soviet suprême, à avoir une rencontre avec lui. L'entrevue eut lieu et Brejnev lui parla longuement des divergences avec les Chinois.

Quatre ou cinq jours avant que ne commence la Rencontre de Bucarest, je discutai avec Hysni de la position qu'il devrait soutenir au congrès du parti roumain, quand nous parvint un radiogramme de Mehmet, alors depuis plusieurs jours à Moscou pour se faire soigner. Il nous informait d'une «visite» inopinée que lui avait faite Kossyguine. En le voyant entrer, il avait été surpris et avait pensé que ce devait être une visite de courtoisie, encore que bien tardive.

«Camarade Mehmet, je suis venu discuter avec vous d'une question très importante», lui dit Kossyguine, sans même lui demander comment il se portait, bien qu'il sût parfaitement que Mehmet se trouvait là-bas pour se faire soigner.

«Parlez, je vous en prie», lui dit Mehmet.

Et Kossyguine discourut pendant une heure et demie de leurs divergences avec le Parti communiste chinois. Mehmet l'écouta patiemment puis lui dit :

«Ce que vous nous racontez là est très grave. Nous sommes surpris qu'on ait laissé ces choses-là grossir à ce point.

— Nous ne ferons, dit Kossyguine, aucune concession aux Chinois.

— Nous avons déjà indiqué à Mikoyan, lorsqu'il nous en a informés, le camarade Enver et moi, reprit Mehmet, que ces problèmes doivent être résolus entre les deux partis.

— Nous ne consentirons, répéta Kossyguine, aucune concession, aucune», et il ajouta : «Nous avons beaucoup apprécié l'attitude courageuse, héroïque même, de la camarade Belishova à Pékin dans ses discussions avec les Chinois. Le conseiller de notre ambassade à Pékin nous a informés de ce qu'elle lui a confié après ses conversations avec les Chinois.»

Mehmet n'était pas encore au courant de ces actions et intrigues de Liri Belishova, il n'en répondit pas moins d'un ton sec à Kossyguine :

«Je ne sais pas ce que vous a dit Liri Belishova, car j'étais ici. Ce que je sais, c'est que lors de notre entretien avec Mikoyan, il nous a recommandé de ne parler à personne de ces problèmes. Nous avons pensé et nous pensons toujours que ces questions doivent être résolues entre vos deux partis. Si elles ne le sont pas entre vous, il faut alors les soumettre à la conférence des partis. Notre Parti adoptera une attitude marxiste-léniniste et non pas opportuniste ni sentimentale.»

Kossyguine s'était levé, l'air renfrogné, et, comme il franchissait la porte, Mehmet lui lança deux mots qui étaient en fait un camouflet :

«Camarade Kossyguine, lui dit-il posément, vous ne m'avez pas laissé le temps de vous demander comment vous vous portez.»

Kossyguine fit demi-tour et, comme pour se disculper, il demanda à son tour à Mehmet comment il se sentait.

«Je suis très bien», lui dit Mehmet, sans s'étendre là-dessus et, aussitôt après cet entretien, il décida d'interrompre son traitement et prit ses dispositions pour rentrer en avion en Albanie dès le lendemain.

Pour nous, désormais, tout était clair : Khrouchtchev préparait le complot de Bucarest et il cherchait à nous mettre en condition, à nous amener nous aussi coûte que coûte à nous rallier à ses vues et à ses positions révisionnistes.

Ici aussi, à Tirana, l'ambassadeur soviétique Ivanov venait alors me voir presque tous les deux jours, tantôt pour m'apporter quelque catalogue de livres, tantôt pour me donner une information sans importance, mais en fait pour tâter notre pouls, pour comprendre si j'irais à Bucarest, quelle serait notre attitude, etc. De mon côté, je l'entretenais de banalités, sans rien lui dire de plus que ce qui était officiellement connu.

Je me rappelle que vers la mi-juin Ivanov vint me voir dans mon bureau pour m'«annoncer» une nouvelle que je venais d'entendre deux ou trois heures plus tôt à la radio. Je devinai que, comme d'habitude, il était venu pour autre chose. C'était la période où les Soviétiques et Khrouchtchev vantaient bruyamment la conférence au sommet qui devait se tenir à Paris et apporterait la «paix» à l'humanité. Si je ne m'abuse, Khrouchtchev s'était rendu à Paris, malgré l'incident de l'avion espion américain U-2 abattu par un missile soviétique.

«Que pensez-vous de la Conférence de Paris ? me demanda Ivanov.

— Puisqu'ils y sont allés, lui dis-je, ils n'ont qu'à se réunir, mais à notre avis, il n'en sortira rien. Les impérialistes restent ce qu'ils ont été, des agresseurs et un danger pour les peuples et pour les pays socialistes. En sorte qu'à mon sens la Conférence de Paris n'aura aucun résultat.»

Deux ou trois jours plus tard, la conférence éclata comme une bulle de savon, car les Américains, non seulement ne s'excusèrent pas, mais déclarèrent qu'ils poursuivraient leurs activités d'espionnage. Khrouchtchev fut donc contraint de s'en aller, après avoir lancé quelques «grenades» fumigènes contre les impérialistes. Ivanov revint me voir et me dit :

«Camarade Enver, vous aviez raison ! Vous avez lu les déclarations de Khrouchtchev ?

— Oui, lui répondis-je. C'est comme cela qu'il devrait toujours s'exprimer contre les impérialistes, car ceux-ci ne sont jamais devenus ni ne deviendront jamais «raisonnables» et «pacifiques».

Telle était la situation à la veille de la Rencontre de Bucarest, qui, par la manière dont elle se déroula, du début à la fin, devait rester une tache noire dans l'histoire du mouvement communiste et ouvrier international. Les khrouchtchéviens l'organisaient soi-disant pour fixer la date de la conférence future, mais ce n'était là qu'un objectif purement formel, leur but étant autre. Ce qui importait pour eux, c'était que fussent prises une série de décisions pour aller «en bloc» à la future conférence de tous les partis. «En bloc», selon eux, voulait dire y aller groupés comme un seul homme autour des révisionnistes khrouchtchéviens, pour soutenir sans discuter leur trahison à la théorie marxiste-léniniste et à la juste pratique révolutionnaire marxiste-léniniste dans tous les problèmes internationaux et nationaux. Bref, Khrouchtchev avait jugé le moment venu pour établir une loi de fer dans le chenil qu'il entendait commander.

Mais les khrouchtchéviens se persuadaient toujours plus qu'en tout état de cause il était en particulier deux partis, le Parti du Travail d'Albanie et le Parti communiste chinois, qui refuseraient d'entrer dans ce chenil qu'eux-mêmes cherchaient à mettre entièrement sous leur coupe. Au surplus, nos prises de position résolues et conformes aux principes risquaient, à leurs yeux, de dévoiler et de déjouer leurs plans contre-révolutionnaires secrets. Aussi Khrouchtchev avait-il fait le calcul suivant: pour que la conférence de tous les partis fût une conférence d'«unité», de «solidarité», c'est-à-dire de soumission totale, il fallait d'abord régler leur compte à l'Albanie et à la Chine. Révisionniste convaincu, Khrouchtchev poussait sa propre logique encore plus loin: «Pour ce qui est du Parti du Travail d'Albanie, se disait-il en s'illusionnant, je le ménage, je ne l'attaque pas directement, car, en fin de compte, il s'agit d'un petit parti d'un petit pays. Les Albanais, pensait-il, sont entêtés, ils se fâcheront, ils bondiront, mais ils finiront par céder, car ils ne peuvent faire autrement, ils n'ont pas où aller, je les ai dans ma poche.» Logique révisionniste de superpuissance ! Pour Khrouchtchev, le problème urgent demeurait la Chine. Il faisait le raisonnement suivant : «Ou bien la Chine se soumet et entre tranquillement dans le chenil, ou bien je la punis et je la chasse du camp dès maintenant. De la sorte, je dénonce la Chine comme scissionniste et tout à la fois je neutralise le Parti du Travail d'Albanie et serre la vis à quelque «autre enfant prodigue, qui voudrait ruer dans les brancards»». Bref, Khrouchtchev avait absolument besoin d'une réunion préliminaire pour frapper durement les «indociles» afin de couronner à la future conférence l'«unité» sans failles. C'est à cet effet qu'il lui fallut aussi organiser la Rencontre de Bucarest.

Tous les partis des pays de démocratie populaire d'Europe envoyèrent à Bucarest leurs premiers secrétaires. Aussi Khrouchtchev fut-il contrarié de ne pas m'y voir et il demanda :

«Pourquoi le camarade Enver Hoxha n'est-il pas venu ? Pouvez-vous lui faire dire de venir ?»

Hysni lui répondit :

«Le camarade Enver ne viendra pas ici. Il viendra à la future conférence des partis dont nous fixerons justement la date et le lieu.»

Au début, nous ne savions rien de ce que Khrouchtchev et ses acolytes tramaient à Bucarest. Mais bien vite nous parvinrent les premiers radiogrammes de Hysni. Toutes nos prévisions s'avéraient. La Rencontre de Bucarest avait été conçue pour fixer une date, et elle se terminait en une croisade. Khrouchtchev insistait pour qu'à la rencontre fussent soulevés les désaccords entre l'Union soviétique et la Chine, naturellement dans le sens et de la manière qui lui convenaient. A cette réunion, disait Khrouchtchev, «on pourrait aussi prendre des décisions» et il demandait aux autres partis de se prononcer sur les «graves erreurs de la Chine», de se solidariser avec les Soviétiques et de «définir une

attitude commune». Je me persuadai pleinement que nous avions affaire à un complot des plus vils et des plus sauvages, et je soulevai aussitôt la question au Bureau politique.

C'étaient des jours et des nuits de travail intense, incessant, attentif, bien réfléchi, et où nous pesions les questions sous tous leurs aspects. Les dés étaient jetés, la «paix» avec les khrouchtchéviens avait pris fin. Ils avaient ouvert le feu, nous devions y riposter de toutes nos forces. Il n'y avait ni ne pouvait plus y avoir de conciliation et d'«arrangement» tactique avec les khrouchtchéviens. La grande lutte avait commencé. Ce devait être une lutte très dure, âpre, pleine de sacrifices et grosse de répercussions, mais nous la mènerions jusqu'au bout avec confiance et optimisme, car nous savions que le bon droit était avec nous, avec le marxisme-léninisme.

On sait comment se déroula la Rencontre : Les Soviétiques se hâtèrent de distribuer une longue lettre d'information contre la Chine, et il fut décidé que quelques heures plus tard se tiendrait la réunion des partis du camp, puis que se réuniraient tous les présidents des délégations des partis communistes et ouvriers qui participaient au congrès du parti roumain, pour entendre Khrouchtchev leur exprimer son désir de voir «condamner le Parti communiste chinois en tant qu'anti-marxiste, en tant que parti trotskiste», etc.

Au cours de la première réunion organisée par Khrouchtchev, le camarade Hysni Kapo, au nom de notre Parti et suivant les directives détaillées que nous lui envoyions chaque jour et souvent deux fois par jour, attaqua Khrouchtchev et les autres en dénonçant leurs desseins antimarxistes et leurs méthodes de comploteurs, il soutint le Parti communiste chinois et s'opposa à la continuation d'une pareille réunion.

Khrouchtchev ne s'y attendait pas. Aux réunions il parlait sans arrêt en gesticulant, s'énervait, écumait de rage. Mais le camarade Hysni Kapo, fort de la juste ligne de notre Parti, des instructions spéciales que nous lui envoyions continuellement, avec son sang-froid et son courage bien connus, loin de se laisser intimider, riposta à Khrouchtchev du tac au tac par des répliques cinglantes.

Dans ses nombreux discours, Khrouchtchev s'attaquait, en apparence, à Peng Chen, qui conduisait la délégation chinoise, mais il trouvait constamment l'occasion de s'en prendre aussi à notre Parti et à son représentant. Son but était non seulement de fustiger notre attitude résolue, mais aussi de faire comprendre aux représentants des autres partis que les Albanais «font le jeu des Chinois».

«Camarade Peng Chen, lui faisait grief Nikita Khrouchtchev, hier soir, vous n'avez pas évoqué du tout la coexistence pacifique, vous l'avez passée sous silence. En a-t-il parlé, camarade Kapo ?

— Je représente le Parti du Travail d'Albanie, lui répondit Hysni, Peng Chen est ici, lui-même ; vous n'avez qu'à le lui demander !»

«Nous ne pouvons nous entendre avec Mao Tsétoung et les Chinois, pas plus qu'ils ne peuvent s'accorder avec nous, lui dit Khrouchtchev en une autre occasion. Voulez-vous, camarade Kapo, que nous vous envoyions essayer de vous entendre avec eux ?

— Je ne reçois pas d'ordres de vous, lui répondit Hysni. Je ne reçois d'ordres que de mon Parti».

Rien ne le fit bouger de l'attitude de principe, courageuse et révolutionnaire propre à notre Parti. Il ne sourcilla pas aux cris et aux pressions du charlatan Nikita Khrouchtchev. Tranquille, conservant son sang-froid et fidèle aux principes, le camarade Hysni Kapo déclara, au nom du Parti du Travail d'Albanie, que celui-ci jugeait la discussion de ces questions à la Rencontre de Bucarest inopportune, de même qu'il jugeait inopportune la tentative faite au début par les Chinois pour discuter de ces questions avec les délégations des syndicats. «Le P.T.A., dit-il, estime que la polémique ouverte ou masquée dans la presse est néfaste. Quant à savoir qui a raison, qu'on laisse le soin d'en juger à la future conférence des partis».

Les khrouchtchéviens s'alarmèrent, car le complot semblait devoir leur éclater dans les mains. Ils commencèrent à s'affairer, prodiguant les «conseils», les «consultations et entretiens amicaux», les pressions sous le masque de plaisanteries et de sourires. Andropov, l'homme des manœuvres de coulisse et des intrigues (à quoi il dut sa nomination à la tête du KGB), était des plus actifs et faisait tout son possible pour obliger notre Parti à adhérer au complot.

Les Soviétiques ne manquèrent pas d'engrener dans ce jeu abject leurs laquais des autres partis. Andropov prenait par la main un certain Mogyoros et allait rendre «visite» à Hysni. Andropov se taisait, avec l'air de dire : «Ce n'est pas moi qui parle», et Mogyoros discourait sur «la justesse de la ligne marxiste-léniniste du parti soviétique».

«Que fait l'Albanie ? demanda Jivkov de son côté. Il n'y a que vous qui ne soyez pas d'accord.

— Que voulez-vous dire par là ? intervint Hysni.

— Rien, rien, fit Jivkov, changeant de ton. Je plaisantais.

— Je ne vois pas ici de plaisanterie. Vous avez tout de même quelque chose à l'esprit pour dire «l'Albanie n'est pas d'accord».

Pendant qu'à Bucarest se poursuivait la Rencontre, ici nous nous réunissions presque chaque jour au Bureau politique, nous maintenions des contacts constants avec Hysni Kapo, nous l'orientions et suivions avec attention et préoccupation les événements qui se précipitaient. Dès lors, nous étions arrivés unanimement à la conclusion suivante :

La Rencontre de Bucarest était un complot organisé contre le marxisme-léninisme; Khrouchtchev et ses gens y découvraient leur visage de révisionnistes enragés ; aussi ne ferions-nous aucune concession aux révisionnistes, même si nous devons rester seuls contre tous.

Notre attitude était juste, marxiste-léniniste, l'action sinistre organisée par Khrouchtchev devait être réduite à néant.

Il est notoire que notre Parti, à Bucarest, a défendu la Chine avec courage et un esprit de principe marxiste-léniniste, en ayant en vue toutes les conséquences de cette attitude. Aujourd'hui, tant d'années après le complot de Bucarest, alors que, malheureusement, le parti chinois aussi glisse définitivement dans la voie de la trahison, du révisionnisme, de la contre-révolution, je tiens à souligner une fois de plus que l'attitude de notre Parti à Bucarest et à Moscou a été parfaitement juste et la seule juste.

Comme je l'ai écrit plus haut, nous avons eu des réserves sur certaines conceptions qui avaient été exprimées soit par Mao Tsétoung, soit par d'autres dirigeants chinois, nous avons des réserves sur le VIII^e Congrès du Parti communiste chinois, mais, après 1957, il sembla que ce parti avait opéré un tournant positif et éliminé ses erreurs opportunistes antérieures. N'importe quel parti peut commettre des erreurs, mais celles-ci peuvent être corrigées, et lorsqu'elles le sont, le parti se renforce et le travail progresse. En Chine, on ne parlait plus du VIII^e Congrès, les points de vue de droite de Peng Teh-huaï étaient dénoncés, on avait abandonné les «cent fleurs». Dans les déclarations officielles et les articles publiés, les Chinois attaquaient ouvertement le révisionnisme yougoslave, ils défendaient Staline, adoptaient des attitudes théoriquement justes sur la guerre et la paix, sur la coexistence pacifique, sur la révolution, sur la dictature du prolétariat.

Ce n'est pas ici le cas d'analyser les motifs qui poussaient les dirigeants chinois à adopter une telle attitude ni d'expliquer si leur prises de position à l'époque étaient inspirées par des considérations de principe (j'ai parlé de cela dans mon journal), mais une chose était claire : en ce temps-là, le Parti communiste chinois se posait en défenseur du marxisme-léninisme.

Les khrouchtchéviens nous accusèrent de «nous être détachés des 200 millions pour nous unir aux 600 millions». Dans notre soutien à la Chine, nous ne nous sommes inspirés d'aucun motif financier, économique, militaire ou démographique. Si nous avons été mus par de pareilles considérations antimarxistes et pragmatistes, il nous aurait alors été plus «avantageux» de nous ranger aux côtés des khrouchtchéviens, car l'Union soviétique était plus puissante et Khrouchtchev n'aurait pas manqué de nous accorder immédiatement des crédits et des «aides» (naturellement pour nous demander ensuite en contrepartie la liberté et l'indépendance de notre peuple, de notre patrie et de notre Parti).

A Bucarest et à Moscou, donc, si nous avons soutenu la Chine, ce n'est pas parce que c'était un grand pays dont nous pouvions espérer obtenir des aides, mais pour défendre les normes léninistes, le marxisme-léninisme. Si nous avons soutenu le Parti communiste chinois, ce n'est pas parce que c'était un grand parti, mais pour défendre les principes, le bon droit marxiste-léniniste. A Bucarest et à Moscou, nous aurions défendu n'importe quel parti et pays, quelle qu'en fût l'importance numérique, pourvu qu'ils fussent avec le marxisme-léninisme. Cela, nous l'avons proclamé hautement à l'époque et nous nous en sommes toujours tenus à cette attitude.

C'est seulement au nom de la lutte pour la défense du marxisme-léninisme contre le révisionnisme que nous descendîmes dans la même tranchée que le Parti communiste chinois.

Voilà quels furent les motifs qui nous incitèrent à adopter les positions que l'on sait à Bucarest et par la suite à Moscou. Notre Parti, trempé dans des luttes et des batailles, clairvoyant et résolu dans sa voie marxiste-léniniste, dit alors halte ! à l'offensive khrouchtchéviennne, il résista héroïquement à cette attaque et ne se laissa ébranler ni par les pressions ni par les chantages de toute sorte.

Khrouchtchev ne pouvait nous pardonner notre action contre le révisionnisme, mais nous non plus ne lui pardonnerions pas son action contre le marxisme-léninisme, contre la révolution, contre l'Union soviétique, l'Albanie et le mouvement communiste et ouvrier international.

Ainsi s'engagea la lutte ouverte. L'ambassade soviétique à Tirana, avec ses agents du KGB, intensifia les pressions, les interventions et les sabotages sous les formes les plus odieuses. Les militaires et civils soviétiques en fonction en Albanie faisaient des provocations aux gens de chez nous, en attaquant notre direction, en leur disant, entre autres bassesses, que nous avions soi-disant adopté des positions erronées, que «nous avons attaqué l'Union soviétique», que «nous ne tenions pas notre parole». Les fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Tirana, l'ambassadeur Ivanov en tête, s'efforçaient de recruter des agents, ils provoquaient nos militaires en leur demandant : «Avec qui est l'armée ?» et tâchaient de travailler certains éléments pour les opposer à la ligne du Parti, etc.

Ces agissements visaient à deux objectifs: d'une part, pousser notre Parti et notre peuple contre sa direction, en invoquant les si nombreux bienfaits dont l'Union soviétique avait soi-disant comblé l'Albanie, et, d'autre part, chercher tant soit peu, en exploitant l'amour sincère que notre Parti et notre peuple vouaient à l'Union soviétique, à semer la confusion dans le pays.

En ces moments difficiles, brilla une fois de plus l'unité d'acier des rangs de notre Parti, la fidélité de ses membres et de ses cadres envers notre Comité central et notre Bureau politique. Les provocations des révisionnistes soviétiques trouvèrent chez les communistes albanais une barrière infranchissable, un roc inébranlable. Les seuls éléments traîtres qui s'opposèrent à l'unité monolithique de nos rangs furent Liri Belishova et Koço Tashko, qui s'agenouillèrent devant les pressions des Soviétiques et montrèrent, en ces moments d'orage et de lourdes épreuves, leur vrai visage de capitulards, de provocateurs et d'anti-marxistes. Comme devaient le prouver les événements qui suivirent, ces deux éléments s'étaient mis depuis longtemps au service de Khrouchtchev, ils étaient devenus ses agents et ils luttèrent pour frapper de dedans notre Parti et sa direction. Notre Parti et notre peuple les démasquèrent et les condamnèrent avec haine et mépris.

Les provocations montées constamment par l'ambassade soviétique à Tirana étaient maintenant coordonnées avec les pressions de tout ordre : économique, politique et militaire, que la direction révisionniste soviétique et ses alliés exerçaient sur notre Parti et notre pays de l'étranger.

Dans leurs efforts pour réduire la résistance du P.T.A. et du peuple albanais, les khrouchtchéviens rejetèrent tout scrupule, allant jusqu'à menacer notre pays du blocus de la faim. Ces ennemis farouches du socialisme, et du peuple albanais en particulier, refusèrent de nous fournir des céréales en un temps où nos réserves de pain nous suffisaient à peine pour quinze jours. Nous fûmes alors contraints de puiser dans nos devises et d'acheter du blé en France. Le négociant français qui vint alors à Tirana, nous tâta le pouls pour comprendre pourquoi l'Albanie achetait du blé dans les pays d'Occident, alors qu'elle avait sa «grande amie», l'Union soviétique. Naturellement, nous ne révélâmes rien au commerçant bourgeois, nous lui dûmes au contraire que l'Union soviétique nous fournissait des céréales, du maïs, mais que nous «l'utilisions pour notre bétail».

«Pourquoi vous inquiétez-vous à propos de votre pain, nous avait dit Khrouchtchev. Plantez des agrumes, les rats chez nous grignotent dans les dépôts autant de grain qu'il en faut à l'Albanie». Et lorsque le peuple albanais était menacé de rester sans pain, Khrouchtchev préférait laisser les rats se nourrir, pourvu que les Albanais, eux, n'aient pas à manger. Selon lui, il n'y avait pour nous que deux voies : nous soumettre ou mourir. Voilà quelle était la logique cynique de ce traître.

Mais la grande faille dans nos rapports avec la direction soviétique ne pouvait être longtemps dissimulée, d'autant plus que les khrouchtchéviens eux-mêmes la découvraient chaque jour davantage.

Les ambassadeurs soviétique et bulgare en Yougoslavie applaudissaient ces jours-là le bourreau Rankovic, lorsque celui-ci, dans un meeting à Sremska Mitrovica, qualifiait l'Albanie d'«enfer où règnent les barbelés» ; les Bulgares publiaient une carte des Balkans où, «par inadvertance», notre pays était inclus dans les frontières de la Yougoslavie ; à Varsovie, les hommes de Gomulka pénétraient par effraction dans l'ambassade de la R.P. d'Albanie et tentaient d'assassiner l'ambassadeur albanais ; Khrouchtchev tolérait et soutenait les appétits des monarcho-fascistes grecs comme Vénizélos, qui jouaient la carte consumée de l'annexion du prétendu «Epire du nord», etc. Des cas de ce genre se manifestèrent par dizaines ces jours-là de toutes les directions contre notre pays et notre Parti. Dans tous ces agissements anti-albanais se décelait l'action directe ou indirecte de Khrouchtchev, qui cherchait à tout prix à nous plier et à nous mettre à genoux.

Or notre Parti et notre peuple s'en tinrent, fermes comme le roc, à la juste ligne marxiste-léniniste. Nous fîmes connaître aux communistes et aux cadres ce qui s'était produit dans le mouvement communiste et ouvrier, nous leur parlâmes de la trahison des khrouchtchéviens, et les masses du Parti serrèrent les rangs autour du Comité central devant l'ouragan que soulevaient les khrouchtchéviens. Ceux-ci ne trouvèrent aucune faille dans ce bloc d'acier et le drapeau du Parti flotta, comme il flotterait toujours, fier et inflexible face aux vagues et aux tempêtes.

Le Comité central appela le Parti et le peuple à serrer les rangs, à préserver et à tremper leur unité, leur patriotisme, à garder leur sang-froid, à ne pas donner prise à des provocations, à se montrer vigilants et impavides. Nous dûmes au Parti que c'étaient là les conditions de la victoire de sa juste ligne marxiste-léniniste. Nous dûmes au Parti que malgré la force et le nombre de nos ennemis, nous triompherions d'eux.

Par les provocations qu'ils tramaient de Moscou ou des autres capitales des pays vassaux, ainsi qu'à travers l'ambassade soviétique à Tirana et les gens à son service, les khrouchtchéviens visaient aussi à un autre objectif: fabriquer et rassembler des faits mensongers pour étayer leur accusation selon laquelle c'étaient nous, Albanais, qui dégradions les relations, et contrebalancer ainsi nos arguments théoriquement et politiquement fondés. Moscou craignait cette confrontation, surtout si elle avait lieu à la Conférence des partis communistes et ouvriers du monde entier. Cela se traduirait par une lourde perte pour le révisionnisme moderne avec à sa tête Khrouchtchev et les khrouchtchéviens ; aussi

voulaient-ils éviter que les choses aillent jusque-là. Il leur fallait absolument notre soumission ou, à la limite, notre «réconciliation» avec eux.

A cette fin, cependant que l'ambassade soviétique à Tirana poursuivait ses menées de provocations, Moscou, à travers Kozlov, envoyait lettre sur lettre au «Comité central et au camarade Enver Hoxha». Il y était demandé que je me rende à Moscou, pour que nous discussions, nous nous entendions «en amis et camarades que nous sommes», que «nous éliminions ce petit malentendu et désaccord qui s'est produit à Bucarest», que «de part et d'autre nous ne permettions pas qu'une petite étincelle fasse jaillir une grande flamme», etc.

Leur but était clair : contraindre notre Parti à se taire, à pactiser avec eux; à se faire le complice de leur trahison. Ils voulaient nous attirer à Moscou, et là, dans les «officines» du Comité central, tenter de nous «convaincre». Mais nous savions à qui nous avions affaire et notre réponse était nette: «Le camarade Enver Hoxha ne peut venir à Moscou que pour la Conférence des partis communistes et ouvriers. Nous vous avons dit ce que nous avons à vous dire à Bucarest ; nous ferons connaître nos vues et notre position à la future conférence des partis».

Les khrouchtchéviens se convainquirent encore plus que sur le Parti du Travail d'Albanie, ni les flatteries, ni les crédits, ni les sourires jaunes, ni les chantages, ni les menaces n'avaient prise.

Leurs complices ne manquèrent pas de se joindre à eux dans leurs efforts pour convaincre le P.T.A. de renoncer à la lutte contre la trahison révisionniste. Une série de partis des pays du camp socialiste nous envoyèrent copies des lettres qu'ils avaient adressées au Parti communiste chinois. En nous les communiquant, les khrouchtchéviens entendaient nous menacer. Ils voulaient nous dire : «Nous faisons tous bloc, réfléchissez donc bien avant de vous séparer de nous».

Nous donnâmes aussi la réponse qu'ils méritaient à ceux qui dansaient au son du tambour de Khrouchtchev. «A Bucarest, c'est vous, et non pas nous, qui vous êtes trompés, notre attitude a été juste, marxiste-léniniste. Nous ne nous sommes pas ralliés à vous et nous exprimerons notre opinion à Moscou.»

Ces lettres nous parvinrent en même temps et c'était sans aucun doute une manœuvre suggérée et montée par les Soviétiques. A noter que, lorsqu'il y était affirmé, par exemple, «la pleine unité de tous les partis communistes et ouvriers» à la Rencontre de Bucarest, il n'était pas précisé clairement sur quel problème portait cette «unité». Et même, cette formule ne figurait pas du tout dans la lettre des Soviétiques (!) Sûrement ne voulaient-ils pas s'exposer dans cette manœuvre, et ils avaient passé les pincettes à d'autres. Mais le Parti du Travail d'Albanie ne se laissa pas berné par ces tactiques aussi viles que banales. Nous envoyâmes par lettre une réponse tranchante à ces contre-vérités et la communiquâmes à tous les partis afin que tous ceux d'entre eux qui s'étaient trop hâtés de «ramener» le Parti du Travail d'Albanie «à la raison», comprennent et se persuadent bien que le P.T.A. n'était pas de ceux qui pactisaient avec les traîtres.

Le P.T.A. n'avait pas adopté cette attitude par dépit ou par caprice. Non. La lettre en question ainsi que tous les autres documents de cette période, par leur esprit de principe élevé, par leur esprit marxiste-léniniste sain, par la profondeur du jugement et de l'argumentation scientifique, non seulement dénonçaient les tentatives faites pour engager notre Parti dans une voie erronée, mais constituaient aussi une contribution et une aide fournies aux autres partis frères, y compris le parti soviétique, pour juger correctement ces questions, leur faire comprendre quelle était la vérité et comment il fallait la défendre avec courage et esprit de principe.

Nous nous préparions maintenant pour la Conférence de Moscou, où nous prévoyions que se livrerait une âpre lutte. Notre Parti avait décidé qu'à la future Conférence des partis il s'attaquerait ouvertement à la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens, qui s'étaient dressés contre la théorie marxiste-léniniste. Nous entendions dénoncer leur pratique et leur politique de trahison, défendre l'Union

soviétique, le léninisme et Staline, attaquer le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et fustiger toutes les viles menées anti-albanaises des khrouchtchéviens et de Khrouchtchev en personne.

La bataille commença déjà à la commission chargée de préparer le projet de déclaration de la Conférence. Les Soviétiques y avaient envoyé Souslov, Pospelov, Kozlov, Ponomarev, Andropov et quelque autre. Une délégation «solide», farcie de «grandes» têtes pour nous impressionner. Presque toutes les autres délégations, à part la nôtre et celle des Chinois, étaient composées d'hommes de rang subalterne, de troisième ou de quatrième ordre. Il était clair que tout avait été coordonné et convenu, en sorte qu'il ne leur restait plus rien à discuter.

Nous nous rendions bien compte que la lutte en commission était seulement le prologue du drame. Nous prévoyions que les Soviétiques et leurs caudataires feraient des concessions, naturellement falotes, et qu'ils lutteraient pour que de la conférence émane une déclaration «ni chair, ni poisson», à formulations douteuses, aux angles arrondis, avec quelque petit retrait et des formulations relatives aux «fractions et clans» parmi lesquels serait rangé aussi notre Parti. C'est pourquoi notre Bureau politique donna à notre délégation, composée des camarades Hysni Kapo et Ramiz Alia, la directive de tout mettre en œuvre pour que la déclaration contienne de la poudre. Et ce ne fut pas tout. Nous prévoyions aussi l'autre éventualité, celle que les khrouchtchéviens acceptent même une déclaration à formulations justes et précises, pourvu que la réunion se déroulât dans l'huile, qu'il n'y eût pas combat, dénonciation, et que ne fût pas découvert le pot aux roses. Si nous envisagions cette éventualité, c'est parce que nous savions qu'ils craignaient les discussions comme le diable l'eau bénite. A peine dans l'embarras, ils seraient prêts à faire des concessions et diraient : «Elle ne vous plaît pas comme ça ?! On peut la rendre encore plus forte. Seulement pas de lutte, on rédige la déclaration, on la signe, pas de blâme de Bucarest, pas de lutte de principe», et... nous voilà bien avancés ! Puis, une fois cela fini, viendrait le tour des crieurs. «Bucarest a été *poliezen* [*En russe : utile*], notre ligne, *pravilna* [*En russe : juste*], les Chinois et les Albanais ont été condamnés pour dogmatisme, mais ils se sont amendés», alors qu'eux-mêmes ne verraient dans la déclaration qu'un chiffon de papier, comme il en a effectivement été.

Cela, nous ne le voulions pas. La déclaration ne devait pas servir de couverture aux saletés révisionnistes, mais être le résultat du débat, de la lutte, de la dénonciation des erreurs. Dans notre correspondance avec notre délégation à Moscou, nous mandions : «Notre but et notre tâche ne sont pas de collectionner des déclarations, mais de fustiger les erreurs, de les démasquer. Nous ne sommes pas en mal de déclarations».

A la commission préparatoire se déroulait une âpre lutte. Souslov dirigeait tout le travail pour faire en sorte que les thèses révisionnistes du XX^e Congrès fussent insérées dans le projet de déclaration et que la ligne suivie par la direction soviétique y fût approuvée. Nos camarades luttèrent énergiquement et démasquèrent ces points de vue, insistant pour que les formulations dans le projet fussent précises, sans équivoque, marxistes-léninistes. «Nous ne devons permettre aucune ambiguïté, aucun sous-entendu, aucune expression qui puisse être interprétée demain par chacun à sa guise», déclarèrent les représentants de notre Parti, les camarades Hysni et Ramiz.

Ils dénoncèrent les thèses des khrouchtchéviens sur l'assagissement de l'impérialisme et leur dirent sans ambages que «la tendance qui a été observée à farder l'impérialisme est dangereuse», ils soutinrent la thèse stalinienne selon laquelle la paix peut être assurée seulement quand les peuples prendront cette cause entre leurs mains. «Dire aujourd'hui, alors qu'existe l'impérialisme, que l'on peut construire un monde sans guerres (thèse de Khrouchtchev), souligna le camarade Hysni, va à rencontre des enseignements de Lénine».

Au contraire des vœux des khrouchtchéviens, notre délégation à la commission insista pour que le projet de déclaration souligne que «le révisionnisme est le danger principal dans le mouvement communiste» et pour que le révisionnisme yougoslave y soit spécialement mentionné en tant

qu'officine impérialiste. Nos camarades firent ressortir avec vigueur le danger de la thèse que Khrouchtchev et consorts voulaient imposer à tous les autres partis, à savoir que «le révisionnisme est idéologiquement démantelé». «Le révisionnisme, dit le camarade Hysni Kapo, non seulement existe, mais aujourd'hui il pousse des cornes».

Les représentants de notre Parti eurent à faire face à un front quasiment unique des révisionnistes. Les marionnettes khrouchtchéviennes, dirigées par Souslov et d'autres, se ruèrent contre eux, pour les contraindre à renoncer à la juste ligne qu'ils soutenaient. Mais «notre Parti, dit Hysni Kapo, n'acceptera jamais de conformer ses dires aux vœux de tel ou tel autre, ni de parler sous l'effet des pressions qui lui sont faites». Il réduisit à néant les accusations et les provocations des laquais de Khrouchtchev et dénonça une nouvelle fois le complot de Bucarest et les tentatives de le mettre en œuvre à Moscou.

Lorsque Souslov, ce révisionniste cynique, osa jeter de la boue sur notre Parti et compara ses vues à celles du contre-révolutionnaire Kerenski, le camarade Hysni lui lança à la figure :

«En me citant Kerenski, camarade Souslov, vous vous êtes trompé d'adresse. Je tiens à déclarer que le Parti du Travail d'Albanie n'a pas été formé par Kerenski. Kerenski vous appartient à vous. Nous n'avons reconnu et ne reconnaissons que Lénine et le Parti de Lénine. Notre Parti, fondé par Enver Hoxha sur la base des enseignements du marxisme-léninisme, lutte et luttera pour la défense loyale du marxisme-léninisme», ajoutant avant de conclure :

«Ceux qui ont soutenu le traître contre-révolutionnaire Imre Nagy sont malvenus à accuser le Parti du Travail d'Albanie d'être un parti bourgeois et à traiter les communistes albanais de Kerenski.

— Il y a un malentendu! dit Souslov, s'efforçant d'atténuer quelque peu l'effet cuisant de la réponse qu'il venait de recevoir.

— Pour nous, tout est clair, peut-être pas pour vous», lui répliqua le camarade Hysni.

Confrontés à des arguments irréfutables, les Soviétiques, au cours des séances, se voyaient contraints de marquer un retrait, mais, le lendemain, la lutte reprenait sur des questions déjà traitées, car Khrouchtchev avait tiré l'oreille à Souslov et compagnie.

Le Syrien Bagdash, ce très docile laquais de Khrouchtchev, se leva et prit la parole pour accuser notre Parti de chercher, en critiquant la direction soviétique, à imposer soi-disant un «nouveau communisme». Hysni Kapo se prépara à donner aussi une réponse à cette vile accusation de la part de Bagdash. Dans un second discours qu'il demanda à prononcer à la réunion de la Commission, Hysni soulignait entre autres :

«Notre Parti nous a envoyés ici pour que nous exprimions ses points de vue. Il ne lui est jamais venu ni il ne lui vient à l'esprit de formuler quelque nouveau manuel de marxisme-léninisme, et, contrairement aux dires du camarade Bagdash, il ne recherche pas non plus la création d'un autre mouvement communiste. Notre Parti a lutté et continue de lutter courageusement pour le communisme de Marx, Engels, Lénine et Staline, et c'est parce qu'il l'a toujours fait qu'il est au pouvoir et construit avec succès le socialisme. Apparemment, camarade Bagdash, vous vous êtes trompé d'adresse. Nous vous prions de bien vouloir adresser vos observations sur le «nouveau communisme» à ceux qui y prétendent, aux révisionnistes, mais pas à nous.»

Cependant, le présidium de la réunion de la Commission, manipulé par les khrouchtchéviens, malgré l'insistance du camarade Hysni, ne lui permit pas de prononcer son second discours, dont le texte est conservé aux archives de notre Parti.

Comme d'habitude, après les attaques et les griefs, les protestations d'amitié hypocrites envers nos camarades ne firent pas défaut. Kozlov invita un jour le camarade Hysni à déjeuner, mais celui-ci, après l'avoir remercié, déclina l'invitation.

La lutte des délégués du Parti du Travail d'Albanie, des représentants du Parti communiste chinois et de quelque autre parti eut pour effet d'écarter un bon nombre des thèses révisionnistes et de conduire à des formulations marxistes-léninistes sur beaucoup de questions. Malgré tout, des questions étaient demeurées irrésolues et sur celles-ci Kozlov voulait nous apporter des «communiqués intérieurs». Craignant de perdre la bataille, les khrouchtchéviens cherchaient à sauver ce qui pouvait être sauvé. Mais ce n'était là que le prologue du conflit. Le vrai conflit devait éclater plus tard.

Nous savions que cette lutte serait difficile, violente et que nous nous trouverions en minorité. Mais cela ne nous faisait pas peur. Nous nous préparâmes soigneusement pour la Conférence en sorte que les jugements et les analyses de notre Parti fussent bien mûris et pesés, courageux et conformes aux principes. Nous discutâmes le discours que je prononcerais à la Conférence de Moscou au cours d'une réunion particulière du plénum du Comité central de notre Parti, qui l'approuva unanimement, car c'était l'analyse que le Parti du Travail d'Albanie faisait des problèmes de notre doctrine et des menées antimarxistes des khrouchtchéviens. A Moscou, nous exposerions la ligne inébranlable de notre Parti, nous montrerions sa maturité idéologique et politique, le rare courage révolutionnaire dont il n'a cessé de faire preuve durant son héroïque existence.

Les documents de notre Parti illustrent abondamment les travaux de la Conférence des 81 partis, les discours et les entretiens de notre délégation aux moments décisifs et historiques que traversait le monde communiste, et particulièrement notre pays et notre Parti, aussi est-il superflu que je revienne là-dessus.

Nous partîmes donc pour Moscou, avec Mehmet, Hysni et Ramiz et quelques camarades faisant fonction d'auxiliaires de la délégation, pour participer à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers. Nous étions convaincus que nous nous rendions dans un pays où les ennemis s'étaient emparés du pouvoir et où nous devons être très attentifs, car ils se comporteraient envers nous en ennemis, ils enregistreraient chacune de nos paroles, et nous suivraient à chacun de nos pas. Nous devons nous montrer vigilants et prudents. Nous étions certains qu'ils s'efforceraient même de déchiffrer nos radiogrammes pour découvrir nos intentions et jusqu'au moindre détail de notre tactique.

En cours de route, nous fûmes reçus à Budapest par quelques principaux «camarades» du parti hongrois, qui se montrèrent corrects avec nous. Ni eux ni nous ne fîmes aucune allusion aux problèmes. Nous prîmes le train pour l'Ukraine. Le personnel nous regardait avec froideur et nous servait sans nous adresser la parole, cependant que dans le couloir passaient constamment des hommes, certainement des officiers de la Sécurité. Nous n'avions guère envie d'échanger ne fût-ce que quelques mots avec eux, car nous savions qui ils étaient et ce qu'ils représentaient.

A Kiev nous fûmes salués à la gare par deux ou trois membres du Comité central d'Ukraine, qui nous reçurent froidement. Nous aussi restâmes de glace, et refusâmes même le café qu'ils nous offrirent. Puis nous remontâmes dans le train et poursuivîmes notre route vers Moscou, où vinrent nous recevoir Kozlov, Yefremov, qui était membre du Comité central, et le sous-chef du protocole du ministère des Affaires étrangères. A la gare de Moscou, un détachement nous rendit les honneurs, on joua même nos hymnes, le corps de troupes défila devant nous d'un pas martial, juste pour observer la coutume, comme pour toutes les délégations. Nous ne vîmes ni pionniers, ni fleurs. Kozlov, de sa main froide, avec un rire artificiel jusqu'aux oreilles et sa grosse voix, nous souhaita la bienvenue. Mais la glace demeura.

A peine les hymnes et la parade terminés, nous entendîmes des acclamations, des applaudissements et d'ardents vivats : «Vive le Parti du Travail !» Nous vîmes rassemblés là plusieurs centaines d'étudiants

albanais qui poursuivaient leurs études à Moscou. On ne leur avait pas permis d'entrer dans la gare, mais on finit par les y laisser pour ne pas provoquer de scandale. Sans faire cas de Kozlov et de Yefremov, qui nous ne quittaient pas, nous saluâmes nos étudiants qui criaient de joie et nous nous joignîmes à leurs acclamations à l'adresse de notre Parti. C'était là une bonne leçon pour montrer aux Soviétiques l'unité qui lie notre Parti et notre peuple à leur direction. Nos étudiants ne nous quittèrent pas jusqu'au moment où nous montâmes dans les ZIL. En cours de route, Kozlov ne trouva rien de mieux à me dire que :

«Vos étudiants sont très expansifs.

— Non, lui dis-je, ils sont animés d'un ardent patriotisme, et ils aiment leur Parti et leur direction de tout leur cœur.»

Kozlov et Yefremov nous accompagnèrent jusqu'à la résidence qui nous avait été assignée à Zaretschié, à 20-25 kilomètres de Moscou. C'était la villa où j'avais séjourné plusieurs fois avec des camarades et avec Nexhmije, lorsque j'y allais pour des vacances. «Cette villa, m'avaient-ils dit une fois, nous l'avons réservée à Chou En-laï et à vous, nous n'y logeons personne d'autre». Là aussi ils nous avaient unis aux Chinois. La villa, comme nous devons le certifier par la suite à l'aide d'un appareil de détection que nous avons emporté avec nous, avait été bourrée de micros.

En ce qui concerne Kozlov, je le connaissais bien, car j'avais eu de nombreux entretiens avec lui. Il était de ceux qui parlent beaucoup pour ne rien dire. Indépendamment de l'opinion que nous avions maintenant d'eux, ce même Kozlov, dès ma première rencontre avec lui, m'avait donné l'impression de ne pas avoir de tête, il faisait semblant de savoir beaucoup de choses, prenait des poses, mais n'avait pas de graines dans sa «citrouille». A la différence des autres, il ne buvait pas et il faut dire qu'il était considéré comme le numéro deux de la direction après Khrouchtchev.

J'ai déjà évoqué la prise de bec que j'eus avec Kozlov et Pospelov en 1957 à l'Opéra «Kirov» de Leningrad à propos du discours que j'avais prononcé à l'usine de constructions mécaniques «Lénine».

Je me souviens que ce soir-là nous rentrâmes du théâtre dans une ZIL. Kozlov et Pospelov me firent asseoir entre eux deux. Usant de diminutifs, comme les Russes en ont coutume, le premier dit au second:

«Tu es un grand homme, un de nos plus grands théoriciens.

— *Nou niet, nou niet!*» [*En russe : mais non, mais non.*] répondait «modestement» Pospelov.

Je ne comprenais pas ces flatteries, mais par la suite, nous apprîmes que ce Pospelov était un de ceux qui avaient rédigé le rapport secret contre Staline. Kozlov insistait :

«C'est comme je te le dis, mais tu es modeste, très modeste».

Ce fut ce genre de propos truffés de flatteries qu'ils ne cessèrent d'échanger en chemin jusqu'au moment où nous arrivâmes à notre résidence. J'en étais dégoûté, car nous ne sommes pas habitués à ces flagorneries.

Pour ce qui est de Yefremov, je le connaissais moins.

Quand j'étais à Moscou avec Mehmet lors du XXI^e Congrès, un dimanche, Poliansky, alors membre du Présidium du parti soviétique et maintenant ambassadeur à Tokyo, nous invita à déjeuner dans sa *datcha* des environs de Moscou. Nous y allâmes. Il faisait froid. Il avait neigé et tout alentour était

couvert d'un manteau blanc. La villa aussi était blanche comme neige, d'une grande beauté, Poliansky nous dit :

«C'est la *datcha* où se reposait Lénine.» Il entendait par là en faire ressortir l'importance. Nous y trouvâmes aussi Yefremov et un autre secrétaire, de Crimée si je me souviens bien. On fit les présentations. Il était dix heures du matin. La table était mise comme dans les contes des tsars russes.

«Asseyons-nous, nous allons prendre le petit déjeuner, nous invita Poliansky.

— Nous avons déjà déjeuné ce matin, leur dîmes-nous.

— Non, non, fit-il, on va s'asseoir et prendre encore quelque chose. (Naturellement il voulait dire «nous allons boire»).

Pour notre part, nous ne buvions pas, nous les regardions boire et jacasser. Et il fallait voir comment ils buvaient et s'empiffraient. C'était à ne pas y croire ! Nous écarquillions les yeux en les regardant avaler des rasades de vodka ou de vins divers dans de grands verres à eau. Poliansky, avec son visage d'intrigant, se vantait sans vergogne, alors que Yefremov, l'autre secrétaire et une personne qui se joignit ensuite à eux buvaient et, sans se gêner pour nous, faisaient des louanges écœurantes à Poliansky. «Tu n'as pas ton pareil, tu es un grand homme, le pilier du parti, tu es le khan de Crimée», etc. Ainsi se poursuivit le «petit déjeuner» jusqu'à une heure. Mehmet et moi éclations d'ennui. Nous ne savions quoi faire pour nous tirer de là. Je pensai au billard et, pour quitter cette beuverie, je demandai à Poliansky :

«Y a-t-il un billard dans cette villa ?

— Oui, bien sûr, me répondit-il. Vous voulez que nous y allions ?

— Volontiers !» dîmes-nous et nous nous levâmes aussitôt.

Nous montâmes au billard et y restâmes une heure et demie ou deux. La vodka, la *pertsofka* [*En russe : vodka pimentée.*] et les *zakouska* [*En russe : hors-d'œuvre.*] les avaient suivis là-haut.

Finalement nous demandâmes à prendre congé.

— Où voulez-vous aller ? nous demanda Poliansky.

— A Moscou.

— Comment ! dit-il. Mais nous allons déjeuner.»

Nous ouvrîmes les yeux d'étonnement. Mehmet lui dit :

«Qu'avons-nous fait jusqu'à présent ? N'avons-nous pas mangé et bu pour deux jours ?

— Ah non, dit Yefremov, ce n'était qu'un léger petit déjeuner, c'est maintenant que nous allons déjeuner.

Ils nous prirent par le bras et nous conduisirent dans la salle à manger. Nous fûmes ébahis. La table avait été à nouveau couverte de victuailles. Tous ces mets et ces boissons étaient payés par l'Etat soviétique des prolétaires pour que ses dirigeants se «délassent» et se distraient ! Nous leur dîmes : «Nous ne pouvons plus manger». Malgré nos refus, ils ne cessaient de nous y inciter, cependant qu'eux-mêmes mangeaient et buvaient sans arrêt. Mehmet eut une bonne idée et il leur demanda :

«Si vous avez une salle de projection, on pourrait peut-être voir un film ?

— Oui, bien sûr», dit Poliansky, qui sonna et donna l'ordre que l'opérateur prépare la projection.

Une demi-heure plus tard, on nous annonça que tout était prêt. Nous gagnâmes la salle et nous prîmes place. Je me souviens que c'était un film mexicain en couleurs. Nous avons échappé à la *stallovaya* [En russe : salle à manger.]. Il y avait à peine dix minutes que le film avait commencé, quand nous vîmes, dans la pénombre, sortir tour à tour Poliansky et les autres, qui gagnèrent la salle de la vodka. Le film fini, nous les trouvâmes attablés, en train de boire.

«Venez, dirent-ils, on va prendre quelque chose, c'est agréable après un film.

— Non, leur dîmes-nous, nous ne pouvons plus rien manger ni boire, permettez-nous de rentrer à Moscou.»

Avec mille peines nous finîmes par nous lever.

«Vous devez goûter une belle nuit de l'hiver russe, nous dirent-ils.

— Nous sommes prêts à goûter aussi leur hiver, dis-je en albanais à Mehmet, pourvu que nous quittions cette beuverie et ces ivrognes.»

Nous endossâmes nos manteaux et sortîmes sous la neige. Nous avons à peine fait quelques pas que nous vîmes s'approcher une ZIM, qui s'arrêta devant nous. Il en descendit deux autres amis de Poliansky. Je connaissais l'un d'eux, un certain Popov, depuis Leningrad, où il était le factotum de Kozlov, qui l'avait maintenant «bombardé» ministre de la Culture de la République russe. Des accolades dans la neige.

«Revenez avec nous, nous prièrent-ils, restez encore une heure...», etc. Nous refusâmes et prîmes congé. Mais je ne me tirai pas sans rien de ce soir d'hiver russe. J'attrapai un gros rhume avec de la fièvre et je fus absent à quelques séances du congrès. (Si je relate cet épisode, c'est pour dévoiler un aspect de la vie des dirigeants soviétiques, de ceux qui ont sapé le régime soviétique et l'autorité de Staline).

Revenons maintenant à notre arrivée à Moscou avant la conférence des partis.

Kozlov nous accompagna donc jusqu'à la villa où nous résiderions. Habituellement, les autres fois, on ne nous conduisait que jusqu'au seuil, où l'on prenait congé de nous, mais cette fois Kozlov voulut se montrer un «camarade affectueux». Ayant ôté son manteau, il se dirigea aussitôt vers la *stallovaya*, qui était remplie de bouteilles, de plats de hors-d'œuvre, entre autres de caviar.

«Venez prendre quelque chose !» dit-il, mais il ne s'agissait pas de cela. Il voulait s'entretenir avec nous pour comprendre avec quelles intentions et dispositions nous étions venus.

Il entama la conversation en indiquant :

«Maintenant la commission a achevé le projet et nous sommes presque tous d'accord. Les camarades chinois aussi ont donné leur accord. Il est quatre ou cinq points sur lesquelles nous n'avons pas abouti à une formulation commune, mais nous pouvons, en ce qui les concerne, émettre un communiqué intérieur.»

Puis, s'adressant à Hysni, pour recueillir son approbation, il lui dit :

— C'est bien ça ?

— Non, lui répondit Hysni, ce n'est pas ça. Le travail n'est pas achevé. Nous avons des objections et des réserves que notre Parti a présentées à la commission dans une déclaration écrite».

Kozlov fut décontenancé de n'avoir pas obtenu son approbation. J'intervins et lui dis :

«Ce sera une conférence sérieuse où tous les problèmes devront être posés correctement. Beaucoup de questions sont mal conçues non seulement dans le projet, mais surtout dans la vie, dans la théorie et dans la pratique. Tout doit figurer dans la déclaration. Nous n'accepterons ni feuillets ni annexes intérieurs. Rien ne doit être laissé dans l'obscurité. Tout doit être bien mis en lumière. C'est là le but de cette conférence.

— Les discours ne doivent pas être longs», fit Kozlov.

Mehmet intervint et lui dit, d'un ton railleur :

«Même à l'ONU nous parlons autant que nous le jugeons nécessaire. Castro y a prononcé un discours de quatre heures, et vous voudriez limiter notre temps de parole !»

Hysni observa à son tour :

«A la commission, vous nous avez interrompu à deux reprises, vous ne nous avez pas laissés parler.

— Ces choses-là ne doivent pas se produire, ajoutai-je. Sachez que nous n'admettons pas de pareilles pratiques.

— Nous devons préserver l'unité, sinon ce sera tragique, dit Kozlov.

— On préserve l'unité en parlant ouvertement, conformément à la ligne et aux normes marxistes-léninistes», lui répliqua Mehmet.

Kozlov avait reçu sa réponse, il leva son verre à ma santé, avala quelques hors-d'œuvre et s'en fut.

Les jours qui s'écoulèrent jusqu'à la conférence des partis furent remplis d'attaques et de contre-attaques, entre nous et les révisionnistes, à tous les niveaux. Les révisionnistes nous avaient déclaré une guerre de grand style et nous leur ripostions du tac au tac.

Leur tactique consistait à faire l'impossible pour nous empêcher de parler à la conférence et de dénoncer ouvertement leurs crimes. Etant certains que nous ne reviendrions pas sur nos jugements et décisions justes, ils usaient de toutes sortes de calomnies, en prétendant que les thèses que nous soutiendrions n'étaient pas fondées, qu'elles étaient «scissionnistes», que nous nous trompions «grossièrement», que nous étions «coupables» et que nous devons changer de chemin, etc. Les Soviétiques s'employèrent intensément à conditionner dans ce sens toutes les délégations des partis communistes et ouvriers frères qui participeraient à la réunion. Quant à eux, ils prétendaient être «infaillibles», «innocents», «fidèles aux principes», ils se posaient en seuls détenteurs de la vérité marxiste-léniniste.

Les pressions et les provocations contre nous se faisaient maintenant ouvertement. A la soirée donnée au Kremlin à l'occasion du 7 novembre, Kossyguine, le visage de cire, s'approcha de moi et se mit à me tenir un *sermon* [En français dans le texte.] sur l'amitié.

«Nous préserverons et défendrons notre amitié avec l'Union soviétique dans la voie marxiste-léniniste, lui dis-je.

— Il y a dans votre parti des ennemis qui combattent cette amitié, dit Kossyguine.

— Demande-lui, dis-je à Mehmet qui connaissait bien le russe, qu'il nous dise quels sont ces ennemis dans notre Parti.»

Kossyguine, déconcerté, se mit à marmonner : «Vous ne m'avez pas bien compris.

— Allons, allons, dit Mehmet, nous vous avons fort bien compris, mais vous n'avez pas le courage de parler franchement. Pour notre part, nous dirons ouvertement à la conférence ce que nous pensons de vous.»

Nous prîmes congé et laissâmes là cette momie révisionniste.

(Durant toute la soirée, les Soviétiques s'arrangèrent pour ne pas nous laisser un moment seuls et tranquilles, ils nous isolaient les uns des autres et nous entouraient selon une mise en scène montée à l'avance.)

Quelques moments après, Mehmet et moi fûmes entourés par les maréchaux Tchouikov, Zaharov, Koniev, etc. Ceux-ci, selon les instructions reçues, chantaient un autre refrain : «Vous, Albanais, êtes des guerriers, vous vous êtes bien battus, vous avez résisté valeureusement à l'Allemagne hitlérienne et fini par en triompher», et Zaharov de se répandre en invectives contre le peuple allemand. A ce moment, Chelepine vint se joindre à nous. Il se mit à contredire Zaharov sur ses jugements à l'adresse des Allemands. Zaharov, fâché et sans égard au fait que Chelepine était membre du Présidium et chef du KGB, lui dit : «Toi, fiche-nous la paix, pourquoi te mêles-tu à notre conversation, ce n'est pas à toi de m'apprendre qui étaient les Allemands ! Quand je me battais contre eux, tu t'étais encore», etc.

Au milieu de ces répliques des maréchaux bravaches, ivres de vodka, Zaharov, qui avait été directeur de l'Académie militaire «Vorochilov» à l'époque où Mehmet et d'autres de nos camarades y avaient été envoyés apprendre l'art militaire stalinien, dit à celui-ci : «Lorsque vous étiez chez nous, vous vous signaliez dans l'étude de notre art militaire». Mehmet l'interrompt et lui dit : «Je vous remercie du compliment, mais voudriez-vous dire par là que soir aussi, ici, dans le «Gheorghievski Zall», nous sommes entre supérieurs et subordonnés, commandants et élèves ?»

Le maréchal Tchouikov, qui n'était pas moins ivre, intervint et dit : «Nous voulons dire par là que nous aimerions que l'armée albanaise reste toujours avec nous...». Mehmet lui répondit du tac au tac : «Notre armée est et restera fidèle à son peuple ; elle défendra avec dévouement, dans la voie marxiste-léniniste, la construction du socialisme; elle est et restera, sous la seule direction du Parti du Travail d'Albanie, une arme de la dictature du prolétariat en Albanie. Vous ne semblez pas en être encore convaincu, camarade maréchal Tchouikov. Tant pis pour vous !»

Les maréchaux avaient reçu la réponse qu'ils méritaient. L'un d'entre eux, je ne me souviens plus si c'était Koniev ou un autre, voyant que la discussion ne prenait pas le pli souhaité, intervint et dit : «Laissons ces discussions et allons boire un verre à l'amitié entre nos deux peuples et nos deux armées».

Mais à part cette activité fébrile hostile à l'Albanie et au marxisme, Khrouchtchev et les khrouchtchéviens nous attaquèrent ouvertement dans la lettre d'information qu'ils envoyèrent aux Chinois et où ils s'en prenaient aussi à ces derniers. Ce document fut distribué à toutes les délégations, y compris la nôtre. Comme on le sait, l'Albanie, selon les khrouchtchéviens, n'y figurait pas parmi les pays socialistes. D'autre part, Khrouchtchev, en passant, avait dit à Liu Shaoqi : «Nous avons perdu l'Albanie, mais nous n'avons pas perdu grand-chose; vous l'avez gagnée, mais vous n'avez pas gagné

grand-chose. Le Parti du Travail d'Albanie a été et demeure un maillon faible dans le mouvement communiste international».

Pour nous, la tactique des khrouchtchéviens était claire. Ils visaient d'abord à nous menacer, en nous disant: «C'est de nous qu'il dépend que vous soyez ou non un pays socialiste et, dans le document que nous vous remettons, l'Albanie ne figure plus parmi les pays socialistes», puis, à menacer les autres en leur indiquant que «le Parti du Travail d'Albanie n'est pas un parti marxiste-léniniste, que celui qui le défendra en tant que tel commettra une faute et sera châtié au même titre que le Parti du Travail d'Albanie». En d'autres termes, cela voulait dire : «Vous, partis communistes et ouvriers qui viendrez à la conférence, soyez prévenus que les propos qu'y tiendra Enver Hoxha sont des calomnies, que ce sont des propos d'un antisoviétique».

A la conférence on vit clairement que Ibarruri, Gomulka, Dej et d'autres avaient déjà été mis en condition.

Quelques jours avant que je n'y prononce mon discours, Khrouchtchev demanda à me voir, bien entendu «pour nous persuader» de changer d'attitude. Nous décidâmes de nous rendre à cette rencontre pour faire comprendre une fois de plus aux khrouchtchéviens que nous ne bougerions pas de nos positions. Mais, entre-temps, nous lûmes le document que je viens d'évoquer. Je rencontrai Andropov, qui faisait ces jours-là la navette comme courrier de Khrouchtchev.

«J'ai lu aujourd'hui votre document dans lequel l'Albanie ne figure pas comme un pays socialiste, lui dis-je.

— Qu'est-ce que cela a à voir avec l'Albanie ? me demanda impudemment Andropov, qui était lui-même l'un des auteurs de ce document infâme.

— Ce document rend ma rencontre avec Khrouchtchev impossible», lui répliquai-je.

Andropov pâlit et marmonna : «C'est une déclaration très sérieuse, camarade Enver.

— Oui, lui dis-je, très sérieuse ! Faites savoir à Khrouchtchev que ce n'est pas lui qui décide si l'Albanie est ou non un pays socialiste. Cela, le peuple albanais et son parti marxiste-léniniste l'ont décidé eux-mêmes par leur sang versé.»

Andropov répéta encore comme un perroquet :

«Mais il s'agit, camarade Enver, d'un document à l'intention de la Chine, il ne concerne nullement l'Albanie.

— Nous exprimerons notre point de vue à la conférence des partis, dis-je pour conclure. Au revoir.»

La lettre d'accusation contre la Chine était un infâme document antimarxiste. Les khrouchtchéviens avaient décidé de poursuivre par là à Moscou ce qu'ils n'avaient pu réaliser à Bucarest. A nouveau, ils usèrent d'une tactique perfide, trotskiste. Ils distribuèrent ce document volumineux qui mettait en cause la Chine avant la conférence pour préparer le terrain et conditionner les délégations des autres partis, pour intimider les Chinois, les contraindre à se montrer plus modérés, sinon à se soumettre. Ce document antichinois ne nous étonna pas. Il nous confirma au contraire dans notre conviction de la justesse de la ligne et des attitudes marxistes-léninistes de notre Parti pour la défense du Parti communiste chinois. Il créa un lourd embarras parmi les participants à la conférence et il ne devait pas être accueilli comme le pensaient les khrouchtchéviens. Des failles allaient se créer à la conférence, et cela était en faveur du marxisme-léninisme. Nous pouvions escompter que 7 à 10 partis tendraient à se ranger de notre côté, sinon ouvertement, pour le moins en s'abstenant d'approuver l'entreprise hostile des khrouchtchéviens.

La délégation chinoise était venue, semblait-il, à la Conférence de Moscou avec l'idée que les esprits pourraient se calmer, et elle avait d'abord rédigé un document d'un ton conciliant et tolérant envers les prises de position et les actions des khrouchtchéviens. Le discours devait être prononcé par Deng Xiaoping. Apparemment, ils avaient préparé une attitude à «deux ou trois variantes». Cela nous surprit après les attaques farouches qui avaient été lancées à Bucarest contre le Parti communiste chinois et Mao Tsétoung. Mais lorsque les khrouchtchéviens passèrent à l'action et même avec d'âpres attaques, comme celles contenues dans le document qu'ils distribuèrent avant la conférence, alors les Chinois durent modifier entièrement le document qu'ils avaient préparé, renoncer à l'esprit conciliant et adopter une attitude qui répondît aux attaques de Khrouchtchev.

La conférence s'ouvrit dans une atmosphère très pesante. Non sans dessein, on nous avait placés près de la tribune afin que nous fussions sous le doigt dénonciateur des «procureurs» antimarxistes khrouchtchéviens. Mais, contrairement à leurs vœux, c'est nous qui nous fîmes les procureurs et les accusateurs des renégats et des traîtres. C'est eux qui étaient sur le banc des accusés. Nous tenions le front haut, car nous étions avec le marxisme-léninisme. Khrouchtchev, lui, se tenait la tête entre les mains, quand notre Parti faisait tomber ses bombes sur lui.

Khrouchtchev adopta à la conférence une tactique diabolique. Il prit la parole le premier, prononça un discours soi-disant modéré, pacifique, sans attaques ouvertes, avec des phrases agencées de manière à donner le ton à la conférence et à créer l'impression que celle-ci devait se dérouler dans le calme, que nous ne devons pas nous attaquer les uns les autres (ce sont eux qui attaquèrent les premiers), que nous devons préserver l'unité (social-démocrate), etc. Il voulait nous dire par là : «Nous ne voulons pas de querelle, nous ne voulons pas de division, il ne s'est rien passé, tout marche bien».

Khrouchtchev, dans son discours, énonça parfaitement les points de vue révisionnistes et attaqua le Parti communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie, ainsi que ceux qui suivraient ces partis, sans en citer aucun nommément. Par cette tactique, il voulait nous prévenir : «A vous de choisir, ou bien des attaques générales sans adresse, mais dont tous comprennent bien contre qui elles sont dirigées, ou bien, si cela vous déplaît, des attaques ouvertes où vous serez désignés nommément». En fait, sur les vingt délégués marionnettes qui prirent la parole, seuls cinq ou six d'entre eux attaquèrent la Chine, en se fondant sur le document des Soviétiques.

Khrouchtchev et ses fantoches savaient que nous déclarerions la guerre au révisionnisme moderne khrouchtchévien et mondial, aussi insistèrent-ils, tant en commission que dans leurs discours, pour que le projet de déclaration mentionnât la question des fractions et des coteries dans le mouvement communiste international ainsi que les appréciations des XX^e et XXI^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et quelques autres points sur lesquels nos positions divergeaient. Il était clair que Khrouchtchev, qui avait renié le léninisme et les normes léninistes, bien qu'il prétendît être «l'unique héritier du léninisme», voulait garder sous sa baguette de chef d'orchestre, sous sa fêrule, tous les partis communistes et ouvriers dans le monde. Qui se prononçait contre sa ligne, définie aux XX^e et XXI^e Congrès, était un fractionniste, un antimarxiste, était accusé de former des coteries. Bien entendu, il préparait par là le bâton avec lequel il frapperait le Parti communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie, il s'efforçait de prendre des mesures pour nous exclure du mouvement communiste international, qu'il entendait mettre sous la coupe d'idées antimarxistes.

A sa suite, après avoir été préparés et conditionnés, se dressèrent tour à tour quinze à vingt autres délégués, qui s'exprimèrent dans le sens de sa ligne : «Il ne s'est rien produit, il n'y a rien entre nous, la tranquillité règne, tout marche bien». Quel bluff honteux de la part des khrouchtchéviens, qui manipulèrent ces vendus pour qu'ils se posent à nos yeux comme des gens attachés aux principes! C'était là le ton en général. «Les montres avaient été mises à la même heure». C'est ce qu'avait dit Jivkov dans un de ses discours, et que Khrouchtchev avait cité à Bucarest comme un mot «historique».

Cependant que la conférence continuait, les Soviétiques et Khrouchtchev redoutaient beaucoup notre discours et voulaient à tout prix nous convaincre, sinon de renoncer à nos jugements, tout au moins

d'assouplir notre attitude. Comme nous refusions de rencontrer Khrouchtchev, Thorez fut chargé de s'entremettre. Il nous invita à dîner et nous tint un sermon sur l'«unité», nous conseillant d'être «calmes et pondérés». Thorez était naturellement au courant de ces affaires, car nous en avions parlé ensemble, mais de toute évidence il agissait maintenant en émissaire de Khrouchtchev. Ce fut, de sa part, peine perdue ; nous rejetions chacune de ses propositions. Alors il nous menaça :

«Vous serez attaqués à la conférence.

— Nous ne craignons personne, car nous sommes dans la juste voie», lui répondîmes-nous.

S'étant rendu compte d'avoir échoué avec Thorez, les Soviétiques nous demandèrent avec insistance d'avoir une rencontre avec Mikoyan, Kozlov, Souslov, Pospelov et Andropov. Nous acceptâmes. A cette rencontre à la villa de Zarechié, les Soviétiques présentèrent les choses comme s'il ne s'était rien passé, comme s'ils n'étaient responsables de rien, qu'au contraire la faute retombait sur le Parti du Travail d'Albanie ! C'était nous, selon eux, qui envenimions nos relations avec l'Union soviétique et ils nous demandèrent de dire ouvertement pourquoi nous agissions ainsi !

Nous récusâmes ces griefs et assertions, et avec des faits irréfutables à l'appui, nous montrâmes que ce n'était pas nous, mais eux qui, par leurs attitudes et leurs actions, avaient envenimé les relations entre nos partis et entre nos pays.

De leur côté, les gens de Khrouchtchev, avec une extrême impudence, niaient tout, ils reniaient même leur ambassadeur à Tirana, qu'ils traitèrent de «*dourak*» [*En russe : idiot.*], en tentant de rejeter leurs propres fautes sur lui. Ils voulaient à tout prix nous prendre par la douceur pour que nous fermions la bouche. Ils nous offrirent même des crédits et des tracteurs. Mais après les avoir démasqués, nous leur dûmes : «Vous n'arriverez à rien avec nous, si vous ne reconnaissez pas et ne corrigez pas vos lourdes erreurs». Le lendemain, Kozlov et Mikoyan revinrent nous voir, mais sans plus de succès.

Notre tour de parole approchait et ils firent la dernière tentative: ils nous demandèrent d'avoir une entrevue avec Khrouchtchev au Kremlin. Apparemment, Khrouchtchev s'imaginait encore qu'il pourrait nous «convaincre». Nous donnâmes notre accord, mais non pas sur l'heure qu'il avait fixée, et ce afin de lui faire comprendre que, pour ne rien dire du reste, nous ne lui laissions pas même décider de «l'heure de la rencontre». En outre, avant d'avoir cette entrevue, nous voulûmes lui envoyer un «message verbal». Nous avons constaté avec notre détecteur que des micros avaient été installés pour nous épier partout dans la résidence qui nous avait été assignée. Seule une salle de bains en était dépourvue. Quand il faisait froid et que nous ne pouvions pas parler dehors, nous étions forcés de discuter dans cette salle de bains. Les Soviétiques furent curieux d'apprendre où nous parlions et, après l'avoir découvert, ils envoyèrent quelqu'un pour installer aussi un micro dans la salle de bains. Un de nos officiers ayant surpris le technicien soviétique en train d'effectuer cette «opération», celui-ci prétendit être en train de réparer une installation, mais notre camarade lui dit que c'était inutile, que tout fonctionnait parfaitement.

Notre ambassade aussi était bourrée de micros et, le sachant, après avoir fixé, au Kremlin, l'heure de la rencontre, nous gagnâmes le siège de notre représentation. Nous branchâmes notre appareil et celui-ci nous révéla que nous étions épiés de tous côtés. Alors Mehmet envoya à Khrouchtchev et Cie un «message» de dix à quinze minutes, les qualifiant de «traîtres», «qui nous faisaient épier», etc. Ainsi, lorsque nous nous rendîmes au Kremlin, les révisionnistes avaient déjà reçu notre «salut».

La rencontre eut lieu dans le bureau de Khrouchtchev et il commença par sa formule habituelle :

«Nous vous écoutons, parlez.

— C'est vous qui avez demandé à nous voir, répondis-je. Parlez les premiers.»

Khrouchtchev fut contraint d'accepter. Dès le début nous nous convainquîmes qu'il espérait vraiment nous amener, sinon à retirer, tout au moins à émuousser la critique que nous ferions à la conférence. Puis, comme d'habitude, il invoquerait cette rencontre, même si elle ne donnait aucun résultat, comme «argument» devant les représentants des autres partis pour leur dire : «Voilà, nous avons tendu une fois de plus la main aux Albanais, mais ils persistent dans leur attitude».

Khrouchtchev et les autres s'efforcèrent de rejeter la faute sur notre Parti et feignirent d'être surpris lorsque nous leur rappelâmes historiquement comment étaient apparues les divergences entre nos partis.

«Je ne me souviens pas d'avoir eu quelque conflit avec le camarade Kapo à Bucarest, disait impudemment Khrouchtchev.

— Le Comité central de notre Parti n'a jamais approuvé la Rencontre de Bucarest, répliquai-je.

— Cela n'a pas d'importance. Mais il ressort qu'avant même Bucarest vous n'étiez pas d'accord avec nous et que vous ne nous en avez rien dit.»

Assurément le charlatan mentait, et non sans dessein. N'était-ce pas Khrouchtchev lui-même qui, en avril 1957, voulut interrompre avec arrogance les négociations; nous-mêmes n'avions-nous pas exprimé, auparavant déjà, en 1955 et en 1956, à Khrouchtchev et à Souslov nos vues opposées aux leurs à propos de Tito, Nagy, Kadar et Gomulka ?

Mehmet lui cita quelques-uns de ces faits et Mikoyan fut contraint de les admettre à mi-voix.

Mais Khrouchtchev, lorsqu'il se voyait mis le dos au mur, sautait de branche en branche, de sujet en sujet, et l'on ne pouvait plus discuter avec lui des grandes questions de principe qui étaient, au fond, à l'origine des divergences. Et puis, il n'avait aucun intérêt à ce que l'on évoque aussi ces choses-là. Ce qu'il voulait, c'était la soumission du Parti du Travail d'Albanie, du peuple albanais, il était leur ennemi.

«Vous êtes contre le rétablissement de bonnes relations entre nous, lança Khrouchtchev.

— Nous voulons bien les rétablir, répondîmes-nous, mais il faut d'abord que vous reconnaissiez vos erreurs».

Khrouchtchev s'irritait à discuter avec nous. Assurément il n'était pas habitué à voir un petit parti et un petit pays s'opposer avec détermination à ses attitudes et à ses actions. Telle était la logique chauvine de patrons de ces antimarxistes qui, au même titre que la bourgeoisie impérialiste, considéraient les petits peuples et les petits pays comme leurs vassaux, et les droits de ceux-ci comme des objets de marchandage. A un moment, comme nous lui parlions ouvertement de ses erreurs et de celles de ses gens, il bondit :

«Vous me crachez dessus, on ne peut pas discuter avec vous. Il n'y a que Macmillan qui ait voulu parler comme ça avec moi.

— Le camarade Enver n'est pas Macmillan, retirez ce que vous venez de dire, intervinrent d'une seule voix Mehmet et Hysni, indignés à l'extrême.

— Et pour le mettre où ?

— Dans votre poche», lui dit Mehmet.

Nous nous levâmes tous les quatre et les plantâmes là, sans même leur tendre la main, sans avoir donné dans leurs pièges, tressés de menaces et de promesses hypocrites.

En s'éloignant de la salle des conversations, Mehmet revint sur ses pas et, s'adressant à Khrouchtchev, lui dit : «La pierre que vous avez lancée contre notre Parti et notre peuple, retombera sur votre tête. L'avenir le montrera !» et il ferma la porte et nous rejoignit.

Ce fut notre dernier entretien avec ces renégats qui cherchaient encore à se poser en marxistes. Mais la lutte de notre Parti, des véritables partis marxistes-léninistes et les menées contre-révolutionnaires elles-mêmes de ces traîtres devaient avoir pour effet de leur déchirer chaque jour davantage leurs masques démagogiques.

Ces pressions n'eurent donc aucun résultat, nous ne bougeâmes pas d'un pouce de nos positions et ne modifiâmes ni n'assouplîmes en rien notre discours.

Je ne m'étendrai pas sur le contenu du discours que je prononçai au nom de notre Comité central à Moscou, étant donné qu'il est publié et que les points de vue de notre Parti sur les problèmes que nous venons d'évoquer sont notoires. Je tiens seulement à souligner la manière dont réagirent les tenants de Khrouchtchev lorsqu'ils entendirent nos attaques contre leur patron. Gomulka, Dej, Ibarruri, Ali Yata, Bagdash et beaucoup d'autres montaient à la tribune et rivalisaient de zèle pour stigmatiser ceux qui avaient «levé la main contre le parti père». C'était à la fois tragique et ridicule que de voir ces hommes, qui se posaient en politiciens et en dirigeants au «grand cerveau», agir ainsi en mercenaires, en *hommes de paille* [En français dans le texte.], en fantoches montés et maniés depuis les coulisses.

Au cours d'une pause entre les séances, Todor Jivkov s'approche de moi, les lèvres et le menton frémissants.

«Causons un peu, *brat* [En russe : frère.], dit-il.

— Avec qui devrais-je causer ? lui répliquai-je. J'ai fait mon intervention, je pense que tu m'as entendu; toi, qui t'a envoyé discuter avec moi ? Khrouchtchev ? Nous n'avons rien à nous dire. Monte à la tribune et parle.»

Il devint blême et dit :

«Oui, j'y monterai et je te donnerai ma réponse».

Comme nous sortions du «Gheorghievski Zall» pour nous rendre à notre résidence, Anton Yougov, en haut de l'escalier, nous dit, l'air troublé:

«Où comptez-vous aller dans cette voie, *bratya* ?» [En russe : frères.]

— C'est vous, lui répondîmes-nous, qui devez vous demander où vous conduit la voie de Khrouchtchev, car nous sommes et nous resterons dans la voie de Lénine». Il baissa la tête et nous le plantâmes là sans lui serrer la main.

Après notre discours, Mehmet et moi quittâmes la villa où nous séjournions, pour nous installer à notre ambassade où nous logeâmes jusqu'à notre départ de Moscou. Au moment où nous quittions la villa, un officier soviétique de la Sécurité dit confidentiellement au camarade Hysni : «Le camarade Enver a bien fait de quitter cette maison, sa vie ici était en grand danger». Les khrouchtchéviens étaient prêts à tout, et de notre côté, nous prîmes toutes nos mesures. Nous envoyâmes les camarades de l'ambassade et les collaborateurs de la délégation acheter des vivres dans les magasins. Au moment de prendre la décision de partir, nous refusâmes de faire le voyage par air, un «accident» en avion pouvant se

produire plus facilement. Hysni et Ramiz restèrent encore à Moscou, car il fallait signer la déclaration. Mehmet et moi quittâmes donc l'Union soviétique par le train et nous ne mîmes, dans notre bouche, rien qui fût préparé de leur main. Nous arrivâmes en Autriche, puis traversâmes en chemin de fer l'Italie jusqu'à Bari, pour regagner de là, sur un de nos avions, Tirana, où nous atterrîmes sans incident pour nous rendre directement à la réception organisée à l'occasion des fêtes de 28 et 29 novembre. Notre satisfaction était grande d'avoir accompli avec succès, avec une détermination marxiste-léniniste, la tâche que nous avait assignée le Parti. Mais les invités à la réception, compagnons de lutte, ouvriers, officiers, coopérateurs, hommes et femmes, vieux et jeunes, étaient eux aussi animés d'un enthousiasme irrépressible et unis comme un seul homme, comme ils l'avaient toujours été et comme ils l'étaient à plus forte raison en ces jours d'épreuve.

Khrouchtchev et ses tenants ne ménagèrent pas leurs efforts pour faire figurer, dans le document de caractère international à approuver, toute la ligne des révisionnistes khrouchtchéviens, qui déformait les thèses fondamentales du marxisme-léninisme sur la nature de l'impérialisme, sur la révolution, la coexistence pacifique, etc. Toutefois, dans les commissions, les délégations de notre Parti et du Parti communiste chinois se dressèrent avec force contre ces déformations et les démasquèrent. Nous parvînmes à faire corriger beaucoup de choses, de nombreuses thèses des révisionnistes furent rejetées et beaucoup d'autres rectifiées, jusqu'à la parution du document final, auquel souscrivirent tous les participants à la conférence.

Les khrouchtchéviens furent contraints d'accepter ce document, mais Khrouchtchev ne manqua pas de déclarer ces jours-là, à une réception offerte à l'occasion de la clôture de la conférence, que «le document était un compromis et les compromis ne font pas long feu». Il était clair que Khrouchtchev entendait violer lui-même la Déclaration de la Conférence de Moscou et nous accuser nous de violer les directives et les décisions de cette conférence.

Même après la Conférence de Moscou, nos relations avec l'Union soviétique et les révisionnistes de Moscou continuèrent de s'aggraver jusqu'au moment où ceux-ci les rompirent complètement de façon unilatérale.

A Moscou, au cours d'une dernière rencontre que Mehmet et Hysni eurent le 25 novembre avec Mikoyan, Kossyguine et Kozlov, ceux-ci usèrent ouvertement de menaces. Mikoyan leur dit : «Vous ne pouvez pas vivre un jour sans notre aide économique et celle des autres pays du camp socialiste». «Quitte à nous serrer la ceinture, à nous nourrir d'herbe, leur répondirent Mehmet et Hysni, nous ne nous soumettrons pas à vous, nous ne nous laisserons pas mettre à bas.» Les révisionnistes de Moscou pensaient que l'amour sincère de notre Parti et de notre peuple pour l'Union soviétique jouerait en leur faveur, ils espéraient que nos nombreux cadres qui avaient fait leurs études en Union soviétique se retourneraient, unis en un bloc fractionnel dans notre Parti, contre sa direction. C'est ce qu'exprima Mikoyan en disant : «Lorsque le Parti du Travail apprendra votre attitude, il se dressera contre vous». Et Mehmet de lui répliquer : «Venez assister à une réunion de notre Parti lorsque nous y poserons ces problèmes, vous verrez l'unité qui existe dans notre Parti et autour de sa direction».

Ces menaces dans la bouche des révisionnistes n'étaient pas de vains mots. Ils devaient passer à l'action. Le sabotage économique mené par Moscou et les spécialistes soviétiques dans notre pays alla crescendo.

13. LE DERNIER ACTE

Unité d'acier dans notre Parti et dans notre peuple. Les Soviétiques veulent occuper la base de Vlora. Situation tendue à la base. L'amiral Kassatonov s'en va la queue basse. Les ennemis rêvent de changements à notre direction. Le IV^e Congrès du P.T.A. Pospelov et Andropov à Tirana. Réponse méritée aux délégués provocateurs grec et tchécoslovaque. Echec de la mission des envoyés de Khrouchtchev à Tirana. Pourquoi nous «invite»-t-on à nous rendre de nouveau à Moscou ?! L'attaque publique de Khrouchtchev contre le P.T.A. au XXII^e Congrès du P.C.U.S. La rupture définitive : en décembre 1981 Khrouchtchev rompt les relations diplomatiques avec la République populaire d'Albanie.

Notre Parti et notre peuple tout entiers furent mis au courant des événements qui s'étaient produits et de la situation créée en particulier après la Conférence de Moscou. Nous savions que les attaques, les provocations, les chantages se multiplieraient et s'intensifieraient plus que jamais, nous étions certains que Khrouchtchev déverserait sa colère sur nous, sur notre Parti et sur notre peuple, pour tenter de nous mettre à genoux par la manière forte. Nous parlâmes à notre Parti et à notre peuple à cœur ouvert, nous leur expliquâmes tout ce qui s'était passé, nous les éclairâmes sur les menées malfaisantes des révisionnistes khrouchtchéviens. Comme toujours, notre Parti et notre peuple montrèrent leur grande maturité, leur brillant patriotisme révolutionnaire, leur amour et leur fidélité envers le Comité central du Parti, envers la juste ligne que nous avons suivie et que nous suivions. Profondément conscients des situations difficiles à affronter, ils tendirent au maximum leurs nerfs et leurs énergies, se mobilisèrent totalement, notre unité fut encore plus solidement trempée et les révisionnistes soviétiques trouvèrent devant eux un mur de béton. L'année 1961 devint une année de glorieuse épreuve. Partout, dans chaque secteur, les provocations, les insinuations et les sabotages des khrouchtchéviens furent repoussés avec sang-froid et détermination. On ne laissa rien passer. Moscou et, aussitôt après elle, les capitales de ses satellites entreprirent leur pression économique sur nous. Au début, les révisionnistes, comme moyen de pression, prirent la grave mesure de suspendre les contrats conclus et les accords de tout genre, qu'ils devaient ensuite déchirer à l'instar des hitlériens. Ils se mirent à retirer leurs spécialistes, en pensant que, de ce fait, tout chez nous cesserait aussitôt de fonctionner. Mais ils se trompaient lourdement.

La question de la base de Vlora fut une pomme de discorde. Sans aucun doute la base était à nous. Nous n'accepterions jamais qu'un seul pouce de notre sol passât sous la botte étrangère. Aux termes d'un accord officiel, clairement formulé, signé par les deux gouvernements, et qui ne prêtait à aucune équivoque, la base de Vlora appartenait à l'Albanie et devait en même temps servir à la défense du camp. L'Union soviétique, était-il stipulé dans cet accord, fournirait douze sous-marins et un certain nombre de bâtiments auxiliaires. Nous devions former et nous formâmes effectivement des cadres qui prendraient en charge, comme ils le firent, les bâtiments ainsi que quatre sous-marins. Nos équipages, bien instruits, étaient prêts à assurer aussi le commandement des huit autres.

Mais les divergences idéologiques entre nos deux partis étaient apparues, et Khrouchtchev ne pouvait manquer d'en faire retomber les effets sur un point aussi névralgique que la base navale de Vlora. Lui et ses hommes devaient falsifier l'accord officiel conclu, et cela dans deux buts: d'abord, pour faire pression sur nous et nous amener à nous soumettre, ensuite, si nous ne nous inclinions pas, pour chercher à s'emparer de la base et l'utiliser comme un puissant tremplin pour occuper toute l'Albanie.

Les spécialistes, conseillers et autres militaires soviétiques à la base de Vlora, particulièrement après la Rencontre de Bucarest, multiplièrent les prétextes de frictions, les querelles et les incidents avec nos marins. Les Soviétiques interrompirent totalement le ravitaillement qu'ils devaient assurer à la base conformément à l'accord conclu ; tous les travaux entamés furent suspendus unilatéralement, les provocations et les chantages s'accrurent. Les gens de l'ambassade soviétique à Tirana, -ainsi que le général Andreïev, principal représentant du commandement général des forces armées du Pacte de Varsovie, prirent la tête de cette farouche activité anti-albanaise et antisocialiste. Les Soviétiques de la base, par ordre d'en haut, perpétrèrent d'innombrables actes de voyous des plus abjects et, «jouant les innocents», accusaient nos compatriotes de ces actes odieux qu'ils commettaient eux-mêmes. Leur «représentant en chef», Andreïev, poussa le cynisme et l'impudence jusqu'à adresser au Président du Conseil des ministres de la République populaire d'Albanie, une note dans laquelle il se plaignait d'«actes regrettables commis à la base» par les Albanais. Et en quoi consistaient ces «actes» ? «Un marin albanais a jeté un mégot sur le pont d'un navire soviétique» ; «les gamins du village de Dukat disent aux enfants soviétiques : «Rentrez chez vous !»» ; «le serveur albanais d'un café a dit à un de nos officiers : «Ici c'est moi, et non pas toi, qui suis le maître»», etc. Et le général Andreïev allait même jusqu'à se plaindre auprès du Président du Conseil des ministres de l'Etat albanais de ce qu'un gamin inconnu avait fait ses petits besoins en cachette près du bâtiment des Soviétiques !

Avec indignation et à très juste titre un de nos officiers répliqua à Andreïev :

«Pourquoi, camarade général, ne vous attachez-vous pas aux problèmes-clés et vous occupez-vous de telles futilités, qui ne sont pas, au demeurant, du ressort des commandants des navires, mais des enseignes de vaisseau ou des responsables du Front démocratique des sections de quartier ?!»

Nous suivions avec vigilance et sang-froid l'évolution de la situation et nous recommandions constamment à nos camarades de se montrer pondérés, patients, sans pour autant se soumettre aucunement aux agents de Khrouchtchev, ni donner prise à leurs provocations.

Les Soviétiques proposèrent que, pour éviter dorénavant les irrégularités et les incidents, la base de Vlore fût mise sous le commandement exclusif de la partie soviétique !

Nous n'accepterions jamais une telle solution. Cela aurait été souscrire à notre asservissement. Nous nous y opposâmes avec vigueur et leur fîmes valoir l'accord selon lequel la base était à nous et uniquement à nous.

Afin de donner à leur proposition la forme d'une décision commune, en mars 1961, ils mirent à profit une réunion du Pacte de Varsovie, où Gretchko insista pour que la base de Vlore fût laissée aux seules mains des Soviétiques et placée sous le «commandement direct» du Commandant en chef du Pacte de Varsovie, autrement dit de Gretchko lui-même.

Nous nous opposâmes avec force et indignation à cette proposition et, bien que les autres eussent déjà décidé, nous déclarâmes :

«La seule solution est que la base de Vlore reste entre les mains de l'armée albanaise. Tout autre règlement est pour nous inacceptable»

Les khrouchtchéviens décidèrent alors de ne pas nous remettre les huit sous-marins et les autres bâtiments qui, aux termes de l'accord, revenaient à l'Albanie. Nous insistâmes, car ils nous appartenaient et demandâmes que les équipages soviétiques s'en retirent et les remettent à nos marins, ainsi qu'il avait été procédé pour les quatre premiers sous-marins. Les révisionnistes soviétiques dépêchèrent à Tirana, outre leur «représentant en chef» Andreïev, une espèce de contre-amiral. Toute cette équipe se composait en fait d'officiers de la Sécurité soviétique envoyés pour organiser des troubles, des sabotages et des actes de subversion à la base de Vlore.

«Nous ne vous remettons pas, dirent-ils, les bâtiments, car ils sont à nous.»

Nous leur mimâmes alors sous les yeux l'accord officiel, mais ils trouvèrent un autre prétexte :

«Vos équipages ne sont pas prêts à les prendre en charge. Ils ne sont pas encore suffisamment préparés.»

Ce n'étaient là que de faux motifs. Nos marins s'étaient instruits dans des écoles spécialisées, ils s'entraînaient depuis des années et ils ne cessaient de montrer qu'ils étaient parfaitement capables d'assurer la bonne marche des sous-marins et des autres bâtiments. Les Soviétiques eux-mêmes, quelques mois avant l'aggravation de la situation, avaient déclaré que nos équipages étaient parfaitement prêts à prendre en charge les matériels qui leur revenaient.

Nous leur donnâmes, à ce sujet aussi, la riposte qu'ils méritaient. Nos officiers et nos marins à la base exécutèrent avec détermination, avec sang-froid et une discipline de fer tous les ordres qu'ils reçurent de nous. Les provocations des Soviétiques à la base s'intensifièrent en particulier lorsque nous nous trouvions à la Conférence des 81 partis à Moscou. De Tirana, les camarades de notre Bureau politique nous mettaient au courant de tout, et nous-mêmes, de Moscou, leur recommandions et conseillions de conserver leur sang-froid, de se garder des provocations, de renforcer la vigilance, non sans leur

indiquer les mesures militaires à prendre à Vlore et dans tout le pays afin d'assurer le parfait état de préparation de l'armée.

Les officiers soviétiques, quant à eux, recevaient de leur capitale des ordres sur l'attitude à observer en Albanie, cependant que, ces jours-là, nous avions, au Kremlin, d'âpres débats avec Khrouchtchev, Mikoyan, Souslov, etc.

Dès notre première rencontre avec Mikoyan et ses collègues, le 10 novembre, à Moscou, celui-ci, à peine eut-il pris la parole, chercha à nous intimider :

«Vos officiers, dit-il, se comportent mal avec les nôtres à la base de Vlore. Vous ne voudriez pas par hasard vous retirer du Pacte de Varsovie ?»

Nous donnâmes aussitôt à Mikoyan la réponse qu'il méritait. Après nous avoir, pendant des années entières, bourré de «remarques» et de «conseils», il passait maintenant aux menaces. Nous lui fîmes état des vils comportements des officiers soviétiques à la base de Vlore, en particulier des actes infâmes d'un des «contre-amiraux» soviétiques, qui «peut être tout ce qu'on veut, dis-je à Mikoyan, sauf un contre-amiral» ; je lui rapportai les déclarations de Gretchko et de Malinovski, qui, eux aussi, nous avaient menacés de nous exclure du Pacte de Varsovie, etc.

Il se tortilla, se déroba, s'appliquant à rejeter toute responsabilité, mais, deux jours après,

Khrouchtchev aussi nous lançait la même menace.

«Si vous le voulez, nous pouvons supprimer la base», s'écria-t-il, alors que nous discussions des grands désaccords qui étaient apparus.

«Devons-nous considérer cela comme une menace ? lui dis-je.

— Camarade Enver, n'élevez pas la voix, intervint Khrouchtchev. Les sous-marins sont à nous.

— A vous et à nous, lui dis-je, nous luttons pour le socialisme. Le territoire de la base est à nous. En ce qui concerne les sous-marins, nous avons des accords signés qui reconnaissent les droits du peuple albanais. Je défends les intérêts de mon pays. Et sachez bien que cette base est à nous et qu'elle demeurera nôtre.»

A notre retour de Moscou, les provocations à la base s'intensifièrent et, pour faire pression sur nous et nous intimider, vinrent à Tirana le ministre-adjoint soviétique des Affaires étrangères Firioubine, accompagné de deux autres «adjoints», l'un, Antonov, premier adjoint au chef de l'Etat-major général de l'armée et de la flotte de guerre soviétique, et l'autre, Sergheïev, adjoint au chef de l'Etat-major de la flotte de guerre soviétique.

Ils étaient soi-disant venus «s'entendre», mais en fait ils nous apportèrent un ultimatum :

«La base de Vlore doit être mise entièrement sous le seul commandement soviétique, qui relève du commandant en chef des forces armées du Pacte de Varsovie.

— Ici, c'est nous qui sommes les maîtres, répliquâmes-nous sur un ton tranchant. Vlore a été et demeure à nous.

— C'est une décision du Commandement du Pacte de Varsovie», nous menaça Firioubine, qui avait été ambassadeur soviétique à Belgrade lors de la réconciliation Khrouchtchev-Tito.

Il reçut la réponse qui s'imposait, et après avoir tenté de nous intimider en déclarant qu'ils enlèveraient les navires et que les impérialistes nous engloutiraient, il repartit avec les deux généraux qui l'accompagnaient.

Après lui, nous vîmes venir à Tirana l'amiral Kassatonov, commandant de la flotte de la mer Noire. Celui-ci avait pour mission d'enlever non seulement les huit sous-marins et la base flottante à équipage soviétique, qui étaient aussi la propriété de l'Etat albanais, mais encore les sous-marins que nous avions déjà pris en charge. Nous lui dîmes tout net : «Ou bien vous nous remettez les sous-marins conformément à l'accord, ou bien, dans un bref délai (que nous fixâmes), vous devrez évacuer le golfe, avec les seuls navires portant vos équipages. Vous êtes en train de violer les accords, vous nous enlevez nos sous-marins et vous aurez à répondre de ces actes.»

L'amiral se tortilla, chercha à nous adoucir, mais en vain. Il ne nous remit pas les sous-marins, mais se rendit à Vlore, monta à bord du sous-marin amiral et fit aligner les autres submersibles en formation de combat. Nous donnâmes l'ordre à nos forces de barrer le détroit de Sazan et de braquer leurs pièces d'artillerie sur les bâtiments soviétiques. L'amiral Kassatonov, qui entendait nous effrayer, fut lui-même terrorisé. Il était pris comme dans une souricière et, s'il tentait de mettre son plan à exécution, il pouvait se retrouver au fond des eaux. Il se vit donc contraint, de n'emmener que les sous-marins à équipage soviétique, et, la queue basse, il sortit du golfe et repartit vers les lieux d'où il était venu. Un grand mal avait été chassé une fois pour toutes de notre sol.

Les cas où les Soviétiques, à la base de Vlore, surtout la dernière année, se comportèrent de façon indigne et révoltante, sont innombrables. Mais, à ces moments délicats, le groupe de nos officiers à la base défendit avec maîtrise et intelligence le Parti contre les comploteurs, les provocateurs et les chauvins qui avaient abâtardi de la façon la plus abjecte les sentiments des marins soviétiques. Ceux-ci crevèrent les réservoirs, brisèrent les lits, les vitres des immeubles où ils vivaient et travaillaient, etc. Ils cherchèrent à enlever tout ce qu'ils pouvaient, jusqu'aux derniers boulons, mais ne parvinrent pas à leurs fins. Nous leur tînmes tête avec rigueur, nous défendîmes dignement nos droits, nous répondîmes avec sang-froid à leurs attaques et provocations, alors qu'eux-mêmes furent pris de désarroi.

Les révisionnistes soviétiques enragèrent. Ils se livrèrent à tous les sabotages possibles, piétinèrent les accords. Ils furent obligés de rappeler leur ambassadeur, Ivanov, pour le remplacer par un certain Chikine, qui devait s'efforcer de préparer le dernier acte de l'œuvre hostile des révisionnistes soviétiques, diviser le Parti. Les khrouchtchéviens avaient pensé provoquer cette division à notre IV^e Congrès, alors en préparation. Ils se faisaient l'illusion de voir se produire à notre Congrès ce qu'ils n'avaient pu réaliser par d'autres voies; ils s'attendaient que le Congrès dénonce la ligne suivie par la direction de notre Parti à Bucarest et à Moscou. Au cours de cette période, la bourgeoisie et la réaction, informées et incitées directement et indirectement dans ce sens par les khrouchtchéviens, les titistes et leurs agents, avaient déclenché une campagne de calomnies contre notre pays et notre Parti. Elles espéraient que le cataclysme révisionniste s'abattraît aussi sur l'Albanie. Une agence étrangère occidentale, dans un commentaire en provenance de Belgrade à la veille de l'ouverture de notre IV^e Congrès, annonçait : «Enver Hoxha, le chef du Parti communiste albanais, sera très prochainement destitué de son poste, par suite de la Conférence des dirigeants communistes du monde qui s'est tenue le mois dernier à Moscou».

«Les spécialistes de l'Europe de l'Est, mandaient, ces jours-là, les agences de presse de l'impérialisme, indiquent que Moscou usera de son influence pour susciter des changements dans le Parti communiste d'Albanie, du fait de la ligne dure suivie par celui-ci à la Conférence de Moscou», ajoutant : «Bien que la Chine communiste ait adhéré à la ligne soviétique, les Albanais persistent dans leur attitude.»

Nous lisions avec mépris ces nouvelles des oracles de l'impérialisme et nous savions bien quelle main se cachait sous leur rédaction.

Mikoyan lui-même, dans la rencontre qui fut organisée le 25 novembre 1960 entre la délégation du P.T.A. et celle du P.C.U.S., avait dit aux camarades Mehmet et Hysni :

«Vous verrez dans quelles situations difficiles vont se trouver votre Parti et votre peuple du fait de ce tournant que vous opérez dans vos relations avec l'Union soviétique.»

Partout, nous entendîmes de ces déclarations menaçantes, tantôt ouvertes, tantôt camouflées.

Malgré tout, nous poursuivîmes dans notre voie avec sang-froid : nous invitâmes à notre Congrès des délégations du Parti communiste de l'Union soviétique et des autres partis communistes et ouvriers. C'est ainsi que de l'Union soviétique vinrent Pospelov et Andropov, et de Tchécoslovaquie un certain Barak, alors ministre de l'Intérieur et qui devait être par la suite emprisonné pour vol. Ils n'avaient qu'à venir voir de leurs yeux qui étaient le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, ils n'avaient qu'à tenter de réaliser leurs desseins secrets. Leur main resterait prise au piège.

Notre congrès s'ouvrit dans une atmosphère d'enthousiasme indescriptible marquée par l'unité de notre Parti et de notre peuple. Le jour de l'ouverture se mua en une véritable fête populaire. Le peuple accompagna avec des fleurs, des chants et des danses les délégués jusqu'à l'entrée de l'édifice où devait se tenir le congrès et, cependant que dans la salle commençaient les travaux, dehors la fête continuait. Ce fut là la première réponse que reçurent dès l'abord les révisionnistes khrouchtchéviens, titistes, etc. D'autres coups écrasants devaient leur être portés par la suite.

Pospelov, Andropov et leurs laquais ne s'étaient jamais imaginés qu'ils se trouveraient au milieu d'un tel feu, d'un feu qui réchauffait et renforçait nos coeurs, mais qui les consumait, eux, et les aveuglait. Tout au long des journées du congrès, on vit briller avec éclat l'unité d'acier de notre Parti autour de son Comité central, la haute maturité et la pénétrante clairvoyance marxiste-léniniste des délégués, la vigilance et la sagacité de chaque délégué et sa promptitude à donner la juste réponse à toute provocation venant des «amis» révisionnistes.

L'allocution de Pospelov, dont les révisionnistes attendaient qu'elle provoque la division à notre congrès, ne fut nullement applaudie, elle fut au contraire accueillie par le silence et le mépris des congressistes. Andropov, de sa loge, dirigeait ouvertement ses fantoches, en leur indiquant d'un signe les moments où ils devaient applaudir, rester assis ou se mettre debout. Le spectacle qu'ils offraient était vraiment ridicule. Ils se discréditèrent totalement tant par leur attitude, que par leurs viles menées.

Était aussi présent le représentant du Parti communiste chinois, Li Sien-nien, qui, au cours des séances, restait comme pétrifié à la vue de l'enthousiasme des délégués. Il dit bien à la tribune quelques paroles aimables à l'adresse de notre Parti, mais il nous «conseilla» de nous montrer pondérés et attentifs et de ne pas interrompre le dialogue avec Khrouchtchev. Nous fîmes ce que nous avions à faire.

Les khrouchtchéviens, nous voyant unis comme un bloc et ne décelant aucun signe de division dans nos rangs, intensifièrent les interventions, les pressions et les chantages. Partout nous étions l'objet de provocations.

«Que se passe-t-il ?! Pourquoi les délégués acclament-ils tant Enver Hoxha ?! demanda Andropov, irrité, à un de nos camarades, permanent à l'appareil du Comité central du Parti, qui l'accompagnait.

— Allez le leur demander ! répondit notre camarade. Et puis, dites-moi, ajouta-t-il, qui devraient-ils acclamer si ce n'est le marxisme-léninisme, le Parti et sa direction ?! Ou peut-être pensez-vous nous proposer de mettre quelqu'un d'autre à la tête du Parti ?!»

Andropov accusa le coup et baissa la tête. Le délégué grec et le tchécoslovaque Rudolf Barak se mirent en action. Le premier jugea, entre autres, injustifiée notre réaction à l'entretien hostile à

l'Albanie que Sophocle Vénizélos avait eu avec Khrouchtchev à propos de l'«Epire du Nord». «Vénizélos, dit le délégué grec à notre camarade qui l'accompagnait, n'est pas un méchant homme, c'est un bourgeois démocrate progressiste». Notre camarade lui répondit que les points de vue du «démocrate» Vénizélos sur l'«Epire du Nord» ne différaient guère de ceux du chauvin et anti-albanais enragé qu'avait été Eleuthérios Vénizélos. Outre ses autres actes, le discours que le délégué grec devait prononcer à notre congrès était manifestement empreint d'un esprit de provocation, et Mehmet, en colère, donna en public au Grec une réponse cinglante, le qualifiant de ce qu'il était: un provocateur.

L'autre agent de Khrouchtchev, Barak, et d'autres avec lui saisirent cette occasion pour déverser leur venin contre nous en se livrant à de vils actes de voyous, mais ils ne firent que se discréditer encore plus honteusement, discréditant en même temps leurs mandants. Ils agissaient depuis les loges ou en profitant des intervalles entre les séances, alors que les journalistes soviétiques avaient été aussi lancés à l'«action» dans la salle du congrès.

Quels ne furent leurs efforts à eux et à ceux qui les commandaient pour «découvrir» un défaut sur lequel ils pourraient se fonder pour déclencher leur attaque ! Mais ce fut peine perdue. Le congrès marchait avec une régularité d'horloge, les communistes albanais dressaient, avec un profond sentiment de responsabilité, le bilan du passé et fixaient les tâches pour l'avenir. Mais ces agents ne pouvaient tout de même pas rentrer bredouille, ils devaient rendre des comptes à leurs maîtres. Et ils découvrirent un «défaut» :

«Il y a trop d'ovations et, de ce fait, les séances durent plus d'une heure et demie, «protesta», irrité, un prétendu journaliste de l'agence TASS, venu ces jours-là de Moscou pour suivre les travaux du congrès.

— Qu'y pouvons-nous ? Dire aux délégués de ne pas applaudir ?! lui demanda ironiquement notre camarade qui l'accompagnait.

— Il faut respecter les temps fixés ! Une heure et demie et *totchka* [*En russe : c'est tout*], fit le «journaliste».

— Oui mais voilà, ce ne sont pas les journalistes qui dirigent les travaux du congrès, c'est le présidium élu, lui répliqua notre camarade. Quoi qu'il en soit, ajouta-t-il, si vous le jugez opportun, déposez une protestation contre les ovations...»

Le congrès terminé, Pospelov et Andropov demandèrent, avant de partir, à avoir une rencontre avec nous.

«Nous voulons discuter de certaines questions qui concernent nos rapports mutuels de camaraderie, nous dit Pospelov, qui prit la parole le premier. Nous voulons renforcer nos liens amicaux, être unis par une amitié solide.

— C'est ce que nous avons voulu et voulons aussi, leur dis-je, mais ne croyez pas que cette amitié étroite se renforcera par l'«opération du Saint-Esprit». Cette amitié peut se réaliser à travers l'application judicieuse et conséquente des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.»

Poursuivant mon intervention, j'évoquai à Pospelov certains de leurs actes antimarxistes et anti-albanais et soulignai qu'il ne saurait jamais y avoir d'amitié dans la voie qu'avait adoptée la direction soviétique.

«Vous vous ingérez, dit-il, dans les affaires intérieures de la direction soviétique.

— Dire de telle ou telle vue ou action de tel ou tel dirigeant qu'elle n'est pas juste, dis-je à Pospelov, ce n'est aucunement s'ingérer dans les affaires intérieures d'une direction. Nous n'avons jamais songé ni ne songeons à nous immiscer dans vos affaires intérieures. Mais vous devez bien savoir que nous non plus, nous n'avons permis ni ne permettrons en aucune manière que la direction soviétique s'ingère dans les affaires intérieures de notre Parti. Chaque parti est maître chez soi.

«Il est vrai, repris-je, qu'entre nos deux partis existent de grandes divergences idéologiques. Nous vous avons fait part, ouvertement et conformément à toutes les normes léninistes, de notre jugement à ce sujet. Vous avez bondi et vous avez même étendu ces divergences idéologiques à d'autres domaines. Mikoyan a voulu nous intimider en évoquant les «situations difficiles» que nous connaîtrions dans le Parti, et c'était là une menace. Vous avez vu notre situation, leur dis-je, rendez donc compte à Mikoyan de ce que vous avez vu aussi au IV^e Congrès de notre Parti et dites-lui combien notre Parti est «divisé» !»

Ce que ces hommes méprisables voulaient surtout nous dire, c'est qu'il fallait revoir tous nos accords et les protocoles des crédits qu'ils nous avaient accordés pour notre plan quinquennal. Et ils demandaient pour cela que je me rende à Moscou.

Nous rejetâmes fermement ces demandes malveillantes qui couvraient de noirs desseins, et dîmes à Pospelov et Andropov :

«Vous avez aussi étendu nos divergences idéologiques au domaine de l'économie. Cela n'est pas marxiste, et ne fait guère honneur à un parti et à un Etat comme les vôtres.

— Nous ne vous comprenons pas, intervint Pospelov. Où voyez-vous cela ?!

— Il y a des dizaines de faits qui en témoignent. Mais regardons par exemple votre attitude envers notre délégation économique qui s'est rendue en novembre dernier en Union soviétique. Pendant des mois, cette délégation a couru partout à Moscou. Personne ne la recevait, personne ne l'écoutait. Durant son séjour là-bas, notre délégation économique a envoyé plus de vingt lettres et télégrammes à vos organes compétents, mais il ne lui a été donné aucune réponse, elle n'a pu discuter de rien, rien signer. Vous imaginez peut-être que nous ne comprenons pas vos attitudes, qui sentent le chantage ?

— Lorsque les Yougoslaves viennent chez vous, vous menez à bon terme vos discussions avec eux en dix jours, dit Mehmet.

— Vous avez même reçu à Moscou, leur fis-je observer, le ministre de la guerre d'Indonésie et conclu aussitôt un accord avec lui, vous lui avez accordé d'importants crédits pour des armements, alors que vous avez négligé la petite Albanie socialiste, avec laquelle vous êtes liés par des accords.

— Il faut que vous veniez vous-même à Moscou pour y avoir des entretiens, dirent-ils, réitérant une fois de plus la demande de Khrouchtchev pour que je me rende là-bas.

— Nous vous avons répondu par écrit à ce sujet, leur dis-je, il n'y a pas de raisons pour que Mehmet et moi venions à Moscou discuter de problèmes qui ont déjà été débattus et décidés depuis longtemps. Comme vous le savez, nous avons discuté et rédigé ensemble l'accord sur les crédits pour notre prochain plan quinquennal, non seulement en principe, mais en fixant aussi la part qui doit être affectée à chaque unité en particulier. C'est sur cette base que sont venus ici les experts soviétiques, que les projets ont été mis au point, etc. Et maintenant vous demandez que nous allions de nouveau là-bas pour revoir les accords ! Pourquoi ?! Nous ne pouvons accepter que soit modifié, même d'une virgule, aucun des documents très détaillés qui ont été signés par les deux parties à un niveau élevé», indiquai-je aux révisionnistes et j'ajoutai :

«Il n'y a aucune raison pour que je me rende à Moscou, et je n'ai pas l'intention d'y aller. Quant aux accords, il vous est offert deux voies: ou vous les respectez, ou vous les violez. A vous le choix. Et si vous les violez et poursuivez dans votre voie hostile antimarxiste, le monde vous jugera et vous condamnera. Nous vous avons dit ouvertement, en marxistes, tout ce que nous avons contre vous. Maintenant choisissez : soit la voie de l'amitié marxiste-léniniste, soit la voie de l'inimitié»

Les khrouchtchéviens, comme il était naturel de leur part, choisirent la voie de l'inimitié envers la République populaire et le Parti du Travail d'Albanie. Leurs agissements contre nous devinrent encore plus farouches et éhontés. On sait qu'en cette période-là nous découvrîmes et démantelâmes le complot de certaines puissances impérialistes-révisionnistes, qui, en collusion avec leurs agents dans nos rangs, avaient cherché à déclencher une agression militaire contre notre pays et notre peuple. Au IV^e Congrès de notre Parti, nous déclarâmes que le complot avait été éventé et que les comploteurs, Terne Sejko et autres, rendraient compte de leurs actes devant le tribunal du peuple. Les comploteurs avaient avoué de leur bouche tous leurs crimes.

Juste à ce moment, nos «amis» membres du Pacte de Varsovie, avec Khrouchtchev à leur tête, nous déclarèrent, à part leurs menaces : «Qu'une commission spéciale du Pacte se rende alors en Albanie pour vérifier ce qu'il y a de vrai dans ce que vous dites au sujet de ce complot !» Voilà jusqu'où allait leur bassesse ! Ils voulaient venir en Albanie pour tenter de réussir ce que les autres avaient manqué. A ce propos aussi, nous leur donnâmes la réponse qu'ils méritaient.

Il ne restait à Khrouchtchev plus rien à tenter. Il avait essayé toutes les manœuvres, toutes les roueries, tous les pièges et tous les chantages, mais toujours sans résultat. Alors il se déclara ouvertement contre nous. Au XXII^e Congrès de son parti, en octobre 1961, il attaqua publiquement le Parti du Travail d'Albanie et le calomnia.

Nous répondîmes aussitôt publiquement à ses basses attaques hostiles à l'Albanie et, à travers notre presse, nous fîmes connaître à notre Parti et à notre peuple tant les accusations de Khrouchtchev contre nous que notre attitude envers ces griefs et ces attaques.

Khrouchtchev reçut sur-le-champ non seulement notre réponse, mais aussi celle de tout le peuple albanais : dans des milliers et des milliers de télégrammes et de lettres qui arrivèrent ces jours-là à notre Comité central de tous les coins du pays, des couches les plus diverses de la population, nos communistes et notre peuple, exprimant leur profonde et légitime indignation à l'encontre des menées traîtresses de Khrouchtchev, appuyaient de toutes leurs forces la ligne du Parti, faisaient serment de défendre et d'appliquer cette juste ligne jusqu'au bout, dans n'importe quelle épreuve et au prix de n'importe quel sacrifice.

Khrouchtchev accomplit aussi contre nous l'acte final, la seule chose qu'il lui restât encore à faire, il rompit unilatéralement les relations diplomatiques avec la République populaire d'Albanie. C'était de sa part le dernier geste de vengeance désespérée : «Qu'ils se fassent engloutir par les impérialistes, songea-t-il, du moment qu'ils n'ont pas voulu rester sous mon aile». Mais il se trompait très lourdement, comme il s'était trompé toute sa vie. Nous répondîmes avec fermeté à son hostilité et à celle de ses laquais. Le Parti du Travail d'Albanie résista avec héroïsme et une maturité marxiste-léniniste aux attaques du révisionnisme moderne conduit par Khrouchtchev et contre-attaqua avec une grande rigueur, une cohésion exemplaire, une grande clairvoyance marxiste-léniniste, avec des arguments irréfutables et des faits incontestables à l'appui.

La parole et la pensée révolutionnaires du Parti du Travail d'Albanie furent écoutées avec respect partout dans le monde. Le prolétariat vit qu'un petit parti défendait victorieusement et glorieusement le marxisme-léninisme contre les cliques révisionnistes qui étaient au pouvoir. Notre Parti, avec un courage révolutionnaire, démasqua et il continue de démasquer le révisionnisme moderne avec à sa tête le révisionnisme soviétique.

L'Union soviétique révisionniste a subi des défaites colossales dans tous les domaines, elle s'est vu arracher son masque pseudo-marxiste, elle a perdu le prestige et l'autorité que lui avaient forgés Lénine, Staline et le Parti des bolcheviks conduit par eux. Les communistes, les révolutionnaires et les combattants de la libération des peuples ne devaient pas se laisser tromper par la démagogie des révisionnistes khrouchtchéviens. Et notre Parti a contribué, il contribue et contribuera toujours à cette œuvre révolutionnaire.

Ainsi prirent fin les rapports de l'Albanie socialiste avec l'Union soviétique révisionniste. Mais notre lutte contre l'activité de traîtres, de fascistes, de social-impérialistes des révisionnistes, khrouchtchéviens et brejnéviens, ne cessa ni ne cessera jamais. Nous les avons dénoncés et nous les dénoncerons jusqu'à ce qu'ils soient balayés de la face du globe, jusqu'à ce que la lutte commune des peuples, des révolutionnaires, des marxistes-léninistes dans le monde entier triomphe partout, jusqu'à ce qu'elle triomphe aussi en Union soviétique.

Un jour, le peuple soviétique condamnera sévèrement les khrouchtchéviens et il rendra au peuple albanais et au Parti du Travail d'Albanie, l'estime et l'amour qu'il avait pour eux en des temps meilleurs, car notre peuple et notre Parti se sont battus sans fléchir contre les khrouchtchéviens, qui étaient nos ennemis communs.

1976